

EUROBAROMETRE 73

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

RAPPORT

VOLUME 2

Terrain : mai 2010

Publication : novembre 2010

Eurobaromètre Standard 73

Printemps 2010

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

Volume 2

Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la
demande de la Commission européenne –
Direction générale Communication

Coordonnée par la Commission européenne -
Direction générale Communication

TNS Opinion & Social
Avenue Herrmann Debroux, 40
1160 Bruxelles
Belgique

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
I. L'UNION EUROPEENNE ET LA MONDIALISATION	9
1. LES REPRÉSENTATIONS DE LA MONDIALISATION	9
1.1. La mondialisation est une opportunité de croissance	9
1.2. La mondialisation signifie plus d'investissements étrangers	13
1.3. La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres	16
1.4. La mondialisation, facteur d'accroissement des inégalités	20
1.5. La mondialisation ne protège pas de l'inflation	22
1.6. La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens	25
2. L'UNION EUROPÉENNE ET LA MONDIALISATION	28
2.1. La demande de règles communes au niveau mondial	28
2.2. La capacité d'action de l'UE dans l'économie mondiale	30
2.3. Les intérêts de l'UE, des Etats-Unis et de la Chine sont-ils les mêmes ? 33	
2.3. Les intérêts de l'UE, des Etats-Unis et de la Chine sont-ils les mêmes ? 33	
2.3.1 L'UE et les Etats-Unis	33
2.3.2 L'UE et la Chine	36
2.4. Le rôle de l'Union européenne dans la mondialisation	38
La formulation négative (SPLIT A)	38
La formulation positive (SPLIT B)	41
II. LES EUROPEENS, L'UNION EUROPEENNE ET LA CRISE	46
1. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE ?	47
2. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MENAGES	52
3. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE A LA CRISE	56
4. LE RÔLE DE L'EURO DANS LA CRISE	64
4.1. L'opinion des citoyens de la zone euro : leur pays aurait-il été mieux protégé avec l'ancienne monnaie nationale ?	64
4.2. L'opinion des citoyens hors de la zone euro : leur pays aurait-il été mieux protégé avec la monnaie unique ?	68
4.3. L'effet atténuateur de l'euro	71
5. LES MESURES LES PLUS EFFICACES A PRENDRE PAR L'UNION EUROPEENNE	75
5.1. Les mesures pour lutter contre la crise	75
5.2. Les mesures pour améliorer les performances de l'économie européenne	79
6. REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER ?	93
7. LA REDUCTION DE LA DETTE PUBLIQUE	103
III. LES EUROPEENS ET LA CITOYENNETE EUROPEENNE	116
1. L'IDENTITÉ ET LA CITOYENNETÉ DES EUROPÉENS	116
2. L'OUVERTURE DES EUROPÉENS SUR LES AUTRES	141
2.1 Les voyages à l'étranger au cours des douze derniers mois	145
2.2 La lecture d'un livre, journal ou magazine dans une autre langue que sa langue maternelle	147
2.3 Les relations sociales avec des personnes d'autres pays	149
2.4 L'écoute de la télévision en langue étrangère	151
2.5 L'utilisation d'Internet pour acheter un produit ou un service dans un autre pays de l'UE	153

3. LES BÉNÉFICES DES RÉALISATIONS DE L'UNION EUROPEENNE	155
3.1 La diminution des contrôles aux frontières	156
3.2 L'amélioration des droits des consommateurs pour des achats dans d'autres pays de l'UE que le leur	158
3.3 La réduction du coût des téléphones mobiles pour une utilisation dans un autre pays de l'UE	158
3.4 L'assistance médicale dans un autre pays que l'UE	160
3.5 Le renforcement des droits des passagers dans le transport aérien ..	160
4. LA PARTICIPATION DES CITOYENS DANS LA SOCIÉTÉ	163
4.1 Les meilleurs moyens pour faire entendre sa voix	163
4.2 Le droit d'initiative.....	166
5. LES EUROPÉENS ET LE VOLONTARIAT	171
5.1 La participation bénévole des Européens	171
5.2 Les domaines dans lesquels le volontariat joue un rôle important	175
IV. EUROPE 2020	178
1. L'IMPORTANCE PERCUE DES INITIATIVES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'"EUROPE 2020"	178
1.1 Les initiatives qui suscitent une large adhésion dans tous les pays de l'Union	182
1.2 Les initiatives qui ne suscitent pas une adhésion majoritaire dans tous les pays de l'Union	187
2. LES OBJECTIFS CHIFFRÉS DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020	191
2.1 Europe 2020 : les objectifs économiques et sociaux	196
2.2 Europe 2020 : les objectifs de développement durable	200
2.3 Europe 2020 : les objectifs éducatifs	208
CONCLUSION	211
ANNEXES.....	215
SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	217
QUESTIONNAIRE.....	223

INTRODUCTION

La présente enquête Eurobaromètre a été conduite entre le 5 mai et le 28 mai 2010 dans 32 pays ou territoires¹ : les 27 Etats membres de l'Union européenne, trois pays candidats (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie), l'Islande ainsi qu'auprès de la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Les dernières enquêtes ont enregistré de forts mouvements d'opinion en Europe : après s'être dégradé de manière quasiment continue depuis l'automne 2007 (EB68), et plus particulièrement depuis le début de la crise financière et économique à l'automne 2008, l'état de l'opinion publique européenne s'était sensiblement améliorée lors de la dernière enquête Eurobaromètre réalisée à l'automne 2009 (EB72), et ce pour la plupart des indicateurs de suivi de l'opinion. Cela semblait indiquer que les Européens ressentaient les prémices d'un retour de la croissance et d'une sortie de crise au début de l'année 2010. Cependant, dans cette enquête réalisée au printemps 2010 (EB73), on enregistre au contraire une nouvelle dégradation de l'opinion publique européenne, tant au niveau du jugement sur la situation économique, que sur les indicateurs de soutien à l'Union européenne.

Depuis l'automne 2009 et la précédente enquête Eurobaromètre, plusieurs éléments ont changé : si la situation économique s'est améliorée au niveau mondial, cette amélioration se caractérise par de fortes disparités géographiques, entre les différentes régions du monde, d'abord – le FMI estimant même que l'Union « *sort de la récession plus lentement que d'autres régions* », mais également au sein même de l'Union européenne. Par ailleurs, les premiers mois de l'année 2010 ont été marqués par d'autres événements dont il faut tenir compte dans l'analyse des résultats : tout d'abord, les crises budgétaires traversées par plusieurs Etats européens, notamment la Grèce. La baisse de l'euro, ensuite, dont la valeur face au dollar s'est dégradée de manière continue pendant les premiers mois de l'année 2010. Le taux de chômage, enfin, qui s'est stabilisé à des niveaux élevés en Europe au mois de mai 2010 : 9,6% dans l'Union européenne et 10% pour la zone euro², soit son plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique.

Ces différents facteurs influencent probablement les opinions et les attitudes des Européens mesurées dans cette enquête, c'est pourquoi il faut tenir compte de cette toile de fond lorsque l'on analyse les sujets traités dans ce rapport de l'Eurobaromètre Standard. Quatre grands thèmes sont abordés dans ce rapport : l'opinion des Européens à l'égard de la mondialisation ; les Européens, l'Union et la crise ; les Européens et la citoyenneté ; la stratégie "Europe 2020".

¹ Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes du travail de terrain dans chaque pays.

² Eurostat/ Euroindicateurs/Communiqué de presse/ 02 juillet 2010
epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/.../3-02072010-AP-FR.PDF

On peut en effet s'interroger sur la mesure dans laquelle le contexte économique et social du début de l'année 2010 a influencé, voire modifié, les perceptions et les attitudes des Européens sur la mondialisation, la crise, ou leur rapport à la citoyenneté européenne. Enfin, il est intéressant d'interroger les Européens sur la stratégie "Europe 2020", définie par la Commission européenne pour que l'Union sorte de la crise, et puisse faire face aux grands défis globaux auxquels elle sera confrontée au cours des prochaines années.

Ce rapport s'organise donc en quatre parties principales. Dans la première, on s'intéresse à la manière dont les Européens perçoivent la mondialisation. Dans un premier temps, les Européens sont interrogés sur différents aspects de la mondialisation : les différentes représentations de la mondialisation sont successivement analysées. On demande ensuite aux Européens s'ils estiment que la mondialisation demande davantage de régulation et de gouvernance au niveau mondial. Enfin, les Européens sont invités à évaluer le rôle de l'UE dans un contexte mondial où la mondialisation prend de plus en plus d'importance.

La deuxième partie s'intéresse tout particulièrement à la crise économique et financière. Après avoir demandé aux répondants si le pire était passé ou restait à venir, et quelles sont les conséquences actuelles de la crise sur les ménages, le rapport s'intéresse aux principaux acteurs capables d'agir efficacement pour lutter contre la crise. Le rôle joué par la monnaie unique européenne est également analysé. La sortie de crise et la meilleure manière d'y parvenir est ensuite évoquée : quelles mesures prendre ? Faut-il réformer le système économique et financier ? Les Etats membres doivent-ils coordonner davantage leur action pour combattre la crise et ses effets ? Enfin, le rapport aborde la question des déficits publics – particulièrement au cœur de l'actualité au début de 2010, avec la crise budgétaire traversée par plusieurs Etats membres.

La troisième partie porte sur la citoyenneté européenne : on aborde dans un premier temps les questions de l'identité et de la citoyenneté européenne : les Européens connaissent-ils leurs droits en tant que citoyens européens ? Souhaiteraient-ils en savoir plus sur le sujet ? Ils sont ensuite interrogés sur les éléments qui seraient susceptibles de renforcer leur sentiment de citoyenneté européenne. Le rapport s'intéresse ensuite à l'ouverture des Européens sur le reste de l'Union européenne, d'un point de vue social et culturel. La manière dont certaines réalisations de l'Union ont bénéficié aux Européens est ensuite analysée en détail. Enfin, le dernier chapitre s'intéresse à la participation des citoyens dans la société, et au volontariat.

La quatrième partie porte sur la stratégie "Europe 2020" qui vise à faire sortir l'Union de la crise, et à faire face aux principaux défis globaux. Le sentiment des Européens sur l'importance des différentes initiatives définies par la Commission européenne et les objectifs chiffrés de l'UE dans le cadre d'Europe 2020 sont successivement analysés.

Les résultats sont commentés en principe à trois niveaux :

- Au niveau de la moyenne des 27 Etats membres
- Au niveau national, c'est-à-dire dans quelle mesure ils varient d'un pays à l'autre
- Au niveau sociodémographique, c'est-à-dire les variations en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques du répondant, ainsi qu'en fonction d'autres indicateurs d'opinion, notamment l'image que les citoyens ont de l'Union européenne, leur confiance dans l'Union européenne, leur connaissance de l'Union ou encore leur positionnement sur l'échelle politique gauche-droite.

L'analyse générale, ainsi que les analyses sociodémographiques, se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée pour qu'elle reflète la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union telle qu'elle était composée au moment où l'étude a été menée.

Cette enquête Eurobaromètre a été commandé par la Direction générale Communication de la Commission européenne et a été réalisé par TNS Opinion & Social. La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre Standard de la Direction générale Communication (unité « Recherche et speechwriting »).

Une note technique concernant les entretiens réalisés par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est annexée à ce rapport. Celle-ci précise la méthode utilisée pour ces entretiens, ainsi que les intervalles de confiance.

Rappelons qu'il existe trois types de rapports pour cet Eurobaromètre standard.

1) Premiers résultats : ce rapport offre un condensé des résultats les plus marquants relatifs aux indicateurs de tendance, procurant ainsi en un coup d'œil un aperçu de l'opinion publique européenne sur des questions essentielles.

2) Rapport: l'analyse détaillée des résultats de toutes les questions.

3) Fiches nationales : la représentation graphique des résultats pour chaque pays ou territoire couvert par l'étude, illustrant la comparaison entre les résultats nationaux et la moyenne de l'Union européenne.

Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier tous les personnes interrogées à travers l'Europe qui ont consacré du temps à ce sondage.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABREVIATIONS

EU27	Union européenne - 27 Etats membres
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre*
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine**
IS	Islande

* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : *Turkish Cypriot Community - communauté chypriote turque*].

** Abréviation provisoire ne préjugant pas la nomenclature définitive de ce pays, qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

Les résultats spécifiques pour CY(tcc), HR, TR, MK et IS figurent dans l'Annexe au présent rapport contenant les tableaux de données.

1. L'UNION EUROPEENNE ET LA MONDIALISATION

Même si l'on constate parfois une légère érosion des évocations positives, les représentations des Européens sur la mondialisation restent, de manière globale, inchangées par rapport aux précédentes enquêtes Eurobaromètre. La mondialisation demeure majoritairement perçue à la fois comme un levier de croissance économique et de développement et comme un facteur d'aggravation des inégalités sociales. Elle continue également d'être vue comme profitant aux grandes entreprises et non aux citoyens. Les représentations positives créent des clivages sociaux significatifs au sein de l'opinion européenne entre les catégories diplômées, aisées et bien insérées et les catégories plus modestes et populaires, alors que les représentations négatives rassemblent une large majorité de la population européenne dans toutes ses composantes.

L'évolution la plus remarquable concerne le rôle de l'Union face aux défis de la mondialisation. Que l'on formule la question positivement (« l'Union européenne permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation ») ou négativement (« l'Union européenne aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation »), les jugements favorables sur le rôle de l'Union sont en baisse notable par rapport à l'enquête de l'automne 2009 (EB72). La crise économique et financière et les difficultés connues dans la zone euro ne sont sans doute pas étrangères à ce phénomène.

1. LES REPRÉSENTATIONS DE LA MONDIALISATION

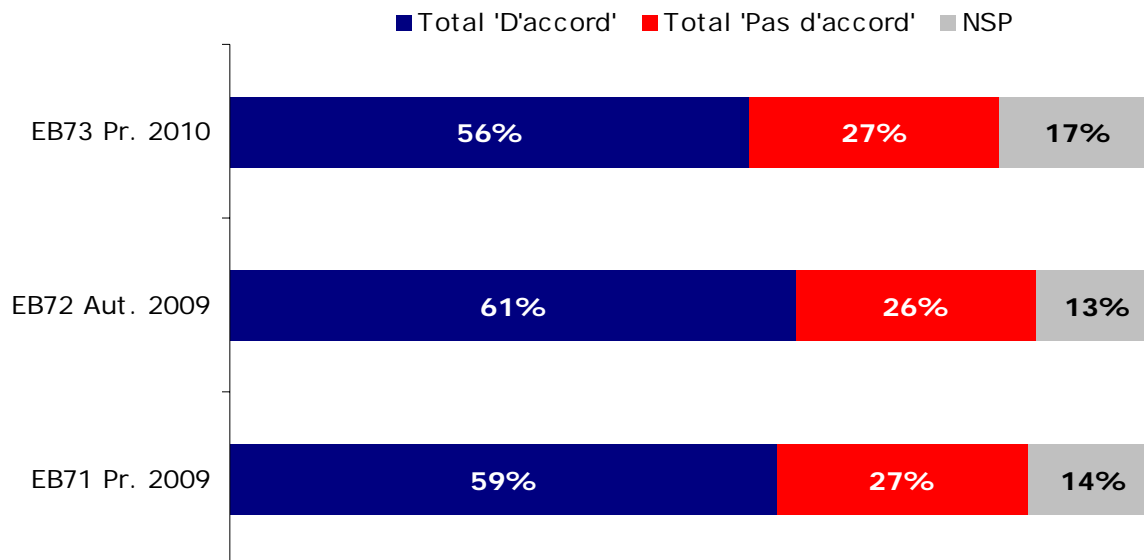
1.1. La mondialisation est une opportunité de croissance

56% des Européens se disent d'accord avec l'idée selon laquelle la mondialisation représente une opportunité de croissance économique, dont 12% « tout à fait d'accord » et 44% « plutôt d'accord ». 27% se montrent à l'inverse en désaccord avec cette affirmation, 7% l'étant « tout à fait » et 20% « plutôt ». 17% n'expriment pas d'opinion³. La proportion d'Européens portant un regard favorable sur la mondialisation en tant qu'opportunité de croissance est en recul de 5 points par rapport à l'automne 2009 mais celle des personnes qui la jugent défavorablement ne progresse dans le même temps que d'un point, le transfert se faisant pour l'essentiel sur les sans-opinions (+4 points). La structure de cette représentation n'est donc pas significativement modifiée par ces évolutions.

³ QD1.1 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. La mondialisation représente une opportunité de croissance économique

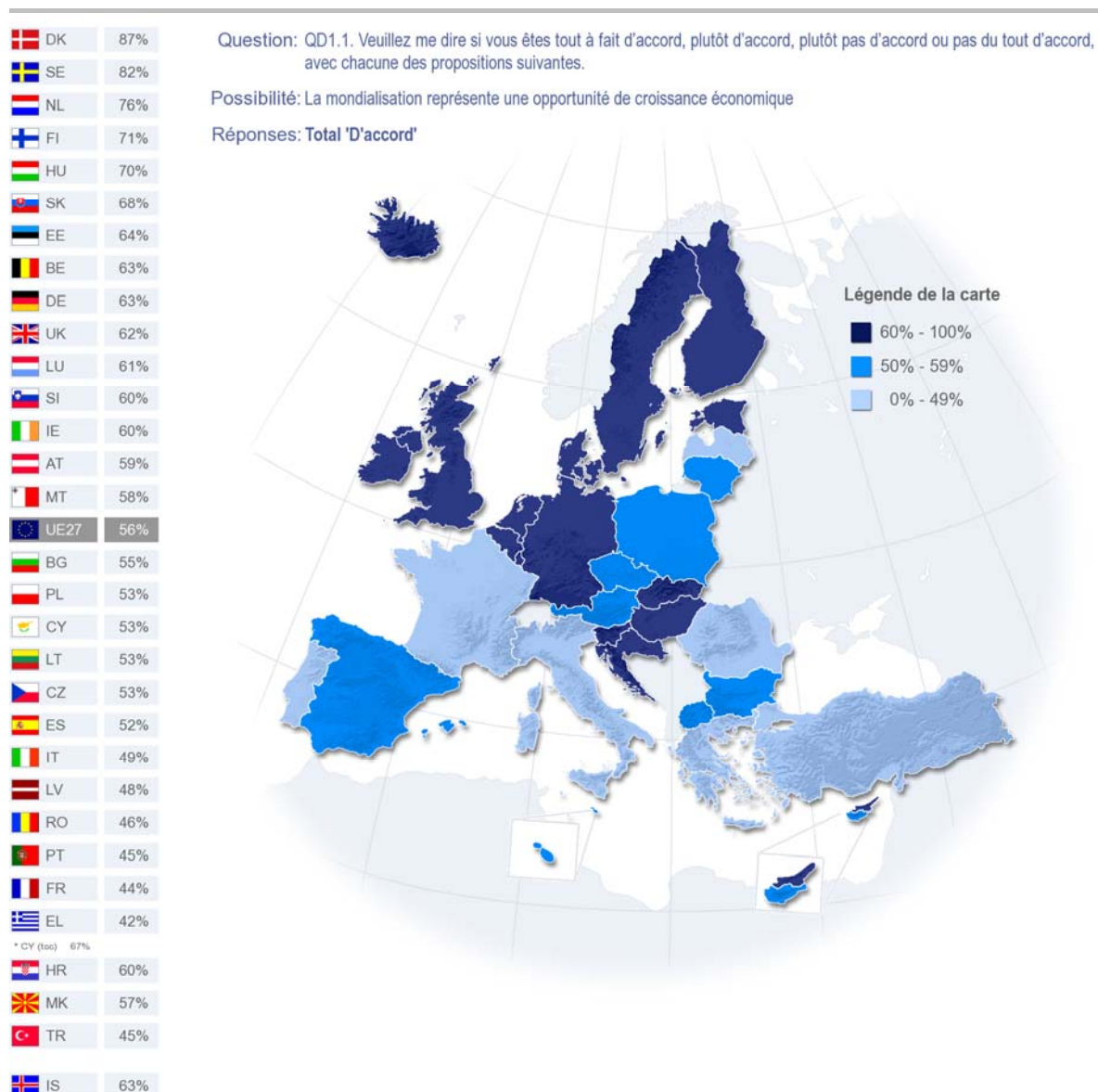
QD1.1 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

La mondialisation représente une opportunité de croissance économique - % UE



L'analyse des résultats par pays révèle de réelles différences dans la perception de la mondialisation. C'est au sein des pays nordiques que la mondialisation est la plus massivement perçue comme une opportunité de croissance économique. 87% des Danois, 82% des Suédois, et 71% des Finlandais partagent cette opinion. Cette idée est également fortement soutenue aux Pays-Bas (76%), en Hongrie (70%) et en Slovaquie (68%).

Les représentations sont moins positives dans le Sud de l'Europe, en Grèce (42%), au Portugal (45%) et en Italie (49%), mais également en Roumanie (46%), en France (44%) et en Lettonie (48%), soit au total six pays où moins d'un répondant sur deux considère la mondialisation comme un facteur de croissance économique.



En termes d'évolution par rapport à la vague précédente de l'Eurobaromètre, réalisée à l'automne 2009, le recul d'une vision positive de la mondialisation comme une opportunité de croissance est particulièrement net au Portugal (-15 points par rapport à l'automne 2009), en Roumanie (-13 points), au Luxembourg (-11 points), en Espagne (-10 points), en République tchèque (-10 points), en Grèce (-8 points) et en Italie (-7 points). A l'inverse, le sentiment que la mondialisation représente une opportunité de croissance économique progresse – de manière limitée cependant – au Danemark (+1 point), à Chypre (+2 points), et en Hongrie (+4 points).

En ce qui concerne les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, la mondialisation est vue comme une opportunité de croissance par une majorité des répondants en Croatie (60%, +4 points) et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (57%, -4 points). Les représentations positives sont moins prégnantes en Turquie mais progressent (45%, +4 points).




Enfin, en Islande, une majorité des répondants voit la mondialisation comme une opportunité de croissance économique (63%).

L'analyse des résultats selon le profil sociodémographique des répondants fait apparaître certaines différences, notamment selon le sexe et l'âge des personnes interrogées. Ainsi, les hommes sont plus nombreux que les femmes à considérer la mondialisation comme une opportunité de croissance économique (60%, pour 53% des femmes). Cela dit, cette différence résulte principalement d'un taux de sans réponse nettement plus élevé chez les femmes (21%, pour 12% des hommes). Par ailleurs, les jeunes portent un regard plus favorable sur la mondialisation que les plus âgés, puisqu'ils sont 64% à être d'accord avec la proposition chez les 15-24 ans, ce qui n'est le cas que de 51% des 55 ans et plus. Ces tendances se retrouvent sur la plupart des questions portant sur la mondialisation, mais nous nous concentrerons principalement sur les clivages sociaux, encore plus nets. En effet, la mondialisation fait traditionnellement partie des enjeux qui suscitent de profonds clivages sociaux au sein de l'opinion européenne, notamment entre les catégories sociales en situation difficile, et celles qui sont plus favorisées. Le niveau de diplôme, la catégorie socioprofessionnelle et le revenu sont des variables profondément structurantes des attitudes et opinions à l'égard de la mondialisation. Ainsi :

- 65% des personnes à haut niveau d'études considèrent que la mondialisation est une opportunité de croissance économique pour 44% de celles dont le niveau de formation est bas.
- 61% des personnes qui disent ne pas avoir de difficultés à payer leurs factures partagent également cette opinion, pour 43% de celles qui en avouent.
- 67% des personnes se classant en haut de l'échelle sociale portent un regard positif sur le lien entre mondialisation et croissance économique pour 46% de ceux qui s'auto positionnent en bas.

L'appréciation du rôle économique de la mondialisation n'est en revanche pas soumise aux clivages politiques : 58% des sympathisants de gauche, 59% de ceux du centre et 62% de ceux de droite considèrent la mondialisation comme une opportunité de croissance.

QD1.1 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.
La mondialisation représente une opportunité de croissance économique

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	56%	27%	17%
Sexe du répondant			
 Homme	60%	28%	12%
Femme	53%	26%	21%
Age			
 15-24	64%	20%	16%
25-39	58%	28%	14%
40-54	57%	30%	13%
55 +	51%	27%	22%
Age de fin d'études			
 15-	44%	28%	28%
16-19	56%	29%	15%
20+	65%	26%	9%
Toujours étudiant	69%	18%	13%
Echelle gauche-droite			
(1-4) Gauche	58%	31%	11%
(5-6) Centre	59%	26%	15%
(7-10) Droite	62%	25%	13%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	43%	34%	23%
De temps en temps	51%	30%	19%
Presque jamais	61%	25%	14%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	46%	31%	23%
Moyen (5-6)	57%	27%	16%
Haut (7-10)	67%	22%	11%

1.2. La mondialisation signifie plus d'investissements étrangers

56% des Européens disent partager l'affirmation selon laquelle « la mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers dans leur pays ». 13% sont « tout à fait » d'accord avec cette idée, et 43% « plutôt » d'accord. A l'opposé, 27% expriment leur désaccord avec cette affirmation, 7% l'étant « tout à fait » et 20% « plutôt ». 17% n'expriment pas d'opinion sur cette question⁴.

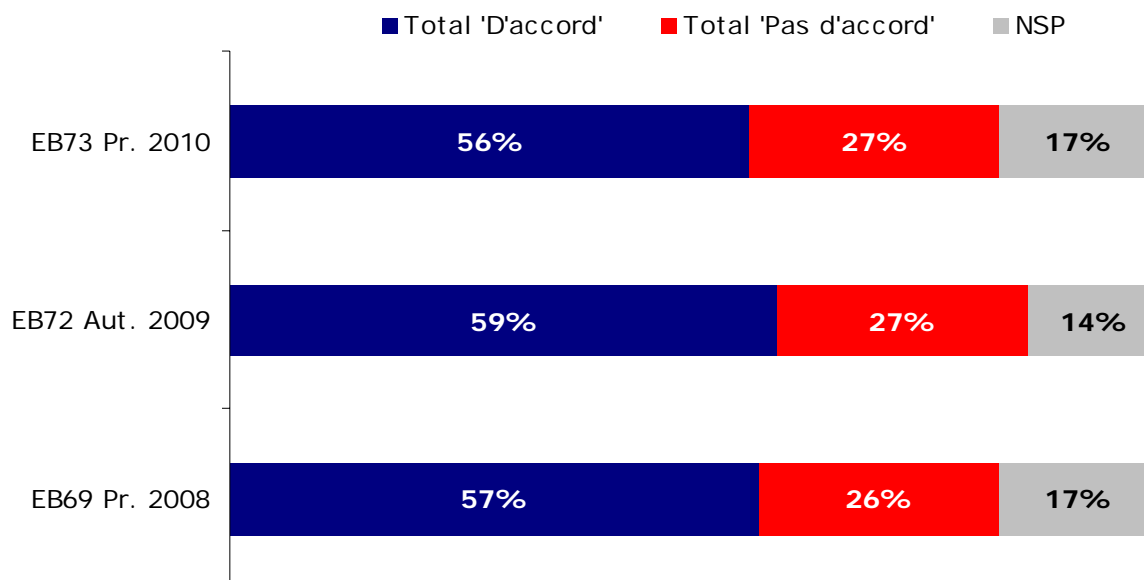
Le pourcentage de ceux qui se disent d'accord avec cette idée recule de 3 points par rapport à l'automne 2009 alors que la proportion de ceux se disant en désaccord reste stable, le taux de sans opinion augmentant de 3 points.

On retrouve sur ce sujet un rapport d'opinion relativement proche de celui mesuré au printemps 2008 (EB69).

⁴ QD1.7 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. La mondialisation signifie plus d'investissements étrangers dans (NOTRE PAYS).

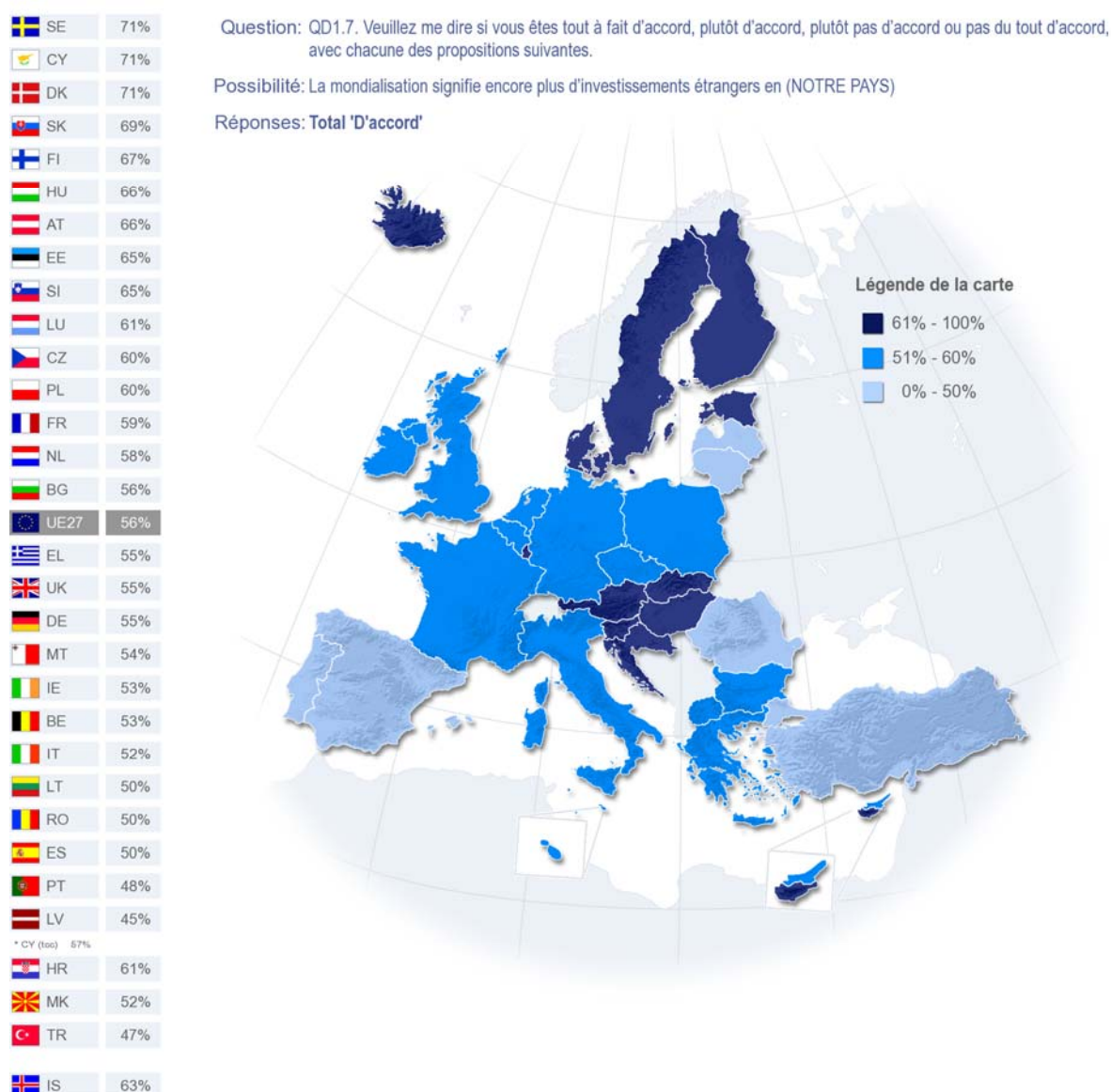
QD1.7 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

La mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers en (NOTRE PAYS) - % UE



Il n'y a qu'en Lettonie (45%) et au Portugal (48%) que cette vision n'est pas partagée par une majorité absolue de la population. Une fois encore, c'est au sein des pays nordiques (71% en Suède, 71% au Danemark, 67% en Finlande) et en Slovaquie (69%) que les personnes interrogées sont les plus nombreuses à voir la mondialisation comme un multiplicateur d'investissement.

Il faut également relever la particularité de l'opinion chypriote. Alors que la proportion de personnes interrogées à Chypre qui considèrent la mondialisation comme une opportunité de croissance économique se situe en dessous de la moyenne européenne, l'opinion est en revanche particulièrement sensible à son rôle dans le développement de l'investissement et exprime son accord sur cette affirmation au même niveau que dans les pays nordiques (71%).



Pour CY (tcc) : La mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers dans notre communauté

Cette vision de la mondialisation comme un facteur accroissant les investissements est nettement en recul en Roumanie (-14 points), au Portugal (-13 points), en République tchèque (-11 points) et en Grèce (-7 points), c'est-à-dire dans les pays où la représentation de la mondialisation comme une opportunité de croissance économique s'effritait également le plus sensiblement.

Du côté des pays candidats, 61% des Croates (-1 point), 52% (-7 points) des habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 47% des Turcs (+1 point) considèrent la mondialisation comme un facteur d'augmentation des investissements dans leur pays.

En Islande, 63% des répondants sont d'accord avec la proposition.

L'analyse sociologique montre que cette représentation est partagée au sein de toutes les catégories sociales, mais avec des différences d'intensité notables. Le degré d'adhésion à cette idée croît avec le niveau de diplôme et la position sociale des individus et décroît avec l'âge. Ainsi, 64% des 15-24 sont d'accord avec le fait que la mondialisation augmente les investissements dans leur pays pour 51% des 55 ans et plus. 62% des personnes à haut niveau d'études partagent cette idée pour 47% de celles ayant arrêté leurs études avant 16 ans. C'est le cas enfin de 64% des personnes se classant en haut de l'échelle pour 51% de celles se situant en bas. L'appartenance politique ne joue là encore aucun rôle dans la structuration des opinions.

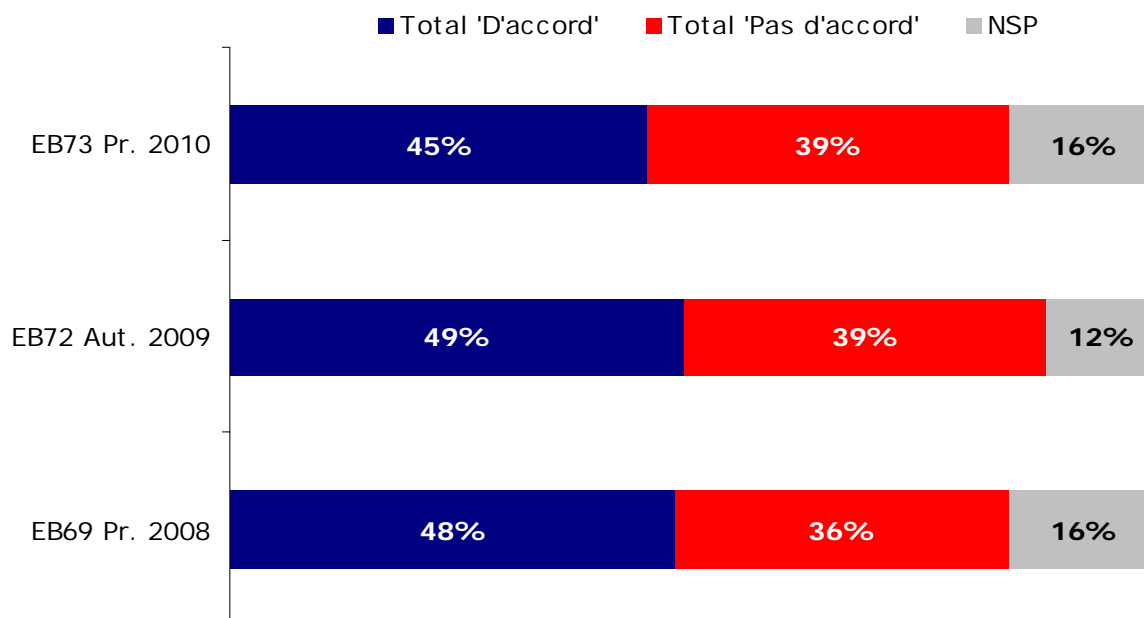
1.3. La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres

45% des Européens conviennent que la mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres, 9% étant « tout à fait » d'accord avec cette idée et 36% « plutôt » d'accord. A l'opposé, 39% se disent en désaccord avec cette affirmation, 13% l'étant « tout à fait » et 26% « plutôt ». 16% n'expriment pas d'avis⁵.

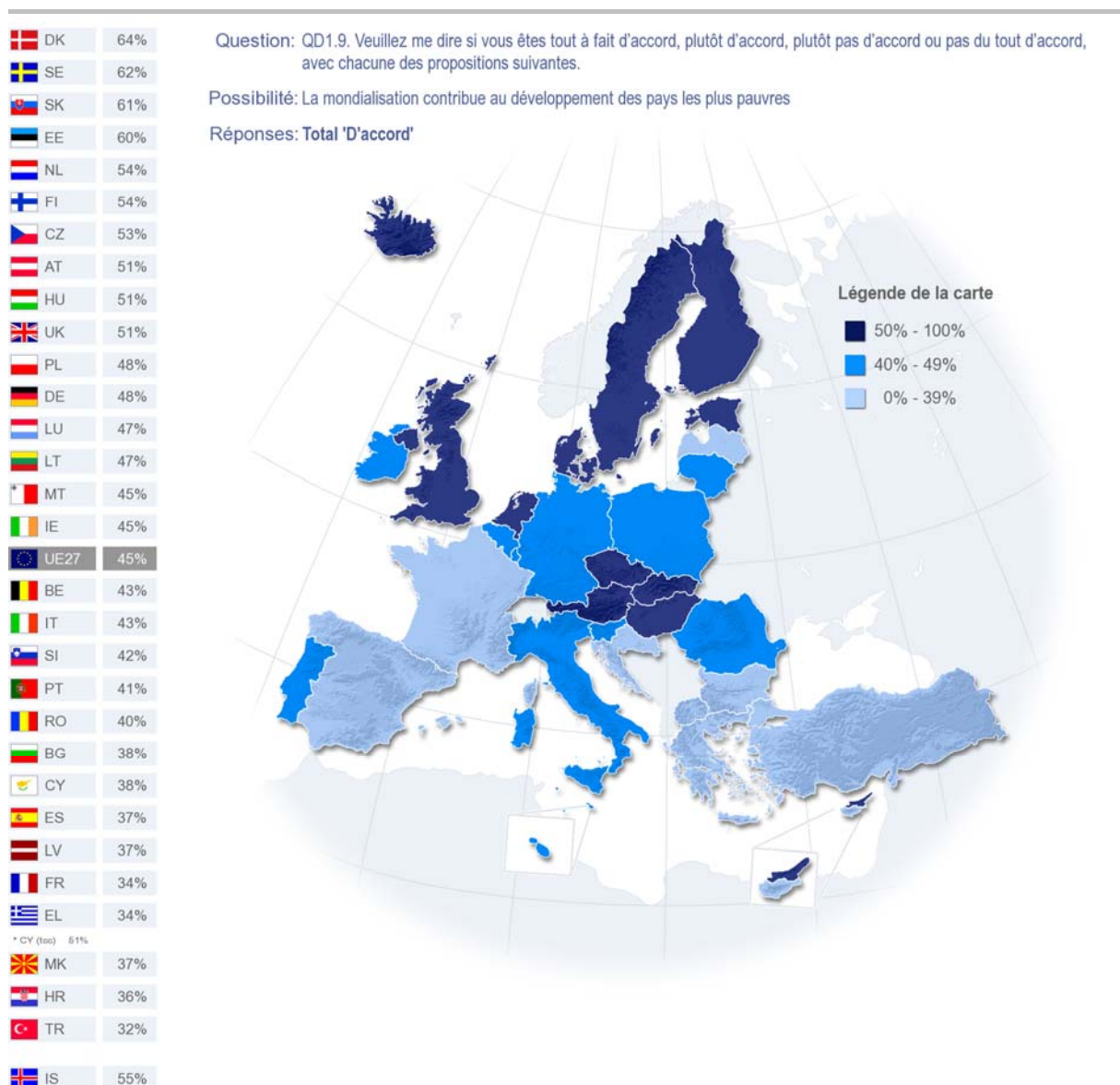
La vision positive est en recul de 4 points au sein de l'opinion européenne par rapport à l'automne 2009 alors que la vision négative est stable, le nombre de sans opinion augmentant de 4 points. Le rapport d'opinion se resserre donc quelque peu sur cette question par rapport aux enquêtes précédentes.

⁵ QD1.9 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres.

QD1.9 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.
La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres - % UE



Les écarts nationaux sont assez importants sur cette question. Dans sept pays de l'Union, en Grèce (63% des répondants qui ne sont pas d'accord contre 34%), en France (54% contre 34%), en Lettonie (43% contre 37%), en Belgique (53% contre 43%), en Slovénie (50% contre 42%), en Espagne (40% contre 37%) et à Chypre (41% contre 38%), une majorité de l'opinion se montre en désaccord avec l'idée que la mondialisation est un facteur de développement. Les opinions sont très partagées en Bulgarie (38% sont d'accord contre 36%) et au Portugal (41% contre 40%). Comme pour les représentations précédentes, c'est dans les pays nordiques (64% au Danemark, 62% en Suède) et en Slovaquie (61%) que la vision de la mondialisation comme un facteur de développement des pays les plus pauvres est la plus largement partagée.



La part des répondants qui se disent d'accord avec l'affirmation selon laquelle la mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres est en recul au sein de tous les pays de l'Union, le plus souvent dans des proportions similaires à celle constatée en moyenne sur l'Union (-4 points). Ce recul est toutefois nettement plus affirmé au sein de trois pays, déjà cités précédemment dans l'analyse comme ceux où les visions positives de la mondialisation s'érodaient le plus : au Portugal (-13 points), en Roumanie (-11 points) et en Grèce (-9 points).

Au sein des pays candidats, l'évolution la plus marquante concerne l'ancienne République yougoslave de Macédoine où le pourcentage de répondants en accord avec l'idée d'une mondialisation facteur de développement pour les pays les plus pauvres est en baisse de 13 points (37%). En Croatie (36%, +3) et en Turquie (32%, -1), cette idée demeure minoritaire.

En Islande, une majorité de répondants est d'accord pour considérer que la mondialisation bénéficie aux pays les plus pauvres (55%, contre 30%).

L'analyse sociodémographique met à jour les mêmes variables que celles décrites précédemment dans la structuration des opinions. On en trouvera une illustration dans le fait que 54% des personnes se classant en haut de l'échelle sociale attribuent un rôle positif à la mondialisation dans le développement des pays pauvres pour 38% de celles qui s'auto-positionnent en bas. Le clivage politique est en revanche plus perceptible sur cette représentation que sur les deux premières. En effet, l'opinion selon laquelle la mondialisation joue un rôle positif dans le développement est partagée par 53% des sympathisants de droite pour 42% de ceux de gauche.

QD1.9 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.
La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	NSP
UE27	45%	39%	16%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	42%	48%	10%
(5-6) Centre	47%	39%	14%
(7-10) Droite	53%	34%	13%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	38%	41%	21%
Moyen (5-6)	45%	40%	15%
Haut (7-10)	54%	35%	11%

1.4. La mondialisation, facteur d'accroissement des inégalités

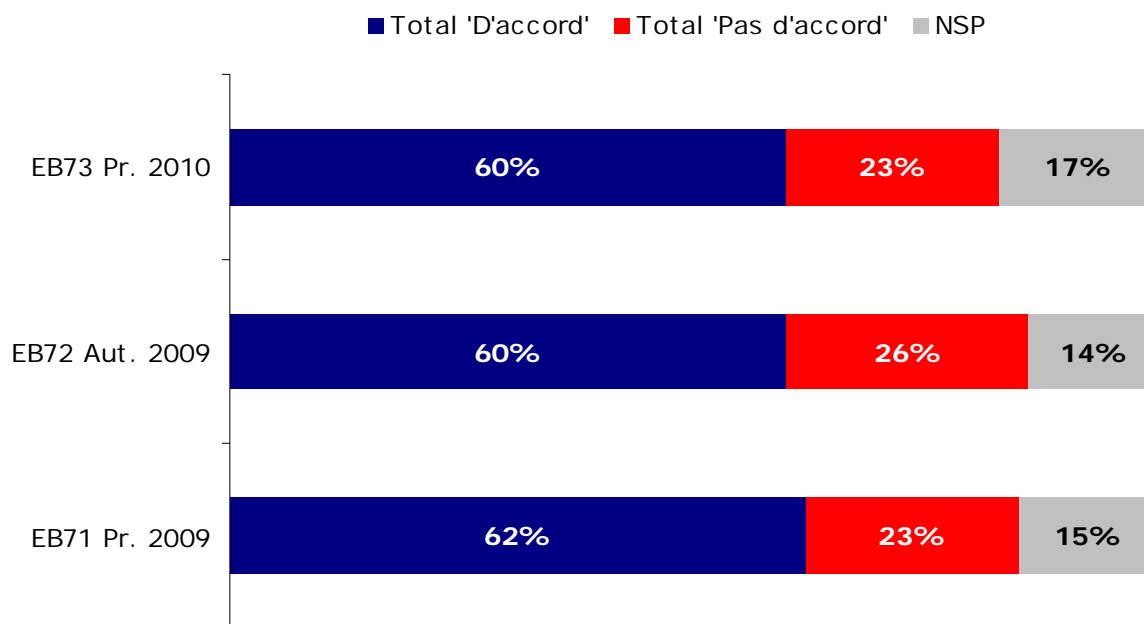
60% des Européens voient la mondialisation comme un phénomène aggravant les inégalités sociales alors que 23% sont d'un avis opposé et que 17% n'expriment pas d'opinion.

Dans le détail, 20% se disent « tout à fait » d'accord et 40% « plutôt » d'accord avec l'affirmation selon laquelle la mondialisation accroît les inégalités sociales alors que 4% se déclarent « tout à fait » et 19% « plutôt » en désaccord⁶.

Le pourcentage d'Européens en accord avec cette affirmation n'a pas évolué par rapport à la vague de l'automne 2009 alors que celui des Européens qui sont en désaccord recule de 3 points, le taux de sans opinion augmentant de 3 points.

QD1.2 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

La mondialisation accroît les inégalités sociales - % UE



La mondialisation est perçue comme un facteur d'aggravation des inégalités sociales par une majorité des répondants dans tous les pays de l'Union, même si le rapport d'opinion est partagé à Malte (33% contre 30%) et aux Pays-Bas (45% contre 41%). C'est en Grèce (81%), en France (76%) et en Slovénie (76%) que la représentation de la mondialisation comme une menace sociale est la plus largement partagée.

On retrouve là de manière logique les opinions de trois pays qui figurent traditionnellement parmi les moins favorables à la mondialisation dans les enquêtes Eurobaromètre.

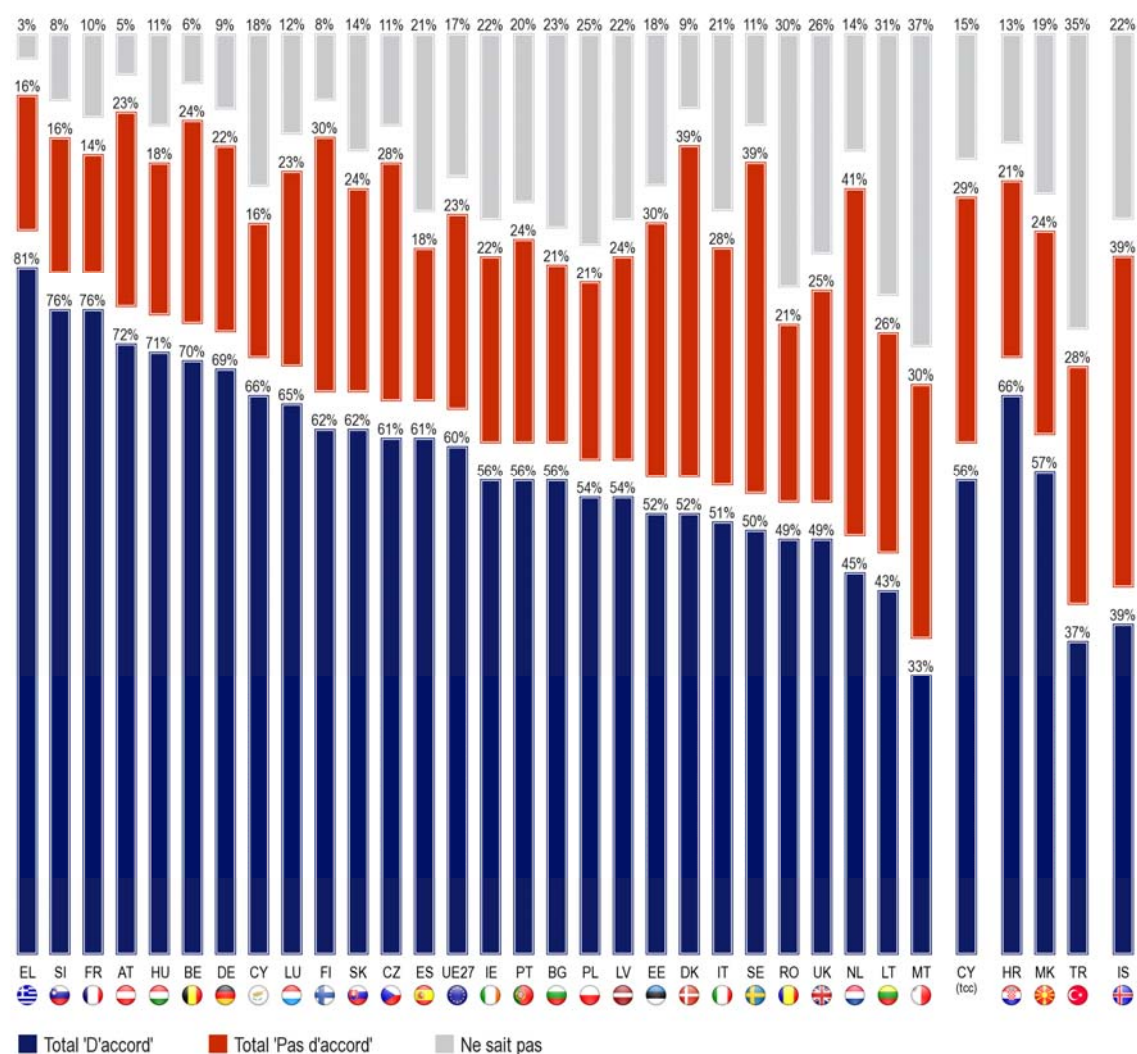
⁶ QD1.2 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. La mondialisation accroît les inégalités sociales.

On estime que la mondialisation aggrave les inégalités sociales en Croatie (66%) et dans l'ancienne République Yougoslave de Macédoine (57%) alors que l'opinion est plus partagée en Turquie (37% contre 28%).

En Islande, l'opinion est parfaitement partagée (39% contre 39%).

QD1.2. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.


La mondialisation accroît les inégalités sociales



La vision d'un impact social négatif de la mondialisation se renforce sensiblement en Pologne (+8 points par rapport à l'automne 2009), en Estonie (+7 points) et en Belgique (+6 points). Elle est à l'inverse en baisse notable au Luxembourg (-8 points) et au Danemark (-6 points).

Il est particulièrement intéressant de constater que cette représentation est totalement consensuelle et socialement partagée dans toutes les couches de la population. Alors que, on l'a vu, l'appréciation du rôle économique de la mondialisation génère d'importants écarts entre les catégories sociales, l'appréciation de son impact social n'en suscite quasiment aucun. Que l'on ait du mal à payer ses factures (60%) ou pas (60%), que l'on se situe en haut de l'échelle sociale (60%) ou en bas (62%), que l'on soit cadre (63%) ou ouvrier (65%), on considère, dans des proportions identiques, que la mondialisation est un facteur aggravant des inégalités sociales.

QD1.2 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.
La mondialisation accroît les inégalités sociales

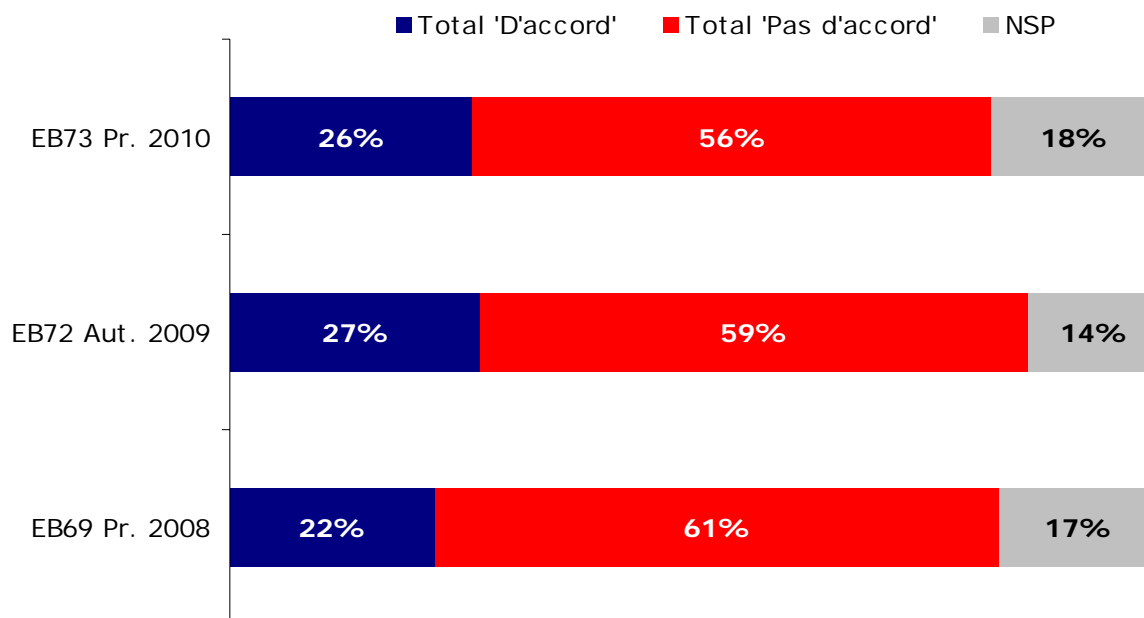
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	60%	23%	17%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	62%	26%	12%
Cadres	63%	28%	9%
Autres employés	63%	25%	12%
Ouvriers	65%	21%	14%
Hommes/ femmes au foyer	50%	21%	29%
Chômeurs	58%	22%	20%
Retraités	59%	20%	21%
Etudiants	56%	29%	15%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	60%	18%	22%
De temps en temps	61%	20%	19%
Presque jamais	60%	25%	15%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	62%	17%	21%
Moyen (5-6)	60%	23%	17%
Haut (7-10)	60%	28%	12%

1.5. La mondialisation ne protège pas de l'inflation

56% des Européens se disent en désaccord avec l'idée selon laquelle « la mondialisation nous protège des augmentations de prix », 22% l'étant « tout à fait » et 34% « plutôt ». 26% sont à l'inverse d'accord avec cette affirmation (4% « tout à fait » et 22% « plutôt ») et 18% n'expriment pas d'opinion⁷. Le pourcentage d'Européens en désaccord avec cette idée est en recul de 3 points, celui des répondants étant d'accord d'un point, le taux de sans opinion augmentant lui de 4 points. Le rapport d'opinion sur cette représentation s'est légèrement resserré depuis la vague EB69, réalisée au printemps 2008.

⁷ QD1.5 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. La mondialisation nous protège des augmentations de prix.

QD1.5 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.
La mondialisation nous protège des augmentations de prix - % UE



L'idée que la mondialisation ne protège pas de l'inflation domine dans 25 des 27 pays de l'Union, avec les plus hauts pics en France (76%), en Grèce (75%), en Allemagne (71%) et en Autriche (69%). On retrouve donc sur cette question l'attitude traditionnellement critique des opinions françaises et grecques à l'égard de la mondialisation et la sensibilité historique très forte des opinions allemandes et autrichiennes à l'égard de la hausse des prix.

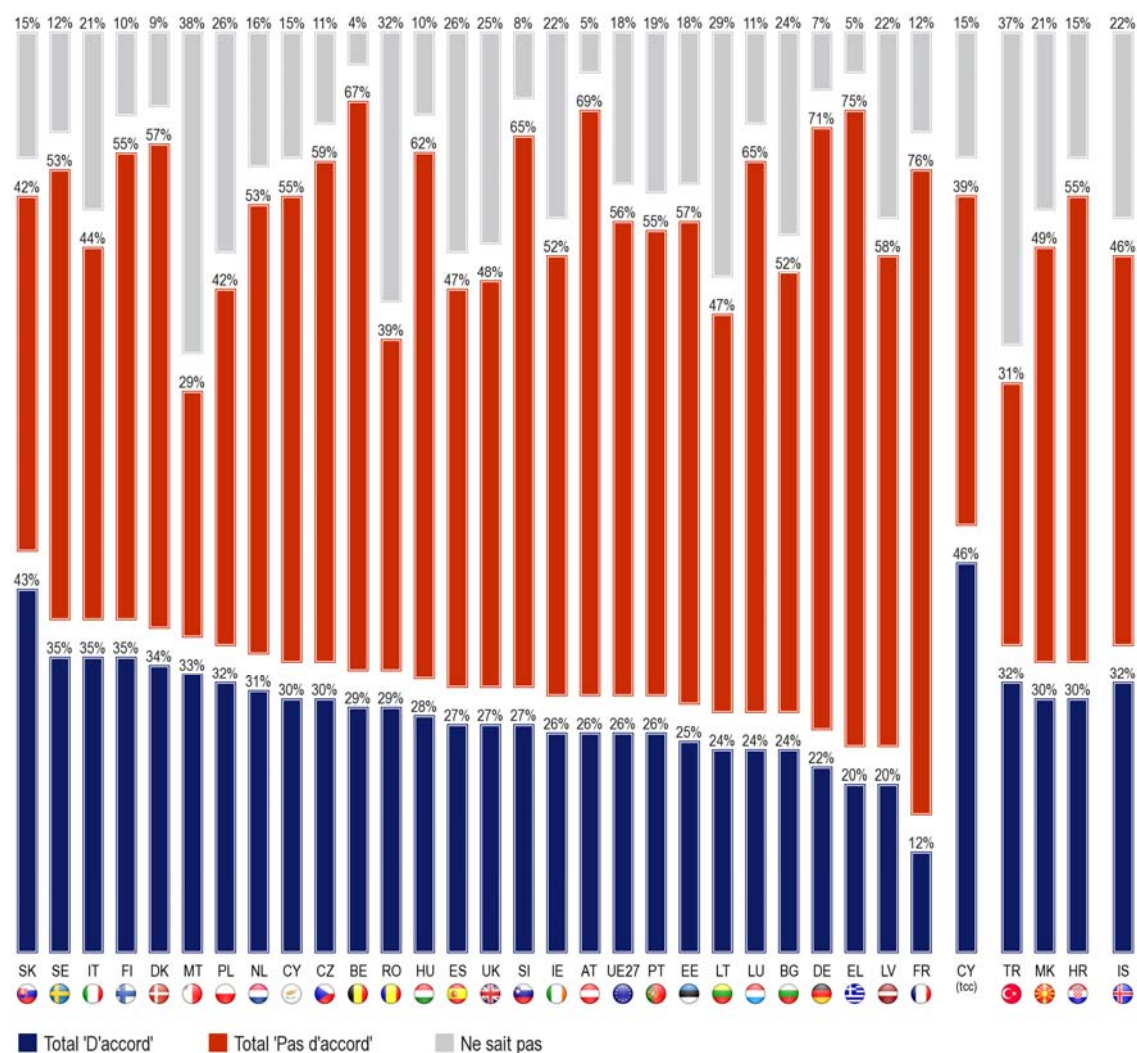
La Slovaquie, pays, on l'a vu, structurellement très favorable à la mondialisation (43% de répondants d'accord contre 42% qui ne le sont pas) et Malte (33% de d'accord contre 29% mais avec un taux très fort de sans opinion, 38%) sont les deux seuls pays où l'idée selon laquelle la mondialisation protège la population des augmentations de prix est majoritaire.

A l'exception de la Turquie (32% contre 31%), le sentiment que la mondialisation ne constitue pas une protection contre la hausse des prix est également dominant au sein des pays candidats : 55% en Croatie, 49% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

En Islande, un tiers des répondants a le sentiment d'être protégé de la hausse des prix par la mondialisation (32%), contre 46% qui sont d'un avis contraire.

QD1.5. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.

La mondialisation nous protège des augmentations de prix



Les évolutions les plus significatives sur cette question concernent le Portugal, l'Espagne et la Roumanie où la proportion de répondants qui sont d'accord avec l'idée selon laquelle « la mondialisation nous protège de l'inflation », déjà minoritaire, s'effrite encore, depuis l'automne 2009, de 11 points au Portugal et de 7 points en Roumanie et en Espagne.

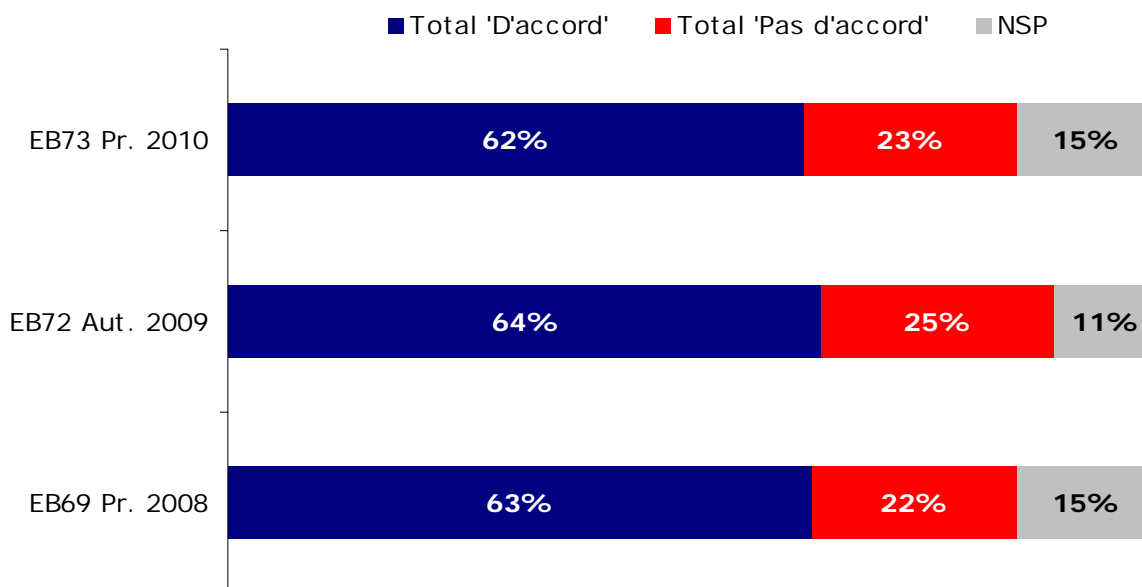
Comme pour la perception de la mondialisation comme un facteur d'aggravation des inégalités sociales, le sentiment qu'elle ne constitue pas un rempart à l'inflation est socialement partagé et majoritaire dans toutes les couches de la population européenne.

1.6. La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens

62% des Européens expriment leur accord (25% « tout à fait » et 37% « plutôt ») avec l'idée selon laquelle « la mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens ». 23% sont à l'inverse en désaccord avec cette affirmation, 5% l'étant « tout à fait » et 18% « plutôt ». 15% n'expriment pas d'opinion⁸.

Les évolutions, mineures, s'expliquent par la hausse de 4 points du taux de sans opinion. Du coup, le pourcentage d'Européens d'accord et celui des Européens en désaccord connaissent chacun un recul de 2 points. Au final, le sentiment d'être individuellement écarté des bénéfices de la mondialisation reste largement dominant au sein de l'opinion européenne.

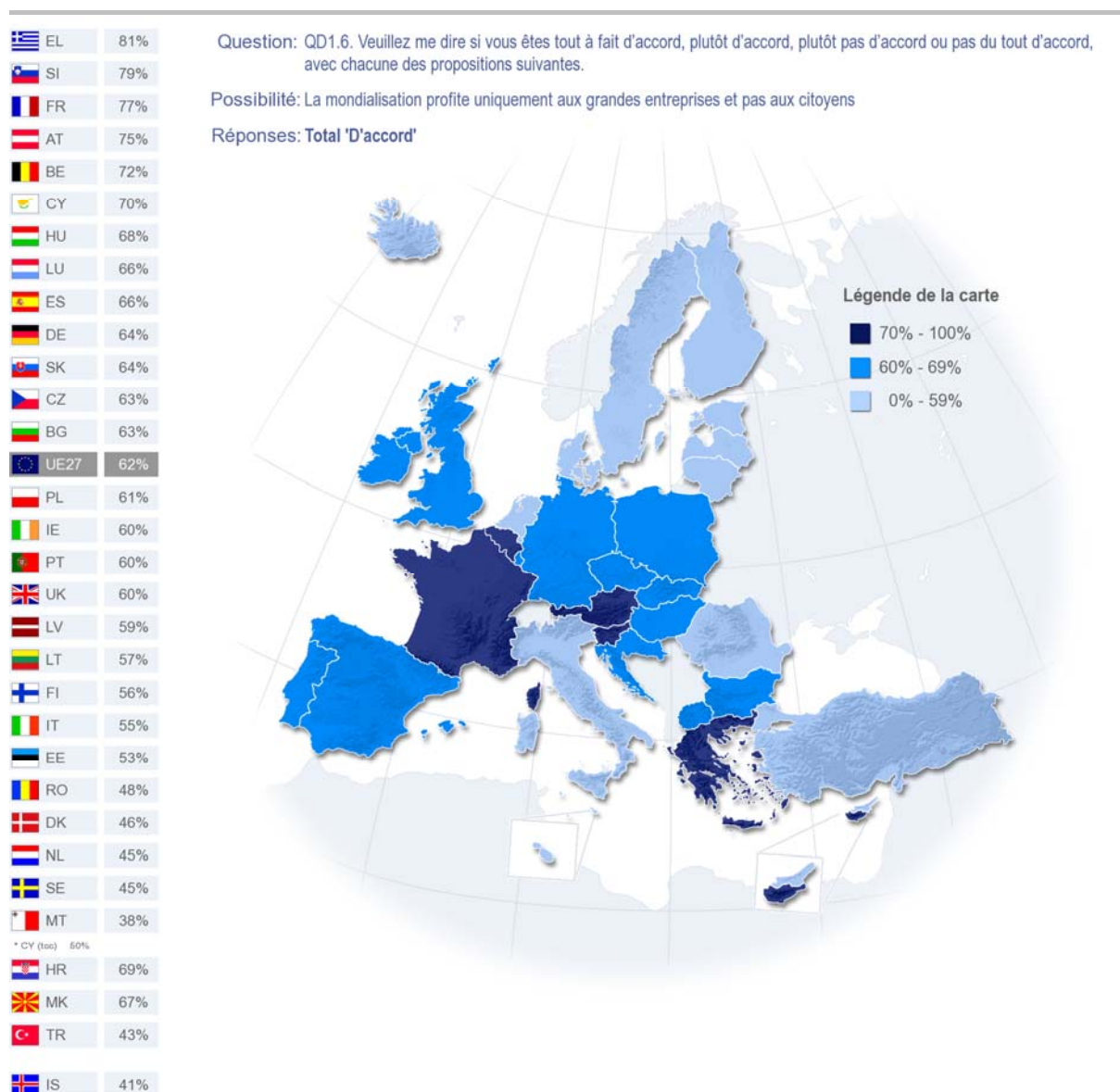
QD1.6 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.
La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens - % UE



Ce sentiment est largement dominant dans 25 des 27 pays de l'Union et culmine en Grèce (81%), en Slovaquie (79%) et en France (77%). Même s'il est au niveau le plus faible de l'Union à Malte, il l'emporte quand même (38% contre 20%) en raison du fort taux de sans opinion (42%). En fait, trois pays font véritablement exception avec des opinions très partagées, les Pays-Bas (45% « d'accord » contre 43%), la Suède (45% « d'accord » contre 47%) et le Danemark (46% contre 47%).

⁸ QD1.6 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens.

On retrouve ici la tendance analysée tout au long de ce rapport, avec un bloc Grèce-France-Slovénie assez réticent à l'égard de la mondialisation, et à l'opposé, un bloc pays nordiques et Pays-Bas plus favorable.



Par rapport à l'enquête de l'automne 2009, les évolutions par pays ne sont pas très importantes : notons cependant que l'opinion selon laquelle la mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens progresse au Luxembourg (+7 points), en Bulgarie (+6 points) et en Slovénie (+5 points). En revanche, les personnes interrogées sont un peu moins nombreuses qu'à l'automne 2009 à partager cette idée en Roumanie (-8 points), au Portugal et en Italie (-7 points dans les deux cas), et en Finlande, aux Pays-Bas et à Malte (-5 points chacun).

Le sentiment que la mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens est partagé par une majorité absolue de répondants dans toutes les catégories de la population, quels que soient l'âge, la profession, la position sociale, le niveau de diplôme ou l'appartenance politique. Les écarts entre les différentes catégories sont faibles, ce qui témoigne du caractère consensuel de cette opinion. A titre d'illustration, 63% des personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans et 62% de celles qui les ont poursuivies jusqu'à 20 ans et au-delà partagent ce sentiment.

Pour conclure, on notera donc que les représentations négatives sur la mondialisation (à savoir qu'elle est un phénomène d'aggravation des inégalités, ne protégeant pas de la hausse des prix et profitant d'abord aux grandes entreprises) sont largement partagées au sein de l'opinion européenne alors que les représentations positives (à savoir que la mondialisation est une opportunité de croissance économique, un multiplicateur d'investissement et un facteur de développement pour les pays du Sud) sont, elles, bien plus clivées entre le haut et le bas de la hiérarchie sociale. Le risque social de la mondialisation fait consensus ; ses bienfaits économiques, quant à eux, sont avant tout perçus par les catégories aisées et bien insérées socialement.

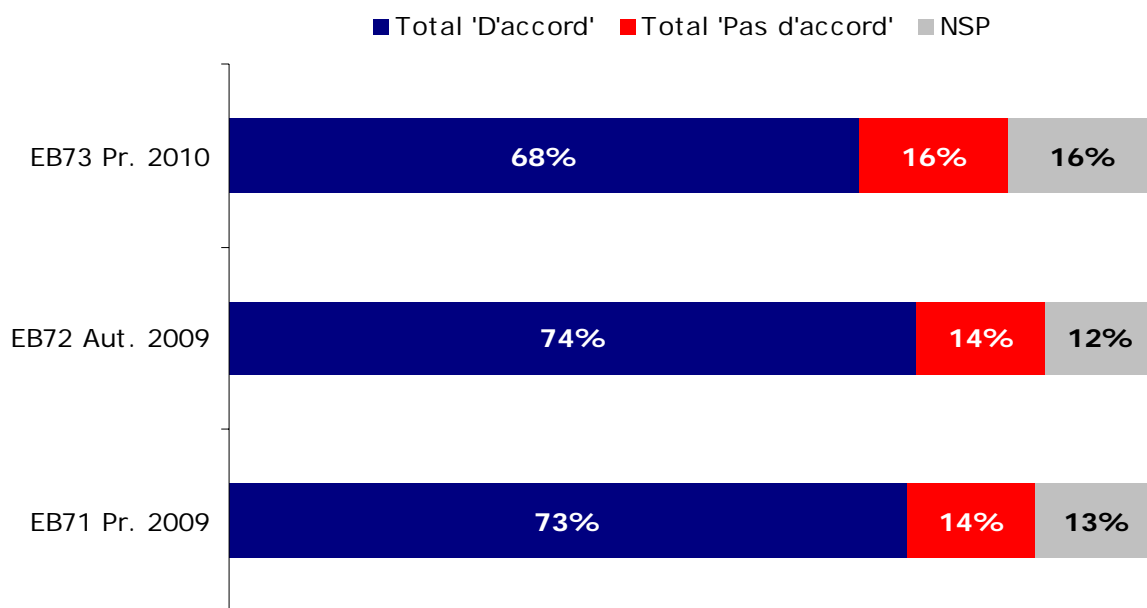
2. L'UNION EUROPÉENNE ET LA MONDIALISATION

2.1. La demande de règles communes au niveau mondial

La demande de règles communes reste forte au sein de l'opinion européenne puisque 68% des Européens sont d'accord avec l'idée selon laquelle « la mondialisation rend nécessaire des règles communes au niveau mondial », 27% étant « tout à fait » d'accord et 41% « plutôt » d'accord. Seuls 16% sont en désaccord avec cette idée (4% « tout à fait » en désaccord et 12% « plutôt »). 16% n'expriment pas d'opinion⁹.

La proportion d'Européens estimant nécessaire des règles communes au niveau mondial est en recul de 6 points par rapport à la dernière enquête de l'automne 2009, notamment en raison de la progression du nombre de sans opinion (+4 points). La proportion d'Européens en désaccord, elle, n'augmente que de 2 points.

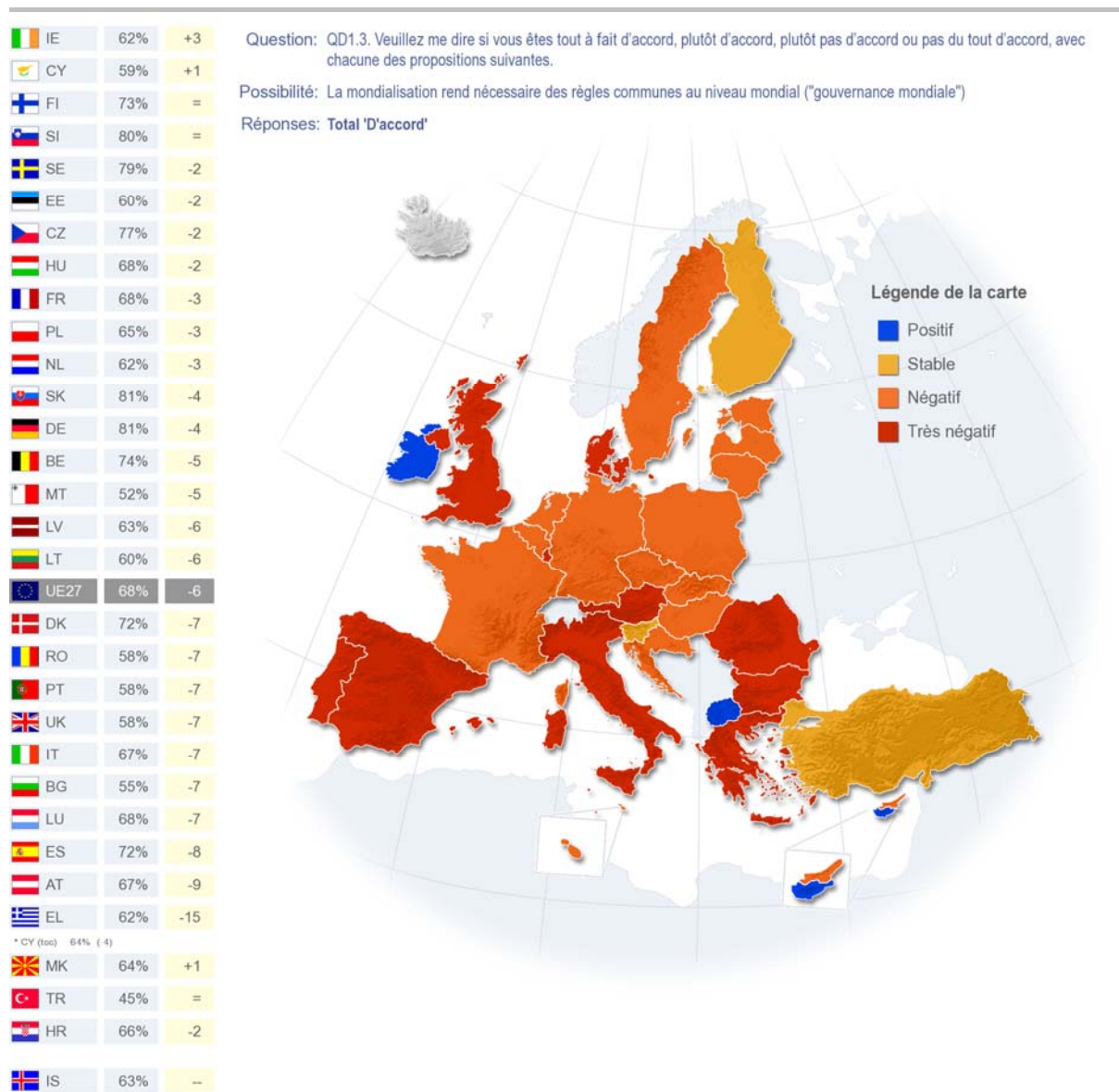
QD1.3 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.
La mondialisation rend nécessaire des règles communes au niveau mondial
 ("gouvernance mondiale") - % UE



⁹ QD1.3 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. La mondialisation rend nécessaire des règles communes au niveau mondial.

La nécessité de règles communes au niveau mondial est partagée par une majorité absolue de répondants dans tous les pays de l'Union. C'est en Allemagne (81%), en Slovaquie (81%) et en Slovénie (80%) que la demande de gouvernance est la plus forte.

En termes d'évolution, on observe, par rapport à la dernière enquête de l'automne 2009, un recul important de cette demande en Grèce (-15 points), en Autriche (-9 points) et en Espagne (-8 points), même si elle reste très largement majoritaire dans ces pays.



Diff. EB73-EB72

L'analyse sociodémographique montre que cette demande de régulation est partagée majoritairement dans toutes les couches sociales de la population européenne et qu'elle est encore plus affirmée au sein des catégories supérieures : 74% de ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale et 72% de ceux qui n'ont pas de difficultés à payer leur facture la partagent pour respectivement 64% et 60% de ceux qui se classent en bas de l'échelle sociale et qui avouent des difficultés à payer leurs factures.

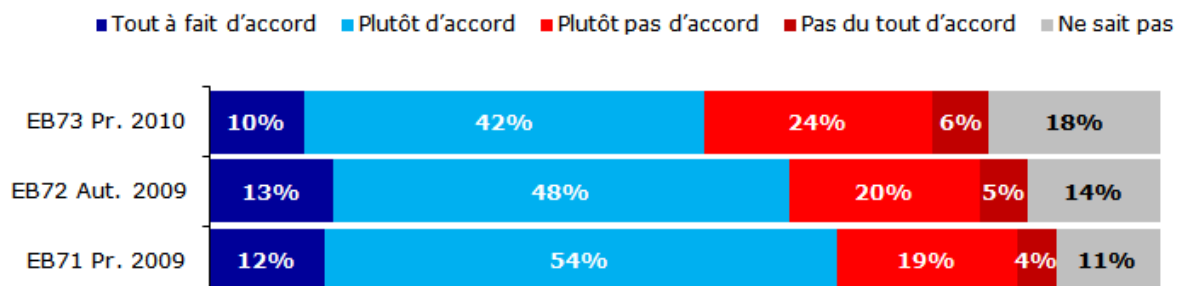
2.2. La capacité d'action de l'UE dans l'économie mondiale

52% des Européens sont d'accord avec l'idée selon laquelle l'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts dans l'économie mondiale (10% étant « tout à fait » d'accord et 42% « plutôt » d'accord). 30% sont en revanche en désaccord avec cette idée (24% « plutôt » et 6% « tout à fait »). 18% ne se prononcent pas¹⁰.

On observe d'importantes évolutions sur cette question : la proportion d'Européens considérant l'UE comme suffisamment armée pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale est en recul de 9 points par rapport à la vague de l'Eurobaromètre de l'automne 2009 (EB72) et de 14 points par rapport à celle du printemps 2009 (EB71). Dans le même temps, la proportion d'Européens en désaccord gagne 5 points par rapport à l'automne 2009 et 7 par rapport au printemps 2009. Le nombre de sans opinion quant à lui est en hausse de 4 points par rapport à l'automne 2009 et de 7 par rapport au printemps 2009.

En un an donc, et probablement sous l'effet de la crise économique et financière, l'idée selon laquelle l'UE est assez forte pour défendre son économie sur la scène internationale est en régression sensible dans l'opinion européenne. On est ainsi passé sur la période d'un rapport de 66%-23% à 52%-30%.

QD1.10 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.
L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale - %UE

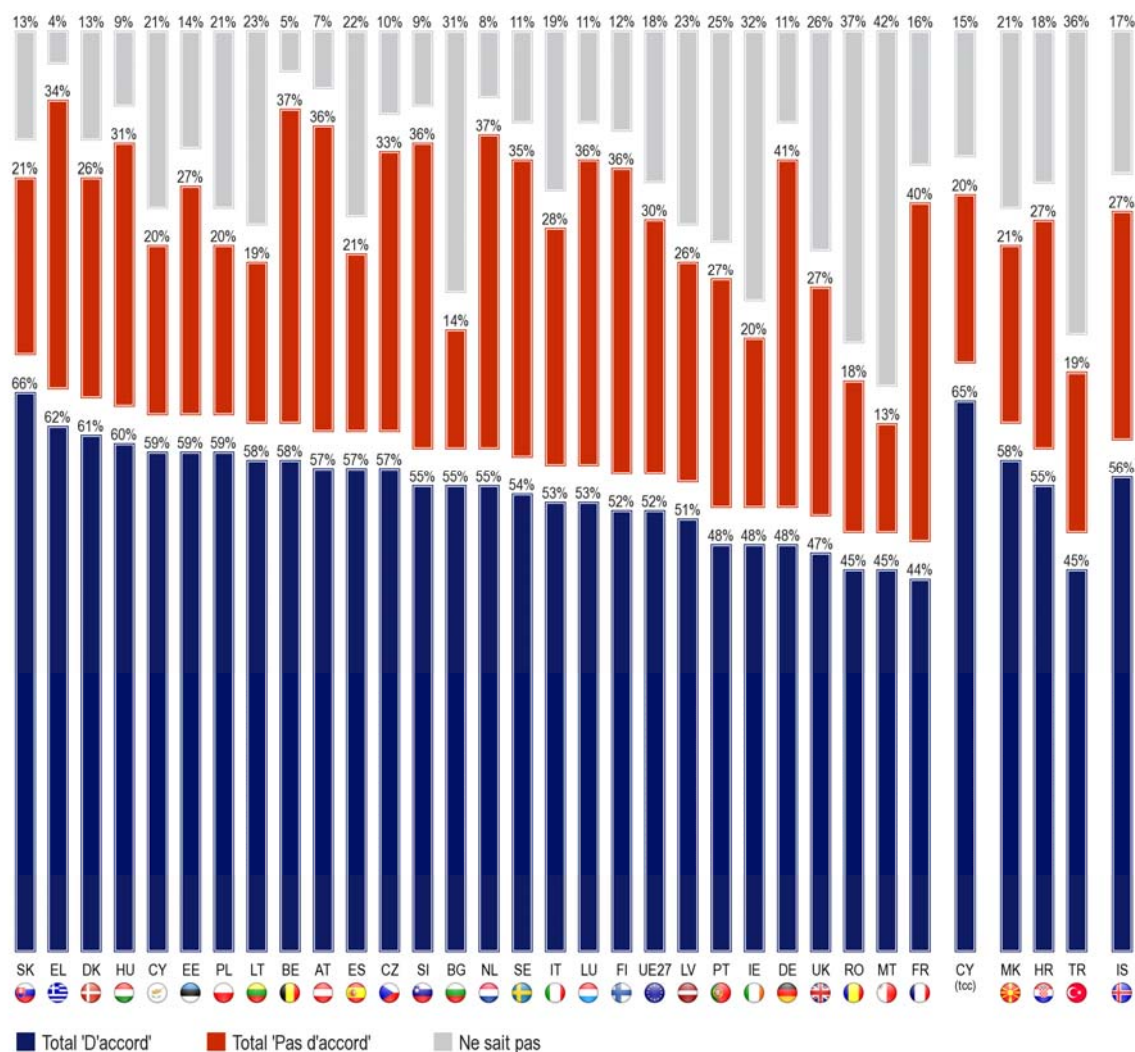


¹⁰ QD1.10 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale.

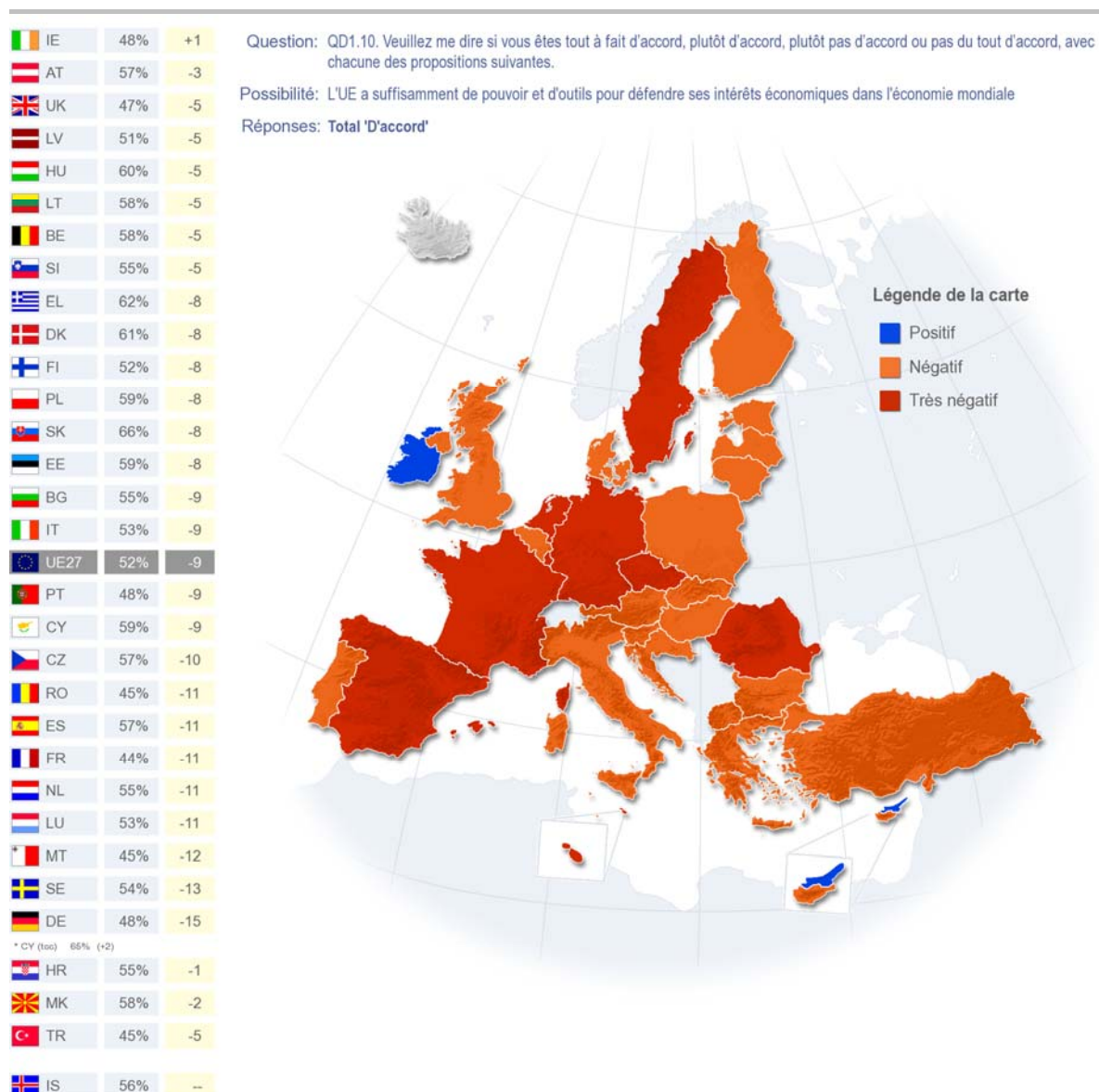
L'idée selon laquelle l'Union dispose d'assez d'outils et de pouvoirs pour affronter la concurrence internationale reste dominante dans tous les pays de l'Union. Mais de fortes minorités en Allemagne (41%), en France (40%), aux Pays-Bas (37%) et en Belgique (37%) la remettent en cause.

QD1.10. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.

L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale



A la seule exception de l'Irlande où les jugements sont stables, la représentation d'une Union ayant assez de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts dans l'économie mondiale est en recul marqué dans tous les pays de l'Union. Le pourcentage de répondants considérant l'UE comme suffisamment armée régresse ainsi de 15 points en Allemagne, de 13 points en Suède, de 12 points à Malte, de 11 points en Roumanie, en France, en Espagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas, de 10 points en République tchèque, de 9 points en Bulgarie et au Portugal.



Diff. EB73-EB72

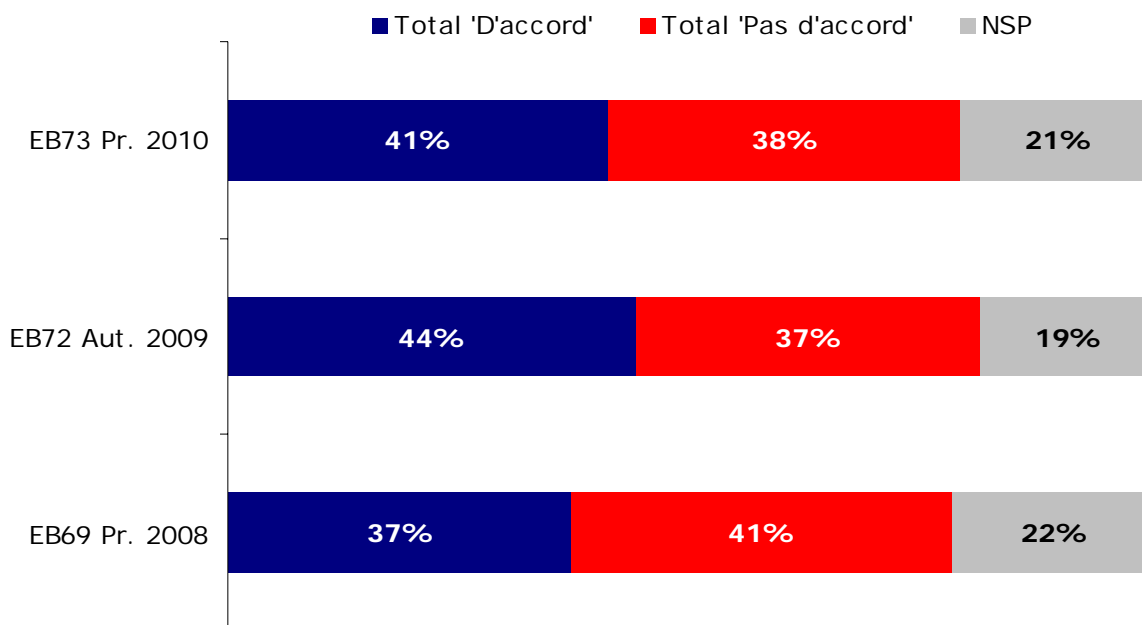
En termes d'analyse sociodémographique, la vision d'une Union suffisamment dotée en pouvoir et en outils pour défendre ses intérêts dans l'économie mondiale est sensiblement plus marquée au sein des catégories supérieures qu'au sein des catégories modestes : 59% des personnes se classant en haut de l'échelle sociale la partagent pour 46% de celles se situant en bas.

2.3. Les intérêts de l'UE, des Etats-Unis et de la Chine sont-ils les mêmes ?

2.3.1 L'UE et les Etats-Unis

La précédente enquête Eurobaromètre (EB72, automne 2009) avait mesuré une nette progression du sentiment d'une convergence des intérêts européens et américains dans la mondialisation au sein de l'opinion¹¹. Au printemps 2010, cette tendance s'estompe. 41% des Européens (9% « tout à fait » et 32% « plutôt ») se disent d'accord avec l'idée selon laquelle « l'UE et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation », soit une proportion en baisse de 3 points par rapport à l'automne 2009. 38% sont à l'inverse en désaccord (dont 12% « tout à fait » et 26% « plutôt ») avec cette idée, un pourcentage en hausse d'un point. Plus de deux Européens sur dix (21%, +2 points) n'ont pas d'avis sur la question¹².

QD1.4 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.
L'UE et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation - % UE



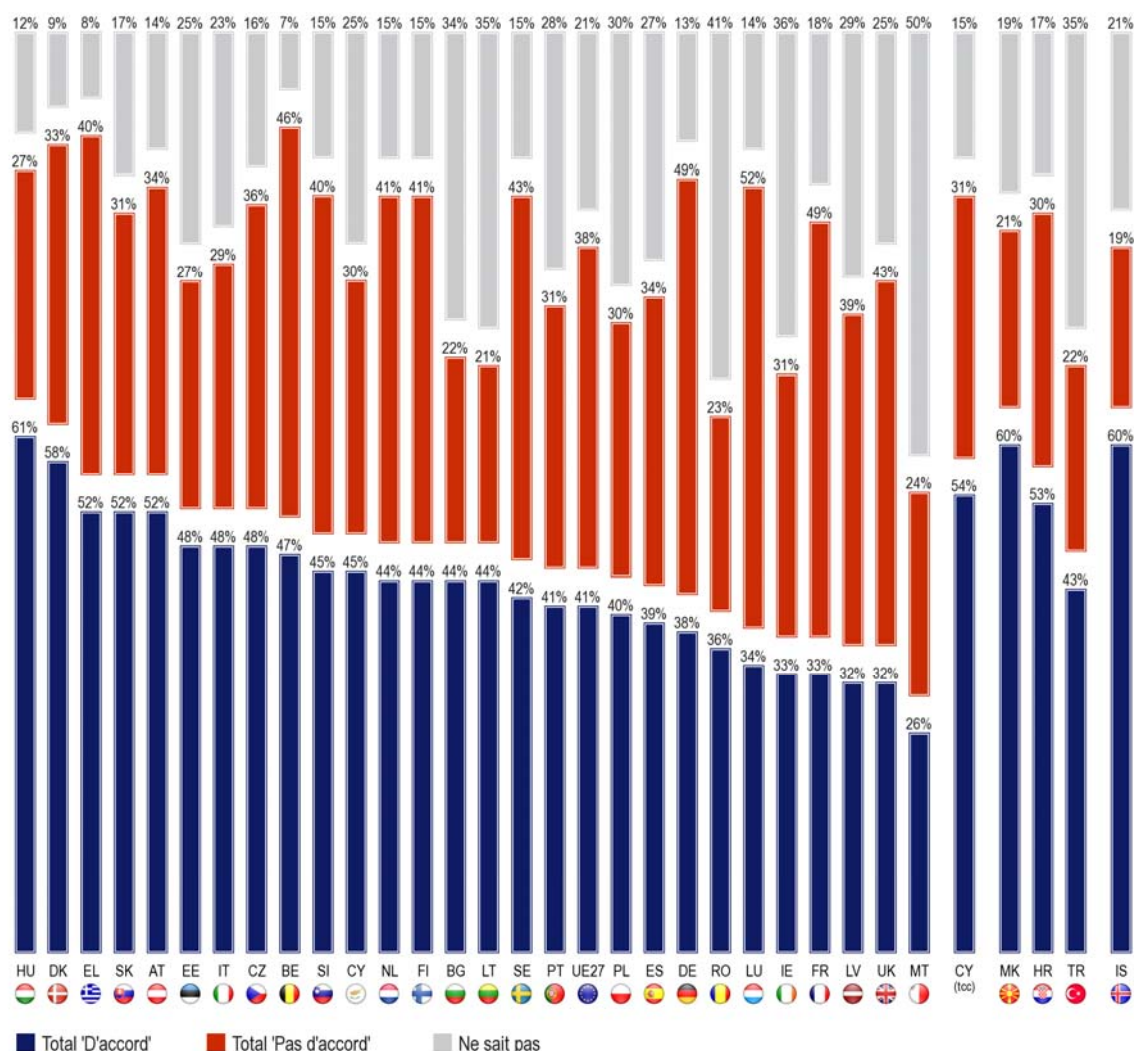
¹¹ Pour mémoire, Barack Obama est président des Etats-Unis depuis le 20 janvier 2009.

¹² QD1.4 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. L'UE et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation.

Comme l'opinion européenne moyenne, les opinions nationales sont souvent assez partagées sur cette question de la convergence des intérêts entre l'Europe et les Etats-Unis. Au Luxembourg (52% contre 34%), en Allemagne (49% contre 38%), en France (49% contre 33%), au Royaume-Uni (43% contre 32%) et en Lettonie (39% contre 32%), une majorité des répondants s'accorde sur une divergence des intérêts entre l'Union et les Etats-Unis. En Irlande (33% pour la convergence contre 31% pour la divergence), en Suède (42% contre 43%), et en Belgique (47% contre 46%), les opinions se séparent quasiment en deux moitiés égales. C'est en Hongrie (61%) et au Danemark (58%) que le sentiment d'une convergence des intérêts européens et américains est le plus fort. Comme sur d'autres questions ayant trait à la mondialisation, Malte se caractérise une nouvelle fois par un taux très élevé de sans réponse (50%).

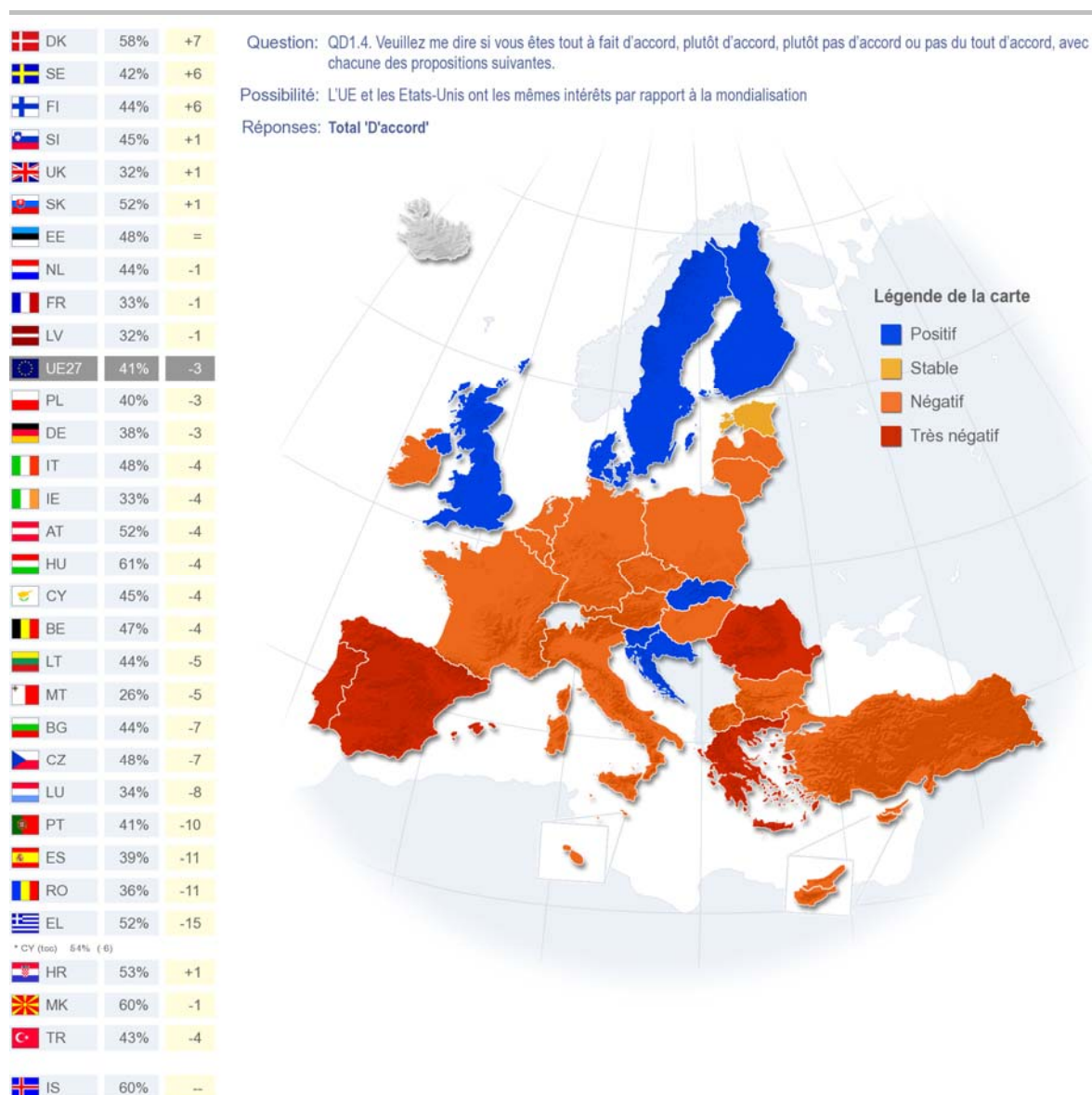
QD1.4. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.

L'UE et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation



Le sentiment d'une convergence des intérêts européens et américains n'est en progression significative par rapport à l'automne 2009 qu'au sein des trois pays nordiques (+7 points au Danemark, +6 points en Suède et en Finlande).

Il est à l'opposé en recul très sensible en Grèce (-15 points), en Roumanie (-11 points), en Espagne (-11 points) et au Portugal (-10 points), c'est-à-dire dans des pays particulièrement touchés par la crise.



Diff. EB73-EB72

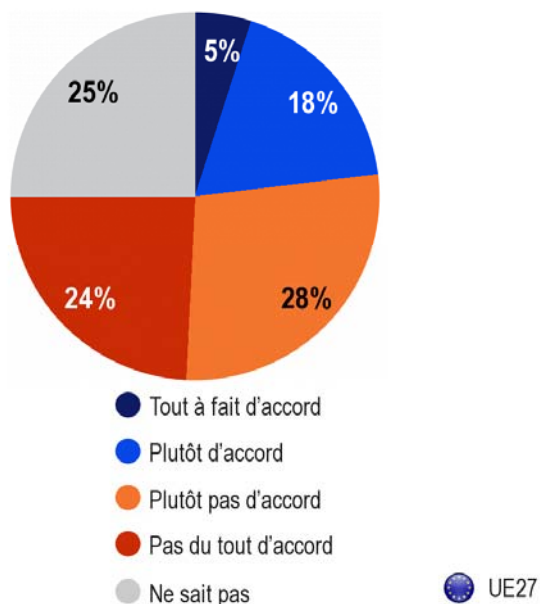
L'analyse sociologique montre que le sentiment d'une divergence d'intérêts est plus affirmé chez les personnes diplômées (49% chez celles qui ont poursuivi leurs études après 20 ans pour 31% chez celles qui les ont arrêtées avant 15 ans) et occupant une position professionnelle élevée (49% chez les cadres pour 33% chez les chômeurs). La variable politique joue également son rôle, peut-être sous l'effet d'une plus forte affinité d'une partie de la droite européenne avec les Etats-Unis : les sympathisants de gauche ont ainsi majoritairement le sentiment d'une divergence (45% contre 40%) alors que ceux de droite penchent majoritairement pour la convergence (47% contre 37%).

2.3.2 L'UE et la Chine

Si la question de la convergence des intérêts européens et américains dans la mondialisation divise l'opinion européenne, et nombre d'opinions nationales, celle de la convergence des intérêts chinois et européens fait beaucoup moins débat pour les répondants. Ainsi, 52% des Européens ne se disent pas d'accord (24% « pas du tout » et 28% « plutôt ») avec l'idée selon laquelle « l'UE et la Chine ont les mêmes intérêts dans la mondialisation ». Seuls 23% se déclarent à l'inverse d'accord (5% « tout à fait » et 18% « plutôt »). Un quart des répondants n'expriment pas d'opinion sur cette question¹³.

QD1.13. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.

L'UE et la Chine ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation

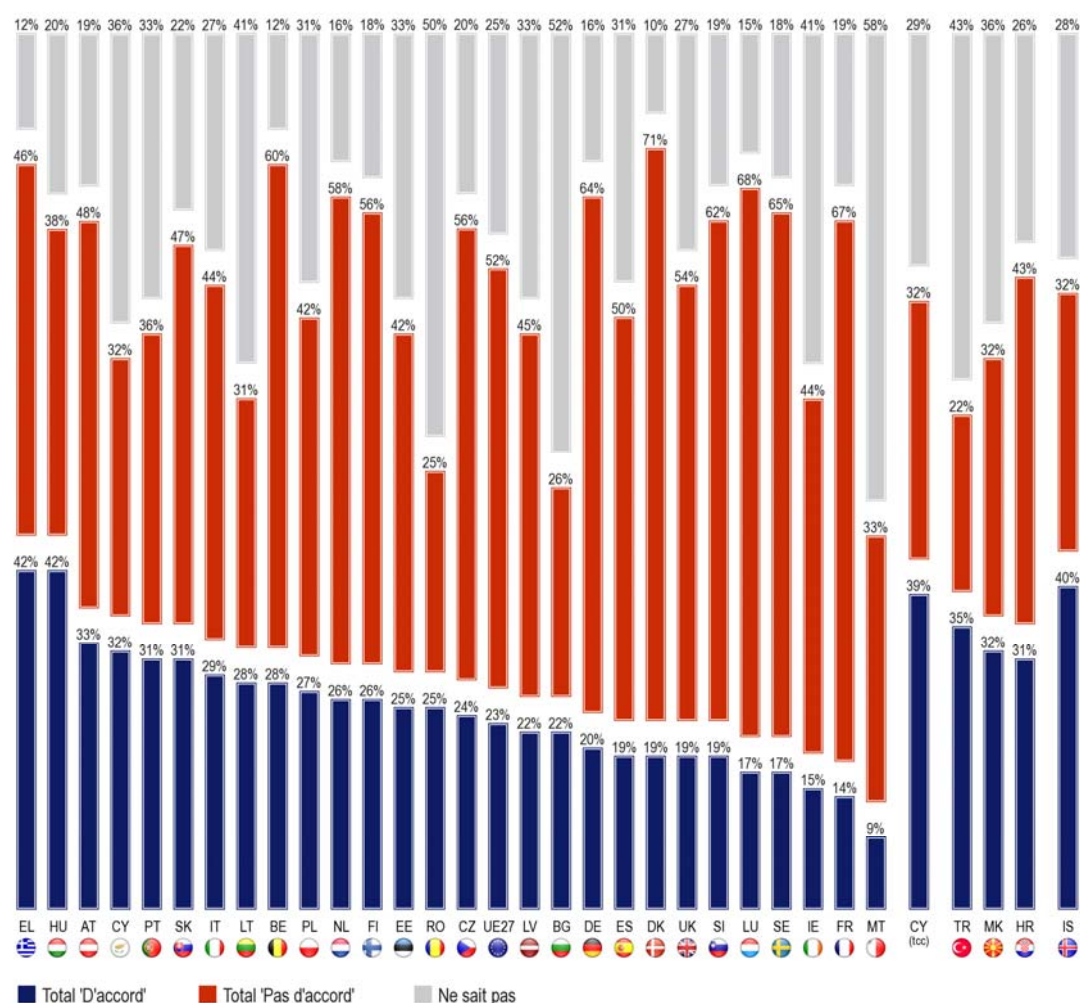


¹³ QD1.13 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. L'UE et la Chine ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation.

Certains pays se caractérisent d'abord par leur taux extrêmement élevé de sans réponse. A Malte (58%), en Bulgarie (52%), en Roumanie (50%), au moins un répondant sur deux n'a pas d'avis sur les rapports Europe-Chine dans la mondialisation. Il n'y a qu'en Hongrie que l'idée d'une convergence d'intérêts domine (42% contre 38%). L'opinion chypriote est parfaitement partagée (32% contre 32%). Partout ailleurs, le sentiment d'une divergence d'intérêts est majoritaire et s'affirme le plus nettement au Danemark (71%), au Luxembourg (68%), en France (67%) et en Allemagne (64%).

QD1.13. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.

L'UE et la Chine ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation



Le sentiment d'une divergence d'intérêts est le plus marqué chez les personnes ayant poursuivi leurs études après 20 ans (62%), chez les personnes ayant un fort intérêt pour la politique (62%) et chez les cadres (65%), essentiellement parce que du fait de leur connaissance et de leur niveau d'information, ces catégories se sentent bien plus enclines à répondre. Les taux de sans réponse sont en effet importants sur cette question au sein des catégories modestes, fragilisées et peu diplômées. Ce taux est ainsi par exemple trois fois supérieur chez les personnes ne déclarant aucun intérêt pour la politique (39%) que chez celles en ayant un fort (13%).

2.4. Le rôle de l'Union européenne dans la mondialisation

La question sur la puissance économique de l'Union au sein de la compétition mondiale l'avait montré, celle sur son rôle au sein de la mondialisation le confirme : les Européens ont, au printemps 2010, sous l'effet de la crise, une image plus dégradée qu'à l'automne 2009 de la manière dont l'Union peut les aider à appréhender les défis de la mondialisation.

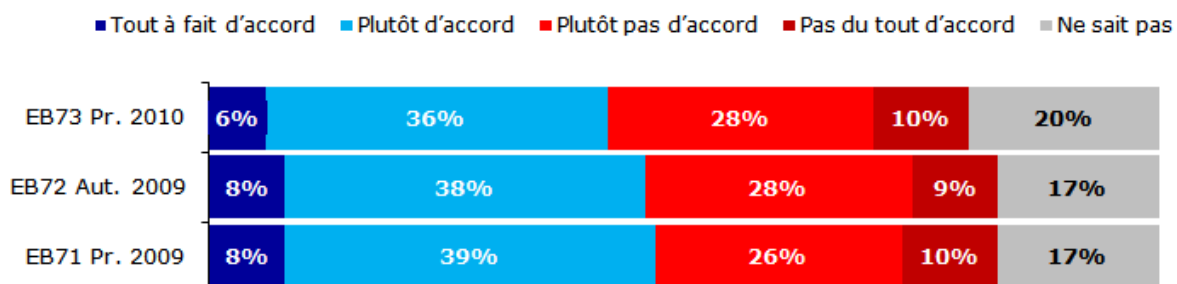
Afin de mieux cerner les représentations des Européens sur le rôle de l'UE dans la mondialisation, l'échantillon a été divisé en deux¹⁴. Il a été demandé à la première moitié (SPLIT A) de se prononcer à partir d'une formulation négative sur la mondialisation, puisque l'affirmation était la suivante : « l'UE aide les citoyens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation ». Il a été demandé à la seconde moitié (SPLIT B) de se prononcer à partir d'une formulation positive sur la mondialisation, « l'UE permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation ». Que la formulation soit positive ou négative, la tendance est la même : les jugements favorables sur le rôle de l'Union européenne sont en baisse sensible par rapport à l'automne 2009.

La formulation négative (SPLIT A)

42% des Européens se déclarent aujourd'hui d'accord avec l'idée selon laquelle « l'UE aide les citoyens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation », 6% l'étant « tout à fait » et 36% « plutôt ». 38% sont à l'inverse en désaccord avec cette idée, dont 10% « tout à fait » et 28% « plutôt ». 20% n'expriment pas d'avis.

Le sentiment que l'UE joue un rôle protecteur est en recul de 4 points par rapport à la vague de l'automne 2009, alors que celui qu'elle ne joue pas ce rôle croît d'un point. Le nombre de sans opinion progresse de 3 points. Le rapport entre les opinions se resserre donc¹⁵.

QD1.11 (SPLIT A) Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. L'UE aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation
- %UE



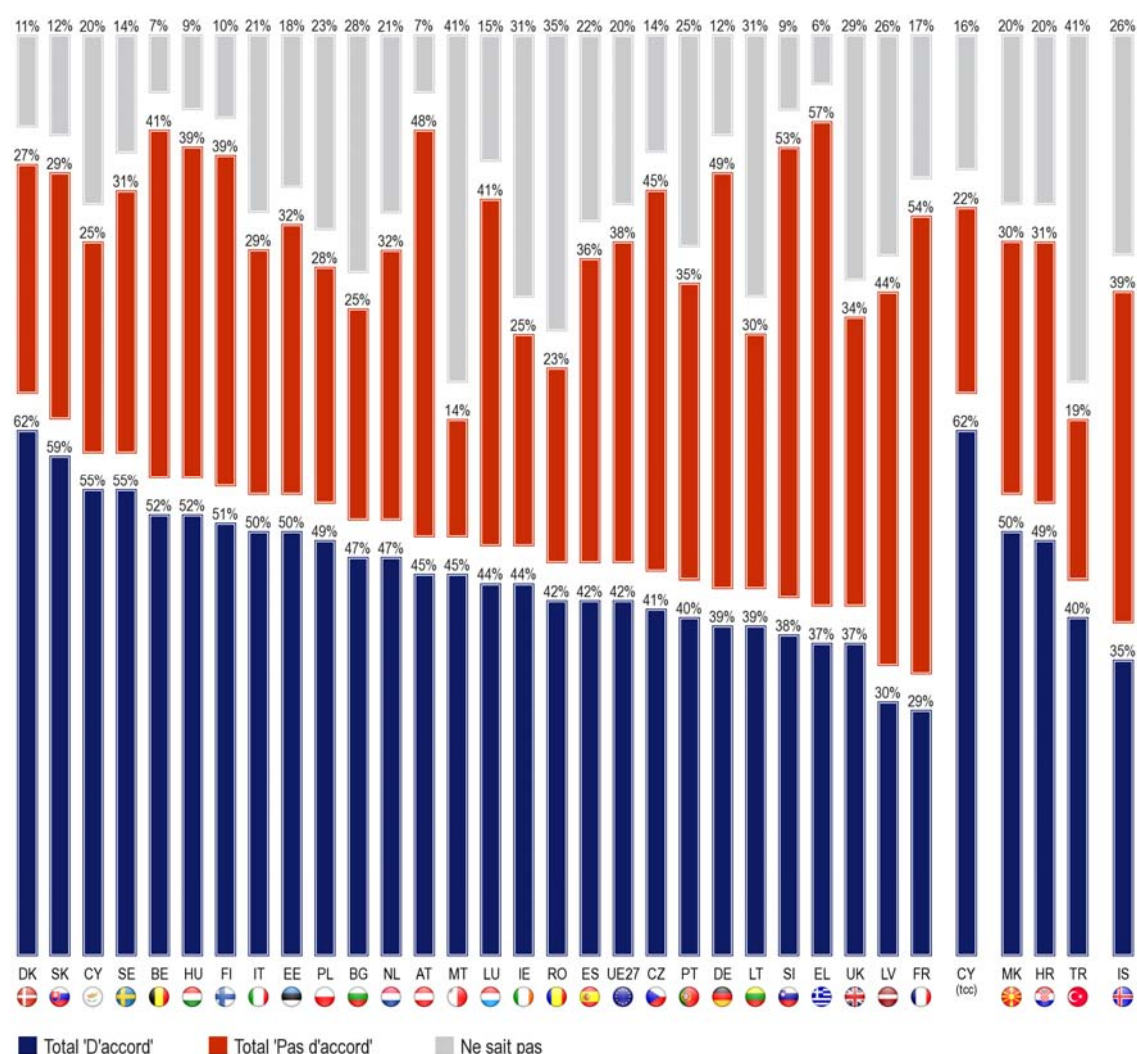
¹⁴ Technique du split ballot.

¹⁵ QD1.11 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. (SPLIT A). L'UE aide les citoyens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation.

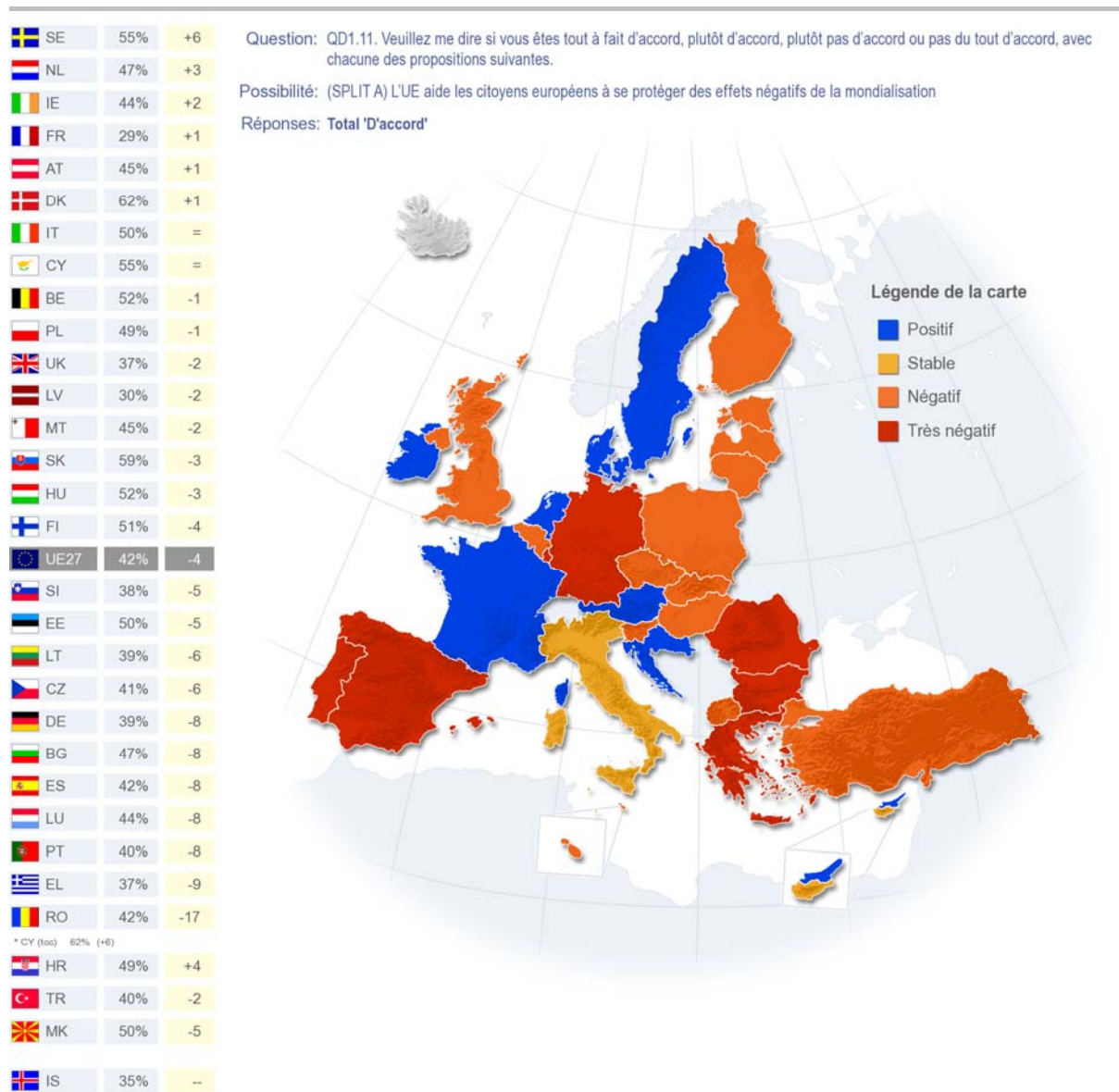
Les Grecs (57% contre 37%), les Français (54% contre 29%), les Slovènes (53% contre 38%), les Allemands (49% contre 39%), les Autrichiens (48% contre 45%), les Tchèques (45% contre 41%) et les Lettons (44% contre 30%) sont une majorité à penser que l'UE ne protège pas ses citoyens des effets négatifs de la mondialisation. Le rôle protecteur de l'Union est perçu le plus positivement au Danemark (62%), en Slovaquie (59%), à Chypre (55%) et en Suède (55%). Ce qu'il est intéressant de constater à la lecture de cette analyse des différences nationales, c'est que le rôle protecteur de l'Union est perçu le plus positivement dans les pays qui portent le regard le plus favorable sur la mondialisation ; il est à l'opposé perçu le plus négativement dans les pays qui portent le regard le plus critique sur la mondialisation.

QD1.11. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.

(SPLIT A) L'UE aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation



La vision d'une Union protectrice ne se renforce significativement que dans deux pays : en Suède, où elle progresse de 6 points, et aux Pays-Bas, où elle gagne 3 points. Elle régresse en revanche dans 19 pays de l'Union et le plus fortement en Roumanie (-17 points), en Grèce (-9 points), au Portugal (-8 points), en Espagne (-8 points), en Bulgarie (-8 points), en Allemagne (-8 points), au Luxembourg (-8 points), en République tchèque (-6 points), en Lituanie (-6 points), en Estonie (-5 points) et en Slovaquie (-5 points).



Diff. EB73-EB72

Les clivages sociaux sont prégnants sur cette question. Le sentiment d'une Union protectrice face à la mondialisation domine chez ceux qui n'avouent pas de difficultés à payer leurs factures (45% contre 37%) et chez ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale (54% contre 32%). La représentation strictement inverse, à savoir que l'UE ne joue pas un rôle protecteur, domine en revanche chez les personnes avouant des difficultés financières (44% contre 31%) et chez celles se classant au bas de l'échelle sociale (43% contre 34%). Autrement dit, ce sont ceux qui auraient le plus besoin de protection qui perçoivent aujourd'hui le moins le rôle protecteur de l'Union dans la mondialisation.

QD1.11 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.
(SPLIT A) L'UE aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	42%	38%	20%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	31%	44%	25%
De temps en temps	41%	39%	20%
Presque jamais	45%	37%	18%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	34%	43%	23%
Moyen (5-6)	41%	40%	19%
Haut (7-10)	54%	32%	14%

La formulation positive (SPLIT B)

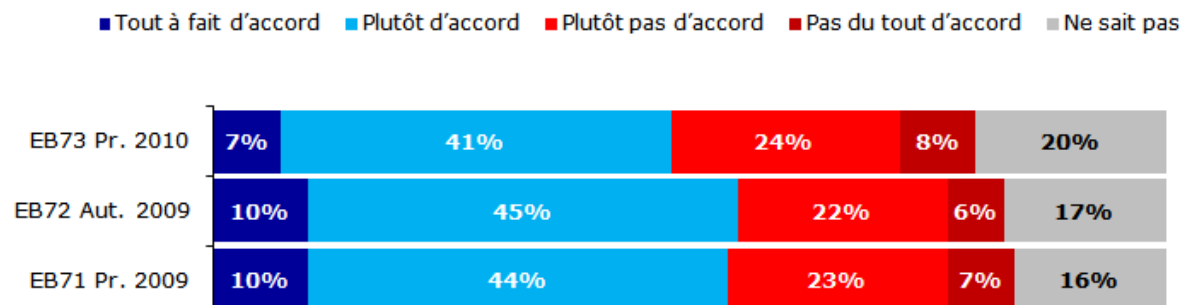
Les opinions sur le rôle de l'Union sont plus favorables lorsque l'on utilise la formulation positive sur la mondialisation mais la tendance reste similaire à celle analysée sur la formulation négative.

48% des Européens sont d'accord (7% « tout à fait » et 41% « plutôt ») avec l'idée selon laquelle « l'UE permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation ». Ce pourcentage est en recul de 7 points par rapport à l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2009. 32% sont à l'inverse en désaccord avec cette affirmation (8% « tout à fait » et 24% « plutôt »), une proportion en hausse de 4 points par rapport à l'automne 2009. 20% (+3 points) n'expriment pas d'opinion¹⁶.

La tendance à une dégradation des opinions positives sur le rôle de l'Union dans la mondialisation se confirme donc ici.

¹⁶ QD1.12 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes. (SPLIT B) L'UE permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation.

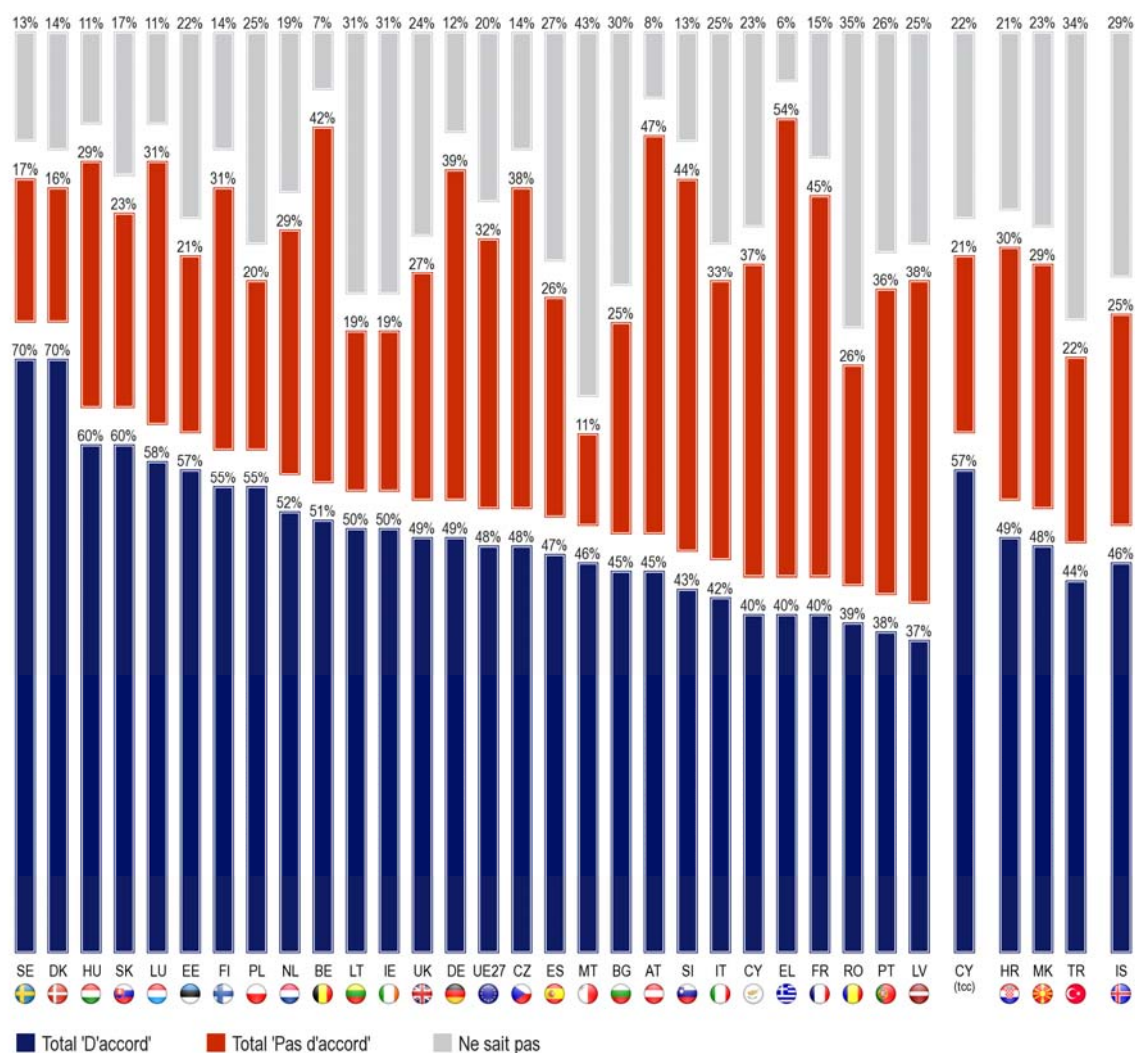
QD1.12 (SPLIT B) Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.
L'UE permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation
 - %UE



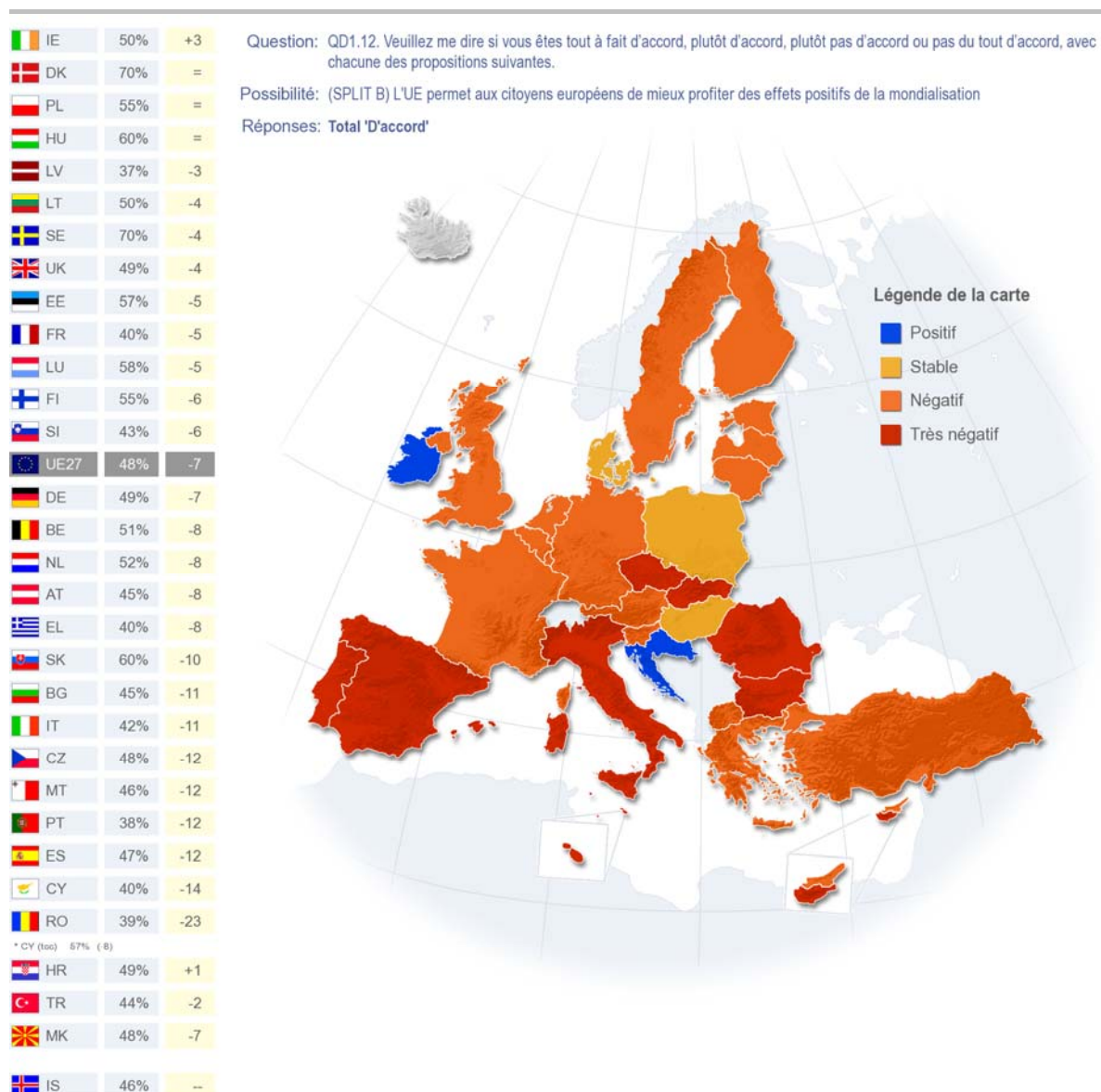
La Grèce (54% contre 40%) et la France (45% contre 40%) sont les deux seuls pays de l'Union où une majorité de répondants ne pense pas que l'Union permette aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation, sans doute parce qu'ils sont aussi les deux pays où ces effets positifs sont les moins perçus. L'opinion est très clivée en Lettonie (37% apprécie favorablement le rôle de l'Union contre 38%), au Portugal (38% contre 36%), en Autriche (45% contre 47%) et en Slovénie (43% contre 44%). Les Suédois (70%), les Danois (70%), les Hongrois (60%) et les Slovaques (60%) sont les plus nombreux à penser que l'UE permet de profiter des effets positifs de la mondialisation. Ce sont aussi les pays où ces effets positifs sont le plus nettement perçus.

QD1.12. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.

(SPLIT B) L'UE permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation



La dégradation des jugements sur le rôle positif de l'Union concerne quasiment tous les pays, les seules exceptions étant l'Irlande, le Danemark et la Pologne. Elle est particulièrement forte en Roumanie (-23 points), à Chypre (-14 points), en Espagne (-12 points), au Portugal (-12 points), à Malte (-12 points), en République tchèque (-12 points), en Italie (-11 points), en Bulgarie (-11 points), en Slovaquie (-10 points), en Grèce (-8 points), en Autriche (-8 points), aux Pays-Bas (-8 points), en Belgique (-8 points) et en Allemagne (-7 points).






Diff. EB73-EB72

On retrouve dans ces réponses les clivages sociaux structurants des attitudes de l'opinion européenne à l'égard de la mondialisation et de l'Union. Le rôle de l'Union est ainsi bien mieux perçu chez les catégories supérieures, aisées et diplômées, c'est-à-dire les catégories les plus ouvertes au monde, que chez les couches sociales modestes et précarisées. 36% des personnes ayant du mal à payer leurs factures pensent que l'UE aide les citoyens à bénéficier des effets positifs de la mondialisation alors que c'est le cas de 51% de celles qui n'ont pas de difficultés pour payer leurs factures. 35% des personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans jugent positivement le rôle de l'Union, pour 56% de celles les ayant poursuivies après 19 ans. Le sexe et l'âge sont également des facteurs importants : 51% des hommes et 55% des 15-24 ans s'accordent sur le rôle positif de l'Union pour 44% des femmes et 41% des 55 ans et plus. Notons cependant les taux de sans réponses sont plus importants auprès des femmes (25%) et des personnes âgées de 55 ans et plus (26%).

QD1.12 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des propositions suivantes.

(SPLIT B) L'UE permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	48%	32%	20%
Sexe du répondant			
 Homme	51%	34%	15%
Femme	44%	31%	25%
Age			
 15-24	55%	25%	20%
25-39	51%	33%	16%
40-54	48%	36%	16%
55 +	41%	33%	26%
Age de fin d'études			
 15-	35%	34%	31%
16-19	48%	34%	18%
20+	56%	32%	12%
Toujours étudiant	55%	25%	20%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	36%	41%	23%
De temps en temps	45%	34%	21%
Presque jamais	51%	31%	18%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	39%	38%	23%
Moyen (5-6)	48%	32%	20%
Haut (7-10)	56%	29%	15%

II. LES EUROPEENS, L'UNION EUROPEENNE ET LA CRISE

Cette enquête Eurobaromètre a été réalisée à un moment¹⁷ où quelques timides signes de reprise semblaient voir le jour : la situation économique mondiale s'était améliorée, même si le FMI estimait que l'Union européenne sortait de la récession « plus lentement que d'autres régions ».

Malgré cette amélioration, au moment de la réalisation de l'enquête, le contexte socio-économique de l'Union européenne est cependant marqué par des niveaux de dette publique et de déficits, notamment en Grèce, qui dépassent de très loin les critères du traité de Maastricht pour la zone euro, et l'explosion des chiffres du chômage dans certains pays : en mai 2010, le chômage au sein de la zone euro a atteint un taux historique¹⁸, s'établissant à 10,1% de la population active.

Les conséquences de la crise sur l'emploi ainsi que les différents plans de sortie de crise, tant au niveau européen qu'au niveau national, ont été largement médiatisés. Les résultats de cette partie consacrée à la crise au sein de l'Union doivent dès lors s'apprécier dans ce contexte de forte médiatisation et d'une certaine dégradation du climat social.

¹⁷ Dates de terrain : 5 mai 2010 – 28 mai 2010.

¹⁸ Un niveau jamais atteint depuis la création de la zone euro en janvier 1999.

1. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGEE ?

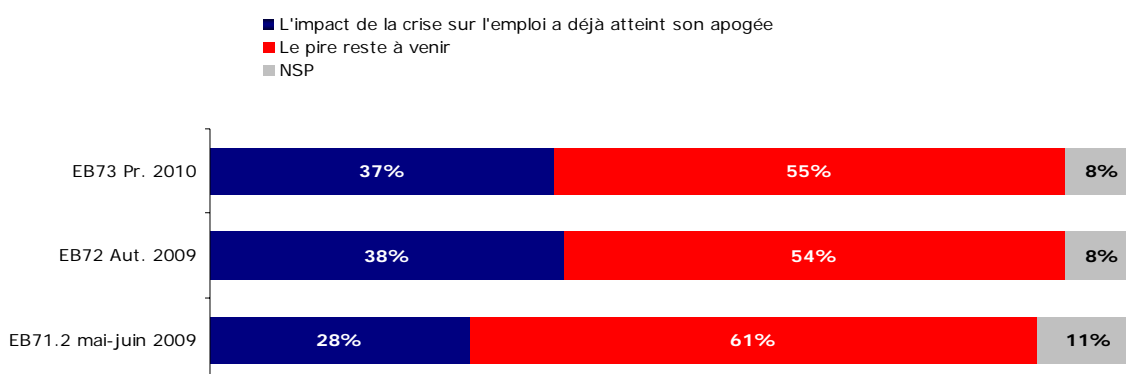
- Une majorité d'Européens pense que le pire est encore à venir -

Les Européens sont encore une majorité à penser que toutes les conséquences négatives de la crise économique ne se sont pas encore fait ressentir et que dès lors, le pire reste à venir (55%, +1 point) sur le terrain de l'emploi. Ils sont plus d'un tiers (37%, -1 point) à estimer au contraire que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée. Ces résultats sont très stables par rapport à l'automne 2009¹⁹.

En revanche, si l'on analyse les données sur un an, on observe une nette augmentation du taux des « optimistes » depuis le printemps 2009 (+9 points) tandis que celui des « pessimistes » a baissé de six points.

Notons, en outre, que dans les Etats membres qui n'appartiennent pas à la zone euro, on semble plus optimiste (42%) qu'au sein de cette dernière (34%).

QB1 [...] Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? - % UE



Une analyse des données faite uniquement au niveau de l'Union européenne occulterait des différences significatives entre les Etats membres. Ainsi, certains pays situés au Nord de l'Union (les pays nordiques et les Etats baltes notamment) se démarquent assez fortement par des niveaux d'optimisme élevés.

Les répondants en Suède (63%) et au Danemark (61%) restent, comme à l'automne 2009, les Européens les plus optimistes, suivis de près par les répondants en Estonie (59%) et en Hongrie (57%).

¹⁹ QB1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ; Le pire reste à venir.

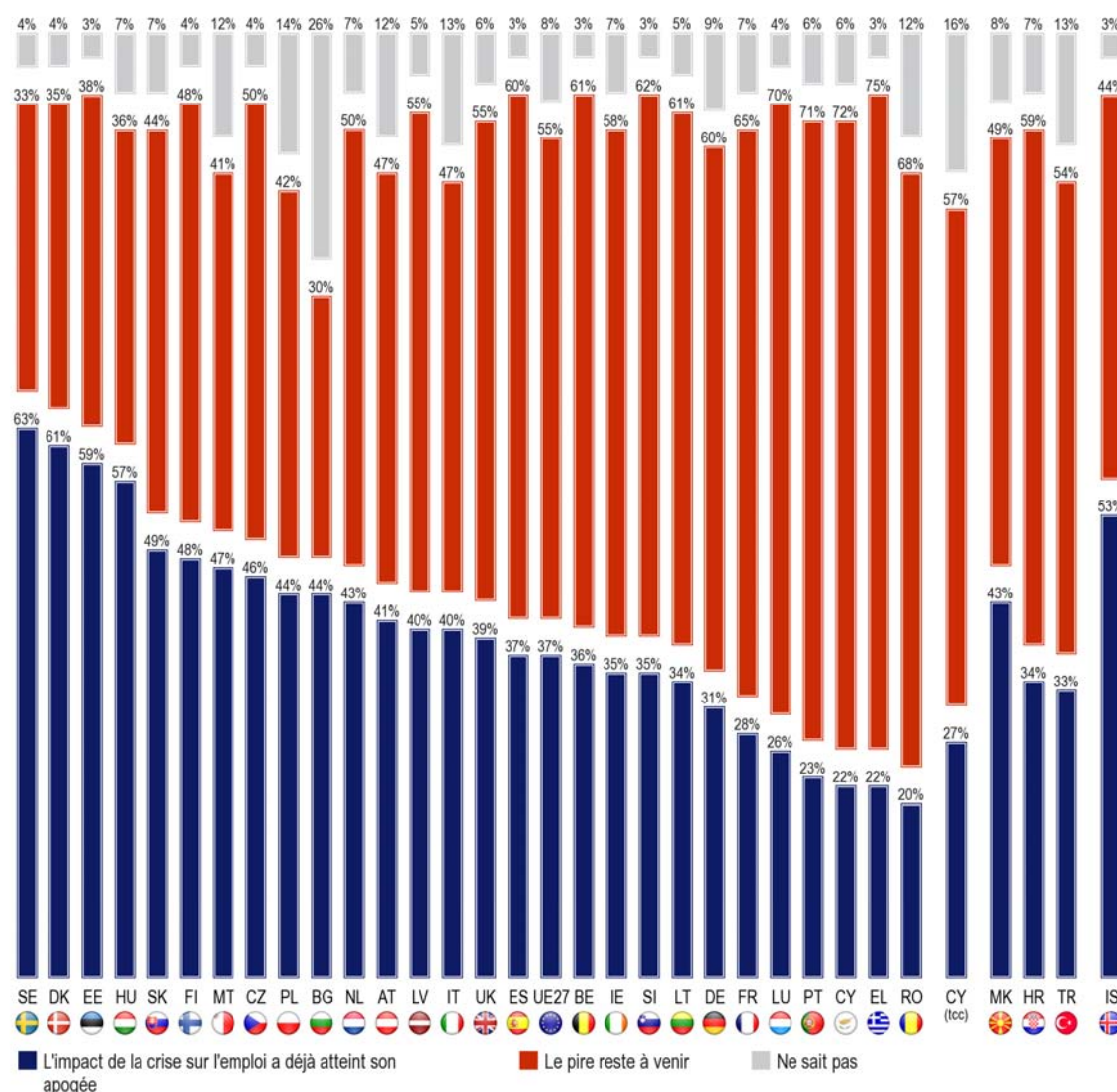
Les opinions sont en revanche très divisées en Finlande, où les personnes interrogées sont aussi nombreuses (48%) à estimer que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée, qu'à penser au contraire que le pire est à venir. C'est également le cas, mais dans une moindre mesure en Pologne et en Slovaquie, où 44% et 49% respectivement des répondants sont optimistes, alors qu'ils sont 42% et 44% à être pessimistes à ce sujet.

Dans le reste de l'Union, les Européens se montrent plutôt pessimiste, avec des résultats particulièrement marqués en Grèce (75% qui estiment que le pire est à venir), pays qui connaît des difficultés financières sans précédent. C'est également le cas à Chypre (72%), au Portugal (71%), au Luxembourg (70%) et en Roumanie (68%).

Enfin, en ce qui concerne les pays candidats, on observe que les répondants en Croatie et en Turquie donnent sensiblement les mêmes réponses que les Européens dans leur ensemble : ils sont respectivement 59% et 54% à déclarer que le pire est à venir et 34% et 33% à penser au contraire que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée. En revanche, les habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine sont assez partagés : 49% sont pessimistes et 43% optimistes.

Quant aux personnes interrogées en Islande, leurs réponses sont inversées par rapport à la moyenne des Européens : la majorité se dit optimiste (53%) tandis que 44% pensent que le pire reste à venir.

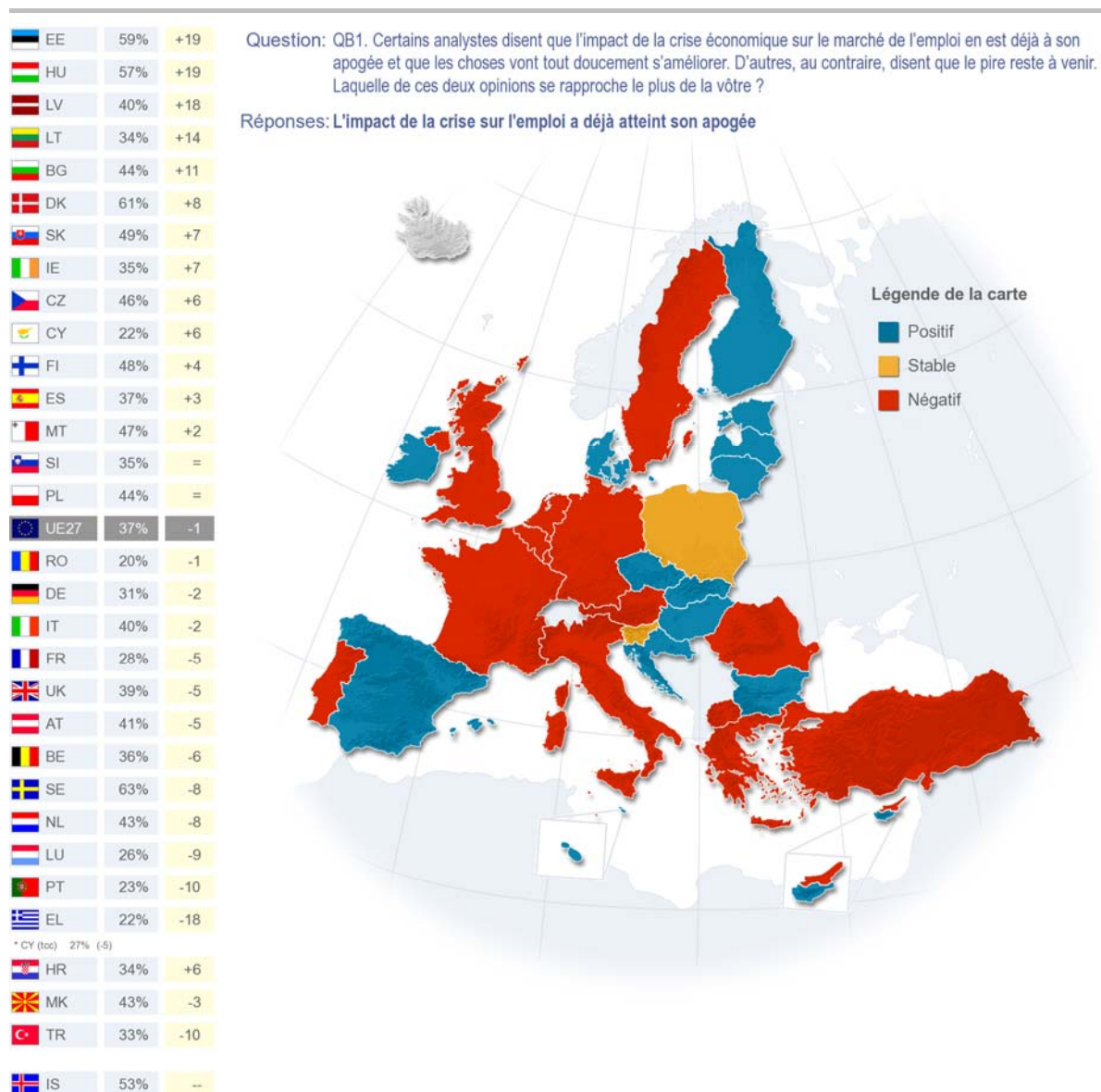
QB1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?



Les Etats membres au sein desquels l'opinion a sensiblement retrouvé confiance en l'avenir en ce qui concerne le marché de l'emploi, depuis la dernière vague Eurobaromètre, sont l'Estonie (59%, +19 points), la Hongrie (57%, + 19 points), la Lettonie (40%, +18 points), la Lituanie (34%, +14 points) et la Bulgarie (44%, +11 points).

En revanche, les personnes interrogées qui ont le plus perdu confiance au cours des six mois qui séparaient les deux vagues de l'Eurobaromètre se trouvent sans grande surprise en Grèce (22% sont aujourd'hui optimistes, -18 points), mais aussi au Portugal (23%, - 10 points), au Luxembourg (26%, -9 points), en Suède (63%, -8 points) et aux Pays-Bas (43%, -8 points).

C'est également le cas, parmi les pays candidats, pour les personnes interrogées en Turquie (33%, -10 points).



Diff. EB73 – EB72

Après avoir vu qu'une majorité relative d'Européens (55%) semblait plutôt pessimiste quant à l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi, **l'analyse sociodémographique** des résultats permet de mettre en évidence certaines disparités entre les catégories de répondants.

Ainsi, plus les Européens sont âgés, plus ils sont pessimistes : 57% des 55 ans et plus déclarent que le pire reste à venir, pour 48% des 15-24 ans.

Le fait d'appartenir à une catégorie socio-économiquement plus « aisée » joue également un rôle puisque les cadres et les employés sont respectivement 51% et 50% à penser que le pire reste à venir (pour 64% des chômeurs et 62% des personnes au foyer).



De la même manière, les Européens qui se positionnent en haut de l'échelle sociale sont 47% à répondre de façon pessimiste, pour 66% de ceux qui se positionnent en bas.

Même constat pour les personnes qui n'ont pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures (51%), alors que celles qui ont la plupart du temps des difficultés sont 68% à craindre le pire.

On remarque aussi des différences d'appréciation entre les réponses à cette question et la sensibilité politique des répondants : les sympathisants de gauche sont sensiblement plus pessimistes (60%) que les sympathisants de droite (50%).

Enfin, 62% des Européens qui estiment que l'euro n'a pas atténué les effets négatifs de la crise (question QB5) sont pessimistes quant à l'avenir du marché de l'emploi, alors qu'ils sont moins nombreux (48%) parmi ceux qui pensent que l'euro a effectivement atténué les effets de la crise.

QB1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Le pire reste à venir	NSP
UE27	37%	55%	8%
Age			
 15-24	43%	48%	9%
25-39	39%	53%	8%
40-54	35%	58%	7%
55 +	33%	57%	10%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	38%	55%	7%
Cadres directeurs	43%	51%	6%
Autres employés	41%	50%	9%
Ouvriers	37%	56%	7%
Femmes- hommes au foyer	29%	62%	9%
Chômeurs	28%	64%	8%
Retraités	33%	57%	10%
Etudiants	46%	43%	11%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	33%	60%	7%
(5-6) Centre	39%	53%	8%
(7-10) Droite	44%	50%	6%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	24%	68%	8%
De temps en temps	32%	59%	9%
Pratiquement jamais	41%	51%	8%
Auto-positionnement sur l'échelle sociale			
Bas(1-4)	25%	66%	9%
Moyen(5-6)	38%	54%	8%
Haut(7-10)	46%	47%	7%
Euro pendant la crise			
Atténué effets négatifs	45%	48%	7%
Pas atténué effets négatifs	32%	62%	6%

2. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MENAGES

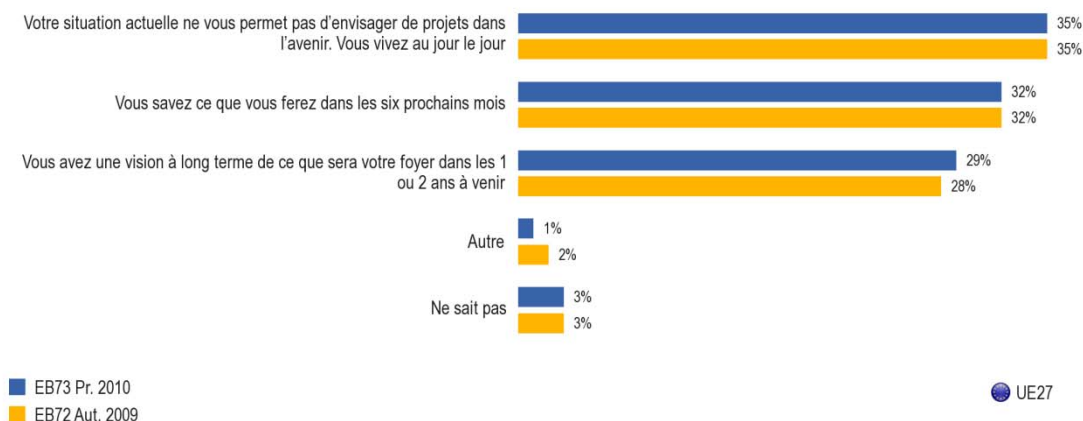
- Un tiers des Européens déclarent ne pas faire de projets d'avenir -

Alors que la majorité des Européens adhèrent à l'idée selon laquelle le pire de la crise reste à venir, voyons désormais de quelle façon ils envisagent leur quotidien et leurs plans d'avenir.

Premier fait remarquable, les résultats sont extrêmement stables par rapport aux enquêtes précédentes²⁰. Plus du tiers des répondants (35% exactement) continuent d'estimer que leur situation actuelle ne leur permet pas d'envisager de projets dans l'avenir et qu'ils vivent au jour le jour. Un résultat déjà obtenu au printemps et à l'automne 2009 (EB71 et EB72).

Ceux qui "savent ce qu'ils feront dans les six prochains mois" sont toujours 32% (ils étaient 29% au printemps 2009 et 32% à l'automne 2009). Quant aux Européens qui ont une "vision à long terme de ce que sera leur foyer" dans les un ou deux ans à venir, ils représentent toujours un peu plus d'un quart de la population (29%, + 1 point).

QB2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?



²⁰ QB2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ? Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour ; Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois ; Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir ; Autre.

Mais au-delà de cette moyenne européenne, on constate ici aussi de très nettes différences entre les Etats membres, notamment liées à leur date d'adhésion à l'Union.

En effet, les pays UE15 enregistrent ainsi un taux de répondants qui estiment vivre au jour le jour inférieur de dix points à celui des pays NEM12 (respectivement 33% et 43%). Quant à ceux qui disent avoir une vision à long terme de leur foyer, ils sont 32% parmi les pays UE15 pour seulement 15% parmi les pays NEM12. Les répondants des Etats membres entrés les plus récemment dans l'Union semblent avoir nettement plus de difficultés à se projeter dans l'avenir.

Ainsi, dans huit Etats membres, la majorité absolue des personnes interrogées déclarent que leur situation actuelle ne leur permet pas d'envisager de projets dans l'avenir, les contraignant à vivre au jour le jour. C'est le cas en Roumanie (55%) et en Bulgarie (54%), deux pays qui ont rejoint l'Union européenne en 2007, mais également à Malte (61%), en Lettonie (57%), en Lituanie (55%), en Hongrie (54%) qui sont devenus des Etats membres de l'Union en 2004. Au total, cette opinion est majoritaire dans 13 Etats membres.

On enregistre des résultats similaires en Turquie (64%) et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (56%), pays candidats à l'entrée dans l'Union ainsi que dans la communauté chypriote turque (50%). Ces résultats sont, pour la majorité d'entre eux, quasiment identiques à ceux de l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2009.

Quant aux Européens qui ont une vision à plus long terme de ce que sera leur foyer, dans les un ou deux ans à venir, ce sont principalement (comme c'était déjà le cas dans la dernière enquête Eurobaromètre) des habitants du Nord de l'Europe : les répondants en Finlande (49%), au Danemark et en Allemagne (47% chacun), aux Pays-Bas (44%), en Suède (42%), ainsi qu'au Luxembourg et en Autriche (40% chacun).

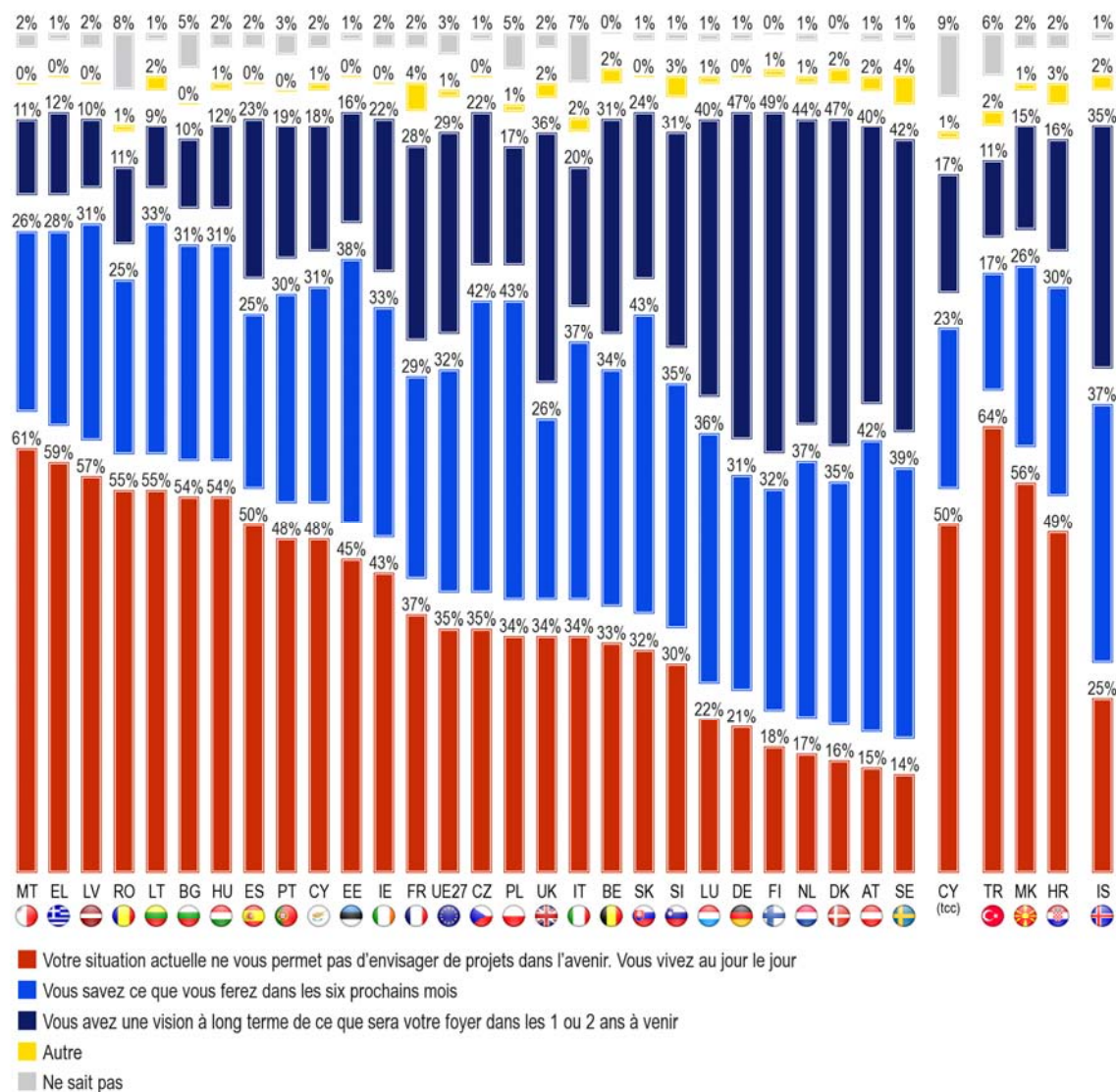
Notons que les habitants appartenant aux pays de la zone euro sont un peu moins nombreux que ceux vivant en dehors de la zone euro à déclarer vivre au jour le jour (respectivement 33% et 38%). On remarque des résultats sensiblement différents dans deux pays de la zone euro qui ont été pointés du doigt, notamment par les agences de notation : en Grèce, 59% des citoyens ne font pas de projets à moyen ou à long terme ; c'est le cas de 50% des répondants en Espagne.

Les répondants qui déclarent savoir ce qu'ils feront dans les six prochains mois se trouvent principalement en Pologne et en Slovaquie (43% chacun), ainsi qu'en République tchèque et en Autriche (42% chacun).

S'agissant des pays candidats à l'adhésion à l'Union, on remarque que les répondants en Croatie sont très proches de la moyenne européenne (30% savent ce qu'ils feront dans les six prochains mois). C'est le cas de 26% de ceux qui résident dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, et de seulement 17% des personnes interrogées en Turquie.

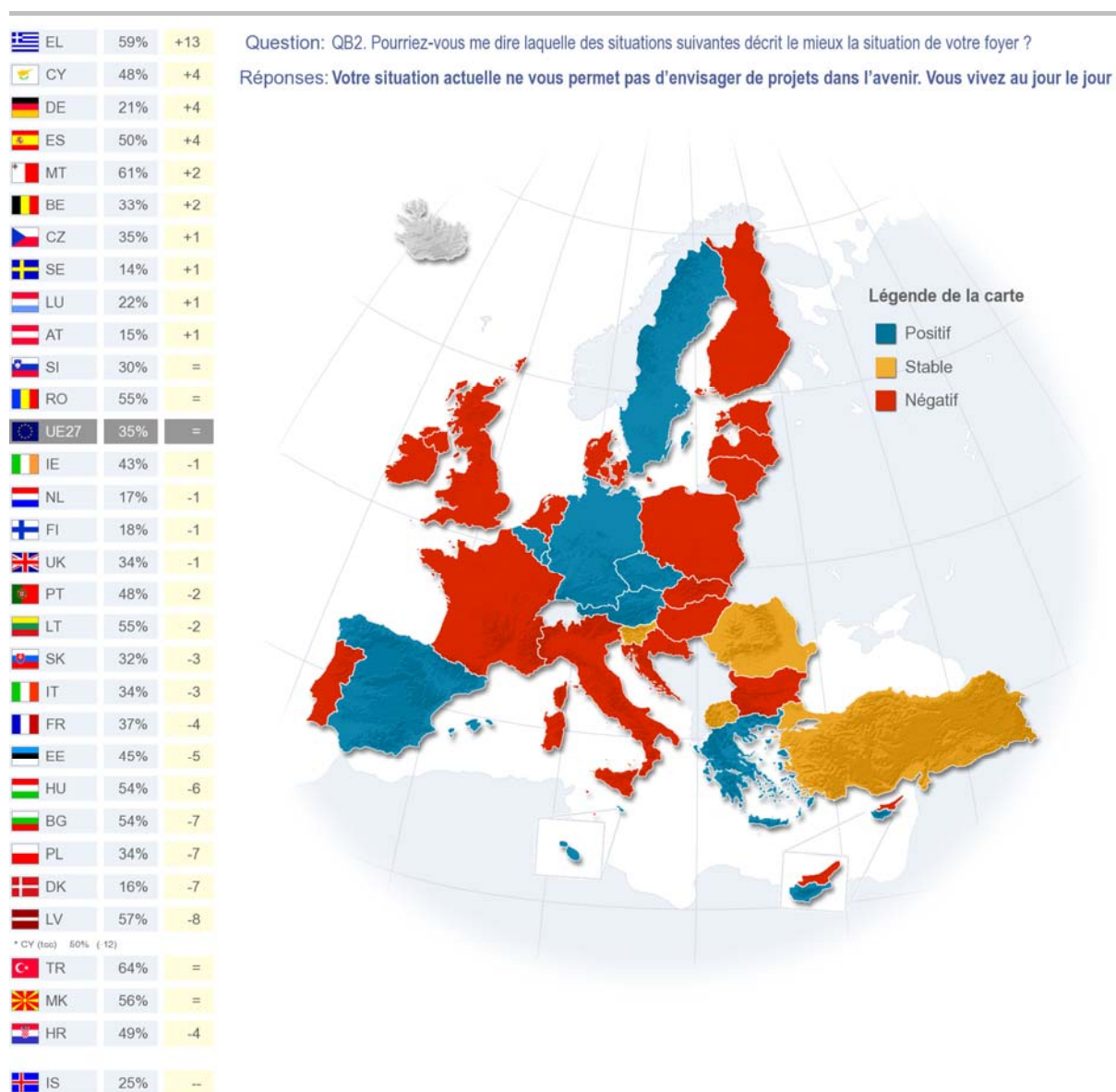
Enfin, en Islande, 37% des répondants parviennent à se projeter dans les six prochains mois, pour un quart qui déclarent vivre au jour le jour. Mais plus d'un tiers des Islandais se projettent eux à plus long terme : 35% savent ce que sera leur foyer dans les un ou deux ans à venir.

QB2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?



Lorsque l'on s'intéresse aux évolutions, on note que la Grèce, qui connaît une crise financière particulièrement aiguë depuis l'automne 2009, enregistre la plus forte hausse (+13 points) de répondants qui déclarent vivre au jour le jour. Suivent ensuite Chypre, l'Allemagne et l'Espagne (+4 points chacun). A contrario, cette proportion s'est réduite en Lettonie (-8 points), au Danemark, en Pologne et en Bulgarie (-7 points chacun) et en Hongrie (-6 points).

En revanche, dans un certain nombre de pays, le taux de répondants qui disent avoir une vision à long terme de leur foyer a malgré tout augmenté, même si ce n'est pas dans des proportions très importantes. C'est en particulier le cas en Grande-Bretagne (36%, +5 points), mais aussi en Finlande (49%), en France (28%), en Slovaquie (24%) et en Irlande (22%), qui ont, chacun, progressé de 4 points.



Diff. EB73 – EB72

L'analyse sociodémographique met en évidence le fait que plus on appartient à une catégorie « favorisée », plus on a tendance à se projeter dans l'avenir, alors que les catégories plus fragiles déclarent vivre plutôt au jour le jour.

Ainsi, une majorité relative des cadres (48%) et des répondants qui n'ont pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures (39%) ont une vision à long terme (un ou deux ans) de leur foyer, alors que 66% des chômeurs et 74% de ceux qui la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures déclarent vivre au jour le jour.

3. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE A LA CRISE

- L'Union européenne est la plus à même d'agir efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique -

La question sur l'acteur le plus à même d'agir efficacement face aux conséquences de la crise avait déjà été posée aux Européens lors de la dernière vague de l'Eurobaromètre de l'automne 2009 (EB72) ainsi qu'au printemps 2009 (EB71). Des institutions supranationales ou "globales" (l'Union européenne, le G20 ou le Fonds Monétaire International), mais également nationales (le gouvernement) ou les Etats-Unis étaient proposées aux répondants.

Lors de l'enquête du Printemps 2010, l'ajout d'une dimension au questionnaire a été testé. Un nouvel item, « les pays de la zone euro, via l'Eurogroupe » a été introduit dans ce questionnaire. Cette question modifiée a été posée à une moitié de l'échantillon global, sélectionnée de manière parfaitement aléatoire (SPLIT B).

Pour autant, afin de pouvoir comparer les résultats entre les deux dernières enquêtes, l'autre moitié de l'échantillon (SPLIT A) a répondu à la même question que celle qui était posée dans les enquêtes précédentes.

Nous nous intéresserons dans un premier temps aux résultats du SPLIT A, afin de mesurer les évolutions avec les deux dernières enquêtes.

Par rapport aux deux enquêtes précédentes, on observe une hiérarchie des réponses quelque peu modifiée²¹ :

L'Union européenne apparaît encore aujourd'hui comme l'item le plus souvent cité par les Européens et voit sa position se renforcer au fil des mois. Il est choisi par plus d'un répondant sur quatre (26%, +4 points par rapport à l'automne 2009 et +5 points par rapport au printemps 2009).

Avec un taux parfaitement stable de 19% de réponses par rapport à l'automne 2009, **le gouvernement national** reste le seul item à ne pas avoir évolué. Il était déjà cité en deuxième position dans la dernière vague de l'Eurobaromètre mais avait progressé de 7 points entre le printemps et l'automne 2009.

²¹ QB3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION). (SI 'SPLIT A'). Le Gouvernement (NATIONALITE) ; L'Union européenne ; Les Etats-Unis ; Le G20 ; Le Fonds Monétaire International (FMI) ; Autre (SPONTANE) ; Aucun (SPONTANE).

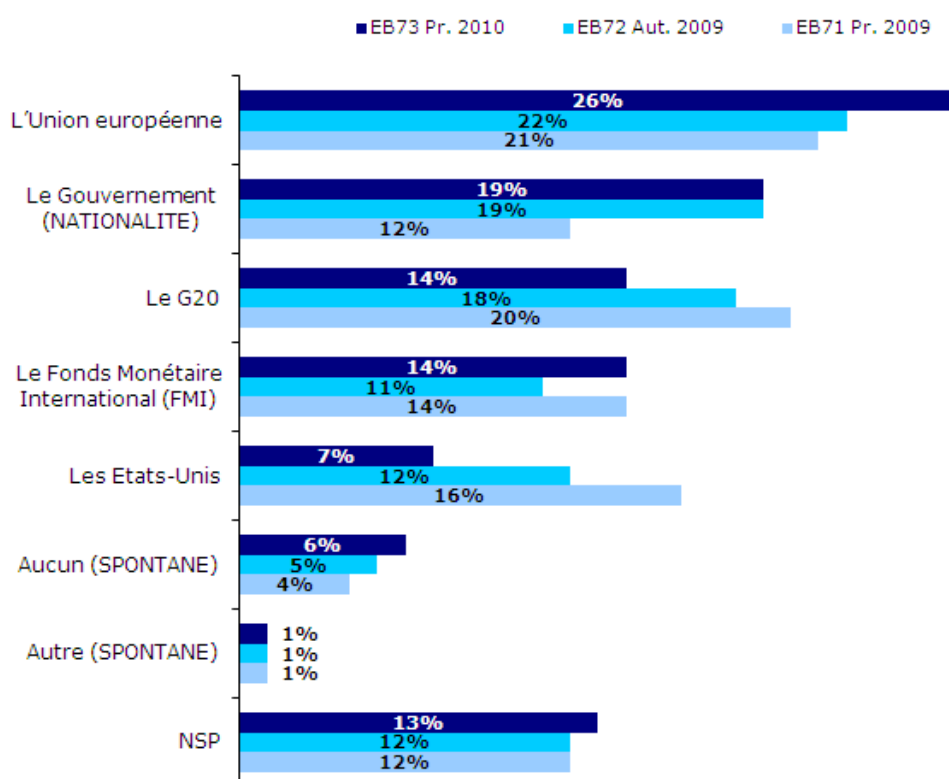
Le G20 parvient à conserver sa troisième place parmi les réponses données, mais il enregistre une baisse de 4 points (14%) et se trouve cette fois-ci à égalité avec le **Fonds Monétaire International**. Ce dernier enregistre une hausse de 3 points, passant de la cinquième à la troisième place depuis l'automne 2009. On notera que le G20 n'a cessé de baisser dans les réponses depuis un an, puisqu'il était cité par 20% des Européens au printemps 2009 (à noter cependant que le terrain de la vague EB71 a été réalisé en juin 2009, soit quelques semaines après le sommet du G20 de Londres du 2 avril 2009).

Les Etats-Unis, quant à eux, enregistrent une baisse de 5 points, avec seulement 7% des Européens qui estiment qu'ils pourraient agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique (et même une baisse de 9 points par rapport au printemps 2009).

Au fil des vagues d'enquête, le taux de non réponse reste néanmoins relativement conséquent pour cette question (13%, +1 point par rapport à l'automne 2009).

Nous verrons plus loin que l'ajout d'une nouvelle dimension («les pays de la zone euro, via l'Eurogroupe») dans le SPLIT B modifie assez peu la hiérarchie des niveaux nationaux et supranationaux, ainsi que leurs niveaux de citation.

QB3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? - % UE (SPLIT A)



L'analyse par pays nous permet de mettre en exergue des différences sensibles dans l'appréciation de qui est le mieux placé pour agir efficacement face aux conséquences de la crise :

L'Union européenne est citée avant tout par les répondants en Belgique (36%), en Pologne (35%) et à Chypre (34%) mais aussi en Grèce, en Espagne, en Italie, au Luxembourg et à Malte (33% chacun). Les répondants en Grande-Bretagne (9%) sont en revanche ceux qui la citent le moins. Ils sont suivis par les personnes interrogées en République tchèque (13%) mais aussi, en dehors de l'Union, par les Turcs (11%), les Croates et les Islandais (13% chacun).

Le gouvernement national est ici surtout plébiscité par les habitants des pays candidats à l'Union (43% des répondants en Turquie, 36% en Croatie et 30% des habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine), mais aussi par les répondants d'Etats membres « récemment » entrés dans l'Union : les personnes interrogées en Roumanie (42%), entrée en 2007 et à Malte (33%), en 2004. Il est également plébiscité par les répondants en Grande-Bretagne (35%).

En revanche, seuls 7% des personnes interrogées en République tchèque citent leur gouvernement national ainsi que 10% de celles qui vivent aux Pays-Bas et 10% de celles qui vivent en Belgique, mais aussi 11% des répondants au Portugal et 11% des répondants en Slovaquie.

Le G20 est cité essentiellement par les Tchèques (36%), les Néerlandais (34%) et les Hongrois (28%).

Le FMI est davantage choisi par les répondants en Finlande (30%) - chez qui c'est d'ailleurs le premier item cité - aux Pays Bas (20%), en Autriche et en Belgique (19% chacun). A l'inverse, les personnes interrogées au Portugal et en Roumanie (6% chacun) sont les Européens qui le citent le moins.

Les Etats-Unis, quant à eux, sont avant tout choisis par les personnes interrogées au Danemark (19%) et en République tchèque (14%), beaucoup moins en Bulgarie, en Grèce, à Chypre, aux Pays-Bas et en Suède (4% chacun).

S'agissant des trois pays candidats, on note un fort attachement à leur gouvernement. Alors que la moyenne des Européens qui citent le leur est de 19%, elle s'établit à 43% en Turquie, 36% en Croatie et 30% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Ils sont en revanche moins nombreux à privilégier l'Union européenne (11% en Turquie, 13% en Croatie et 21% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, pour une moyenne européenne de 26%).

Enfin, ils sont très peu nombreux à citer le G20 (4% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et en Turquie et 7% en Croatie).

Enfin, on peut noter que les répondants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine sont bien plus nombreux que la moyenne des Européens à privilégier les Etats-Unis (respectivement 18% et 7%).

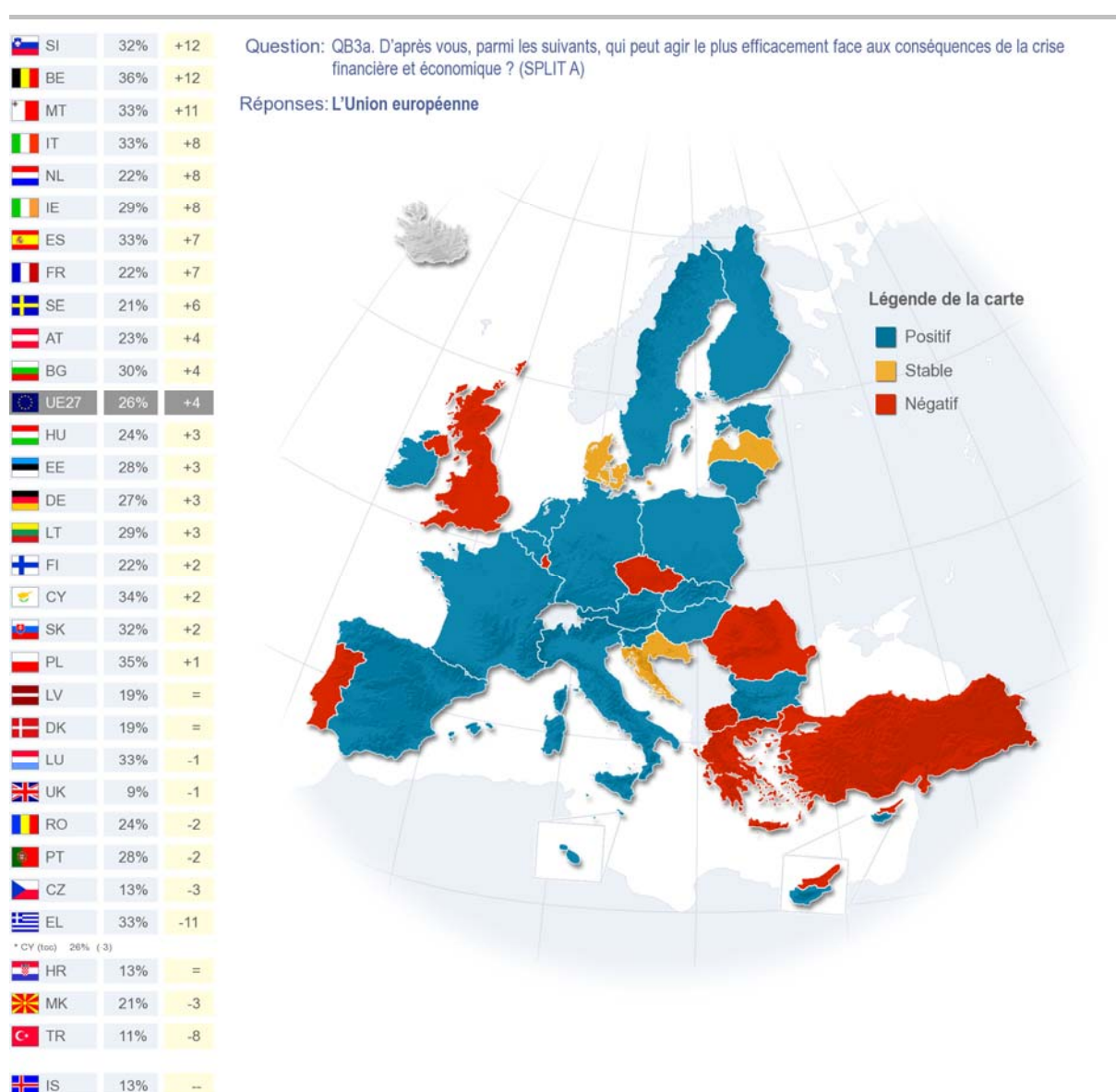
Comme c'est le cas dans les pays candidats, les répondants en Islande jugent que leur gouvernement est le mieux placé pour agir efficacement face aux conséquences de la crise (29%). Les institutions internationales et les Etats-Unis sont cités par 13% ou moins des personnes interrogées.

QB3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (SPLIT A)								
	L'Union européenne	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le G20	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Les Etats-Unis	Aucun (SPONT.)	Autre (SPONT.)	NSP
UE27	26%	19%	14%	14%	7%	6%	1%	13%
BE	36%	10%	17%	19%	9%	2%	2%	5%
BG	30%	23%	15%	8%	4%	4%	0%	16%
CZ	13%	7%	36%	15%	14%	5%	0%	10%
DK	19%	14%	16%	17%	19%	2%	0%	13%
DE	27%	12%	20%	16%	5%	8%	1%	11%
EE	28%	14%	18%	12%	6%	4%	2%	16%
IE	29%	24%	6%	13%	9%	3%	2%	14%
EL	33%	27%	7%	9%	4%	13%	3%	4%
ES	33%	16%	9%	14%	11%	5%	1%	11%
FR	22%	19%	14%	16%	6%	7%	1%	15%
IT	33%	17%	7%	11%	9%	6%	1%	16%
CY	34%	19%	12%	17%	4%	5%	2%	7%
LV	19%	19%	22%	10%	9%	10%	3%	8%
LT	29%	16%	12%	10%	10%	6%	2%	15%
LU	33%	14%	19%	14%	5%	2%	2%	11%
HU	24%	15%	28%	14%	8%	3%	1%	7%
MT	33%	33%	7%	9%	5%	0%	0%	13%
NL	22%	10%	34%	20%	4%	2%	2%	6%
AT	23%	20%	9%	19%	6%	9%	1%	13%
PL	35%	13%	9%	13%	7%	3%	1%	19%
PT	28%	11%	8%	6%	12%	9%	1%	25%
RO	24%	42%	9%	6%	5%	3%	1%	10%
SI	32%	11%	11%	15%	8%	13%	3%	7%
SK	32%	10%	22%	17%	5%	5%	0%	9%
FI	22%	13%	17%	30%	10%	1%	2%	5%
SE	21%	28%	18%	14%	4%	2%	1%	12%
UK	9%	35%	13%	13%	8%	5%	0%	17%
CY (tcc)	26%	28%	5%	12%	11%	7%	0%	11%
HR	13%	36%	7%	16%	8%	9%	1%	10%
TR	11%	43%	4%	8%	11%	7%	1%	15%
MK	21%	30%	4%	15%	18%	5%	1%	6%
IS	13%	29%	11%	13%	11%	8%	2%	13%
Pourcentage le plus élevé par pays				Pourcentage le plus bas par pays				
Pourcentage le plus élevé par item				Pourcentage le plus bas par item				

Lorsque l'on compare les évolutions de l'item « L'Union européenne » par rapport à la vague de l'automne 2009 (EB72), on constate un spectre assez large. En effet, dans certains Etats membres, on voit la capacité de l'Union européenne à faire face aux conséquences de cette crise se renforcer alors que dans d'autres pays, l'image de l'Union sur ce point se dégrade :

Les Etats membres dont les résultats ont le plus évolué positivement sont la Slovénie et la Belgique (+12 points chacun), Malte (+11 points), ainsi que l'Italie, les Pays-Bas et l'Irlande (+8 points chacun).

Quant à ceux qui ont évolué négativement (c'est-à-dire ceux qui citent moins l'Union européenne), ce sont avant tout les répondants en Grèce (-11 points – même si elle reste la première institution citée). Les autres évolutions négatives restent relativement limitées en République tchèque (-3 points), en Roumanie et au Portugal (-2 points), au Royaume-Uni et au Luxembourg (-1).



Diff. EB73 – EB72

L'analyse des résultats selon les variables sociodémographiques révèle quelques disparités intéressantes. D'une part, on remarque que la proportion de personnes âgées de 55 ans et plus qui pensent que leur gouvernement national est le plus efficace pour agir face à la crise financière et économique (21%) est quasiment la même que celle des personnes âgées de 55 ans et plus qui jugent l'Union européenne la plus à même de le faire (24%). En revanche, les 15-24 ans sont 27% à citer l'Union européenne, pour 18% seulement leur gouvernement national.

D'autre part, on observe que moins on a étudié, plus on fait confiance à son gouvernement national pour agir face à la crise (22% des personnes ayant arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt, pour 15% de celles qui ont étudié jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà). En revanche, l'Union européenne est presque autant citée par les personnes ayant poursuivi des études courtes (26%) que par celles qui ont étudié au-delà de l'âge de 19 ans (27%).

Le fait d'appartenir à une catégorie aisée semble également influencer le choix de la réponse à cette question :

- Les cadres ne sont que 13% à citer leur gouvernement national (pour une moyenne européenne de 19%), alors qu'ils sont 22% à citer le G20 (pour 14% des Européens).
- De plus, les répondants qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures sont 23% à choisir leur gouvernement national (pour 17% de ceux qui n'ont pratiquement jamais de difficultés).
- Enfin, les personnes interrogées qui ne s'intéressent pas du tout à la politique d'une manière générale ont plus tendance à citer leur gouvernement national que la moyenne des Européens (respectivement 22% et 19%). En revanche, celles qui se passionnent pour la politique citent plus volontiers l'Union européenne (27%) ou le G20 (18%) que la moyenne des Européens.

Résultats du SPLIT B :

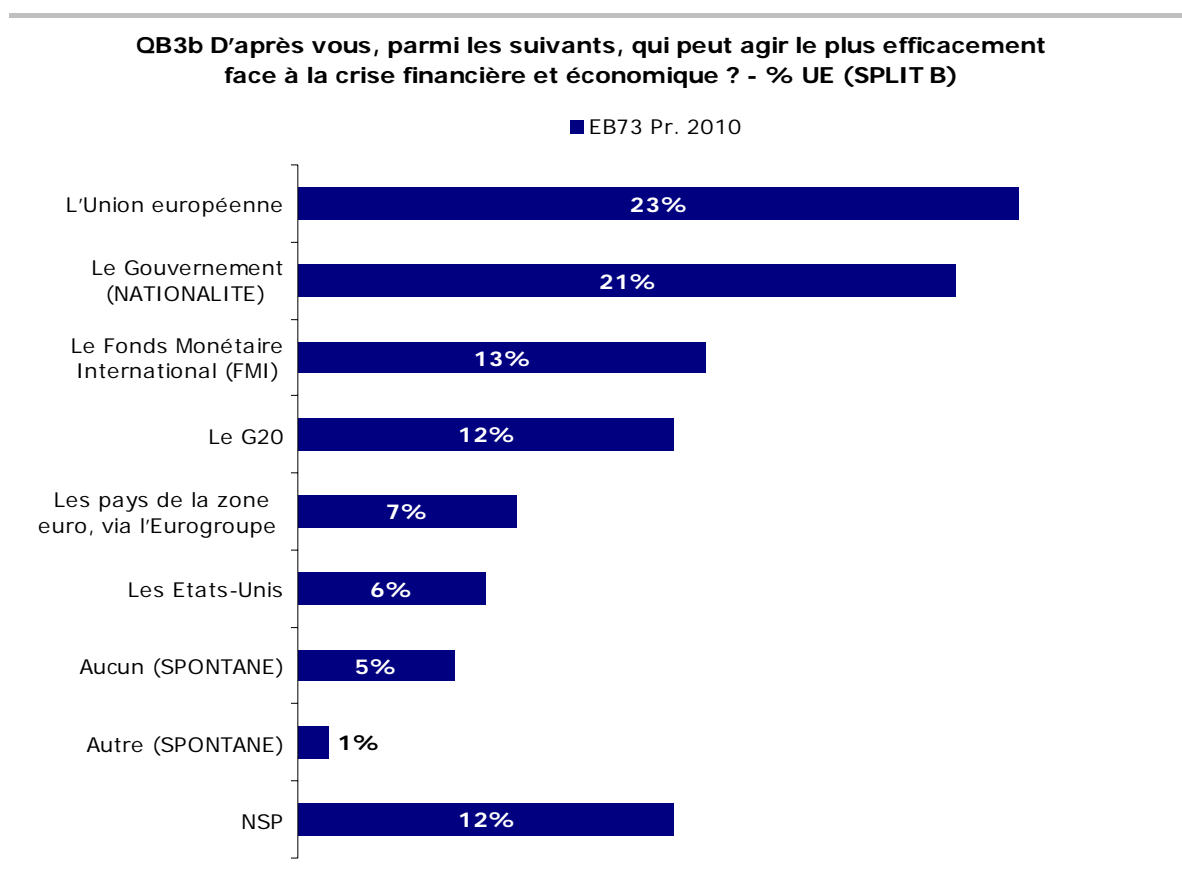
Afin de mesurer l'importance que représentent les pays de la zone euro, via l'Eurogroupe, auprès des Européens, cette dimension a été ajoutée à la liste des cinq propositions qui leur étaient faites dans les vagues d'enquête précédentes.²²

L'ajout de cette dimension ne bouleverse pas fondamentalement la hiérarchie des réponses ni leurs niveaux de citation :

L'Union européenne reste citée en premier par les Européens, mais par 23% des répondants (pour 26% dans le SPLIT A). Il semble que la nouvelle dimension « Eurogroupe » attire une partie des réponses données précédemment à l'Union européenne. **Le gouvernement national** demeure, quant à lui, toujours en deuxième position (21%, pour 19% dans le SPLIT A). **Le Fonds Monétaire International** conserve sa troisième place, avec 13% des réponses (pour 14% dans le SPLIT A). **Le G20** obtient la quatrième position, avec un taux de réponses de 12% (pour 14% dans le SPLIT A).

La dimension ajoutée dans le SPLIT B, « **les pays de la zone euro, via l'Eurogroupe** » arrive seulement en cinquième position, obtenant 7% des réponses. Enfin, **les Etats-Unis** se retrouvent à la sixième place et obtiennent 6% des réponses (pour 7% dans le SPLIT A).

²² QB3b D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face à la crise financière et économique ? (ROTATION). (SI 'SPLIT B'). Le Gouvernement (NATIONALITE) ; L'Union européenne ; Les Etats-Unis ; Le G20 ; Le Fonds Monétaire International (FMI) ; Les pays de la zone euro, via l'Eurogroupe ; Autre (SPONTANE) ; Aucun (SPONTANE)



Notons quelques variations entre les Etats membres, sur le nouvel item, « **les pays de la zone euro, via l'Eurogroupe** » : cette dimension semble surtout fédérer les répondants en Belgique (15%), ainsi qu'en Espagne (12%), et très peu, en revanche, les répondants au Danemark (1%), en Pologne (3%) - qui sont en dehors de la zone euro - et assez logiquement les répondants des pays candidats à l'adhésion à l'Union (0% en Turquie, 2% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, 4% en Croatie).

L'analyse des résultats selon les variables sociodémographiques pour le SPLIT B ne varie que très peu par rapport au SPLIT A.

4. LE ROLE DE L'EURO DANS LA CRISE

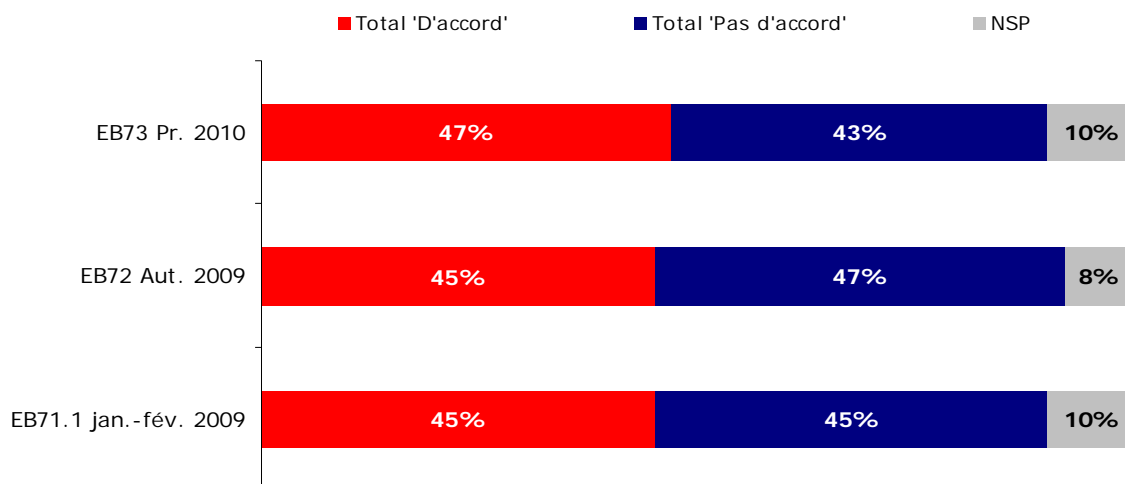
- Les Européens sont divisés sur le rôle de l'euro face aux conséquences de la crise -

Dans ces temps économiquement troublés, comment l'image de la monnaie unique évolue-t-elle ? Les Européens aussi bien au sein, qu'en dehors, de la zone euro considèrent-ils que l'euro a eu un effet stabilisateur ou au contraire aggravant dans cette crise ?

4.1. L'opinion des citoyens de la zone euro : leur pays aurait-il été mieux protégé avec l'ancienne monnaie nationale ?

Les opinions sont toujours divisées sur cette question au sein de la zone euro même si désormais une majorité relative des répondants (47%) considère que leur pays aurait effectivement été mieux protégé face à la crise s'il avait conservé son ancienne monnaie nationale alors que 43% pensent le contraire. Ils sont 10% à ne pas se prononcer.²³

QB4a Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions conservé le/la (ANCIENNE MONNAIE NATIONALE). - % Zone euro



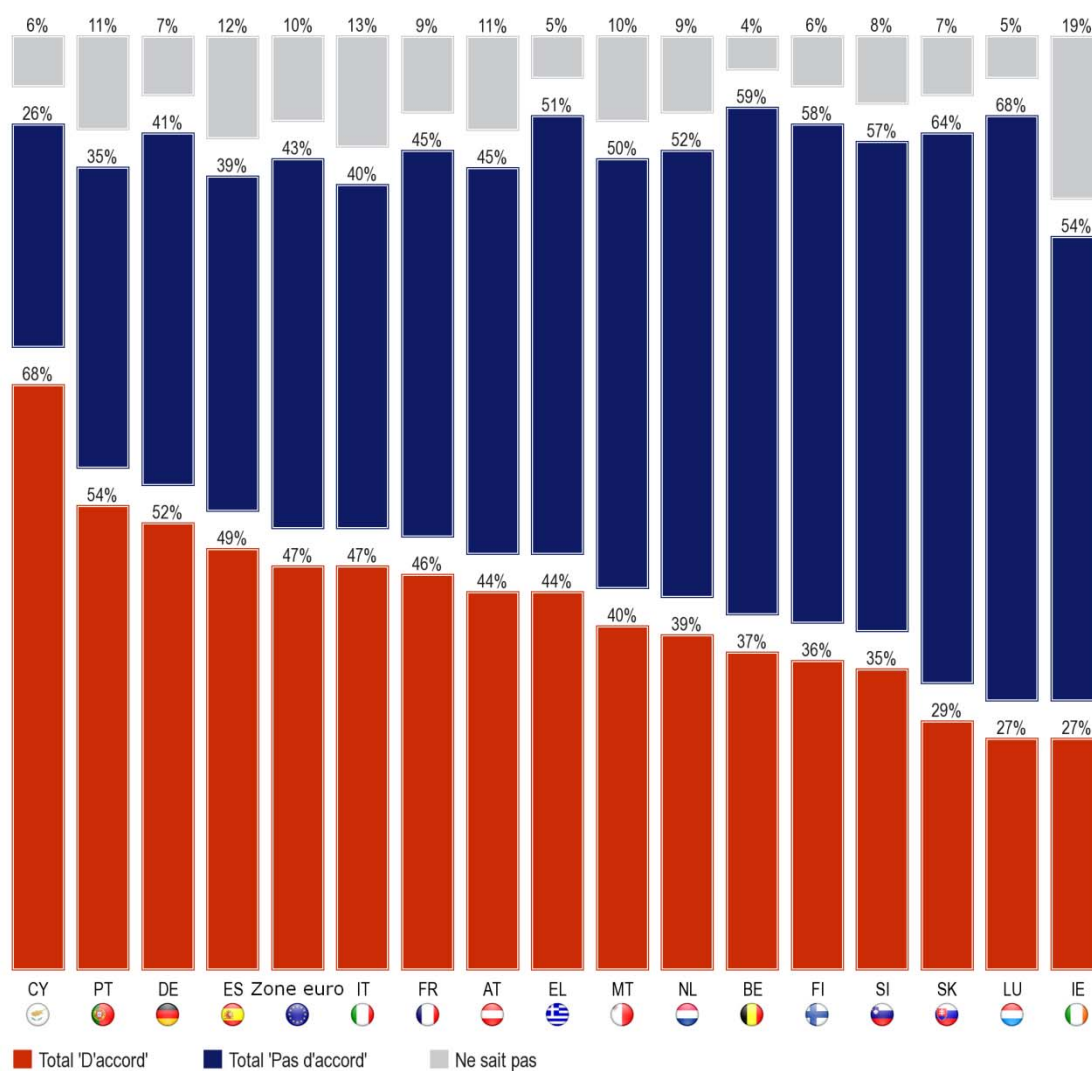
Ce résultat a légèrement évolué depuis la dernière vague Eurobaromètre de l'automne 2009 (EB72), puisque les Européens étaient alors 45% à être d'accord avec cette proposition (+2 points aujourd'hui) et 47% à estimer le contraire (-4 points aujourd'hui), soit un rapport inverse à celui que l'on observe aujourd'hui. On a là un premier élément de dégradation de l'image de la monnaie unique au sein de la zone euro.

²³ QB4a Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions conservé le/la (ANCIENNE MONNAIE NATIONALE). (SI 'MEMBRE DE LA ZONE EURO'). Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

La majorité absolue des répondants, dans trois Etats membres, considèrent que leur pays aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle s'il avait conservé son ancienne monnaie. C'est le cas de Chypre qui a adopté l'euro il y a un peu plus de deux ans (68%), du Portugal (54%) et de l'Allemagne (52%). Les personnes interrogées en Espagne (49%, contre 39% pas d'accord), en Italie (47%, contre 40%) et surtout en France (46%, contre 45%) sont plus partagées.

En revanche, dans neuf autres pays de la zone euro, la majorité des répondants pensent le contraire. C'est le cas au Luxembourg (68%), en Belgique (59%), en Finlande (58%), en Irlande (54%), aux Pays-Bas (52%) ou encore en Grèce (51%) mais également dans des Etats membres qui sont passé à l'euro plus récemment comme la Slovaquie (64%), la Slovénie (57%) ou Malte (50%). C'est également le cas de l'Autriche, néanmoins presque parfaitement partagée (45% pas d'accord, contre 44% d'accord).


















QB4a. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions conservé le(la) (ANCIENNE MONNAIE NATIONALE).



Les Européens qui ont le plus changé d'avis entre la dernière vague Eurobaromètre de l'automne 2009 et celle-ci, et qui partagent aujourd'hui davantage l'idée selon laquelle leur pays aurait été mieux protégé s'il avait gardé son ancienne monnaie sont les suivants : Chypre (68%, **+17 points**), les Pays-Bas (39%, **+9 points**), la Slovaquie (29%, **+9 points**), l'Autriche (44%, **+8 points**), la Finlande (36%, **+8 points**), l'Allemagne (52%, **+7 points**), Malte (40%, **+7 points**), la France (46%, **+7 points**) et la Slovénie (35%, **+6 points**).

En revanche, deux pays se distinguent par des évolutions inverses : il s'agit de l'Irlande (27%, **-5 points**) et de l'Espagne (49%, **-5 points**), deux pays touchés par la crise économique.

QB4a Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions conservé le/la (ANCIENNE MONNAIE NATIONALE). - Zone euro

	EB72 Aut. 2009 Total 'D'accord' - Total 'Pas d'accord'	EB73 Pr. 2010 Total 'D'accord' - Total 'Pas d'accord'	Diff. EB73-EB72
 Zone euro	-2	+4	+6
 CY	+8	+42	+34
 NL	-36	-13	+23
 AT	-18	-1	+17
 SK	-52	-35	+17
 FI	-39	-22	+17
 FR	-15	+1	+16
 SI	-38	-22	+16
 DE	-2	+11	+13
 MT	-22	-10	+12
 BE	-20	-22	-2
 LU	-39	-41	-2
 IT	+10	+7	-3
 EL	-2	-7	-5
 ES	+16	+10	-6
 PT	+25	+19	-6
 IE	-14	-27	-13



L'analyse selon les variables sociodémographiques nous révèle d'abord une très grande différence entre les femmes et les hommes : les premières sont 52% à penser que leur pays aurait été mieux protégé s'il avait conservé sa monnaie nationale (pour seulement 42% des hommes). On retrouve ici le clivage traditionnel homme/femme sur l'attachement à la monnaie unique, les premiers y étant nettement plus attachés que les secondes.

C'est également le cas de 50% des personnes âgées de 55 ans et plus (pour 43% des jeunes de 15 à 24 ans) et de 60% des répondants qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures (pour 42% de ceux qui n'en ont pas).

Les sympathisants de droite déclarent eux aussi (48%) que leur pays aurait été mieux protégé s'il avait conservé sa monnaie nationale, pour 43% des sympathisants de gauche.

Enfin, 58% des Européens qui ne s'intéressent pas du tout à la politique en général sont de cet avis, pour seulement 39% de ceux qui s'y intéressent beaucoup.

QB4a Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions conservé le/la (ANCIENNE MONNAIE NATIONALE). - Zone euro

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	NSP
EURO	47%	43%	10%
Sexe			
 Homme	42%	50%	8%
Femme	52%	37%	11%
Age			
 15-24	43%	45%	12%
25-39	45%	45%	10%
40-54	47%	45%	8%
55 +	50%	40%	10%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	43%	49%	8%
(5-6) Centre	47%	44%	9%
(7-10) Droite	48%	45%	7%
Indice d'intérêt pour la politique			
Fort	39%	56%	5%
Moyen	46%	46%	8%
Faible	48%	41%	11%
Pas du tout	58%	28%	14%

4.2. L'opinion des citoyens hors de la zone euro : leur pays aurait-il été mieux protégé avec la monnaie unique ?

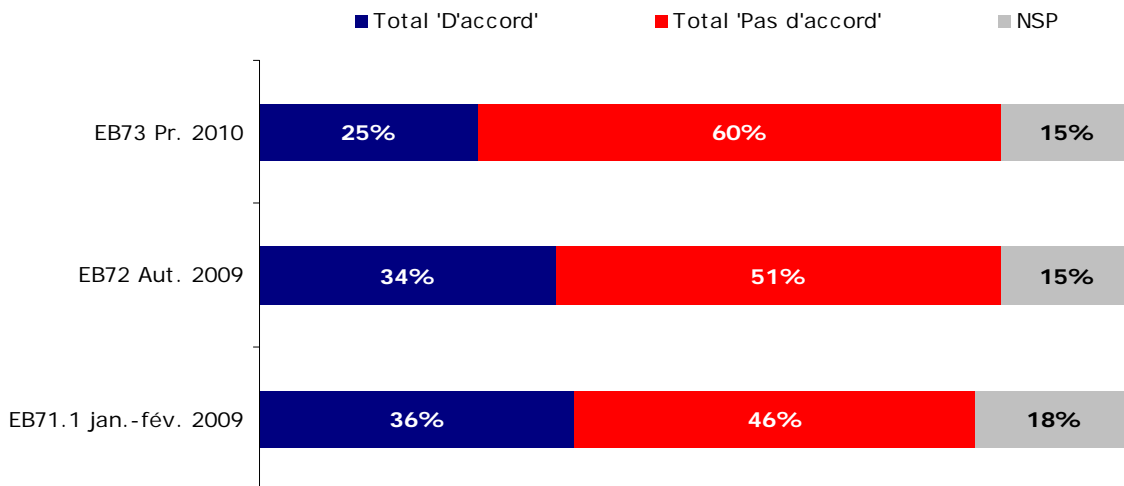
Après s'être adressé aux Européens de la zone euro, il a semblé intéressant de demander aux ressortissants des Etats membres qui n'appartiennent pas à la zone euro s'ils considéraient ou non que leur pays aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle s'ils avaient adopté la monnaie unique européenne.

La grande majorité des Européens n'appartenant pas à la zone euro se montrent très critiques vis-à-vis de la monnaie unique²⁴ : seul un quart d'entre eux (25% exactement) pensent que l'euro les aurait mieux protégés, soit une baisse de 9 points par rapport à la dernière vague Eurobaromètre réalisée à l'automne 2009 (et de 11 points par rapport à l'avant dernière vague réalisée début 2009²⁵).

Inversement, une majorité de 60% estime que cela n'aurait pas eu d'effet positif, soit une augmentation de 9 points par rapport à l'automne 2009 et de 14 points par rapport à janvier-février 2009.

Enfin, on notera que le taux de non réponse reste important et à un niveau inchangé entre l'automne 2009 et le printemps 2010 : 15%.

QB4b Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions adopté la monnaie unique européenne, l'euro. - % Hors zone euro

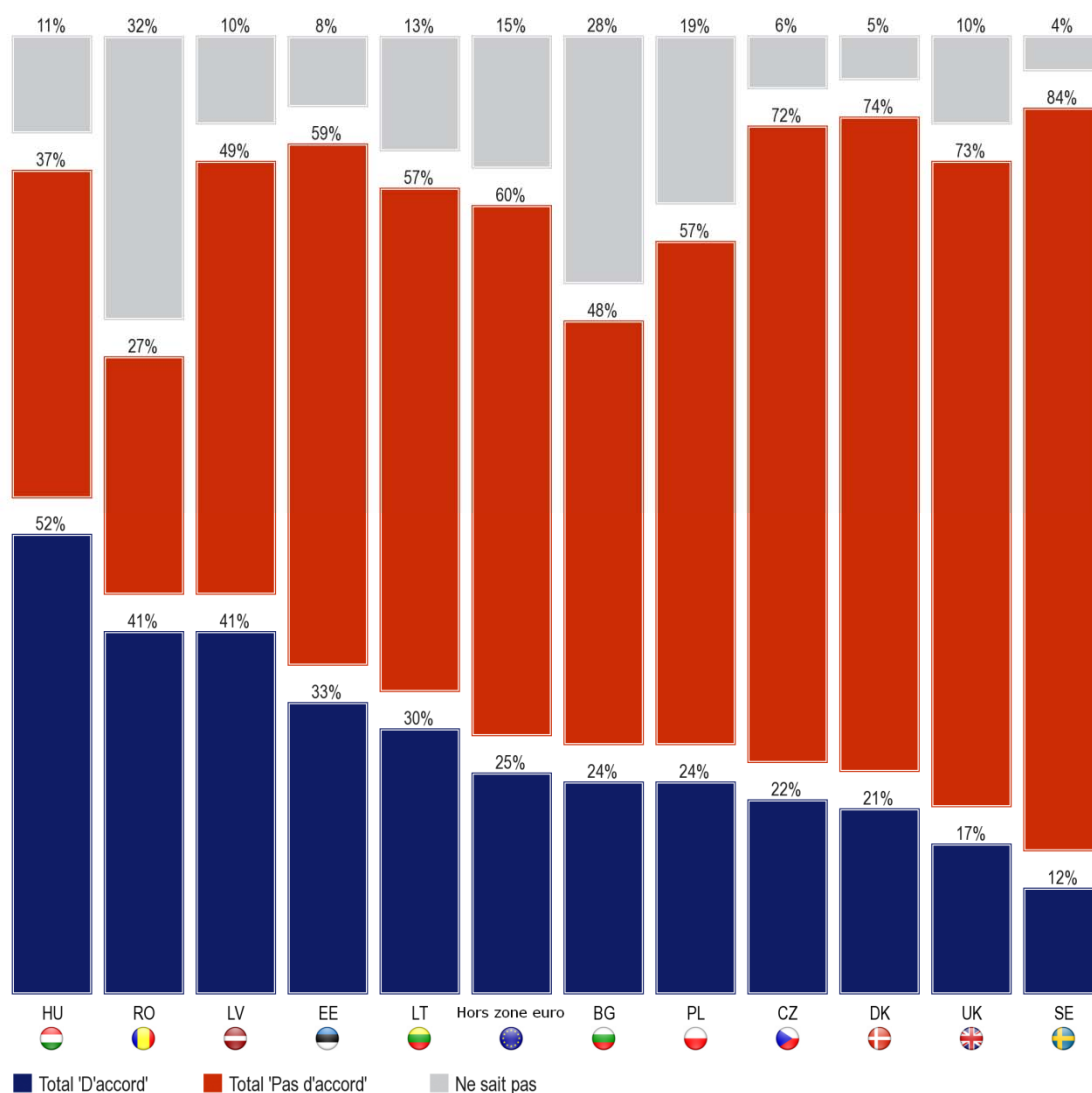


²⁴ QB4b Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions adopté la monnaie unique européenne, l'euro. (SI 'ETAT MEMBRE DE L'UE27 MAIS HORS ZONE EURO'). Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

²⁵ Eurobaromètre spécial 308 : *Les Européens en 2009*













Une analyse par pays révèle que seuls les Hongrois (52%) et les Roumains (41%) considèrent dans leur majorité que l'adoption de la monnaie unique par leur pays les aurait mieux protégés de la crise financière et économique actuelle. C'était également le cas dans la dernière vague Eurobaromètre de l'automne 2009, mais cette opinion recule dans ces deux pays (-9 points dans les deux cas).

QB4b. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions adopté la monnaie unique européenne, l'euro.



En revanche, les répondants les plus sceptiques quant à l'hypothèse d'une meilleure protection de leur pays grâce à la monnaie unique sont aussi ceux qui ont le plus évolué en ce sens depuis la dernière vague Eurobaromètre. Ce sont les répondants en Suède (84%, +20 points), au Danemark (74%, +10 points) et en Grande-Bretagne (73%, +12 points). Les personnes interrogées en République tchèque avec 72% (+15 points) se distinguent également par une opinion encore plus tranchée que par le passé.

QB4b Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions adopté la monnaie unique européenne, l'euro. - Hors zone euro

		EB72 Aut. 2009 Total 'D'accord' - Total 'Pas d'accord'	EB73 Pr. 2010 Total 'D'accord' - Total 'Pas d'accord'	Diff. EB73-EB72
	Hors zone euro	-17	-35	-18
	LV	-2	-8	-6
	BG	-14	-24	-10
	EE	-13	-26	-13
	PL	-20	-33	-13
	RO	+27	+14	-13
	LT	-11	-27	-16
	HU	+31	+15	-16
	DK	-31	-53	-22
	UK	-34	-56	-22
	CZ	-19	-50	-31
	SE	-34	-72	-38

Une analyse des résultats de l'enquête tenant compte des variables sociodémographiques nuance un peu l'opinion des répondants qui n'appartiennent pas à la zone euro. D'abord, les citoyens les plus jeunes (15-24 ans) semblent un peu moins sceptiques que leurs aînés quant à la capacité de la monnaie unique à nous protéger en période de crise économique (29% sont d'accord avec la proposition, pour 21% des 55 ans et plus).

Il est utile de rappeler ici que cet « euro »-scepticisme en dehors de la zone euro n'est pas l'apanage des catégories sociales les plus précaires ou les moins éduquées. Il se retrouve aussi parmi les catégories les plus favorisées (70% des cadres pour une moyenne de 60%), ainsi que chez les Européens intéressés par la politique d'une manière générale (65% de ceux qui s'y intéressent beaucoup pour 52% de ceux qui ne s'y intéressent pas du tout).

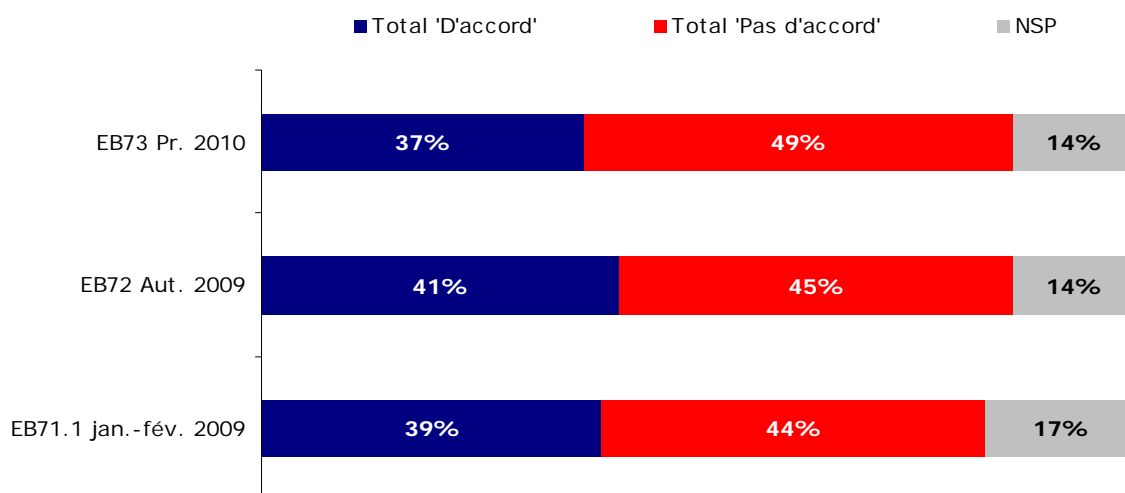
4.3. L'effet atténuateur de l'euro

Près d'un Européen sur deux (49%) estime aujourd'hui que l'euro, globalement, n'a pas atténué les effets négatifs de la crise financière et économique.²⁶ Ils sont 37% à déclarer le contraire. Et 14% à ne pas se prononcer sur le sujet.

Cette opinion critique vis-à-vis de la monnaie unique s'est légèrement renforcée depuis la dernière enquête Eurobaromètre réalisée à l'automne 2009 puisque à ce moment-là, les citoyens européens étaient 45% à ne pas être d'accord avec la proposition (+4 points) et 41% à être d'accord (-4 points), des résultats quasiment identiques à l'époque avec ceux du début 2009.

Mais sur ce point, il est important de noter que **les répondants de la zone euro sont bien plus nombreux à soutenir l'hypothèse d'un effet « atténuateur » de l'euro (42%) que les citoyens situés en dehors de cette zone (26%)**. Reste que même parmi les habitants de la zone euro, une majorité considère désormais que la monnaie unique européenne ne les a pas protégés des effets de la crise (47%) : la situation était inverse à l'automne 2009 (46% d'accord, contre 44% pas d'accord).

QB5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : l'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique. - % UE

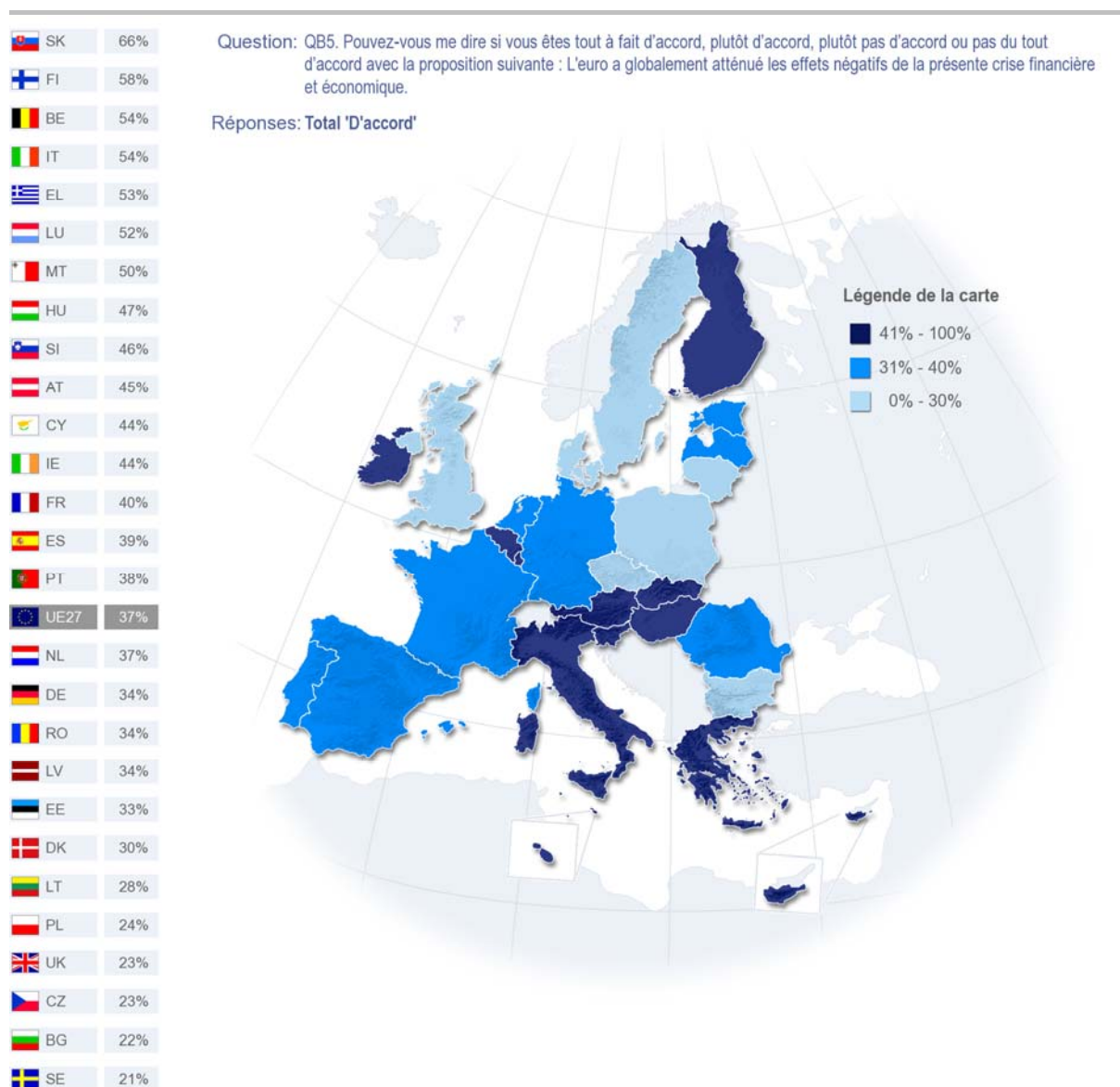


Les personnes interrogées qui forment une majorité absolue à se dire « d'accord » avec la proposition se trouvent en Slovaquie (66%), en Finlande (58%), en Belgique et en Italie (54% chacun), en Grèce (53%), au Luxembourg (52%) et à Malte (50%), soit uniquement des habitants de la zone euro. Au total, cette opinion est majoritaire dans 12 Etats membres sur 27.

²⁶ QB5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique. Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

A l'opposé, les Européens les plus nombreux à s'exprimer de façon négative sur le sujet sont une nouvelle fois les personnes interrogées en République tchèque (71%), en Suède (66%) ainsi qu'au Danemark et en Grande-Bretagne (60% chacun). Dans 15 Etats membres sur 27, une majorité de répondants n'est pas d'accord pour considérer que l'euro a eu un effet atténuateur sur les conséquences de la crise.





























On notera cependant que dans trois pays, les opinions sont assez partagées entre les citoyens qui sont « d'accord » et ceux qui ne le sont pas, avec respectivement 44% et 42% à Chypre, 45% et 43% en Autriche, et 46% et 48% en Slovénie.



L'évolution des réponses à cette question ne suit pas les tendances observées entre l'enquête réalisée en janvier-février 2009 et celle de l'automne 2009. **A l'époque, les opinions positives vis-à-vis de l'euro avaient augmenté dans 19 Etats membres de l'Union européenne. On note qu'aujourd'hui c'est le cas dans un seul pays, l'Italie, qui est passée de 53 à 54% d'opinions positives.**

Dans chacun des 26 autres Etats membres, on enregistre désormais des taux moins importants que lors de la dernière vague. Les évolutions les plus nettes sont observées au Portugal (38% d'accord, -17 points), en République tchèque (23%, -14), aux Pays-Bas (37%, -12) et en Suède (21%, -11), soit à la fois dans des pays ayant adopté la monnaie unique, et des pays hors de la zone euro.

QB5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : l'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique.

		EB72 Aut. 2009 Total 'D'accord' - Total 'Pas d'accord'	EB73 Pr. 2010 Total 'D'accord' - Total 'Pas d'accord'	Diff. EB73-EB72
	UE27	-4	-12	-8
	IT	+15	+20	+5
	RO	+4	+5	+1
	BE	+16	+14	-2
	FI	+27	+25	-2
	FR	-6	-9	-3
	SK	+42	+39	-3
	LU	+16	+12	-4
	ES	-4	-10	-6
	DE	-15	-22	-7
	SI	+5	-2	-7
	EL	+19	+11	-8
	IE	+24	+16	-8
	LV	-8	-16	-8
	MT	+18	+9	-9
	UK	-26	-37	-11
	CY	+14	+2	-12
	DK	-17	-30	-13
	HU	+20	+6	-14
	PL	-13	-27	-14
	BG	-5	-20	-15
	AT	+20	+2	-18
	LT	-7	-25	-18
	NL	+5	-14	-19
	SE	-23	-45	-22
	EE	+2	-23	-25
	CZ	-19	-48	-29
	PT	+24	-10	-34

L'analyse sociodémographique des réponses à cette question met en évidence un certain scepticisme quant aux effets atténuateurs de l'euro sur les conséquences de la crise davantage répandu chez les catégories les moins favorisées : 53% des répondants qui se positionnent en bas de l'échelle sociale pour 43% de ceux qui se positionnent en haut.

On retrouve également les mêmes tendances sociodémographiques que celles décrites précédemment²⁷, à savoir un soutien à la monnaie unique plus important chez les hommes et les répondants les plus intéressés par la politique.

²⁷ Voir partie 4.2. L'opinion des citoyens hors de la zone euro

5. LES MESURES LES PLUS EFFICACES A PRENDRE PAR L'UNION EUROPEENNE

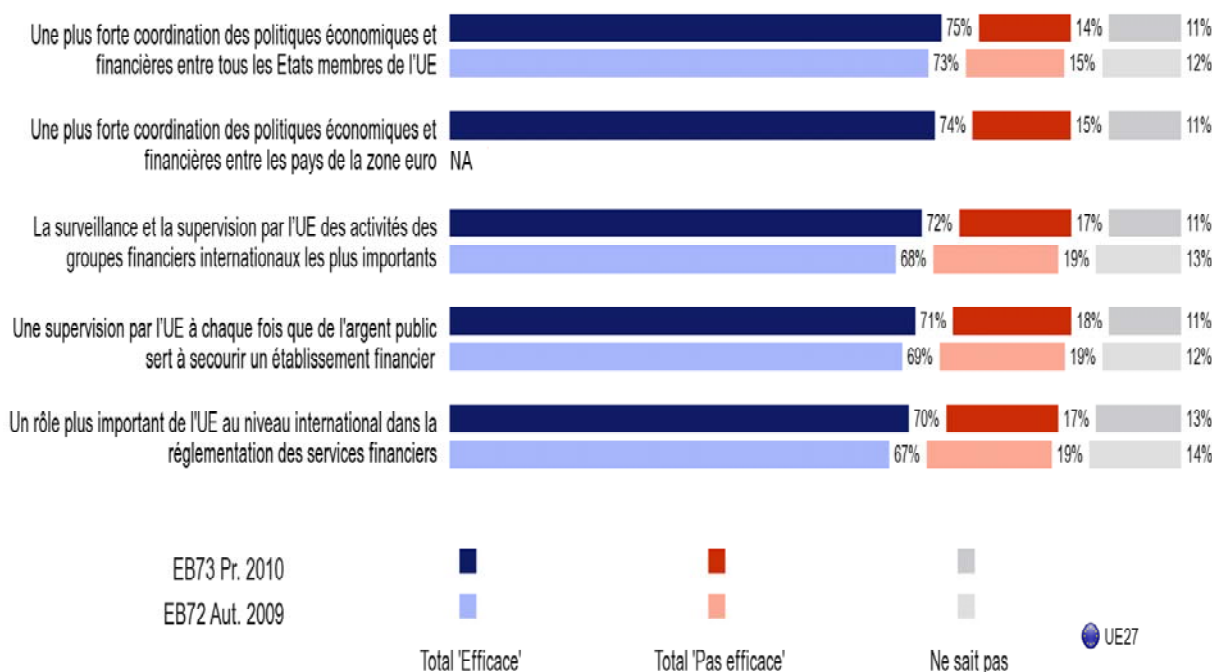
- Une série de mesures jugées efficaces par la majorité des Européens -

5.1. Les mesures pour lutter contre la crise

Au cours des douze derniers mois, les institutions européennes ont appelé de leurs vœux un renforcement de la coordination des politiques économiques et financières au sein de l'Union ainsi qu'une surveillance plus efficace des établissements financiers. Les répondants ont été interrogés sur l'efficacité d'un certain nombre de mesures en discussion au sein des institutions européennes : une large majorité des Européens considèrent que l'ensemble des mesures qui leurs sont proposées seraient efficaces pour lutter contre la crise, ce sentiment se renforçant même depuis l'automne 2009.

Ce sont ainsi sept Européens sur dix ou plus qui pensent que les mesures proposées sont efficaces, avec des proportions relativement proches, et chaque fois en augmentation par rapport aux deux dernières vagues de l'enquête.

QB10. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise actuelle.



La mesure qui recueille le plus de réponses en sa faveur (75%) est « **Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE** ». Elle enregistre deux points de plus qu'à l'automne 2009 (EB72) et quatre points de plus qu'au printemps 2009 (EB71).

Ensuite 74% des répondants estiment qu'« **Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro** » serait une mesure efficace pour lutter contre la crise (cette question n'avait pas été posée dans les vagues antérieures).

La troisième mesure jugée la plus efficace est « **La surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants** », citée par 72% des répondants. Ce résultat est en augmentation de quatre points par rapport à l'automne 2009 et de cinq points par rapport au printemps 2009.

Vient ensuite « **Une supervision par l'UE à chaque fois que l'argent public sert à secourir un établissement financier** », que 71% des Européens estiment être une mesure efficace (+2 points par rapport à l'automne 2009 et +4 points par rapport au printemps 2009).

Enfin, 70% des personnes interrogées jugent efficace « **Un rôle plus important de l'UE au niveau international dans la réglementation des services financiers** ». Ce résultat est en augmentation par rapport à la dernière et à l'avant-dernière vague de l'enquête (respectivement de trois et quatre points).

On notera que, pour chacune des mesures proposées, les Européens de la zone euro sont plus nombreux que ceux résidant en dehors de celle-ci à juger efficaces les différentes mesures proposées pour lutter contre la crise actuelle.

Face à ces moyennes européennes qui se situent autour de 70%, on note des écarts relativement importants dans les réponses nationales.

Certains pays se distinguent ainsi clairement en faisant chaque fois partie de ceux qui considèrent le plus volontiers (autour de 80%) ces mesures comme « efficaces ». Ce sont principalement les répondants en Belgique, en Slovaquie, en Grèce, à Chypre, en Espagne et en Allemagne.

A contrario, c'est en Grande-Bretagne, en Estonie et au Portugal que les personnes interrogées sont les moins nombreuses à répondre dans ce sens.

En ce qui concerne la mesure consistant en une « **Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE** », on remarque des différences significatives en termes d'intensité de réponses. Ainsi les Européens les plus nombreux à estimer cette mesure efficace sont les personnes interrogées en Slovaquie (89%), en Belgique et à Chypre (87% chacun), en Allemagne (85%), mais aussi aux Pays-Bas et en Grèce (84% chacun).

Les personnes les plus enclines à juger efficace « **Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro** » sont majoritairement les répondants à Chypre (88%), en Belgique (87%) et en Slovaquie (86%).

Ceux qui pensent que « **La surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants** » serait une mesure efficace pour lutter contre la crise sont principalement les répondants en Belgique (85%), en Slovaquie (84%), en Espagne (82%), à Chypre (81%) et en Allemagne (80%).

L'avant-dernière mesure, « **Une supervision par l'UE à chaque fois que de l'argent public sert à secourir un établissement financier** », est essentiellement considérée comme efficace par les personnes interrogées à Chypre (86%), en Slovaquie (84%), en Belgique (82%) et en Espagne (81%).

Enfin, à l'instar de ce que l'on vient de voir pour les quatre premières mesures, « **Un rôle plus important de l'UE au niveau international dans la réglementation des services financiers** » serait avant tout privilégié par les répondants en Belgique et en Slovaquie (82% chacun) ainsi qu'en Grèce (81%).





























Un peu plus d'un Européen sur dix ne se prononcent pas sur l'efficacité des cinq mesures testées. Les répondants en Bulgarie et en Roumanie, en Estonie et en Lituanie, en Pologne, à Malte et au Royaume-Uni sont les plus nombreux à ne pas répondre à ces questions : les opinions publiques de ces pays restent cependant très largement convaincues de l'efficacité de ces mesures.

L'analyse de ces résultats à l'aune des variables sociodémographiques tend à démontrer que les catégories socialement les plus « favorisées » sont chaque fois les plus nombreuses à donner des réponses très positives.

Ainsi, les répondants qui jugent chacune des cinq mesures « efficace » sont avant tout des cadres, des personnes qui ont suivi des études longues, et qui n'ont pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures, ou encore celles qui se positionnent spontanément en haut de l'échelle sociale.

Notons également que les Européens qui s'expriment le plus dans ce sens sont également ceux qui s'intéressent beaucoup à la politique d'une manière générale et à la politique européenne en particulier.

QB10 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise actuelle.

		Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE		Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro		La surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants		Une supervision par l'UE à chaque fois que de l'argent public sert à secourir un établissement financier		Un rôle plus important de l'UE au niveau international dans la réglementation des services financiers	
		Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'
	UE27	75%	14%	74%	15%	72%	17%	71%	18%	70%	17%
	BE	87%	10%	87%	11%	85%	12%	82%	15%	82%	14%
	BG	76%	7%	74%	6%	75%	8%	77%	7%	70%	9%
	CZ	74%	17%	74%	17%	74%	18%	74%	19%	69%	21%
	DK	79%	16%	78%	16%	71%	23%	50%	44%	64%	27%
	DE	85%	11%	83%	12%	80%	16%	80%	16%	77%	16%
	EE	64%	19%	64%	17%	59%	21%	52%	28%	60%	20%
	IE	77%	9%	76%	9%	73%	11%	77%	9%	75%	10%
	EL	84%	13%	84%	13%	77%	19%	79%	17%	81%	15%
	ES	83%	8%	84%	8%	82%	8%	81%	9%	78%	10%
	FR	78%	9%	74%	13%	73%	14%	68%	19%	71%	14%
	IT	73%	14%	73%	14%	69%	18%	70%	16%	70%	15%
	CY	87%	6%	88%	5%	81%	10%	86%	7%	77%	11%
	LV	67%	22%	68%	19%	67%	22%	70%	20%	61%	24%
	LT	67%	16%	66%	16%	66%	16%	68%	18%	64%	17%
	LU	81%	13%	80%	13%	78%	15%	72%	21%	79%	14%
	HU	67%	27%	68%	25%	68%	26%	66%	28%	67%	25%
	MT	74%	5%	73%	4%	70%	5%	73%	7%	65%	7%
	NL	84%	11%	81%	13%	78%	15%	70%	23%	76%	16%
	AT	74%	21%	71%	24%	70%	26%	69%	27%	66%	27%
	PL	70%	14%	67%	15%	67%	16%	64%	21%	63%	19%
	PT	62%	27%	63%	25%	64%	26%	63%	26%	62%	26%
	RO	70%	12%	71%	10%	65%	13%	72%	11%	62%	13%
	SI	81%	13%	82%	13%	78%	15%	78%	17%	77%	16%
	SK	89%	5%	86%	7%	84%	10%	84%	9%	82%	9%
	FI	78%	15%	79%	15%	70%	23%	73%	22%	72%	20%
	SE	70%	23%	72%	20%	63%	30%	65%	26%	65%	24%
	UK	60%	22%	57%	25%	57%	25%	54%	29%	56%	28%
<div> <div>Pourcentage le plus élevé par pays</div> <div>Pourcentage le plus élevé par item</div> </div> <div> <div>Pourcentage le plus bas par pays</div> <div>Pourcentage le plus bas par item</div> </div>											

5.2. Les mesures pour améliorer les performances de l'économie européenne

Les Européens ont ensuite été invités à choisir un **maximum de trois initiatives prioritaires** parmi onze qui leur étaient proposées pour améliorer la performance de l'économie européenne.

Les résultats obtenus mettent particulièrement en avant les efforts qui devraient être faits, selon les Européens, au niveau de l'emploi et de la formation mais aussi de la remise en ordre des finances publiques. Les propositions qui supposent un effort supplémentaire à fournir par les salariés (relever l'âge de la retraite ou augmenter la durée du travail) ne recueillent que peu d'adhésion.

Deux nouvelles dimensions ont été ajoutées à cette question (« réduire les déficits publics et la dette » et « renforcer la régulation des marchés financiers »).

L'initiative qui recueille le plus de « suffrages » est sans conteste le fait d'« **Améliorer la formation professionnelle et l'éducation** » : plus de quatre répondants sur dix (42%) en font une initiative prioritaire.

« **Faciliter la création d'entreprises** » est ensuite choisie par un tiers des personnes interrogées (33%).

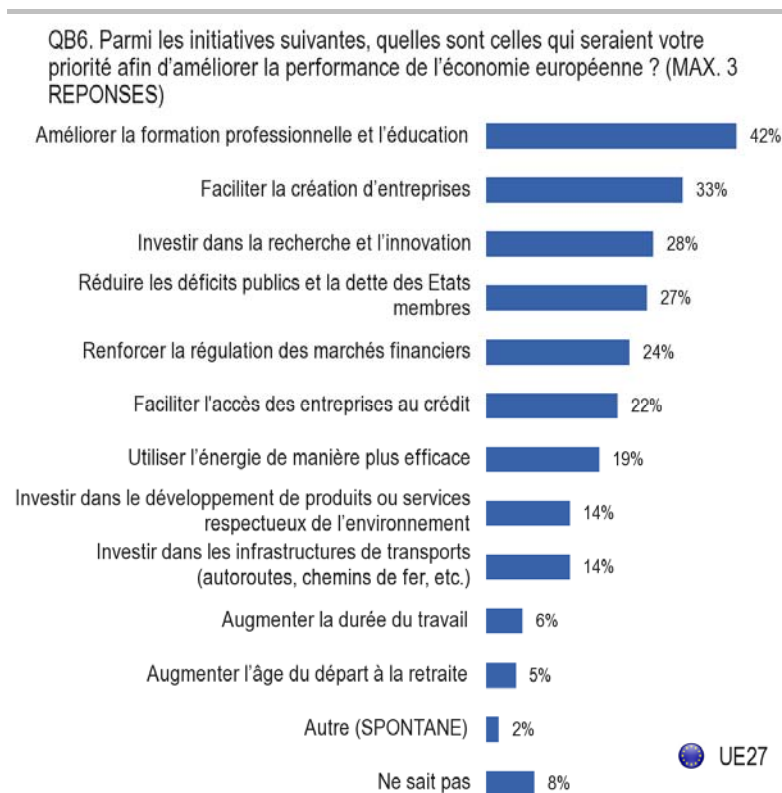
« **Investir dans la recherche et l'innovation** » occupe la troisième place avec plus d'un quart (28%) des réponses, suivie de près par l'initiative consistant à « **Réduire les déficits publics et la dette des Etats membres** » (27%), une nouvelle proposition par rapport à la vague d'enquête précédente.

« **Renforcer la régulation des marchés financiers** », une autre nouvelle dimension, est ensuite citée par un peu moins d'un répondant sur quatre (24%).

La sixième place est occupée par l'item « **Faciliter l'accès des entreprises au crédit** » (22%), devant « **Utiliser l'énergie de manière plus efficace** » (19%).

Les autres initiatives proposées sont citées par moins de 15% des répondants : l'investissement dans « **les infrastructures de transports (autoroutes, chemins de fer, etc)** » et « **le développement de produits ou services respectueux de l'environnement** » sont toutes les deux citées par 14% des Européens. Enfin, seuls 6% des répondants citent l'initiative visant à « **Augmenter la durée du travail** », et « **Augmenter l'âge du départ à la retraite** » est la mesure la moins citée, avec 5% des réponses.

Les résultats à cette question, lors de l'enquête précédente de l'automne 2009, plaçaient également en premier l'initiative « Améliorer la formation professionnelle et l'éducation » (60%), suivie de « Investir dans la recherche et l'innovation » (47%) et de « Faciliter la création d'entreprises » (42%), inversant ainsi l'ordre des deuxième et troisième items.



Avant d'analyser les résultats pays par pays, on remarque dans un premier temps, des différences assez marquées dans les réponses entre les Européens appartenant à la zone euro et ceux n'appartenant pas à la zone euro. Cinq initiatives, parmi les onze proposées pour améliorer la performance de l'économie européenne, sont ainsi sensiblement plus citées par les premiers que par les seconds :

- **Améliorer la formation professionnelle et l'éducation** : respectivement 44% et 38%.
- **Faciliter la création d'entreprises** : 35% et 27%.
- **Investir dans la recherche et l'innovation** : 31% et 21%.
- **Réduire les déficits publics et la dette des Etats membres** : 29% et 22%.
- **Faciliter l'accès des entreprises au crédit** : 24% et 19%.

A l'inverse, **l'investissement dans les infrastructures de transport (autoroutes, chemins de fer, etc.)** est nettement plus cité par les personnes interrogées en dehors de l'euro zone (21%, pour 11% dans l'euro zone).

Comme on le verra dans le tableau ci-dessous, la hiérarchie des mesures prioritaires varie sensiblement d'un pays à l'autre. Intéressons-nous aux items les plus fréquemment cités :

Améliorer la formation professionnelle et l'éducation est l'initiative prioritaire choisie par une majorité de répondants à Chypre (59%), en Allemagne (56%), en Estonie (55%) et au Danemark (51%). En revanche, les Européens les moins nombreux à choisir cette initiative se situent dans l'Est de l'Union européenne : en République tchèque (30%), en Slovénie et en Slovaquie (31% chacun).





























Faciliter la création d'entreprises est une priorité particulièrement pour les Lettons (61%), les Espagnols (57%), les Roumains (47%), les Grecs (46%) et les Suédois (44%), mais beaucoup moins pour les Britanniques (10%) et les Néerlandais (12%).

Investir dans la recherche et l'innovation est prioritairement cité par les personnes interrogées en Allemagne (39%), en Slovénie (38%), au Danemark et en Italie (35% chacun), en Suède (33%) et aux Pays-Bas (32%), et très peu en Pologne (17%), en Hongrie (18%) et en Lettonie (19%).

Réduire les déficits publics et la dette des Etats membres est prioritaire pour les répondants en République tchèque (45%), en Grèce (41%) et aux Pays-Bas (40%). Au contraire, les personnes interrogées en Roumanie (12%), en Estonie (13%) et au Portugal (15%) choisissent peu cette mesure.

Renforcer la régulation des marchés financiers est l'initiative citée la plus fréquemment par les répondants en Allemagne (40%), en Finlande (38%) et aux Pays-Bas (34%), et au contraire très peu au Portugal (6%) et en Roumanie (10%).

QB6 Parmi les initiatives suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité afin d'améliorer la performance de l'économie européenne ? (MAX. 3 REPONSES)

		Améliorer la formation professionnelle et l'éducation	Faciliter la création d'entreprises	Investir dans la recherche et l'innovation	Réduire les déficits publics et la dette des Etats membres	Renforcer la régulation des marchés financiers	Faciliter l'accès des entreprises au crédit	Utiliser l'énergie de manière plus efficace	Investir dans les infrastructures de transports (autoroutes, chemins de fer, etc.)	Investir dans le développement de produits ou services respectueux de l'environnement	Augmenter la durée du travail	Augmenter l'âge du départ à la retraite	Autre (SPONT.)	NSP
	UE27	42%	33%	28%	27%	24%	22%	19%	14%	14%	6%	5%	2%	8%
	BE	45%	31%	29%	31%	20%	18%	30%	13%	17%	10%	9%	2%	1%
	BG	32%	22%	22%	16%	31%	32%	29%	22%	17%	4%	1%	2%	13%
	CZ	30%	24%	29%	45%	20%	15%	31%	19%	16%	3%	3%	2%	5%
	DK	51%	33%	35%	22%	17%	24%	25%	11%	21%	17%	15%	0%	2%
	DE	56%	25%	39%	34%	40%	20%	18%	7%	14%	4%	3%	1%	5%
	EE	55%	42%	25%	13%	21%	10%	24%	16%	9%	4%	5%	2%	8%
	IE	49%	29%	26%	18%	23%	36%	32%	20%	14%	9%	5%	0%	6%
	EL	39%	46%	29%	41%	15%	17%	26%	12%	19%	4%	2%	1%	5%
	ES	42%	57%	20%	18%	16%	36%	10%	10%	6%	3%	1%	3%	4%
	FR	44%	40%	27%	38%	31%	17%	18%	7%	13%	11%	6%	1%	4%
	IT	34%	37%	35%	20%	12%	30%	17%	12%	16%	6%	4%	2%	9%
	CY	59%	27%	23%	39%	15%	14%	33%	17%	22%	5%	9%	1%	4%
	LV	32%	61%	19%	21%	26%	21%	14%	14%	9%	2%	2%	1%	5%
	LT	34%	41%	21%	27%	27%	29%	25%	6%	11%	3%	2%	3%	7%
	LU	46%	28%	25%	33%	27%	19%	17%	13%	12%	8%	4%	1%	4%
	HU	37%	27%	18%	38%	33%	23%	36%	17%	15%	2%	2%	2%	4%
	MT	43%	28%	23%	31%	16%	10%	42%	8%	19%	5%	2%	0%	10%
	NL	47%	12%	32%	40%	34%	18%	20%	24%	18%	6%	11%	1%	2%
	AT	46%	27%	26%	24%	25%	21%	31%	16%	28%	8%	7%	1%	4%
	PL	34%	37%	17%	21%	17%	21%	13%	22%	10%	4%	4%	1%	14%
	PT	46%	38%	31%	15%	6%	23%	16%	6%	9%	6%	2%	3%	8%
	RO	42%	47%	22%	12%	10%	21%	12%	32%	9%	12%	3%	1%	12%
	SI	31%	24%	38%	29%	32%	18%	21%	13%	26%	2%	2%	5%	5%
	SK	31%	20%	30%	31%	24%	20%	32%	31%	17%	3%	4%	1%	6%
	FI	36%	27%	28%	38%	38%	9%	31%	12%	28%	4%	7%	1%	2%
	SE	48%	44%	33%	35%	18%	11%	21%	25%	19%	7%	10%	1%	2%
	UK	41%	10%	20%	19%	27%	17%	24%	19%	13%	7%	7%	2%	16%
Pourcentage le plus élevé par pays		Pourcentage le plus bas par pays												
Pourcentage le plus élevé par item						Pourcentage le plus bas par item								

Une analyse des réponses à cette question sur les mesures prioritaires pour améliorer les performances de l'économie européenne tenant compte des variables sociodémographiques permet de mettre en évidence de vraies différences en termes de préférences selon les sous-groupes de la population. Intéressons-nous aux principales mesures plébiscitées :

L'amélioration de la formation professionnelle et de l'éducation est logiquement un thème cher aux plus jeunes (49% des 15-24 ans). Mais on constate que c'est aussi le cas pour les cadres (46%) et les sympathisants de gauche (47%), ainsi que pour les personnes qui s'intéressent fortement à la politique d'une manière générale (46%).

Il est intéressant de noter que le fait de **faciliter la création d'entreprises** est un souhait particulièrement exprimé par les 25-39 ans (35%), en toute logique par les indépendants (34%) mais surtout les chômeurs (39%) et les personnes qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures (37%). C'est également le cas de 34% des personnes au foyer et des employés.

L'investissement dans la recherche et l'innovation est privilégié essentiellement par les cadres (37%), les sympathisants de gauche (32%) et les répondants qui se positionnent en haut de l'échelle sociale, beaucoup plus que par ceux qui se positionnent en bas (respectivement 33% et 21%). Les personnes qui s'intéressent fortement à la politique sont également beaucoup plus sensibles à cette dimension que celles qui ne s'y intéressent pas du tout (respectivement 36% et 19%).

Réduire les déficits publics et la dette des Etats membres est une initiative citée par 27% des Européens en général, mais par 33% des répondants qui ont suivi des études jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà, par 34% des cadres et par 33% des personnes très intéressées par la politique d'une manière générale.

On observe à peu près la même chose en ce qui concerne **le renforcement de la régulation des marchés financiers** : 34% des cadres et 33% des personnes qui s'intéressent beaucoup à la politique l'appellent de leurs vœux.

Enfin, **faciliter l'accès des entreprise au crédit** est surtout une préoccupation des indépendants (31%).

5.3. Les mesures pour aider les citoyens européens à surmonter la crise

Afin d'aider cette fois-ci les Européens à surmonter les effets de la crise financière et économique, on leur a demandé quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait, selon eux, donner la priorité.²⁸ Pour ce faire, huit propositions leur étaient soumises, parmi lesquelles ils pouvaient en choisir deux au maximum.

A l'instar de ce que nous avons vu plus haut, une nouvelle dimension a été introduite dans cette enquête : il s'agit de l'item « Renforcer la régulation des marchés financiers ». Présentée pour la première fois, cette proposition se place directement en quatrième position des mesures que l'on souhaite voir mettre en place. **Globalement, trois axes semblent être privilégiés par les répondants : le soutien aussi bien à l'offre qu'à la demande en matière d'emploi, l'investissement en matière d'éducation et de recherche, et enfin un plus grand contrôle des marchés financiers.** Dans le détail, les résultats obtenus produisent la hiérarchie suivante :

La mesure qui se classe en première position dans les réponses des personnes interrogées est « **Le soutien aux PME/petites entreprises** » : plus de quatre Européens sur dix (41%) estiment que c'est la première mesure qui permettrait d'aider les gens à surmonter les effets de la crise financière et économique.

La deuxième mesure la plus citée est « **Le soutien aux chômeurs** », qui recueille 30% des réponses.

Les deux mesures suivantes sont choisies chacune par plus d'un quart des citoyens européens (26%) :

- « **Les investissements dans l'éducation/la formation/la recherche** ».
- « **Renforcer la régulation des marchés financiers** ».

« **Le soutien aux retraités** » est cité par 17% des répondants.

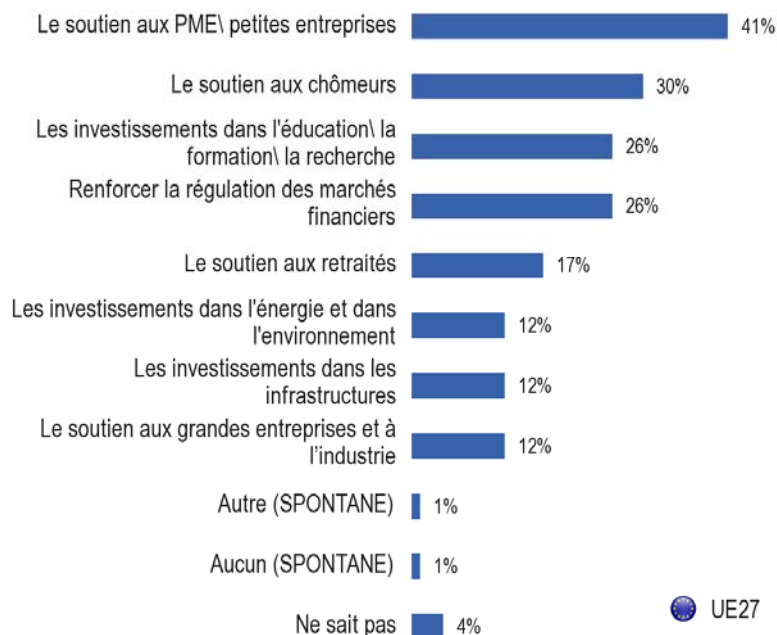
Puis viennent trois mesures qui recueillent chacune 12% des réponses :

- « **Le soutien aux grands entreprises et à l'industrie** ».
- « **Les investissements dans l'énergie et dans l'environnement** ».
- « **Les investissements dans les infrastructures** ».

Signalons que la question avait été posée à l'automne 2009, sans proposer le nouvel item du renforcement de la régulation des marchés financiers. L'intitulé était le suivant : « Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise économique et financière ? ». **Les résultats s'établissaient de la manière suivante :** le soutien aux PME/petites entreprises était alors cité par 37% des Européens, suivi des « investissements dans l'éducation/la formation/la recherche » (28%), du « soutien aux chômeurs » (24%) et du « soutien aux plus pauvres » (22%). Les autres items étaient cités par moins de 20% des Européens.

²⁸ QB7 Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise financière et économique ? (ROTATION - MAX. 2 REPONSES). Renforcer la régulation des marchés financiers ; Les investissements dans l'éducation\ la formation\ la recherche ; Les investissements dans les infrastructures ; Les investissements dans l'énergie et dans l'environnement ; Le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie ; Le soutien aux PME\ petites entreprises ; Le soutien aux chômeurs ; Le soutien aux retraités ; Autre (SPONTANE) ; Aucun (SPONTANE).

QB7. Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise financière et économique ? (ROTATION - MAX. 2 REPONSES)



Une analyse par pays permet de mettre en évidence les choix prioritaires des différents Etats membres en ce qui concerne ces mesures :

La mesure la plus citée, **le soutien aux PME/petites entreprises**, est particulièrement plébiscitée par les habitants de trois pays qui ont intégré l'Union en 2004 : la Lettonie (60%), la République tchèque (54%) et la Slovénie (52%). C'est également le cas des Espagnols (57%). Ceux qui, en revanche, sont les moins nombreux à citer cette mesure sont les Maltais (22%), ainsi que les Britanniques et les Roumains (31% chacun).

Le soutien aux chômeurs est une mesure qui apparaît surtout comme prioritaire aux yeux des Grecs (61%) - durement touchés par la crise ces derniers mois -, des Espagnols (50%), des Chypriotes (46%) et des Bulgares (43%), mais beaucoup moins à ceux des Danois (16%), des Allemands (17%) et des Néerlandais (18%) – trois pays où les taux de chômage sont nettement moins élevés que dans le Sud de l'Union.

Renforcer la régulation des marchés financiers serait une mesure efficace en particulier selon les Allemands (45%), les Autrichiens (38%), les Luxembourgeois (37%) et les Hongrois (35%), mais très peu selon les Grecs (11%), les Polonais et les Espagnols (13% chacun). Notons que ce serait une mesure efficace selon 28% des Européens habitant la zone euro (pour 21% de ceux habitant en dehors de la zone euro).

Les investissements dans l'éducation/la formation/la recherche devraient être une priorité pour l'Union plutôt aux yeux des habitants de la partie Nord de l'Europe : les personnes interrogées aux Pays-Bas (49%), au Danemark (48%), en Suède (45%) et en Allemagne (43%). En revanche, peu de répondants en Hongrie (15%), en Grèce et en Espagne (16% chacun) partagent cet avis.





























Le soutien aux retraités (avec une moyenne européenne de 17%) est une mesure un peu plus sollicitée par les Portugais (25%), les Français (24%), ainsi que par les Belges et les Grecs (23% chacun), mais beaucoup moins par les Néerlandais et les Danois (5% chacun).

Les investissements dans les infrastructures sont plus particulièrement cités par les répondants en Roumanie (25%), en Grèce (23%), en Autriche (19%), ainsi qu'en Slovaquie et à Chypre (18% chacun), mais très peu en France (5%), en Estonie, en Espagne, au Luxembourg et en Finlande (8% chacun).

Les investissements dans l'énergie et dans l'environnement sont un thème assez fédérateur à Malte (33%), au Danemark (26%), en Hongrie (21%), en Suède (19%) et en Autriche (18%), mais qui n'est cité que par 5% des Espagnols et 6% des Lettons.

Enfin, **le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie** est une mesure un peu plus citée en Lettonie et en Roumanie (24% chacun), ainsi qu'en Irlande (18%), mais très peu en Allemagne (4%) et en Grèce (6%) notamment.

QB7 Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise financière et économique ? (MAX. 2 REPONSES)

		Le soutien aux PME / petites entreprises	Le soutien aux chômeurs	Renforcer la régulation des marchés financiers	Les investissements dans l'éducation / la formation / la recherche	Le soutien aux retraités	Les investissements dans les infrastructures	Les investissements dans l'énergie et dans l'environnement	Le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie	Autre (SPONT.)	Aucun (SPONT.)	NSP
	UE27	41%	30%	26%	26%	17%	12%	12%	12%	1%	1%	4%
	BE	38%	21%	27%	32%	23%	13%	17%	14%	1%	1%	1%
	BG	34%	43%	25%	17%	17%	17%	12%	13%	1%	0%	6%
	CZ	54%	32%	19%	20%	16%	13%	12%	14%	1%	1%	2%
	DK	41%	16%	28%	48%	5%	10%	26%	13%	0%	0%	3%
	DE	42%	17%	45%	43%	11%	10%	13%	4%	0%	0%	3%
	EE	46%	37%	14%	32%	14%	8%	8%	14%	1%	0%	6%
	IE	41%	30%	27%	36%	8%	17%	11%	18%	0%	0%	4%
	EL	37%	61%	11%	16%	23%	23%	13%	6%	1%	0%	2%
	ES	57%	50%	13%	16%	18%	8%	5%	15%	1%	0%	1%
	FR	48%	28%	33%	21%	24%	5%	12%	12%	1%	1%	3%
	IT	38%	29%	18%	24%	14%	14%	16%	15%	1%	1%	6%
	CY	49%	46%	14%	30%	12%	18%	16%	8%	0%	0%	1%
	LV	60%	31%	15%	18%	14%	10%	6%	24%	1%	1%	3%
	LT	45%	32%	24%	17%	15%	10%	14%	14%	1%	1%	5%
	LU	43%	20%	37%	32%	9%	8%	12%	15%	0%	1%	2%
	HU	39%	31%	35%	15%	18%	12%	21%	10%	1%	1%	2%
	MT	22%	38%	18%	32%	15%	9%	33%	15%	0%	0%	4%
	NL	40%	18%	34%	49%	5%	15%	13%	12%	1%	1%	2%
	AT	34%	22%	38%	21%	19%	19%	18%	10%	1%	1%	4%
	PL	37%	36%	13%	18%	22%	12%	9%	15%	0%	1%	8%
	PT	37%	37%	14%	22%	25%	11%	11%	10%	1%	0%	5%
	RO	31%	28%	17%	20%	18%	25%	9%	24%	2%	0%	8%
	SI	52%	32%	30%	20%	18%	7%	12%	11%	3%	1%	1%
	SK	43%	33%	25%	21%	14%	18%	14%	13%	1%	0%	3%
	FI	47%	39%	31%	22%	11%	8%	17%	10%	1%	0%	1%
	SE	43%	25%	26%	45%	6%	17%	19%	11%	0%	0%	1%
	UK	31%	30%	23%	23%	19%	14%	12%	11%	1%	3%	9%
Pourcentage le plus élevé par pays						Pourcentage le plus bas par pays						
Pourcentage le plus élevé par item						Pourcentage le plus bas par item						

D'un point de vue sociodémographique, on peut noter les différences suivantes tant sur le plan de l'intensité des réponses données que sur celui de leur hiérarchie :

Le soutien aux PME/petites entreprises est cité par 54% des indépendants et 45% des cadres, directement concernés par le sujet, pour 41% de l'ensemble des Européens. C'est également plutôt une préoccupation des répondants qui déclarent n'avoir pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures (43%), mais aussi des sympathisants de droite (46%) ou encore de ceux qui se disent très intéressés par la politique (43%).

Le soutien aux chômeurs, cité par 30% de l'ensemble des Européens, semble être particulièrement important pour les jeunes de 15 à 24 ans (38%), ceux qui ont arrêté leurs études à 15 ans ou avant (34%), les personnes au foyer (37%) et bien entendu les chômeurs eux-mêmes (51%), et donc assez logiquement pour les répondants qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures (45%).

Renforcer la régulation des marchés financiers est une mesure à laquelle l'Union européenne devrait donner la priorité surtout selon les répondants qui appartiennent aux catégories les plus « favorisées » : 37% des cadres et 33% des personnes qui ont poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au delà, pour 26% de l'ensemble des Européens ; c'est également une initiative un peu plus citée par les Européens qui s'intéressent beaucoup à la politique en général (34%) et à la politique européenne en particulier (31%).

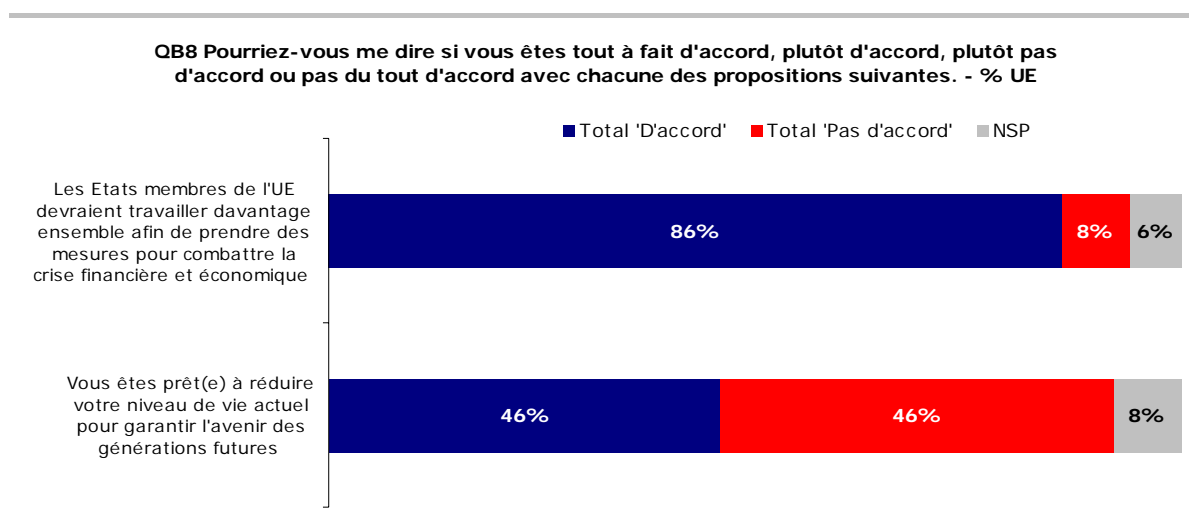
Les investissements dans l'éducation/la formation/la recherche, cités par 26% en moyenne dans l'Union européenne, devraient être une mesure prioritaire pour l'Union européenne selon les jeunes de 15-24 ans (32%), mais aussi selon les Européens qui ont poursuivi des études longues (33%) et les étudiants bien entendu (38%). Les sympathisants de gauche paraissent beaucoup plus sensibles à ce thème que ceux qui se situent à droite de l'échiquier politique (avec respectivement 30% et 23%), de même que les Européens qui se positionnent en haut de l'échelle sociale (31%) ou qui se déclarent très intéressés par la politique (33%).

Le soutien aux retraités est en toute logique cité avant tout par les retraités eux-mêmes (27%), par les 55 ans et plus (25%), par 28% des répondants qui n'ont pas poursuivi leurs études au-delà de 15 ans (souvent des personnes âgées) et par 22% des personnes au foyer, pour 17% de l'ensemble des Européens. C'est aussi l'avis de 22% des Européens qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures, mais aussi de 24% de ceux qui ne s'intéressent pas du tout à la politique et de 22% de ceux qui pensent qu'il ne faut pas poursuivre les réformes qui bénéficieront aux générations futures si cela demande des sacrifices à la génération actuelle.

- Une adhésion à davantage de coopération européenne... mais pas encore de forte solidarité intergénérationnelle... -

Si les Européens ne sont pas unanimes lorsqu'il s'agit de déterminer les initiatives auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise, ils s'accordent en revanche sur un point : la nécessité d'une plus grande coopération entre les Etats membres pour combattre la crise²⁹ : 86% sont d'accord sur ce point, contre seulement 8% qui pensent le contraire et 6% qui ne se prononcent pas.

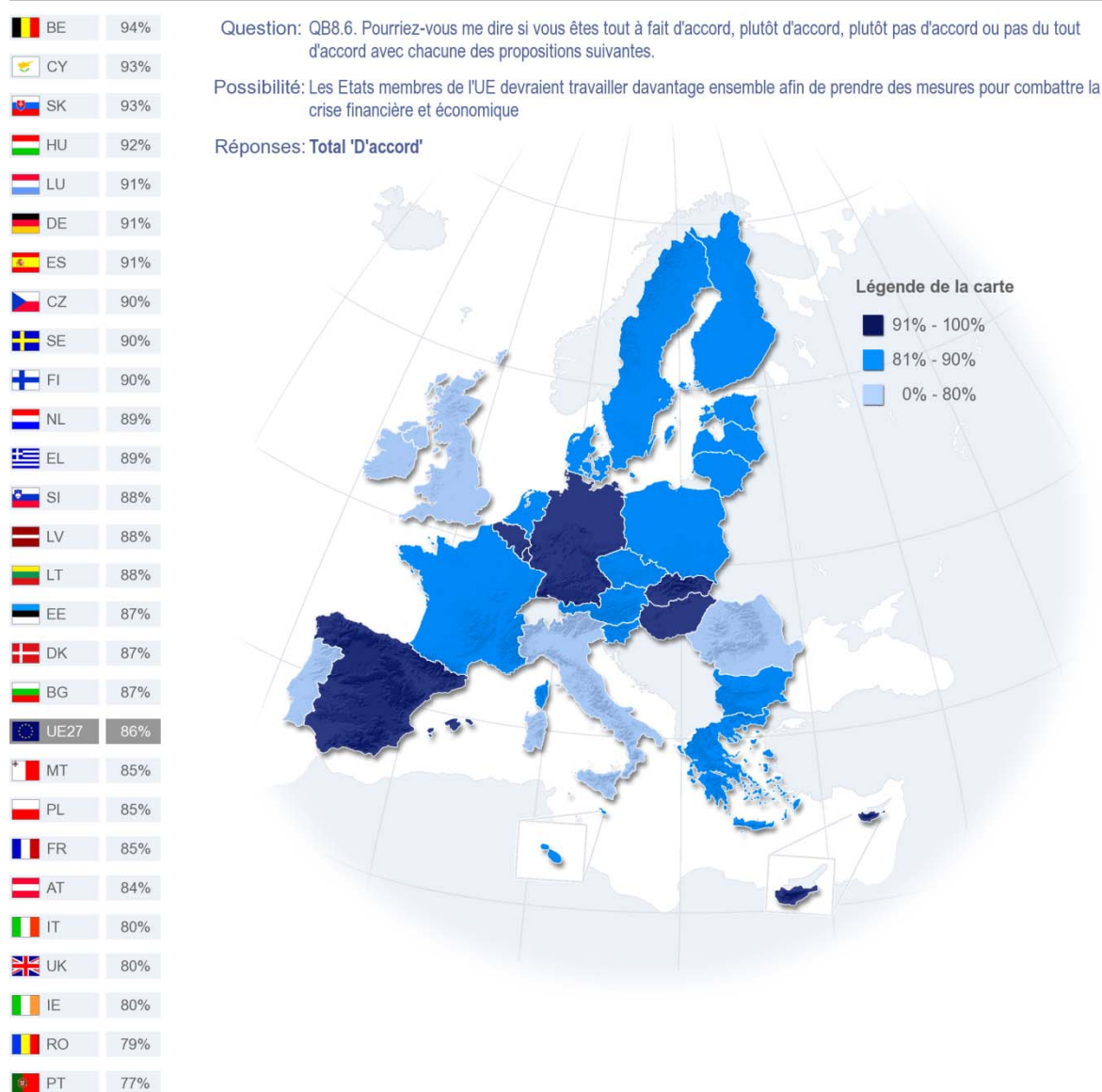
Pour autant, les Européens restent très partagés lorsqu'il s'agit d'envisager un sacrifice personnel en termes de niveau de vie afin de garantir l'avenir des générations futures³⁰.



L'idée selon laquelle **les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble afin de prendre des mesures pour combattre la crise financière et économique** fait réellement consensus au sein des répondants et ne fait apparaître aucune différence nationale significative. Notons tout de même que les pays au sein desquels plus de neuf habitants sur dix sont d'accord avec cette proposition sont la Belgique (94%), Chypre et la Slovaquie (93% chacun), la Hongrie (92%) ainsi que le Luxembourg, l'Allemagne et l'Espagne (91%). Les deux pays les moins enclins à répondre positivement, avec tout de même respectivement des taux de 77% et 79%, sont le Portugal et la Roumanie.

²⁹ QB8.6 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble afin de prendre des mesures pour combattre la crise financière et économique. Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

³⁰ QB8.7 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Vous êtes prêt(e) à réduire votre niveau de vie actuel pour garantir l'avenir des générations futures. Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.



Une lecture des données selon les variables sociodémographiques nous indique que les Européens particulièrement d'accord pour dire que les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble sont ceux que l'on peut qualifier de « favorisés » : 91% des cadres sont de cet avis, ainsi que 89% des personnes qui n'ont pas de difficultés à payer leurs factures. Ce sont plutôt des personnes très intéressées par la politique (90%, pour 76% de celles qui ne s'y intéressent pas).

En ce qui concerne leur volonté de **réduire leur niveau de vie actuel pour garantir l'avenir des générations futures**, les Européens sont en revanche parfaitement partagés (46% sont d'accord avec cette proposition, contre 46% qui ne le sont pas).

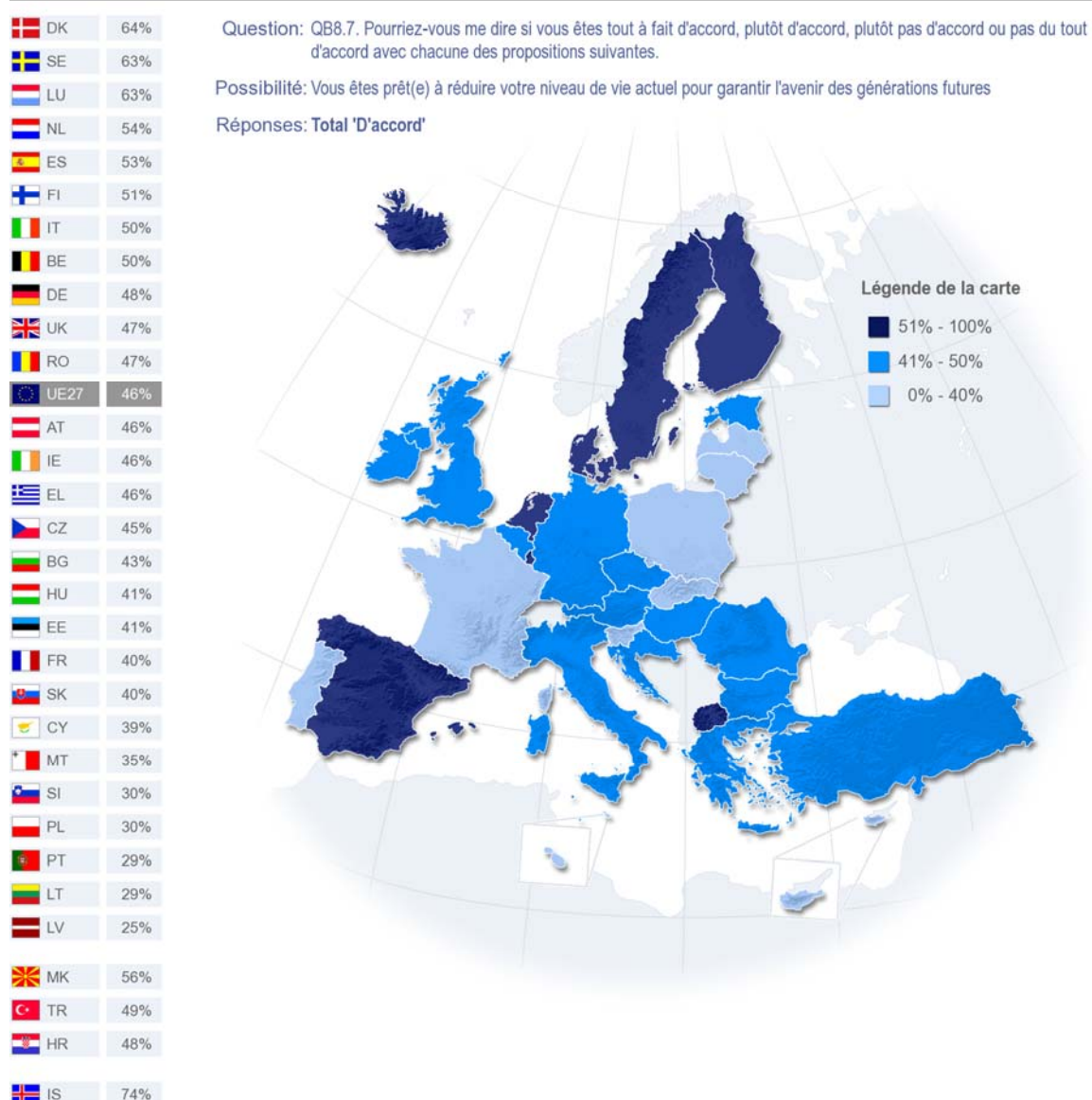
Si l'on analyse ces résultats par pays, on remarque que les personnes interrogées qui déclarent le plus volontiers être d'accord avec cette proposition sont avant tout des habitants du Nord de l'Europe : les Danois (64%) et les Suédois (63%), mais aussi les Luxembourgeois (63%), les Néerlandais (54%) et les Espagnols (53%).

Les moins enclins à réduire leur niveau de vie actuel afin de garantir l'avenir des générations futures sont les Lettons (25%), les Litvaniens et les Portugais (29% chacun), mais aussi les Slovènes et les Polonais (30% chacun).

On remarque que dans chacun des trois pays candidats, les répondants se disent plus volontiers d'accord pour réduire leur niveau de vie actuel que la moyenne des Européens. C'est particulièrement vrai pour les habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (56%), et dans une moindre mesure pour les personnes interrogées en Turquie (49%) et en Croatie (48%).

Notons que les répondants en Turquie expriment une certaine difficulté à s'engager à ce propos puisque 24% d'entre eux ne se prononcent pas.

Enfin, les personnes interrogées en Islande sont, de loin (74%), les plus nombreuses à se déclarer à être prêtes à réduire leur niveau de vie pour garantir l'avenir des générations futures.



Les catégories d'occupation les plus élevées sont, assez logiquement, celles qui sont les plus disposées à réduire leur niveau de vie actuel pour garantir l'avenir des générations futures : 56% de ceux qui ont suivi des études longues, 58% des cadres et 53% des indépendants, pour 39% de ceux qui ont quitté l'école avant 16 ans, 43% des ouvriers, et 38% des chômeurs. Mais c'est aussi le cas de 55% des personnes très intéressées par la politique, pour 37% seulement de ceux qui ne s'y intéressent pas du tout.

6. REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER ?

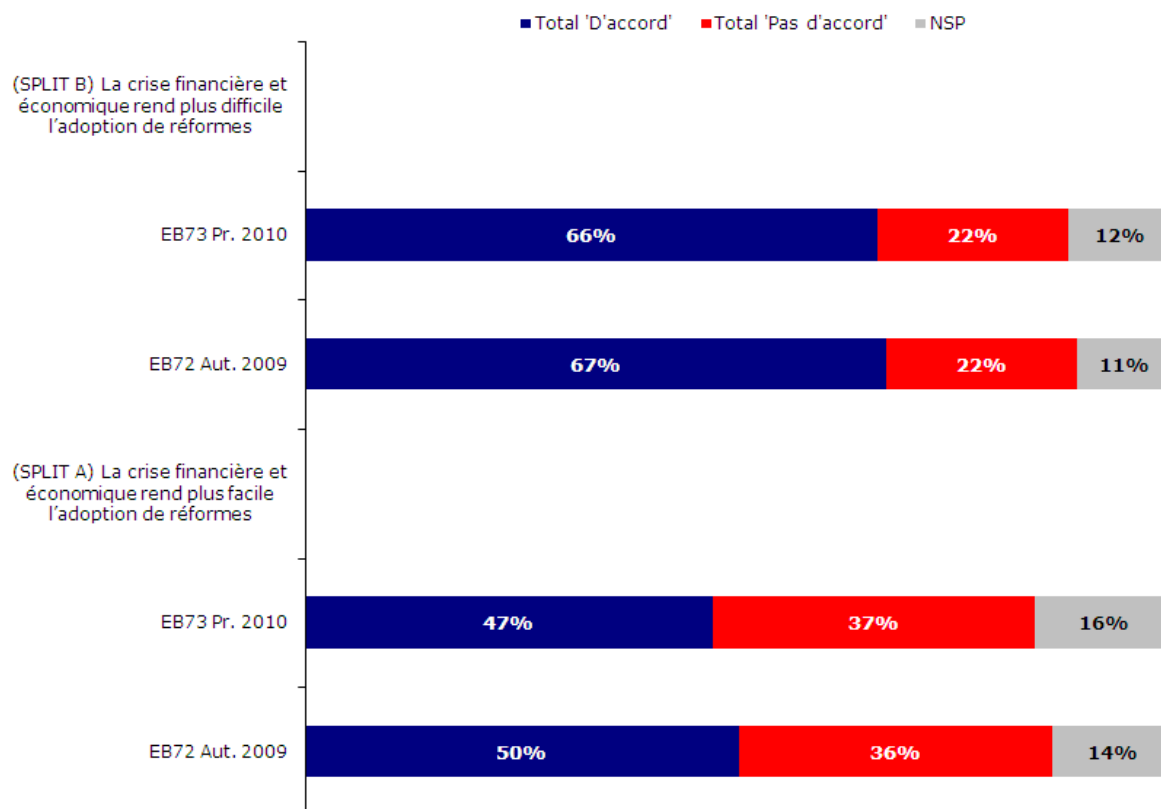
- Une forte demande pour plus de réformes -

Compte tenu de l'ampleur de la crise économique que l'Union européenne connaît depuis plusieurs mois maintenant et l'impact de cette crise sur le plan social, l'adoption de réformes peut s'avérer plus difficile pour les populations qu'en période économiquement plus favorable. C'est précisément cette disposition à adopter des réformes qui a été testée dans cette enquête. Il a semblé opportun de tester cela en interrogeant deux moitiés de l'échantillon global auxquelles nous avons proposé deux formulations différentes : une formulation positive (SPLIT A – « Pensez-vous que la crise financière et économique **rend plus facile** l'adoption de réformes ? ») et une autre négative (SPLIT B – « Pensez-vous qu'elle **rend plus difficile** l'adoption de réformes ? »).

Il est intéressant de remarquer que dans les deux cas, une majorité (relative ou non) se déclare d'accord avec l'énoncé proposé : ainsi, 47% des répondants du SPLIT A pensent que la crise économique rend plus facile l'adoption de réformes et dans le même temps, 66% des répondants du SPLIT B pensent que la crise économique rend, au contraire, plus difficile l'adoption de réformes. **On constate donc qu'une formulation négative tend à convaincre davantage les personnes interrogées.**

Cela dit, l'analyse des résultats correspondant aux autres propositions testées semble indiquer que dans leur majorité, **les Européens sont conscients de la nécessité de mettre en place des réformes, notamment pour garantir le futur.**

QB8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. - % UE



– Les Européens sont partagés sur le fait que la crise rend plus facile l'adoption de réformes –

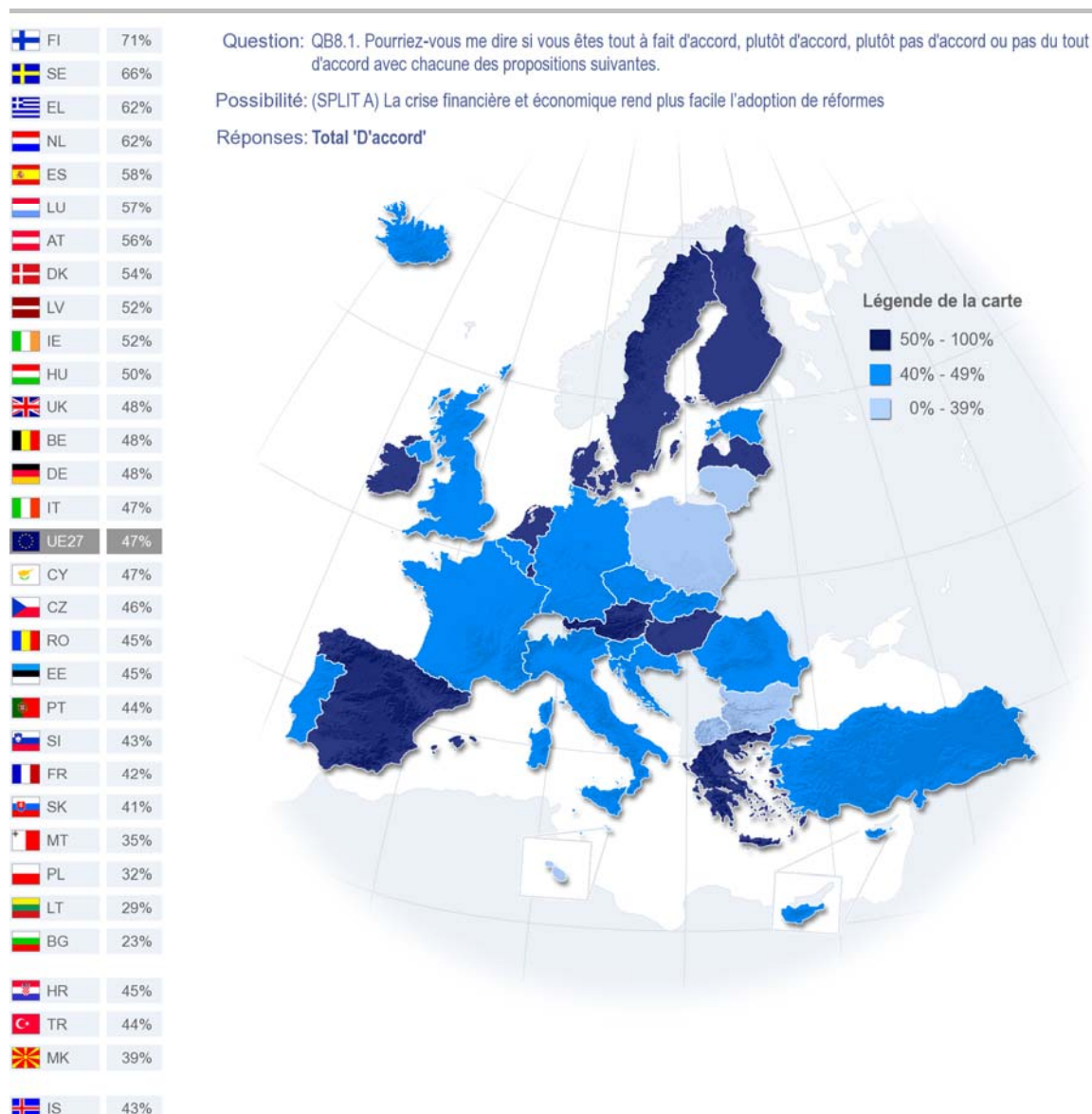
SPLIT A

Une majorité relative d'Européens (47%) estime que la crise financière et économique rend plus facile l'adoption de réformes³¹. Cependant, nuancions ce résultat par le fait que l'intensité de leur adhésion à la proposition n'est pas particulièrement forte (10% se déclarent « tout à fait d'accord » avec cette proposition).

De l'autre côté, on enregistre une différence de 10 points avec les personnes qui déclarent ne pas être d'accord, puisqu'elles sont 37% à se prononcer de cette façon.

L'analyse par pays permet de mettre en évidence ceux qui considèrent le plus volontiers que la crise financière et économique rend plus facile l'adoption de réformes. Il s'agit principalement de la Finlande (71%), de la Suède (66%), de la Grèce – qui a été poussée à mettre en place un certain nombre de réformes, – et des Pays-Bas (62% chacun). A l'opposé, les moins nombreux à le penser sont les répondants en Bulgarie (23%), en Lituanie (29%), en Pologne (32%) et à Malte (35%).

³¹ QB8.1 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. La crise financière et économique rend plus facile l'adoption de réformes. (SI 'SPLIT A'). Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.



Si l'on compare ces résultats avec ceux de la dernière enquête Eurobaromètre de l'automne 2009, on note une baisse de 3 points parmi les répondants qui se disent « d'accord » et une hausse d'un point parmi ceux qui ne sont « pas d'accord » avec la proposition.

On note cette baisse dans la majorité des pays. Seuls la Lettonie (52%), la Slovaquie (41%) et la Pologne (32%) confirment les résultats déjà enregistrés lors de la dernière enquête, avec des moyennes parfaitement stables. Et seuls la Finlande (+7 points), la Roumanie (+5 points), la Suède et la Turquie (+4 points chacun), la Hongrie (+3 points), l'Allemagne (+2 points) et l'Autriche (+1 point) enregistrent une hausse du nombre de répondants qui se disent « d'accord ».

D'un point de vue sociodémographique, les hommes se disent plus volontiers « d'accord » avec le fait que la crise financière et économique rend plus facile l'adoption de réformes que les femmes (respectivement 53% et 42%).

Les répondants plus « favorisés » socialement sont aussi plus nombreux dans ce cas : 58% des cadres, 51% des personnes qui n'ont pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures ou encore 56% de celles qui se positionnent en haut de l'échelle sociale sont d'accord avec la proposition, pour 45% des ouvriers, 44% des chômeurs, 41% de ceux qui ont le plus souvent des difficultés à payer leurs factures, et 40% de ceux qui se placent dans le bas de l'échelle sociale.

Les plus « optimistes » (ceux qui pensent que l'impact de la crise sur les emplois a atteint son apogée) répondent aussi en ce sens (57%), ainsi que 56% de ceux qui pensent qu'il faudrait poursuivre les réformes malgré les sacrifices que cela implique aujourd'hui.

- Les Européens sont une majorité à penser que la crise financière et économique rend plus difficile l'adoption de réformes -

SPLIT B

Lorsque l'on formule la question négativement³², les résultats sont plus tranchés : les deux tiers des personnes qui ont eu à réagir à cette formulation (66% exactement) pensent que la crise financière et économique rend plus difficile l'adoption de réformes.

Ce résultat recule très légèrement (-1 point) par rapport à la dernière enquête Eurobaromètre de l'automne 2009. En revanche, la proportion de répondants qui ne sont « pas d'accord » n'a pas bougé (22%). Les répondants qui ne se prononcent pas représentent un peu plus d'un Européen sur dix (12%).

L'analyse par pays révèle que les personnes interrogées les plus nombreuses à être « d'accord » avec cette affirmation se trouvent en Hongrie (79%), en Belgique (77%), en Bulgarie (75%), en Finlande et en Estonie (74% chacun).

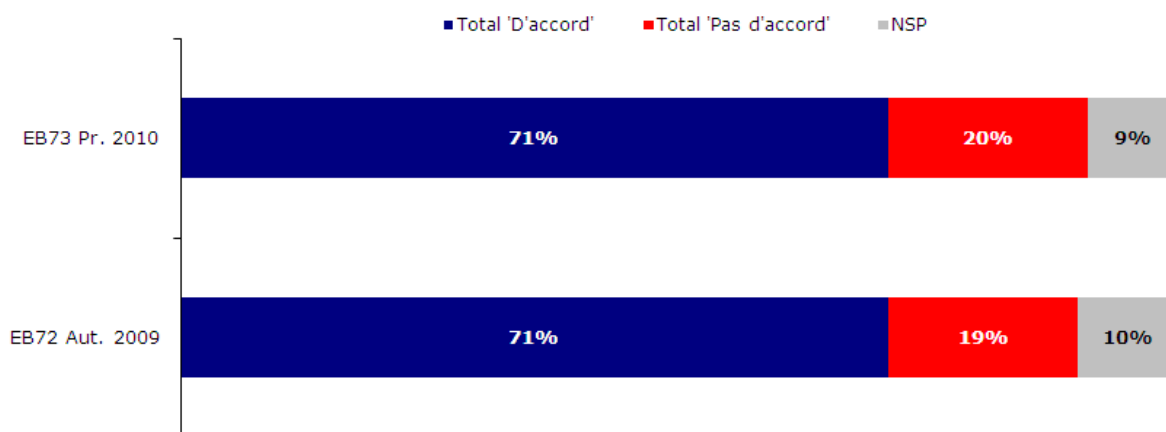
On remarque que les deux Etats membres dont la proportion de répondants qui sont « d'accord » a le plus évolué, à la baisse pour chacun, sont la Grèce (61%, -15 points) et Malte (56%, -13 points).

Les opinions sur cette affirmation sont assez peu clivées selon les variables sociodémographiques, laissant une forme de consensus se dégager parmi la population : ainsi 69% des cadres sont d'accord avec l'affirmation testée mais aussi 70% des ouvriers, 68% des personnes qui n'ont pas de difficultés à payer leurs factures mais aussi 62% de celles qui en ont la plupart du temps...

³² QB8.2 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. La crise financière et économique rend plus difficile l'adoption de réformes. (SI 'SPLIT B'). Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

- Les Européens sont une très large majorité à penser que les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies -

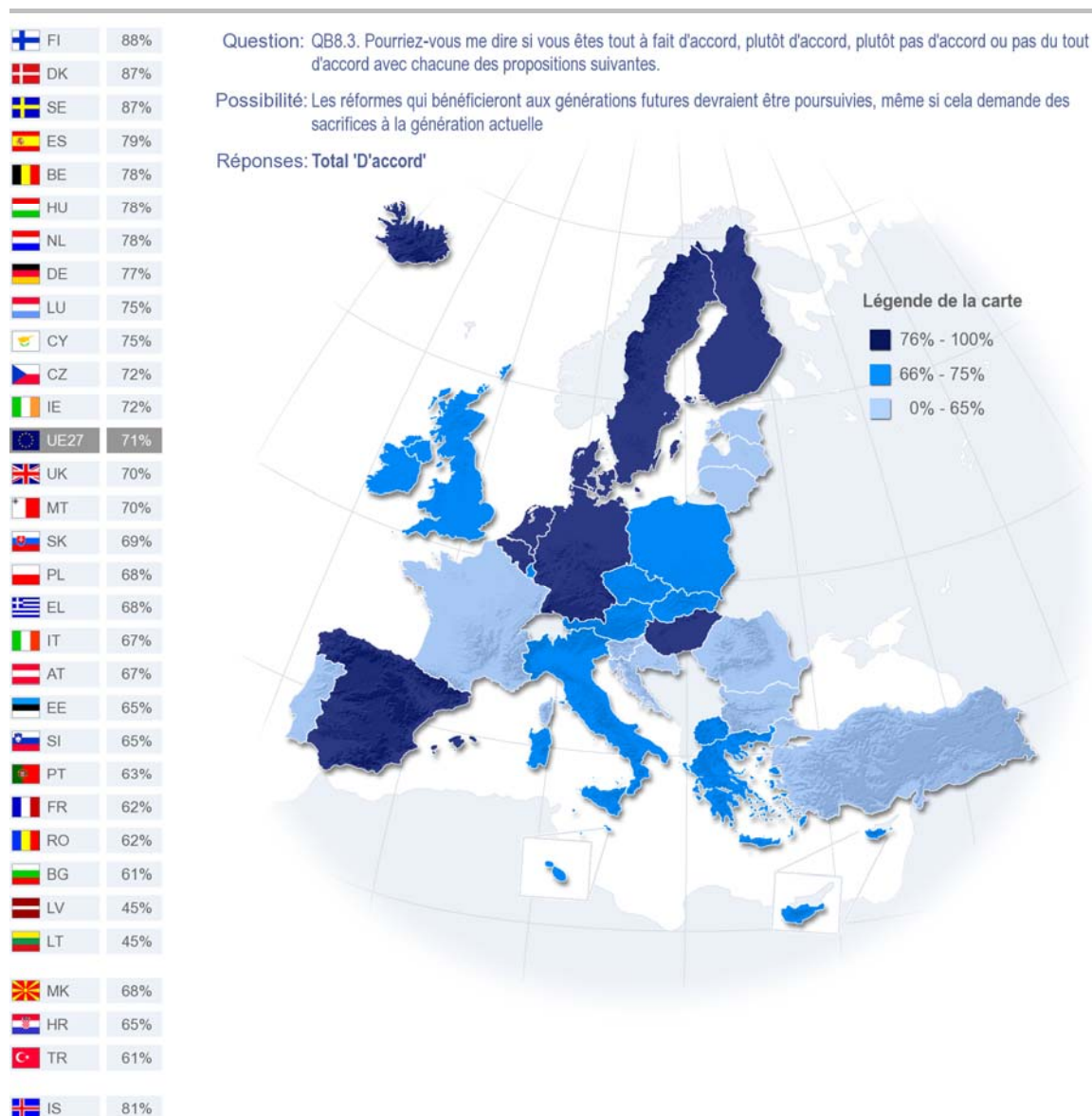
QB8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.
Les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies, même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle - % UE



Une très large majorité d'Européens (71%) estime, comme en automne 2009, que les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies³³. Ceux qui ne sont pas d'accord avec cette proposition représentent un Européen sur cinq (20%). Et 9% ne se prononcent pas.

Cette solidarité intergénérationnelle est particulièrement marquée en Finlande (88%), au Danemark et en Suède (87% chacun). En revanche, les répondants les moins nombreux à s'exprimer en ce sens sont les Lettons et les Lituaniens (45% chacun).

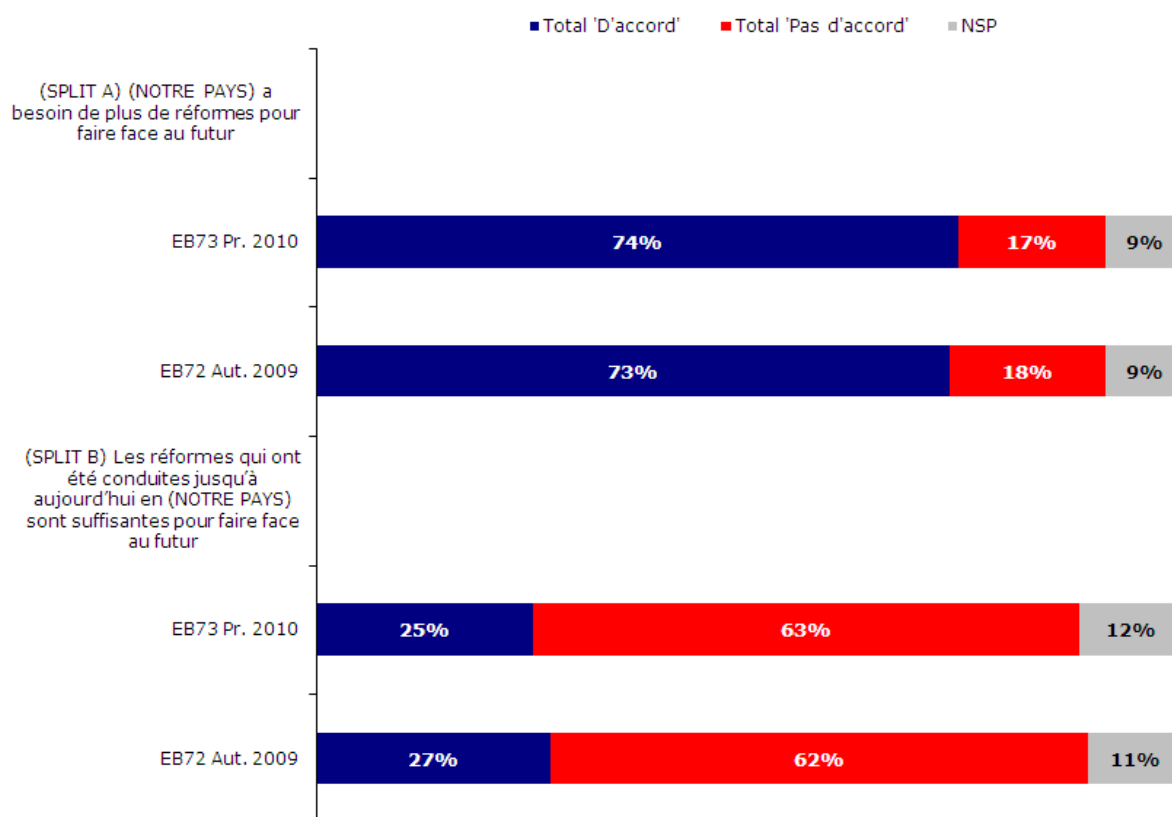
³³ QB8.3 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies, même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle. Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.



Les catégories d'occupation les plus favorisées sont également les plus nombreuses à déclarer que les réformes qui bénéficieraient aux générations futures devraient être poursuivies, même si cela leur demande des sacrifices : 81% des cadres, 76% des personnes qui n'éprouvent pas de difficultés à payer leurs factures ou encore 78% de celles qui se positionnent en haut de l'échelle sociale. C'est également le cas de 79% des Européens très intéressés par la politique en général (+20 points par rapport à ceux qui ne s'y intéressent pas) et de 78% de ceux qui pensent que l'impact de la crise sur les emplois a atteint son apogée.

A nouveau, la technique des "split ballots" a été utilisée pour mesurer l'impact de la formulation sur deux propositions « opposées » portant sur la nécessité de la réforme.

QB8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. - % UE



- Les Européens sont une très large majorité à penser que leur pays a besoin de plus de réformes pour faire face au futur -

SPLIT A

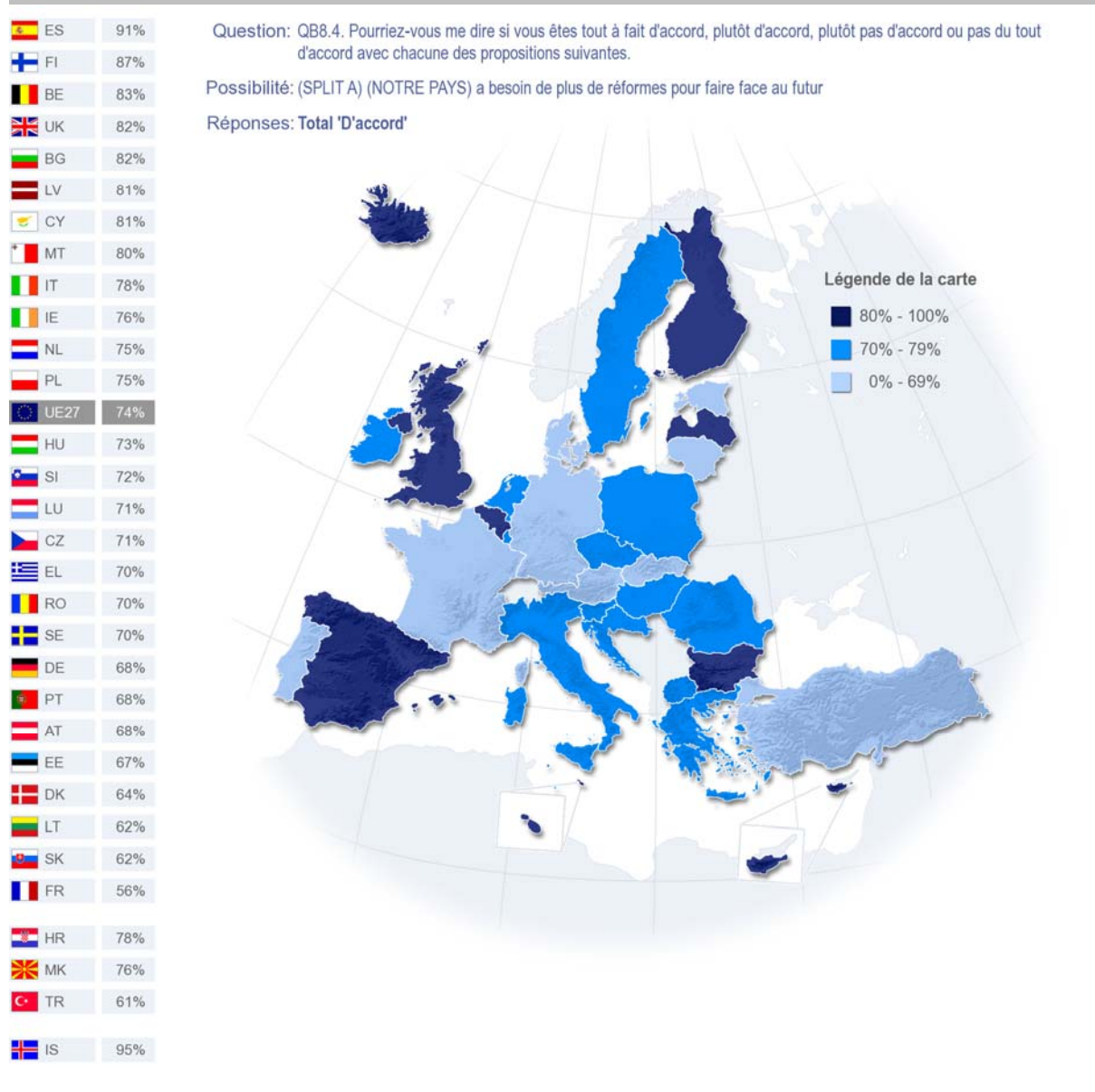
Dans la logique de ce que l'on a observé précédemment, les Européens, dans leur majorité (74%), sont « d'accord » avec le fait que leur pays a besoin de davantage de réformes pour faire face au futur³⁴. Il s'agit d'un résultat quasiment identique à celui enregistré lors de la dernière vague Eurobaromètre de l'automne 2009 (73%).

Ceux qui expriment au contraire leur désaccord avec cette proposition sont aujourd'hui 17% (-1 point par rapport à l'automne 2009). 9% ne se prononcent pas.

³⁴ QB8.4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. (NOTRE PAYS) a besoin de plus de réformes pour faire face au futur. (SI 'SPLIT A'). Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

Même si nous obtenons pour chaque pays couvert par cette enquête des niveaux d'adhésion majoritaires, les écarts dans les taux de réponses varient assez fortement entre les Etats membres. Ainsi, les Européens les plus favorables à davantage de réformes pour leur pays sont les Espagnols (91%), les Finlandais (87%), les Belges (83%) ainsi que les Bulgares et les Britanniques (82% chacun). En revanche, les moins favorables à davantage de réformes sont les Français (56%), les Slovaques et les Litvaniens (62% chacun) et les Danois (64%).

Notons le cas particulier de la Grèce où on observe une baisse de 18 points du résultat à cette question : alors que les Grecs s'étaient exprimés à 88% pour la nécessité de conduire des réformes à l'automne 2009, ils sont 70% au printemps 2010, une fois les mesures de rigueur annoncées par le gouvernement.



D'un point de vue sociodémographique, les personnes qui sont les plus enclines à penser que leur pays a besoin de davantage de réformes pour faire face au futur sont plutôt des hommes (76% pour 71% de femmes), des indépendants (84%), des personnes qui se positionnent en haut de l'échelle sociale (80%), plutôt sympathisants de droite (78%) et qui s'intéressent fortement à la politique (78%).

- Les Européens, dans leur majorité, pensent que les réformes conduites dans leur pays sont insuffisantes pour faire face au futur -

SPLIT B

Ici, la différence de formulation de la proposition – à savoir d'un côté le souhait de réformes supplémentaires (SPLIT A) et de l'autre le sentiment que les réformes déjà mises en place sont suffisantes (SPLIT B)³⁵ – ne produit pas d'apparente contradiction dans les résultats. Faisant écho aux 74% de personnes du premier sous-échantillon qui souhaitent davantage de réformes pour leur pays, près des deux tiers des personnes interrogées dans le deuxième sous-échantillon (63%) pensent que les réformes conduites jusqu'à aujourd'hui dans leur pays sont insuffisantes pour faire face au futur. Un résultat très stable (+1 point) par rapport à l'automne 2009. Un quart d'entre eux (25%) estime en revanche qu'il n'y a pas besoin de réformes supplémentaires (-2 points par rapport à la dernière enquête Eurobaromètre). Par ailleurs, plus d'un répondant sur dix (12%) ne se prononce pas sur le sujet.

L'analyse des résultats par pays révèle néanmoins de grandes disparités : ainsi, les Européens les plus nombreux à ne pas adhérer à la proposition – et donc à juger que les réformes conduites jusqu'à présent sont insuffisantes – sont les répondants en Lettonie (79%), en France (77%), en Bulgarie (72%) et en Allemagne (71%). Ceux qui ont tendance à penser que les mesures conduites jusqu'à aujourd'hui sont suffisantes sont surtout les personnes interrogées en Grande-Bretagne (48%) et en Lituanie (49%). S'agissant des pays candidats, on remarque que 46% des répondants en Turquie partagent également cet avis.

Une fois encore, notons le cas particulier des répondants grecs, qui, à l'automne 2009, se déclaraient « pas d'accord » à 65% avec le fait que les réformes conduites jusqu'à aujourd'hui dans leur pays étaient suffisantes pour faire face au futur. Ils sont, au printemps 2010, 14 points de moins à s'exprimer de la même façon (51%).

³⁵ QB8.5 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Les réformes qui ont été conduites jusqu'à aujourd'hui en (NOTRE PAYS) sont suffisantes pour faire face au futur. (SI 'SPLIT B'). Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

A l'instar de ce que l'on a vu précédemment lors de l'analyse du SPLIT A, **la prise en compte des variables sociodémographiques** met en évidence le souhait pour les catégories les plus favorisées de poursuivre encore davantage les réformes : 71% des cadres ne sont pas « d'accord » pour dire que les réformes conduites jusqu'à aujourd'hui dans leur pays sont suffisantes. Cependant, cette fois-ci, les catégories moins favorisées s'expriment également en ce sens : c'est le cas de 62% des personnes qui se positionnent en haut de l'échelle sociale, mais aussi de 64% de celles qui se positionnent en bas, de 65% des répondants qui n'ont pas de difficultés à payer leurs factures mais aussi de 61% de ceux qui en ont la plupart du temps.

En revanche, ce sont toujours les Européens qui se préoccupent le plus de politique qui s'expriment en faveur de réformes : 71% pour 54% de ceux qui ne s'y intéressent pas.

7. LA REDUCTION DE LA DETTE PUBLIQUE

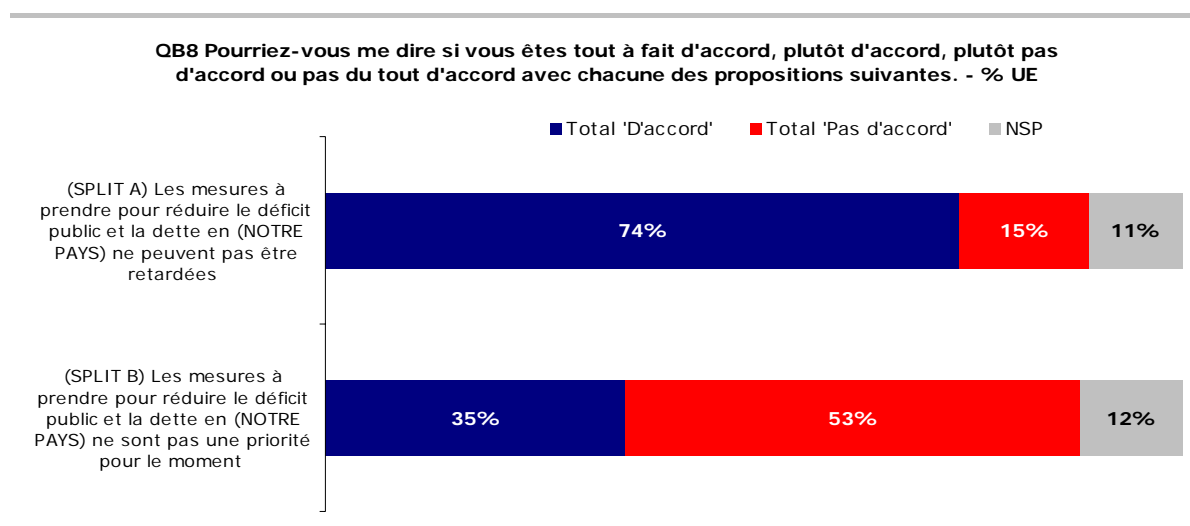
- L'urgence de réduire la dette et les déficits publics... -

La technique du split ballot a de nouveau été utilisée afin de connaître l'opinion des Européens sur la nécessité de prendre des mesures pour réduire la dette et le déficit public. En l'occurrence, nous souhaitons savoir si les personnes interrogées étaient d'accord pour dire :

- que les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette de leur pays **ne peuvent pas être retardées**.³⁶

Ou au contraire :

- que ces mesures **ne sont pas une priorité** pour le moment.³⁷



Près de trois Européens sur quatre (74%) sont « d'accord » avec la proposition selon laquelle les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette dans leur pays ne peuvent pas être retardées. Ils sont 15% à être d'un avis contraire. 11% préfèrent ne pas se prononcer.

Réciproquement, lorsque l'on inverse le sens de la formulation, seul un peu plus d'un tiers (35%) des personnes interrogées estime que réduire le déficit public et la dette nationale n'est pas une priorité pour le moment.

³⁶ QB8.8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées. (SI 'SPLIT A'). Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

³⁷ QB8.9 Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment. (SI 'SPLIT B').

Ils sont en revanche une majorité (53%) à ne pas être d'accord avec cette proposition, et donc à estimer effectivement que ces mesures sont une priorité pour leur pays. Par ailleurs, 12% ne se prononcent pas sur le sujet.

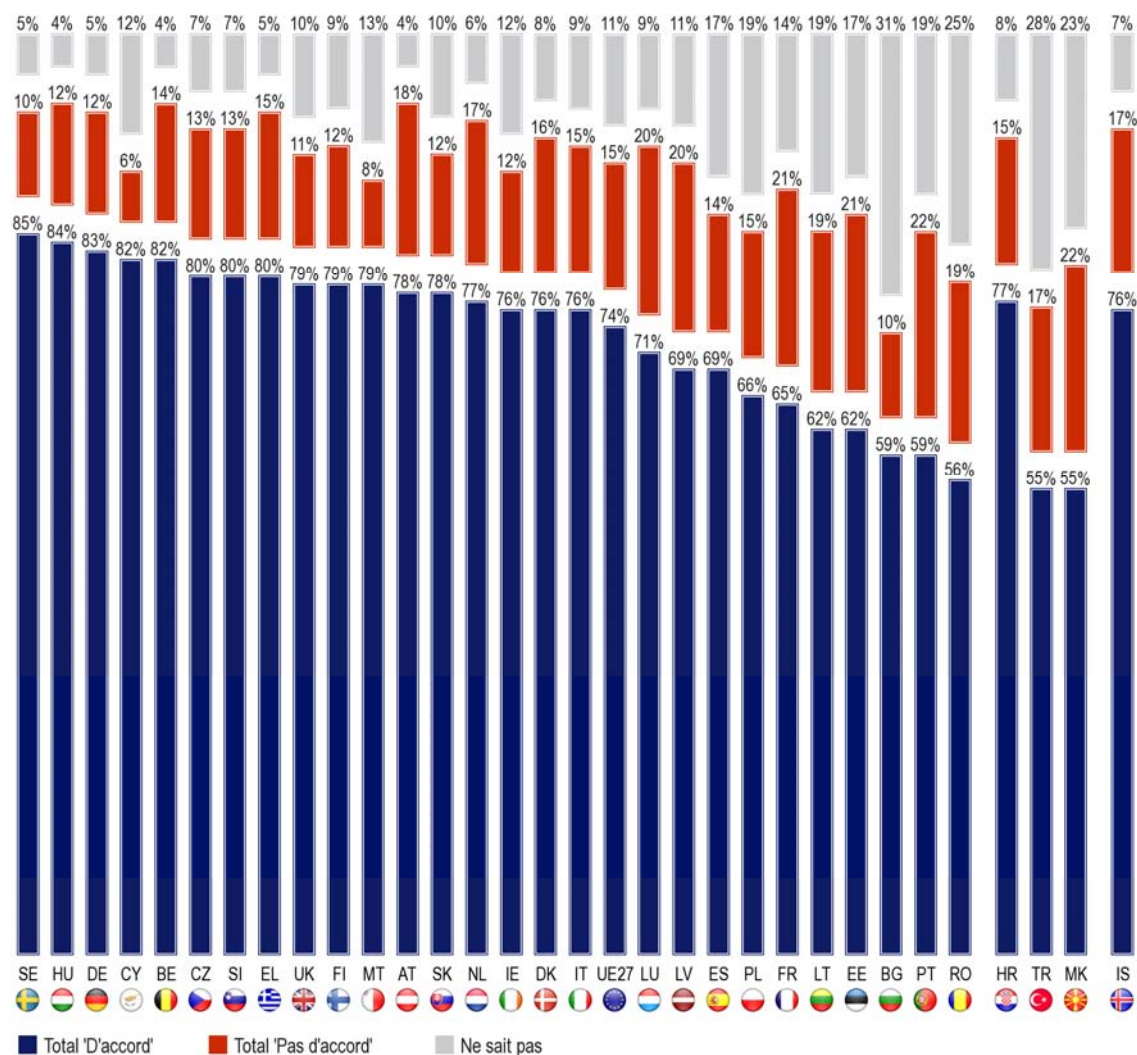
SPLIT A : Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées

L'urgence des mesures à prendre dans ce domaine apparaît particulièrement forte en Suède (85%), en Hongrie (84%), en Allemagne (83%), en Belgique et à Chypre (82% chacun), ainsi qu'en Grèce, en Slovénie et en République tchèque (80% chacun).

Les moins nombreux à être d'accord avec cette proposition sont les habitants de deux pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne : les Turcs et les citoyens de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (55% chacun), mais également, les Roumains (56%) et les Bulgares (59%) qui se caractérisent par des taux de non réponses particulièrement élevés, ainsi que les Portugais (59%).

QB8.8. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées



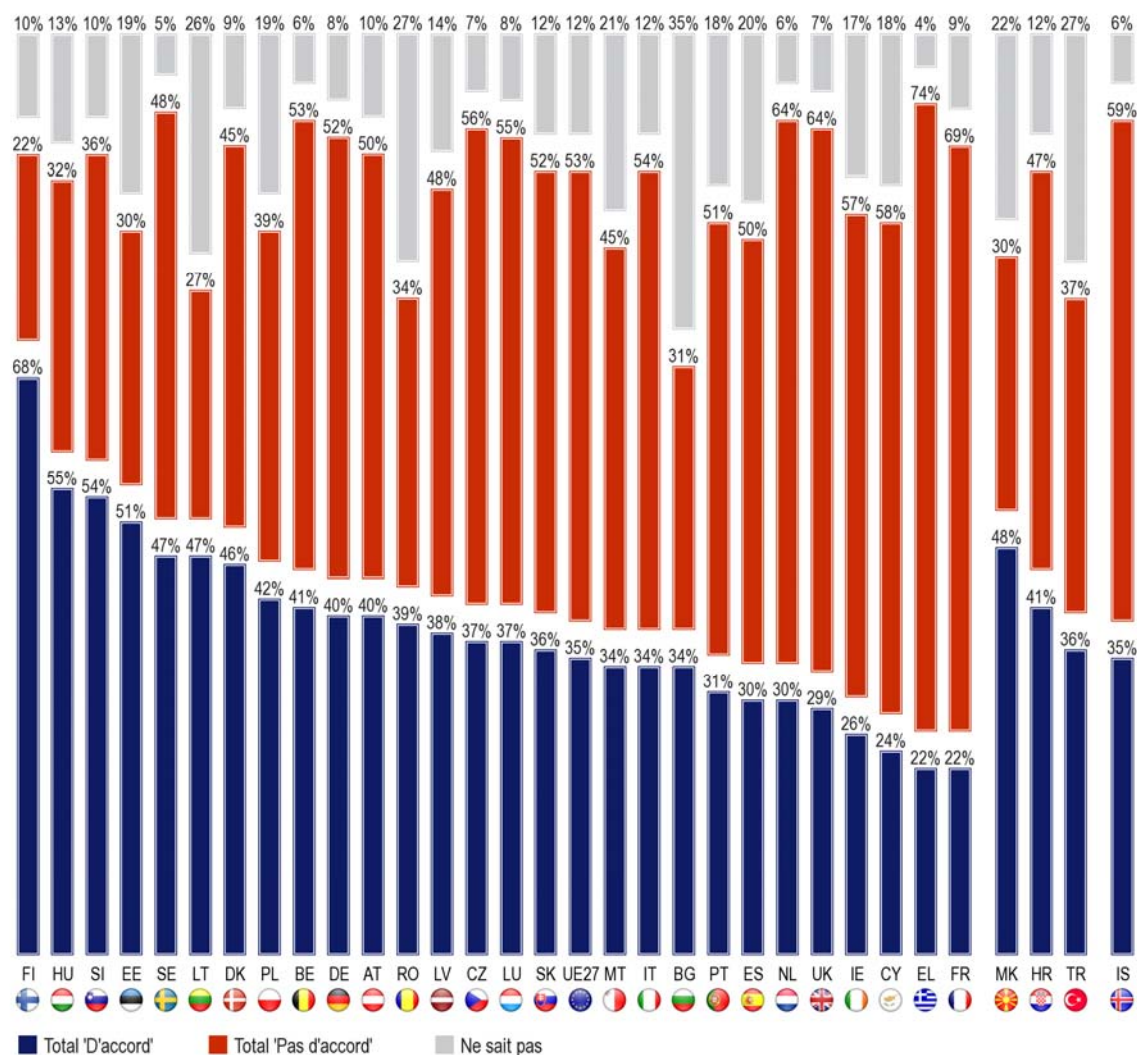
Les catégories sociales les plus favorisées, ainsi que les plus intéressées par la politique, sont celles qui considèrent le plus que les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette dans leur pays ne peuvent pas attendre.

SPLIT B : Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment.

Dans presque tous les Etats membres, une majorité de répondants n'est pas d'accord avec cette proposition : ils pensent au contraire que la réduction du déficit public et de la dette est une priorité. C'est notamment le cas des personnes interrogées en Grèce (74%), en France (69%) mais aussi aux Pays-Bas et au Royaume-Uni (64%).

QB8.9. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment



































En revanche, dans neuf Etats membres, la majorité des personnes interrogées est d'accord pour considérer que la réduction de la dette et des déficits n'est pas une priorité. Il s'agit notamment des répondants en Finlande (68% d'accord), en Hongrie (55%), en Slovaquie (54%), en Estonie (51%) et en Lituanie (47%). Rappelons à ce propos que la Hongrie, l'Estonie et la Lituanie font partie des pays pour qui le sentiment selon lequel le pire de la crise est derrière nous a le plus progressé en six mois³⁸. On peut se demander s'ils n'expriment pas ici la crainte que des mesures de rigueur n'entravent la relance économique qu'ils espèrent sans doute. L'opinion selon laquelle la réduction de la dette et des déficits publics n'est pas prioritaire reste également majoritaire au Danemark (46%), en Pologne (42%), en Roumanie (39%) et en Bulgarie (34%), même si les répondants de ces pays sont plus partagés.

³⁸ Voir chapitre 1, la crise a-t-elle atteint son apogée.

Les Européens les plus nombreux à penser effectivement que les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette de leur pays sont une priorité en ce moment, sont, à nouveau, les catégories les plus favorisées (59% des cadres et 55% des répondants n'ayant pas de difficultés à payer leurs factures) mais aussi les plus intéressées par la politique (57%).

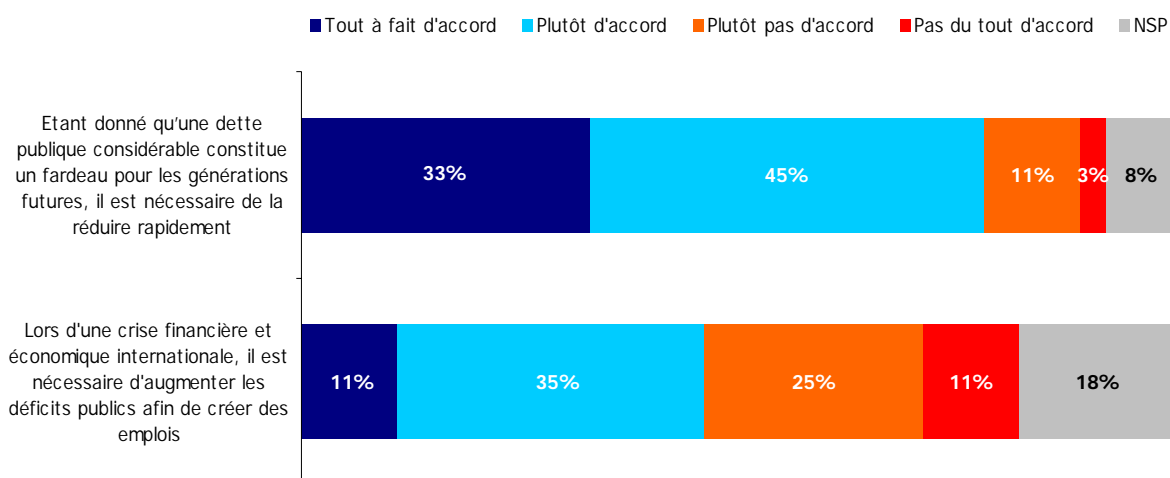
QB8.9 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.
(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment

		Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Diff. Total 'D'accord' - Total 'Pas d'accord'
	UE27	35%	53%	-18
	FI	68%	22%	+46
	HU	55%	32%	+23
	EE	51%	30%	+21
	LT	47%	27%	+20
	SI	54%	36%	+18
	RO	39%	34%	+5
	BG	34%	31%	+3
	PL	42%	39%	+3
	DK	46%	45%	+1
	SE	47%	48%	-1
	LV	38%	48%	-10
	AT	40%	50%	-10
	MT	34%	45%	-11
	BE	41%	53%	-12
	DE	40%	52%	-12
	SK	36%	52%	-16
	LU	37%	55%	-18
	CZ	37%	56%	-19
	ES	30%	50%	-20
	IT	34%	54%	-20
	PT	31%	51%	-20
	IE	26%	57%	-31
	CY	24%	58%	-34
	NL	30%	64%	-34
	UK	29%	64%	-35
	FR	22%	69%	-47
	EL	22%	74%	-52
	MK	48%	30%	+18
	TR	36%	37%	-1
	HR	41%	47%	-6
	IS	35%	59%	-24

- Mais les Européens hésitent entre la nécessité de réduire la dette et le soutien ponctuel au marché de l'emploi... -

On a ensuite demandé aux Européens s'ils pensaient qu'il était nécessaire de réduire rapidement la dette publique, car elle constitue un fardeau pour les générations futures, et d'autre part s'il était nécessaire d'augmenter les déficits publics en période de crise économique afin de créer des emplois. Leurs réponses, à priori contradictoires, montrent qu'il s'agit d'un sujet complexe sur lequel il leur est difficile de trancher.

QB9 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. - % UE



- Une très large majorité d'Européens pense qu'il est nécessaire de réduire rapidement la dette publique -

Le message sur la nécessité de réduire le poids de la dette publique, semble assez bien intégré par les citoyens européens. Plus des trois quarts des personnes interrogées dans cet Eurobaromètre (78%) pensent en effet qu'il faut réduire rapidement la dette publique³⁹. Elles sont 14% à estimer le contraire et 8% à ne pas se prononcer.

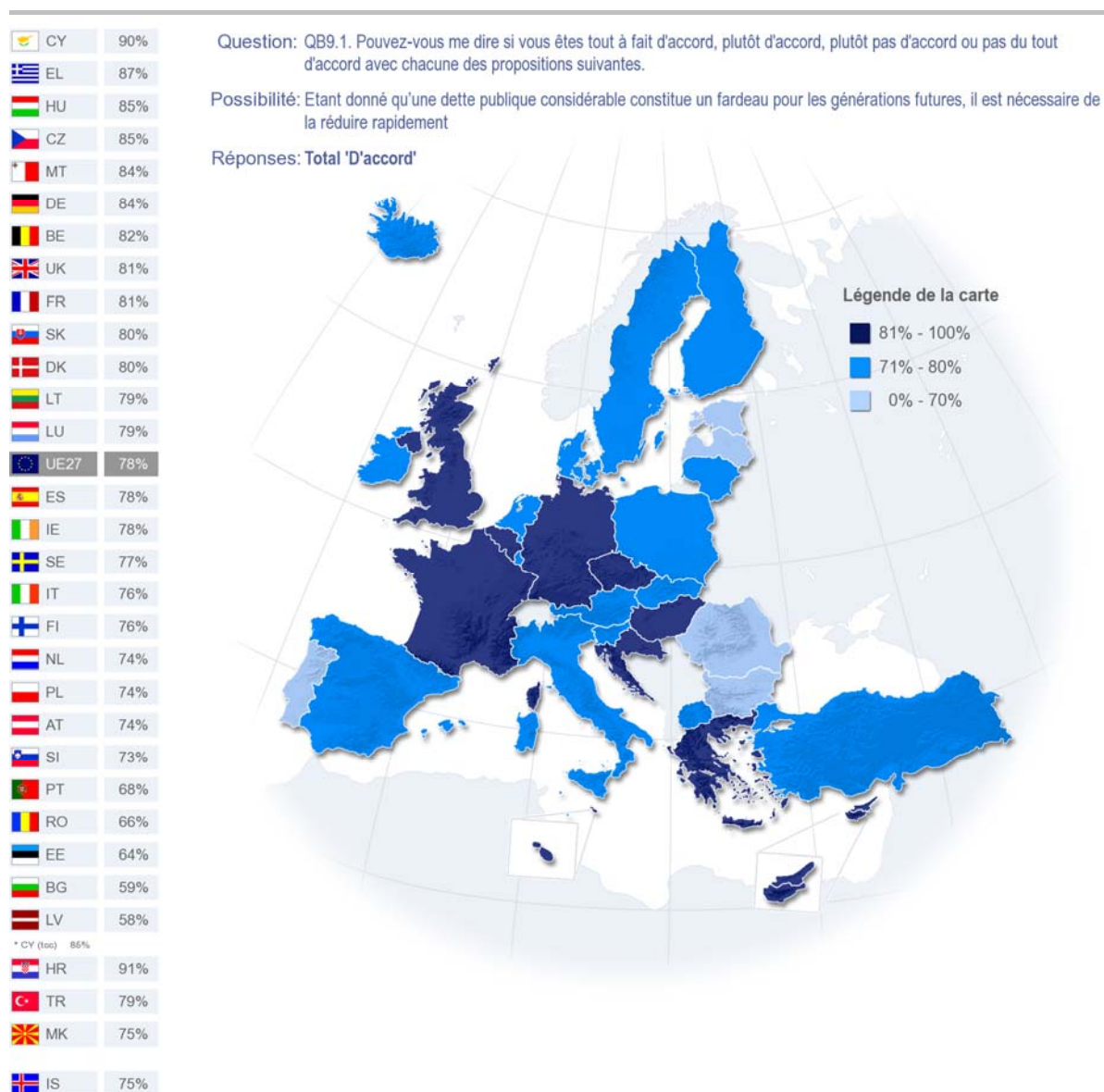
On remarque, en outre, que dans chacun des pays testés, le différentiel entre ceux qui souhaitent une réduction rapide du poids de la dette et ceux qui n'en voient pas l'urgence, est toujours positif : autrement dit, un consensus suffisamment large se dégage au sein des citoyens européens pour que l'on s'attèle vite à ce problème.

³⁹ QB9.1 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Etant donné qu'une dette publique considérable constitue un fardeau pour les générations futures, il est nécessaire de la réduire rapidement. Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

Les plus favorables à une réduction rapide de la dette publique sont essentiellement les répondants à Chypre (90%), en Grèce (87%), mais aussi en République tchèque et en Hongrie (85%). En revanche, les Européens les moins favorables à une réduction rapide de la dette publique se trouvent en Lettonie (58%) et en Bulgarie (59%).

On remarque que c'est dans un des pays candidats, la Croatie, que l'on trouve les répondants les plus favorables à une réduction de la dette publique (91%), même si la Turquie (79%) et l'ancienne République yougoslave de Macédoine (75%) s'expriment également dans ce sens.

Enfin, c'est également le cas de 75% des personnes interrogées en Islande.






Les différences sociodémographiques ne sont pas marquées. Notons simplement, que les répondants qualifiés de plus « favorisés » socialement, ainsi que les personnes les plus intéressées par la politique, manifestent une adhésion encore plus forte à cette idée.

Ainsi, 81% des personnes interrogées ayant poursuivi leurs études après 19 ans, 82% de celles ne rencontrant presque jamais de difficultés pour payer leurs factures, et 82% de celles s'intéressant moyennement ou fortement à la politique sont d'accord avec la proposition selon laquelle étant donné qu'une dette publique considérable constitue un fardeau pour les générations futures, il est nécessaire de la réduire rapidement. Cette opinion est également largement majoritaire, mais avec une intensité légèrement moindre cependant, auprès des personnes interrogées ayant arrêté leurs études avant 16 ans (76%), celles qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures (72%), ou qui ne s'intéressent pas du tout à la politique (70%).

QB9.1 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Etant donné qu'une dette publique considérable constitue un fardeau pour les générations futures, il est nécessaire de la réduire rapidement

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	NSP
UE27	78%	14%	8%
Sexe			
 Homme	79%	15%	6%
Femme	77%	13%	10%
Age			
 15-24	79%	12%	9%
25-39	78%	14%	8%
40-54	79%	15%	6%
55 +	78%	12%	10%
Age de fin d'études			
 15-	76%	11%	13%
16-19	78%	15%	7%
20+	81%	15%	4%
Tjs étudiant	81%	11%	8%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	72%	15%	13%
De temps en temps	75%	16%	9%
Pratiquement jamais	82%	12%	6%
Indice d'intérêt pour la politique			
Fort	82%	14%	4%
Moyen	82%	13%	5%
Faible	77%	14%	9%
Pas du tout	70%	13%	17%

- Les Européens sont assez partagés sur la nécessité d'une augmentation des déficits publics afin de créer des emplois lors d'une crise financière et économique internationale -

Contrairement aux réponses obtenues à la question QB8.8 (où une grande majorité des répondants considéraient qu'il était urgent de prendre des mesures afin de réduire les déficits publics), les Européens sont assez partagés lorsque l'on introduit la notion de création d'emploi. Ils peuvent même paraître contradictoires. En effet, une majorité relative des Européens est favorable à l'idée d'une augmentation ponctuelle ou temporaire des déficits publics afin de soutenir le marché de l'emploi (46%)⁴⁰. Cette apparente contradiction s'explique sans doute par leur forte préoccupation à l'égard du chômage, qu'ils placent à nouveau largement en tête des principaux problèmes auxquels leur pays est confronté⁴¹.

Cependant, un tiers des répondants (36%) ne partage pas cet avis alors que près de deux personnes interrogées sur dix (18%) ne se prononcent pas sur la question. Cela tient peut-être à son caractère assez technique, mais sans doute également au fait qu'ils peinent à trancher entre la nécessité de réduire les déficits publics, et celle de créer des emplois.

Alors que les pays de la zone euro sont presque parfaitement partagés sur cette question (41% sont d'accord pour augmenter les déficits publics afin de créer des emplois contre 42% qui y sont opposés), une majorité assez nette se dégage en revanche dans les pays hors zone euro pour estimer qu'il est nécessaire d'augmenter les déficits publics si cela permet de créer des emplois (55% sont de cet avis, contre 27%).

Les répondants les plus favorables à une augmentation des déficits publics afin de créer des emplois vivent majoritairement en Slovaquie (66%) ainsi que dans les pays nordiques : en Suède (66%), en Finlande (65%) et au Danemark (63%). On les retrouve également en Lituanie et en Grande-Bretagne (60% dans les deux cas) mais dans une moindre mesure.

En dehors de l'Union, c'est aussi le cas d'une assez large majorité des habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (64%) et des Croates (60%), mais aussi des Islandais (67%).

































A l'opposé, les Européens les moins favorables à une augmentation des déficits publics dans le but de créer des emplois sont les répondants en Bulgarie (33% - mais une majorité relative d'entre eux n'arrive pas à se prononcer sur la question), en Lettonie (35%), ainsi qu'en Allemagne, en Grèce, en France et aux Pays-Bas (37% chacun).

⁴⁰ QB9.2 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Lors d'une crise financière et économique internationale, il est nécessaire d'augmenter les déficits publics afin de créer des emplois. Tout à fait d'accord ; Plutôt d'accord ; Plutôt pas d'accord ; Pas du tout d'accord.

⁴¹ Voir volume 1, partie I, la vie dans l'Union européenne, chapitre 3, les aspects économiques.

Contrairement à la question précédente sur l'urgence de réduire rapidement la dette, on compte quelques pays (sept exactement) au sein desquels davantage de répondants (en valeur absolue) se disent opposés à la proposition. Il s'agit de la Slovénie, de la Belgique, de la France, de la Lettonie, des Pays-Bas, de l'Allemagne et surtout de la Grèce, qui semble convaincue de l'inéluctabilité de la réduction de la dette et des déficits publics.




QB9.2 (...) Lors d'une crise financière et économique internationale, il est nécessaire d'augmenter les déficits publics afin de créer des emplois

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Diff. Total 'D'accord' - Total 'Pas d'accord'
 UE27	46%	36%	+10
Zone euro	41%	42%	-1
Hors zone euro	55%	27%	+28
 SK	66%	21%	+45
 SE	66%	25%	+41
 IE	58%	18%	+40
 FI	65%	25%	+40
 LT	60%	22%	+38
 UK	60%	26%	+34
 RO	51%	17%	+34
 DK	63%	30%	+33
 LU	59%	30%	+29
 PL	53%	26%	+27
 AT	56%	33%	+23
 CZ	56%	34%	+22
 CY	51%	32%	+19
 PT	44%	29%	+15
 ES	45%	34%	+11
 HU	50%	39%	+11
 BG	33%	22%	+11
 MT	43%	35%	+8
 EE	42%	36%	+6
 IT	39%	36%	+3
 SI	43%	47%	-4
 BE	44%	49%	-5
 FR	37%	45%	-8
 LV	35%	48%	-13
 NL	37%	51%	-14
 DE	37%	52%	-15
 EL	37%	53%	-16
CY (tcc)	51%	30%	+21
 MK	64%	14%	+50
 HR	60%	26%	+34
 TR	38%	35%	+3
 IS	67%	25%	+42

Sur cette question, assez peu de différences significatives apparaissent selon **les catégories sociodémographiques**, même si on peut noter que les répondants les plus jeunes sont sensiblement plus nombreux à être favorables à une augmentation des déficits publics afin de créer des emplois : 49% des 15-24 ans sont d'accord avec la proposition, pour 43% des 55 ans et plus. Par ailleurs, les chômeurs (49%) et les ouvriers (49%) sont un peu plus nombreux que la moyenne des Européens (46%) à juger qu'il est nécessaire d'augmenter les déficits publics dans le but de créer des emplois.

QB9.2 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Lors d'une crise financière et économique internationale, il est nécessaire d'augmenter les déficits publics afin de créer des emplois

		Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	NSP
	UE27	46%	36%	18%
	Sexe			
	Homme	48%	38%	14%
	Femme	44%	35%	21%
	Age			
	15-24	49%	32%	19%
	25-39	48%	36%	16%
	40-54	46%	40%	14%
	55 +	43%	36%	21%
	Echelle d'occupation du répondant			
	Indépendants	46%	41%	13%
	Cadres directeurs	47%	43%	10%
	Autres employés	48%	38%	14%
	Ouvriers	49%	35%	16%
	Femmes- hommes au foyer	40%	33%	27%
	Chômeurs	49%	31%	20%
	Retraités	43%	37%	20%
	Etudiants	47%	34%	19%

*

*

*

En conclusion, plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette partie de l'Eurobaromètre Standard consacrée à la crise économique et financière actuelle.

D'une part, on constate que **les Européens restent assez pessimistes** quant aux perspectives économiques, et en particulier au sein de l'Union européenne. La majorité d'entre eux (55%) estime même que le pire reste à venir, ce qui amène un tiers d'entre eux (35%) à ne pas faire de projets d'avenir.

On remarque tout de même des évolutions très nettes, dans les deux sens. Ainsi, la moyenne des répondants en Grèce qui estiment aujourd'hui vivre au jour le jour a progressé de 13 points en six mois alors que d'un autre côté, elle a baissé fortement en Lettonie (-8 points) ainsi qu'au Danemark, en Pologne et en Bulgarie (-7 points dans les trois cas).

Parallèlement, les Européens pensent que l'Union européenne est la plus à même d'agir efficacement pour faire face aux conséquences de la crise, et ce devant leur gouvernement national.

En revanche, une majorité relative d'Européens (49%) pense que l'euro n'a pas atténué les effets négatifs de la crise économique et financière. Cette opinion s'est d'ailleurs renforcée en six mois puisqu'ils étaient à l'automne dernier 45% à le penser. Il convient cependant de rappeler que l'enquête a été réalisée en mai 2010⁴², en plein cœur de la crise sur les taux d'intérêts des prêts accordés à la Grèce, qui avait remis en question l'unité des pays de la zone euro, et provoqué une baisse de l'euro par rapport au dollar.

Dans ce contexte, et **afin d'améliorer la performance de l'économie européenne**, les Européens privilégient **plusieurs initiatives, comme l'amélioration de la formation professionnelle et l'éducation, le fait de faciliter la création d'entreprises ou d'investir dans la recherche et l'innovation.**

Ils estiment également que pour surmonter les effets de la crise financière et économique, l'Union européenne devrait donner la priorité à des mesures telles que le **soutien aux PME et aux chômeurs, le renforcement de la régulation des marchés financiers et les investissements dans l'éducation, la formation ou la recherche.**

Une immense majorité d'Européens (86%) se dit également favorable à une plus grande coopération entre les Etats membres, afin de prendre des mesures pour combattre la crise financière et économique.

Pour autant, dans ce contexte économique difficile, **les Européens restent très partagés lorsqu'il s'agit d'envisager un sacrifice personnel en termes de niveau de vie afin de garantir l'avenir des générations futures** (46% pour et 46% contre).

⁴² Dates de terrain : 5 mai 2010 – 28 mai 2010.

Néanmoins conscients de la gravité de la situation, la majorité des citoyens considère que **leur pays doit se réformer pour faire face au futur**. Une très grande majorité d'Européens (71%) estime notamment, comme à l'automne 2009, que les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies.

De plus, près de trois Européens sur quatre (74%) estiment que **les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette dans leur pays ne peuvent pas être retardées**. Le message sur **la nécessité de réduire le poids de la dette publique semble assez bien intégré** par les citoyens européens. Cela dit, une majorité relative des Européens soutient l'idée d'une augmentation exceptionnelle des déficits publics afin de soutenir le marché de l'emploi en période de crise (46%).

III. LES EUROPEENS ET LA CITOYENNETE EUROPEENNE

1. L'IDENTITÉ ET LA CITOYENNETÉ DES EUROPÉENS

- La nationalité reste le premier déterminant de l'identité des Européens -

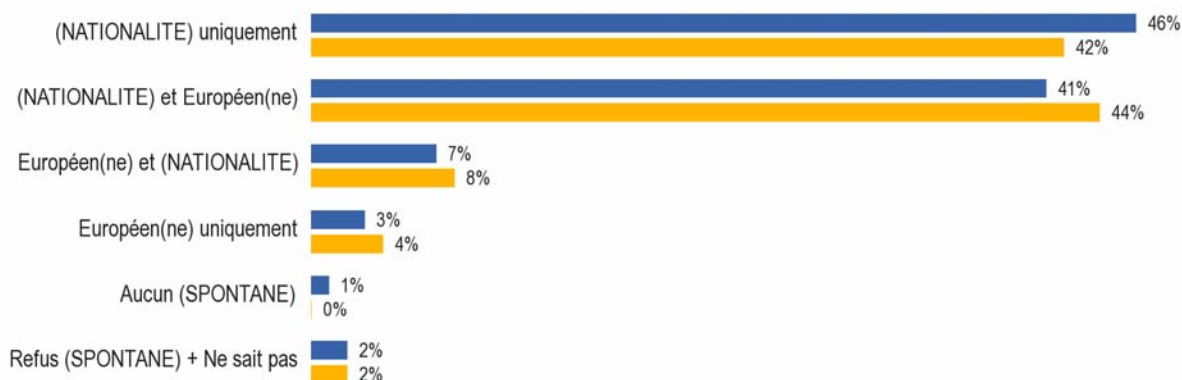
L'identité nationale continue d'occuper la première place dans la définition que les Européens donnent d'eux-mêmes. Appelés à se prononcer sur la manière dont ils se voient dans un avenir proche⁴³, 46% des Européens se désignent d'abord par leur nationalité *uniquement*. 41% répondent « (NATIONALITE)⁴⁴ et européen » et 7% « européen et (NATIONALITE) ». Seuls 3% se définissent comme européen *uniquement*. 3% ne se prononcent pas. Si l'on agrège les différents pourcentages, 87% des Européens se positionnent sur un item où leur nationalité vient avant le fait d'être européen.

Une question similaire avait été posée lors de la vague du printemps 2007 de l'Eurobaromètre (EB67). L'analyse des évolutions révèle que le sentiment d'une citoyenneté européenne n'a pas progressé en trois ans et paraît diminuer légèrement. Au printemps 2007, 42% des Européens se définissaient uniquement par leur nationalité, soit un pourcentage inférieur de 4 points à celui mesuré aujourd'hui. 44% se définissaient par leur nationalité et leur citoyenneté européenne, soit un pourcentage supérieur de 3 points à celui mesuré aujourd'hui. Enfin, 8% citaient « européen et (NATIONALITE) », soit une proportion supérieure d'un point à celle enregistrée aujourd'hui.

⁴³ QE1. Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ?

⁴⁴ La personne interrogée donnait au répondant sa nationalité exacte, par exemple : belge et européen, ou slovaque et européen.

QE1. Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ? (NATIONALITE COMME MENTIONNE EN Q1)



■ EB73 Pr.2010

■ EB67.1 Feb.-Mar. 2007

● UE27

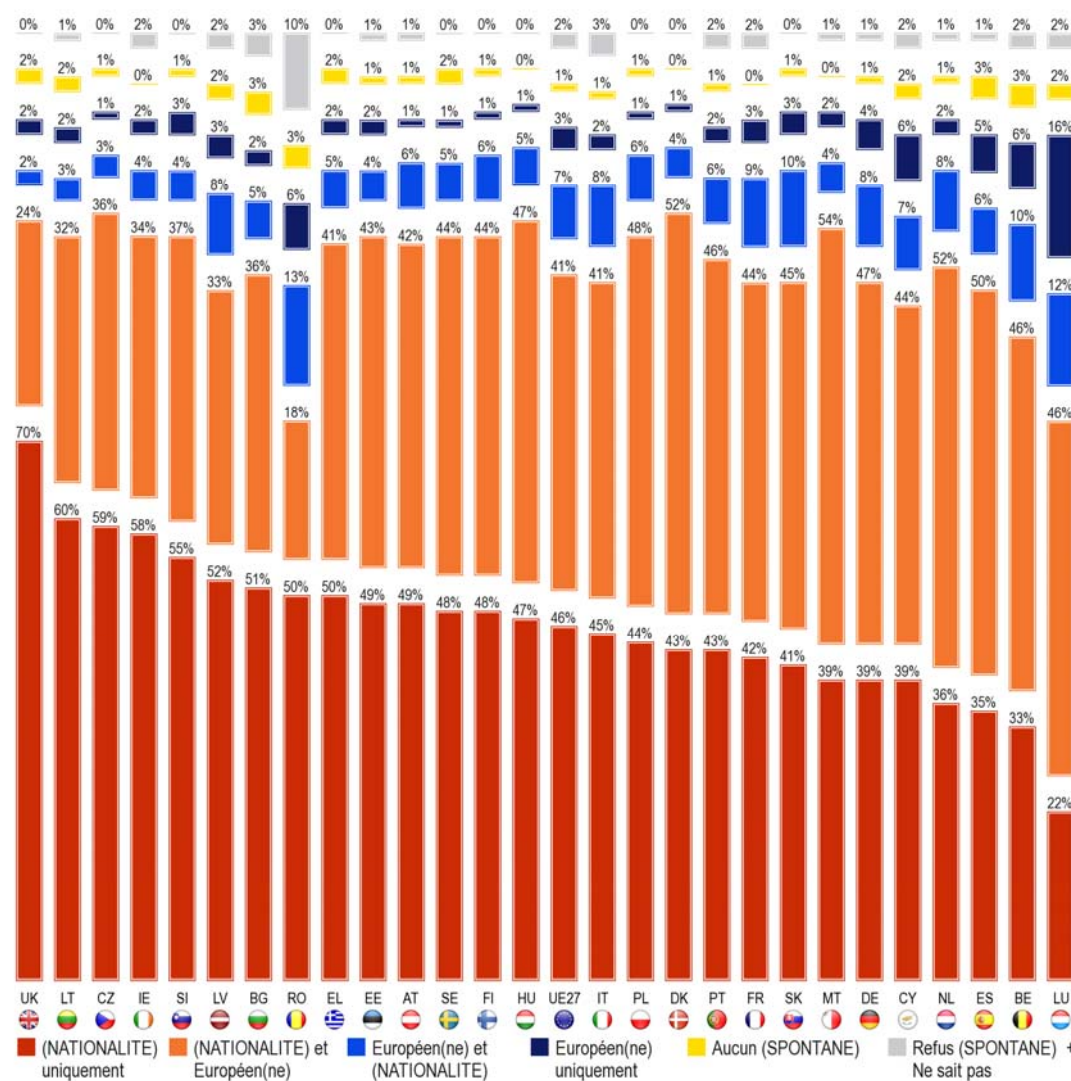
La définition par la seule nationalité domine dans seize pays de l'Union. Elle réunit notamment une majorité absolue de répondants au Royaume-Uni (70%), en Lituanie (60%), en République tchèque (59%), en Irlande (58%), en Slovénie (55%), en Lettonie (52%), en Bulgarie (51%) et en Roumanie (50%).

La réponse « (NATIONALITE) et européen » est elle majoritaire dans dix pays. Elle s'impose ainsi à Malte (54% pour 39% pour la définition par la seule identité nationale), aux Pays-Bas (52% pour 36%), au Danemark (52% pour 43%), en Espagne (50% pour 35%), en Pologne (48% pour 44%), en Allemagne (47% pour 39%), au Luxembourg (46% pour 22%), au Portugal (46% pour 43%), en Slovaquie (45% pour 41%) – rappelons d'ailleurs que les répondants en République tchèque étaient parmi les plus nombreux à répondre qu'ils se définissaient par leur nationalité uniquement – et en France (44% pour 42%). L'opinion se divise enfin en deux parts égales en Hongrie (47% pour 47%).

La réponse « européen et (NATIONALITE) » obtient ses meilleurs scores en Roumanie (13%), au Luxembourg (12%), en Belgique et en Slovaquie (10%).

C'est au Luxembourg que la réponse « européen uniquement » recueille le plus de citations (16%).



QE1. Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ? (NATIONALITE COMME MENTIONNE EN Q1)



L'analyse sociodémographique montre l'importance des déterminants sociaux dans la définition de son identité. On a ainsi d'autant plus tendance à se définir uniquement par sa nationalité quand on est âgé, peu diplômé et situé au bas de la hiérarchie sociale. Rappelons que ces catégories sont habituellement les plus "eurosceptiques". A l'inverse, les catégories sociales supérieures sont bien plus enclines à se définir à la fois par leur nationalité et leur citoyenneté européenne. Les écarts sont réellement importants et significatifs comme le montrent les exemples suivants :

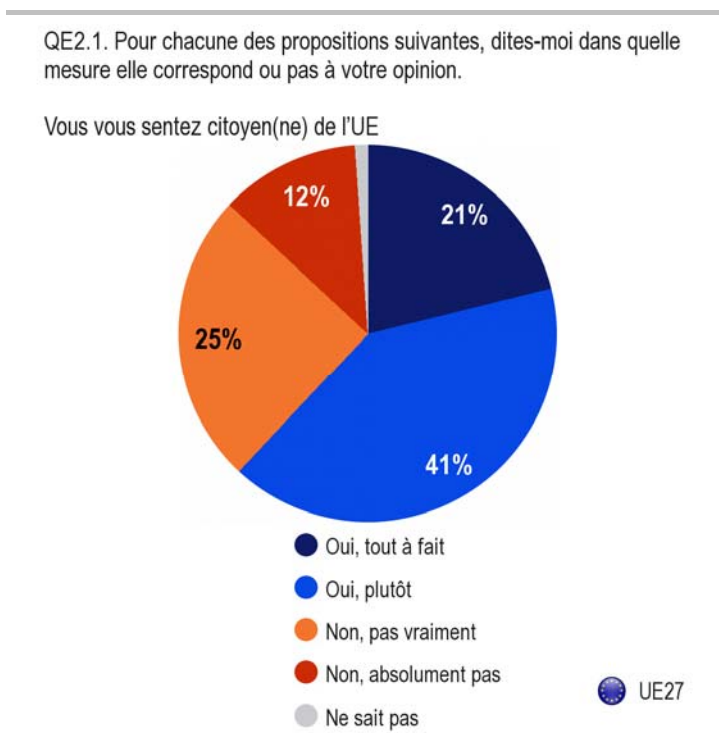
- 54% des 55 ans et plus se définissent uniquement par leur nationalité pour 41% des 15-24 ans
- 61% des personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans se définissent uniquement par leur nationalité, pour seulement 31% de celles ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà (53% se définissant au sein de cette dernière catégorie comme « (NATIONALITE) et européen »)
- 56% des personnes se positionnant au bas de l'échelle sociale se définissent uniquement par leur nationalité, pour 39% de celles se situant en haut.

QE1 Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ? (NATIONALITE COMME MENTIONNE EN Q1)

	(NATIONALITE) uniquement	(NATIONALITE) et Européen(ne)	Européen(ne) et (NATIONALITE)	Européen(ne) uniquement	Aucun (SPONTANE)	Refus (SPONTANE)
UE27	46%	41%	7%	3%	1%	2%
Age						
 15-24	41%	44%	9%	3%	1%	2%
25-39	42%	44%	8%	3%	1%	2%
40-54	43%	44%	7%	4%	1%	1%
55 +	54%	36%	6%	2%	1%	1%
Age de fin d'études						
 15-	61%	30%	4%	2%	2%	1%
16-19	50%	39%	5%	3%	1%	2%
20+	31%	53%	10%	4%	1%	1%
Toujours étudiant	33%	50%	11%	3%	1%	2%
Difficultés à payer ses factures						
La plupart du temps	57%	29%	5%	4%	2%	0%
De temps en temps	50%	37%	7%	3%	2%	0%
Pratiquement jamais	43%	45%	7%	3%	1%	0%
Autopositionnement sur l'échelle sociale						
Bas (1-4)	56%	32%	6%	3%	1%	2%
Moyen (5-6)	45%	43%	7%	3%	1%	1%
Haut (7-10)	39%	47%	9%	3%	1%	1%

- Le sentiment d'appartenance européenne est néanmoins partagé par une majorité des répondants même s'il reste beaucoup plus fragile au sein des couches modestes et en difficulté -

Si l'identité nationale continue d'occuper la première place dans la définition que les répondants donnent d'eux-mêmes, le sentiment d'être un citoyen européen n'est cependant pas inexistant. Ainsi, appelées à dire si elles se sentent « citoyen(ne) de l'Union européenne »⁴⁵, 62% des personnes interrogées répondent par l'affirmative (21% disant se sentir « tout à fait » européen et 41% « plutôt ») alors que 37% répondent par la négative (25% « pas vraiment » et 12% « absolument pas »). Une question quasi identique avait été posée au printemps 2009 (EB71)⁴⁶. Là encore, l'analyse des évolutions montre que le sentiment d'appartenance européenne est en léger recul puisqu'à l'époque 64% des répondants déclaraient se sentir citoyen de l'Union, soit un pourcentage supérieur de 2 points à celui mesuré aujourd'hui.




⁴⁵ QE2.1 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion. Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE.

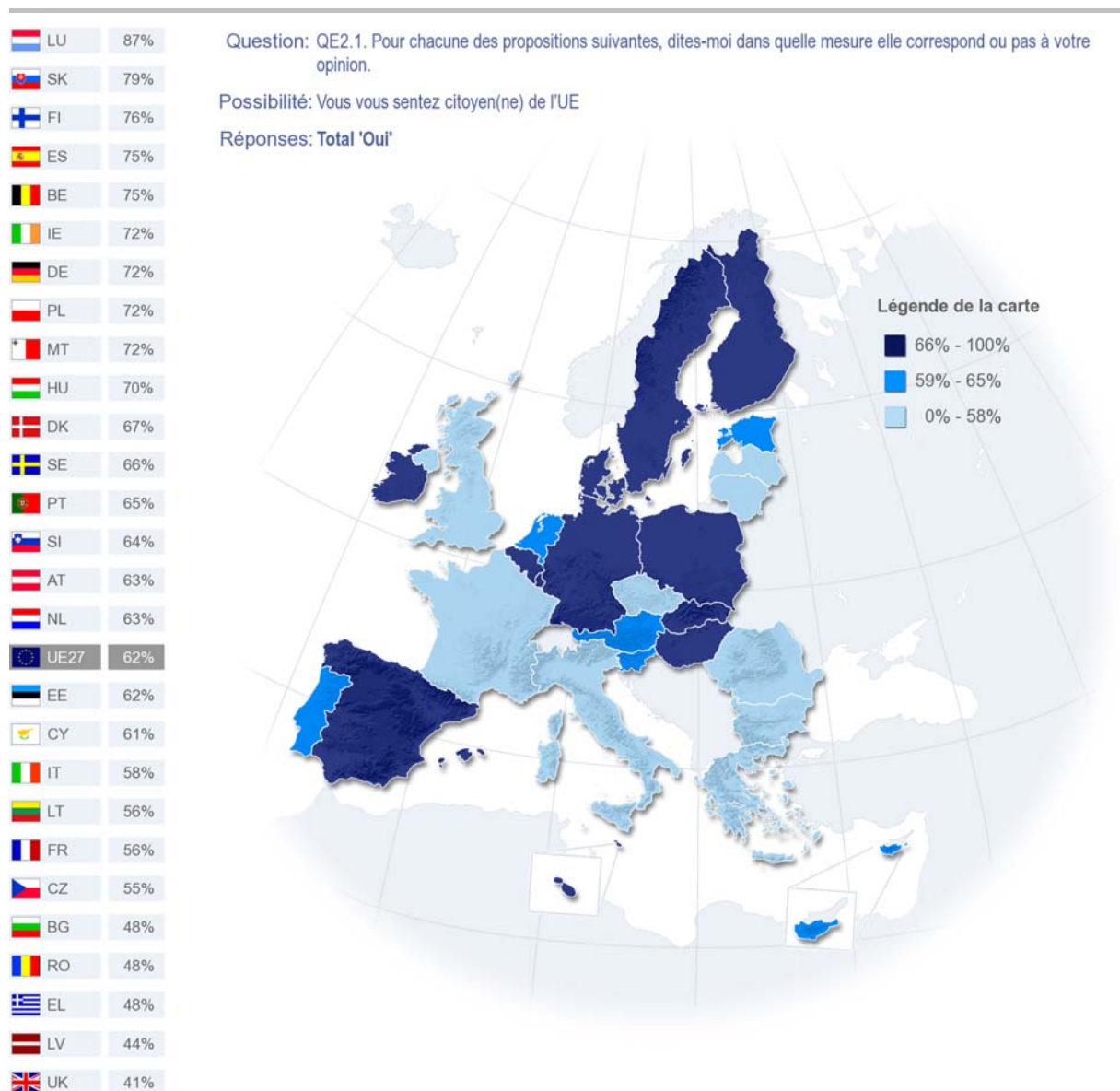
⁴⁶ Dans l'EB71, l'échelle de réponse était différente : Oui, plutôt ; Non, plutôt pas. Notons également que la question était posée uniquement aux personnes en âge d'aller voter (18 ans et plus, et 16 ans et plus en Autriche).

Le sentiment d'être un citoyen européen est plus prononcé dans les pays de la zone euro : dans les pays ayant adopté la monnaie unique européenne deux personnes interrogées sur trois se sentent citoyen de l'Union européenne (66%), pour un peu plus d'une sur deux dans les pays hors de la zone euro (54%).

En revanche, cette opinion est partagée avec la même intensité par les habitants des pays de l'UE15 (61%), et ceux des pays NEM12 (62%).

QE2.1 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion. Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE			
	Total 'Oui'	Total 'Non'	Ne sait pas
 UE27	62%	37%	1%
Pays UE15	61%	38%	1%
Pays NEM12	62%	35%	3%
Zone euro	66%	33%	1%
Hors zone euro	54%	44%	2%




Dans quatre pays de l'Union, une majorité de répondants déclare ne pas se sentir citoyen de l'UE. C'est le cas au Royaume-Uni (58%), en Lettonie (55%), en Grèce (52%) et en Bulgarie (51%). Les opinions se divisent en deux moitiés en Roumanie (48% contre 48%). Partout ailleurs, le sentiment d'une appartenance européenne l'emporte et il est le plus vif au Luxembourg (87%), en Slovaquie (79%), en Finlande (76%), en Belgique (75%) et en Espagne (75%).



Par rapport au printemps 2009, le sentiment de citoyenneté européenne est en recul dans 16 des 27 pays de l'Union. La Hongrie (+7 points), l'Autriche (+7 points), Malte (+5 points), le Royaume-Uni (+4 points), l'Irlande (+3 points), la Pologne (+2 points), la Finlande (+2 points), la Bulgarie (+1 point), l'Allemagne (+1 point), le Luxembourg (+1 point) et la Slovaquie (+1 point), où ce sentiment progresse, font exception à la tendance européenne. Le recul du sentiment d'être citoyen de l'Union est le plus marqué en Grèce (-15 points), en Slovaquie (-13 points), à Chypre (-10 points), en Estonie (-9) et au Danemark (-9 points). La Grèce mérite une attention particulière sur cette question : alors que 63% des Grecs déclaraient se sentir citoyen de l'UE il y a un an, ils ne sont plus que 48% désormais (contre 52% qui ne se sentent plus européens).

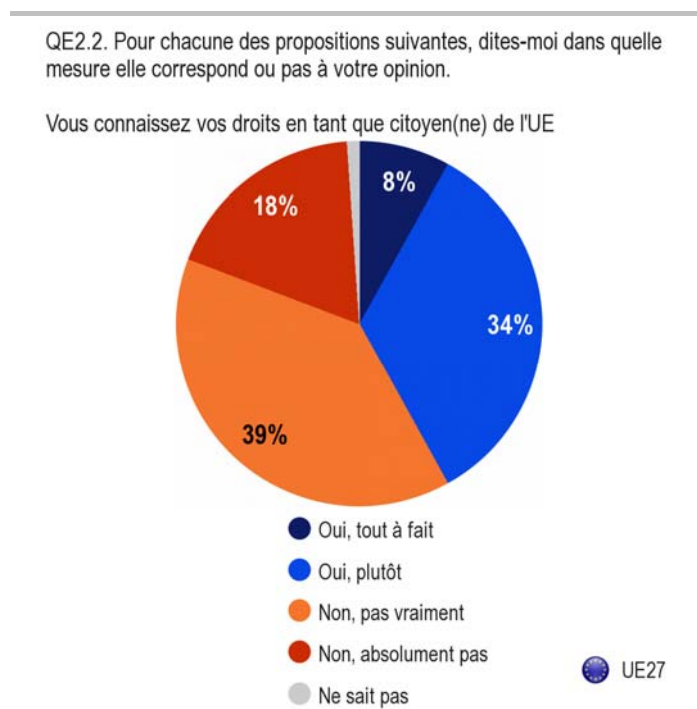
Le sentiment d'une citoyenneté européenne est socialement très déterminé et cette citoyenneté n'est pas partagée aujourd'hui par les classes populaires. 50% des personnes qui ont arrêté leurs études avant 16 ans, 54% des personnes au foyer, 55% des chômeurs et 55% de celles qui disent avoir souvent des difficultés à payer leurs factures ne se sentent pas « citoyen de l'UE ». A l'opposé, 73% de ceux qui ont poursuivi leurs études après 19 ans, 76% des cadres, 68% des travailleurs indépendants et 67% de ceux qui n'avouent pas de difficultés financières disent se sentir européens. On note également que le sentiment d'être un citoyen européen est un peu plus prononcé auprès des habitants des grandes villes (67%), qu'auprès de ceux des villages (60%) ou des villes moyennes (60%).

QE2.1 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion. Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE

	Total 'oui'	Total 'non'	Ne sait pas
UE27	62%	37%	1%
Age de fin d'études			
 15-	48%	50%	2%
16-19	59%	40%	1%
20+	73%	26%	1%
Toujours étudiant	76%	23%	1%
Urbanisation subjective			
 Village rural	60%	39%	1%
Petite moyenne ville	60%	39%	1%
Grande ville	67%	32%	1%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	68%	31%	1%
Cadres	76%	24%	0%
Autres employés	65%	34%	1%
Ouvriers	60%	39%	1%
Hommes/ femmes au foyer	54%	44%	2%
Chômeurs	55%	45%	0%
Retraités	54%	44%	2%
Etudiants	76%	23%	1%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	43%	55%	2%
De temps en temps	57%	41%	2%
Pratiquement jamais	67%	32%	1%

- Mal informés sur leurs droits en tant que citoyen européen... -

57% des Européens déclarent ne pas connaître leurs droits en tant que citoyen de l'UE alors que 42% se disent à l'inverse bien informés. Dans le détail, 39% des répondants disent que la proposition « vous connaissez vos droits en tant que citoyen de l'UE » ne correspond « pas vraiment » à leur opinion et 18% qu'elle ne correspond « absolument pas » à leur opinion. A l'opposé, 8% déclarent qu'elle correspond « tout à fait » à leur opinion et 34% « plutôt ». ⁴⁷



Le sentiment de connaissance de ses droits de citoyen est soumis à d'importantes variations nationales : dans dix pays de l'Union, une majorité absolue de la population dit connaître ses droits en tant que citoyen européen. Il s'agit de la Finlande (63% contre 36%), du Luxembourg (62% contre 38%), de l'Allemagne (57% contre 42%), de la Slovaquie (55% contre 44%), de l'Autriche (54% contre 45%), de la Pologne (53% contre 41%), de l'Estonie (53% contre 46%), de la Suède (52% contre 47%), de la Slovénie (51% contre 48%) et du Danemark (50% contre 49%).

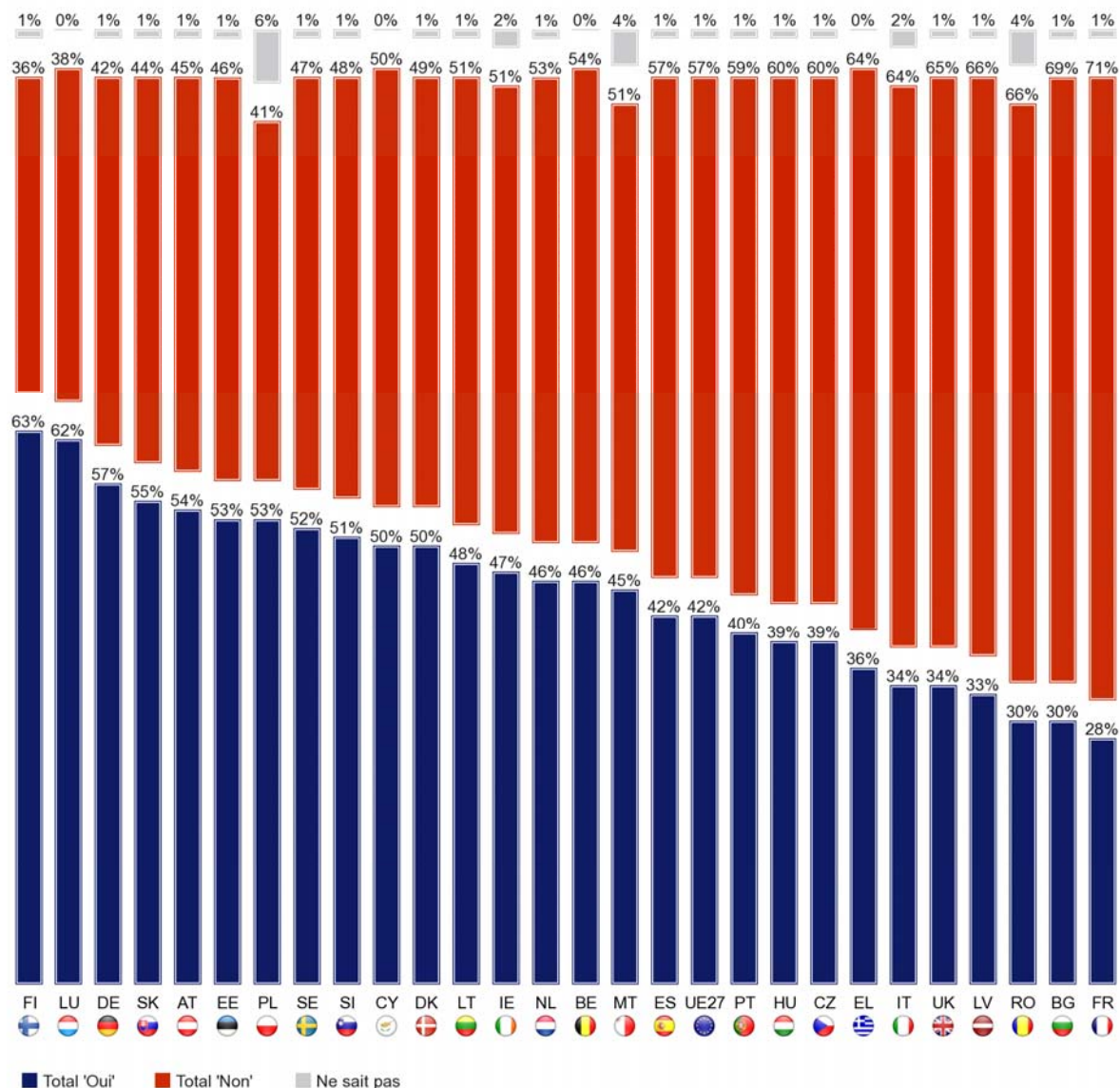
L'opinion se divise en deux parts égales à Chypre (50% contre 50%).

La méconnaissance de ses droits en tant que citoyen européen prévaut donc dans seize pays de l'Union, avec ses pics en France (71%), en Bulgarie (69%), en Roumanie (66%), en Lettonie (66%), au Royaume-Uni (65%) et en Hongrie (60%).

⁴⁷ QE2.2 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion. Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE.

QE2.2. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE





Les clivages sociaux sont également très sensibles sur cette question, les classes supérieures et aisées ayant le sentiment de bien connaître leurs droits, à l'inverse des classes populaires et modestes :

- 54% de ceux qui ont poursuivi leurs études après 19 ans disent bien connaître leurs droits de citoyen européen alors que 72% de ceux qui les ont arrêtées avant 16 ans déclarent ne pas les connaître.
- La connaissance de ses droits concerne 60% des cadres et 54% de ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale alors que la méconnaissance touche 66% des chômeurs et 71% de ceux qui se classent en bas.

On mesure là une nouvelle fois la difficulté d'ancrage d'une citoyenneté européenne au sein des couches populaires.

QE2.2 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion. Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE

	Total 'oui'	Total 'non'	Ne sait pas
UE27	42%	57%	1%
Age de fin d'études			
 15-	26%	72%	2%
16-19	42%	57%	1%
20+	54%	45%	1%
Toujours étudiant	52%	47%	1%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	51%	48%	1%
Cadres	60%	39%	1%
Autres employés	44%	55%	1%
Ouvriers	41%	58%	1%
Hommes/ femmes au foyer	31%	68%	1%
Chômeurs	33%	66%	1%
Retraités	34%	64%	2%
Etudiants	52%	47%	1%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	27%	71%	2%
Moyen (5-6)	43%	56%	1%
Haut (7-10)	54%	45%	1%

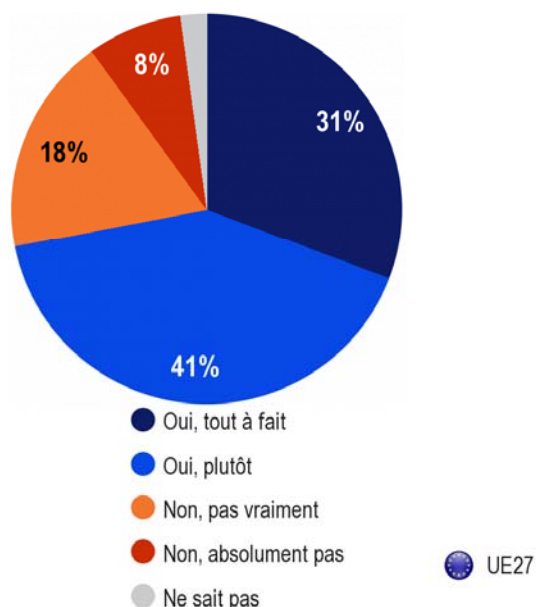
- ... les Européens aimeraient en savoir plus sur leurs droits -

Le sentiment de ne pas connaître ses droits de citoyen européen étant dominant, l'opinion européenne exprime logiquement une demande d'une meilleure information. 72% des Européens déclarent ainsi qu'ils souhaiteraient en savoir plus sur leurs droits en tant que citoyen de l'UE (31% sont « tout à fait » et 41% « plutôt » d'accord avec la proposition), 26% étant d'un avis opposé (18% étant « plutôt pas » et 8% « pas du tout » d'accord avec la proposition).⁴⁸

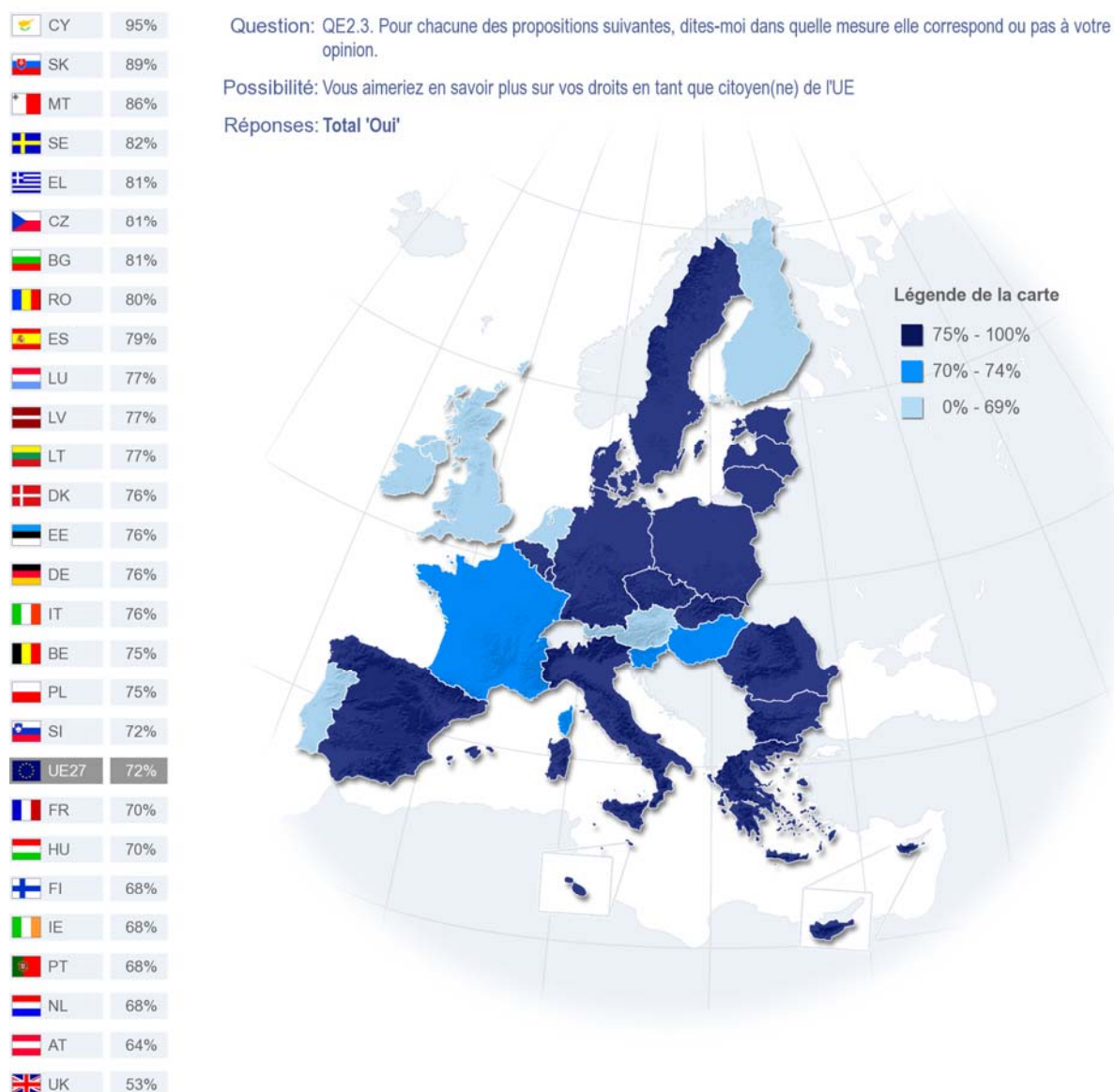
⁴⁸ QE2.3 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion. Vous aimeriez en savoir plus sur vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE.

QE2.3. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

Vous aimeriez en savoir plus sur vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE



A l'exception du Royaume-Uni où l'opinion est plus partagée (53% contre 45%), cette demande d'information prévaut très largement et très majoritairement dans tous les pays de l'Union. Elle est la plus massive à Chypre (95%), en Slovaquie (89%), à Malte (86%), en Suède (82%), en Bulgarie (81%) et en Grèce (81%). On constate que l'intensité de cette demande n'est pas automatiquement liée à la méconnaissance de ses droits. La Slovaquie et la Suède, où cette demande est forte, faisaient en effet également partie des pays de l'Union où le sentiment de connaître ses droits était le plus fort.



L'analyse sociodémographique offre deux enseignements d'importance. D'abord cette demande est partagée majoritairement par toutes les catégories sociales. Ensuite, elle est plus affirmée au sein des personnes interrogées ayant continué leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà : 79% d'entre elles aimeraient être mieux informées sur leurs droits pour 62% de celles les ayant arrêtées avant 16 ans. Par ailleurs, les cadres et les indépendants (78% dans les deux catégories) sont un peu plus nombreux que les personnes au foyer (70%) et les retraités (64%) à souhaiter en savoir plus sur leurs droits en tant que citoyens européens. L'auto positionnement sur l'échelle sociale crée également certaines différences : la demande d'information est plus prononcée auprès des personnes interrogées se situant dans le haut de l'échelle sociale (76%) qu'auprès de celles se situant dans le bas (68%). En d'autres termes, **la demande d'information est moins forte au sein des catégories qui pourtant avouaient la plus grande méconnaissance de leurs droits.**

- S'agissant de renforcer leur sentiment de citoyenneté européenne, les Européens mettent en avant la protection sociale plus que les droits politiques -

Après avoir mesuré et comparé le sentiment national et le sentiment européen, il a paru pertinent de voir, dans les représentations des Européens, les éléments qui seraient susceptibles de renforcer leur sentiment d'être un citoyen européen. Les répondants pouvaient donc faire quatre choix parmi une longue liste d'éléments sociaux, économiques, politiques susceptibles de contribuer au renforcement de ce sentiment.

L'enseignement principal de cette question est que les éléments de protection sociale arrivent en tête des réponses des Européens, devant les éléments politiques. Les Européens citent en effet en premier « un système de protection sociale harmonisé entre les Etats membres » (34%) et en second « le fait de pouvoir s'installer dans n'importe quel pays de l'UE après sa retraite et de pouvoir y toucher sa pension » (27%) comme éléments susceptibles de consolider le sentiment de citoyenneté européenne.

Avec 23% de citations arrive ensuite en troisième position la création « de services européens d'urgence pour lutter contre les catastrophes naturelles internationales ».

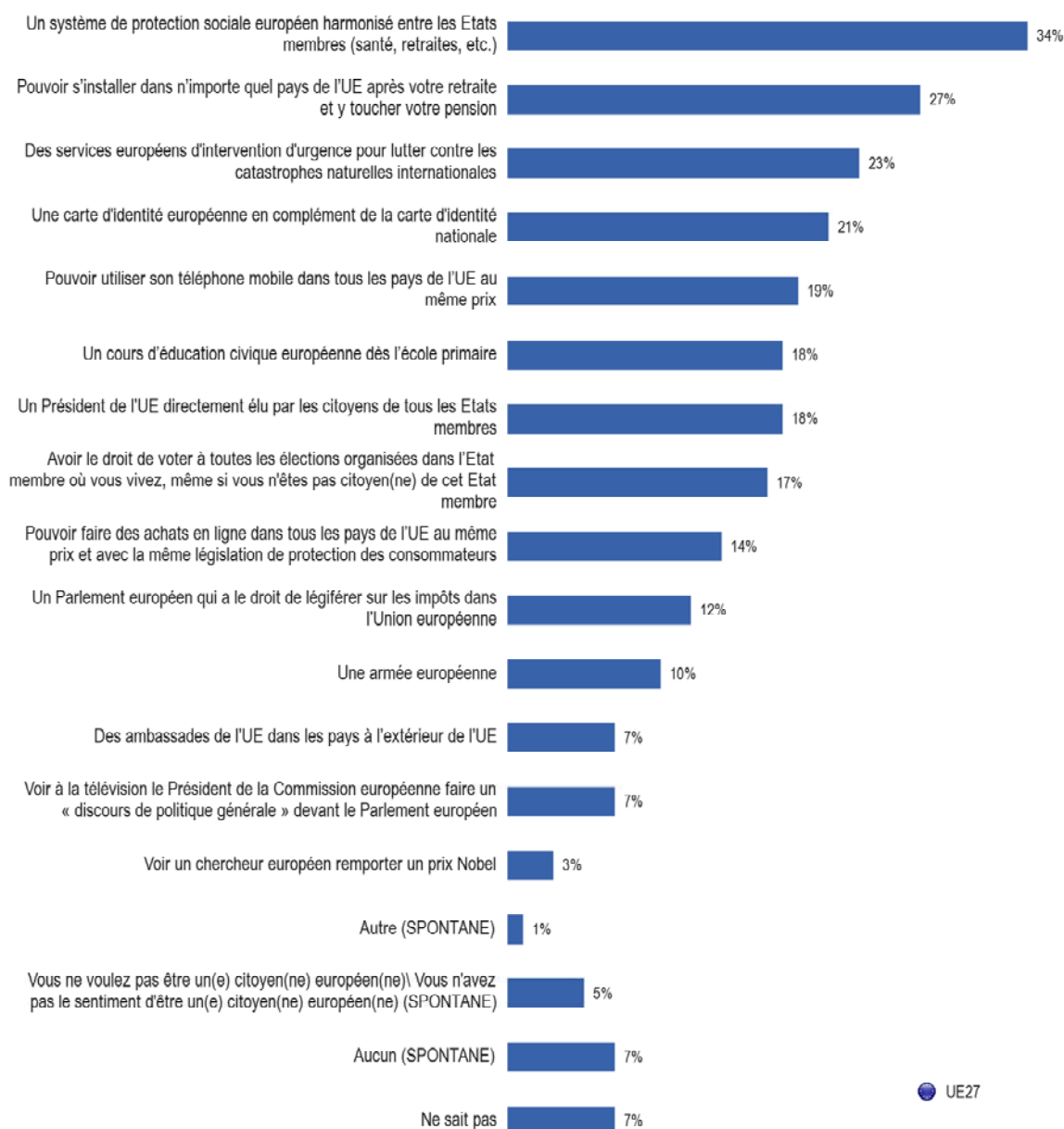
La création d'une carte d'identité européenne en complément de la carte d'identité nationale se place en quatrième position, avec 21% de citations.

Les autres idées proposées aux Européens recueillent moins de 20% de citations : 19% des personnes interrogées estiment que qu'avoir la possibilité d'utiliser leur téléphone mobile dans tous les pays de l'UE au même prix renforcerait leur sentiment d'être un citoyen européen. 18% citent un cours d'éducation civique européenne dans les écoles primaires, ou l'élection au suffrage universel direct du président de l'UE ; 17% évoquent une autre initiative civique : le droit de vote à toutes les élections de l'Etat membre dans lequel on vit même si on n'en est pas citoyen. 14% des personnes interrogées considèrent que le fait de pouvoir faire des achats en ligne dans tous les pays de l'UE au même prix et avec la même législation de protection des consommateurs renforcerait leur sentiment de citoyenneté européenne. 12% citent l'octroi du droit au Parlement européen de légiférer sur les impôts dans l'UE. Une personne interrogée sur dix mentionne une initiative militaire : la création d'une armée européenne (10%). 7% des personnes interrogées mentionnent le fait de voir à la télévision le président de l'Union faire un discours de politique générale devant le Parlement, et la même proportion la création d'ambassades de l'UE à l'extérieur des pays de l'UE (7%). Enfin, 3% des personnes interrogées se sentiraient davantage des citoyens européens si un chercheur européen remportait le prix Nobel.

7% des Européens ne se prononcent pas, 7% déclarent qu'aucun de ces éléments n'est susceptible de renforcer leur citoyenneté européenne et 5% « qu'ils ne souhaitent pas être un citoyen européen ».⁴⁹

⁴⁹QE3 Parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui renforceraient le plus votre sentiment d'être un(e) citoyen(ne) européen(ne) ? (MAX. 4 REPONSES)

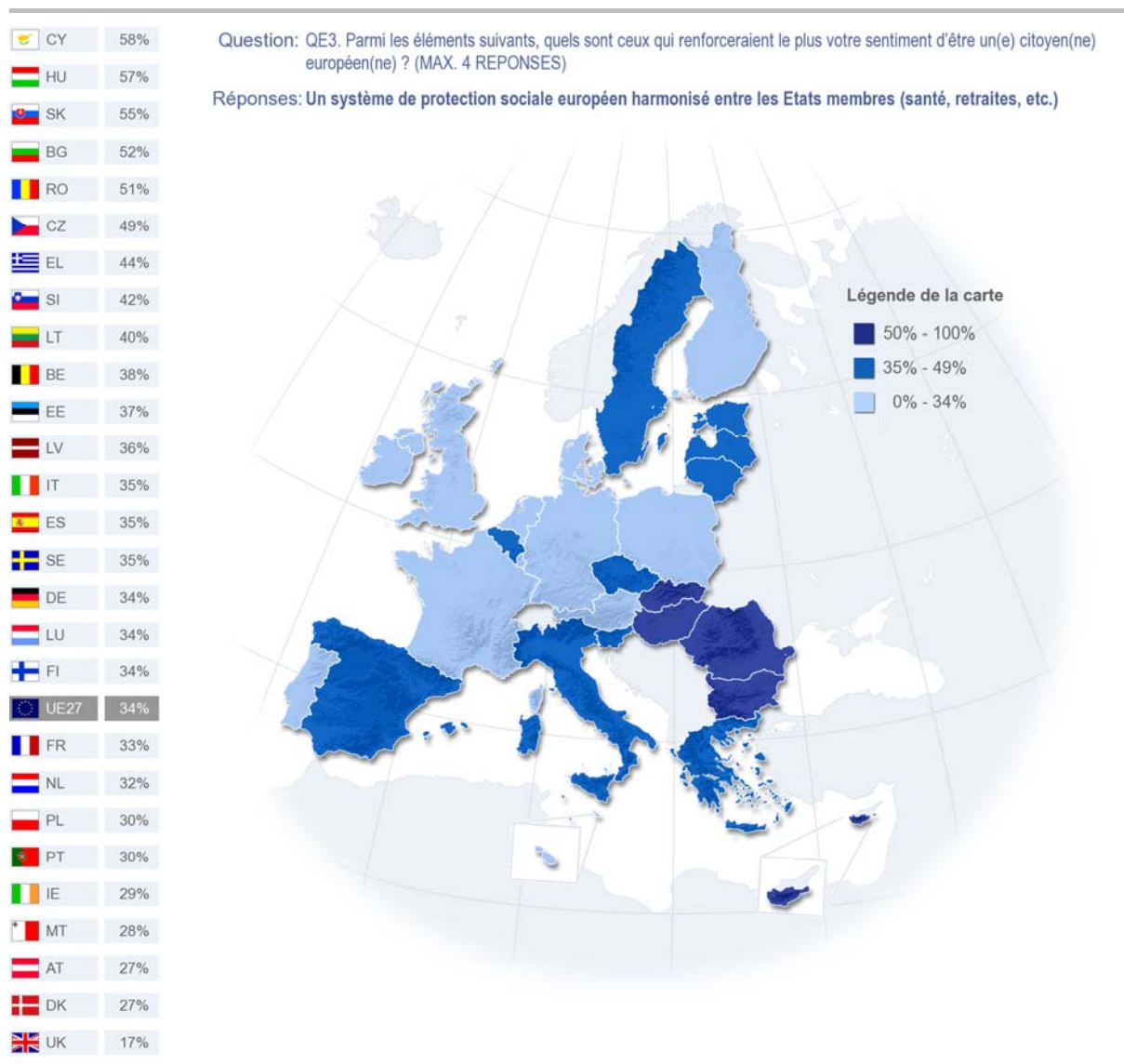
QE3. Parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui renforceraient le plus votre sentiment d'être un(e) citoyen(ne) européen(ne) ? (MAX. 4 REPONSES)



UE27

Pour les Européens, le renforcement de leur citoyenneté passe donc d'abord par l'harmonisation sociale, la libre circulation des citoyens et le développement du rôle humanitaire de l'Union, initiatives primant sur l'octroi de nouveaux droits politiques ou de nouveaux droits en tant que consommateur. **Dans un contexte de crise, les Européens souhaitent avant tout fonder leur citoyenneté sur une amélioration de la protection sociale.**

L'harmonisation de la protection sociale est particulièrement citée à Chypre (58%), en Hongrie (57%), en Slovaquie (55%), en Bulgarie (52%), en Roumanie (51%) et en République tchèque (49%). L'ancienneté de l'appartenance à l'Union joue dans l'appréciation de la protection sociale comme élément de la citoyenneté européenne : ce thème est ainsi cité en moyenne par 43% des répondants au sein des pays NEM12 et par 32% au sein des pays UE15.



Le fait de pouvoir s'installer dans n'importe quel pays de l'Union pour passer sa retraite et y toucher sa pension est le plus cité dans les pays du Nord de l'Europe : 44% en Suède, 39% aux Pays-Bas, 38% en Finlande et au Danemark, 35% en Allemagne et en Belgique.

La création d'un service européen d'urgence pour faire face aux catastrophes naturelles internationales recueille le plus de citations à Chypre (37%), au Danemark (36%) et en Autriche (34%).

La création d'une carte d'identité européenne en complément de la carte nationale bénéficie du plus fort taux de citation à Chypre (34%) et en Bulgarie (33%).

Sur tous les autres items, on ne constate pas de particularismes nationaux significatifs et importants.

La hiérarchie de ces fondements de la citoyenneté européenne est globalement partagée au sein de toutes les couches sociales de la population européenne. On ne constate pas de clivages sociaux d'importance, la protection sociale étant par exemple citée dans des proportions égales (35%) par ceux qui se situent en haut de l'échelle sociale et ceux qui se situent en bas.

Le fait de pouvoir s'installer n'importe où dans l'UE après sa retraite en y touchant sa pension n'est par ailleurs pas plus citée par les retraités (23%) que par les 15-24 ans (26%).

- Les députés européens sont les plus cités par les Européens pour défendre leurs intérêts, expliquer l'impact des politiques européennes sur leur quotidien, ou expliquer ce que l'UE fait pour les citoyens européens -

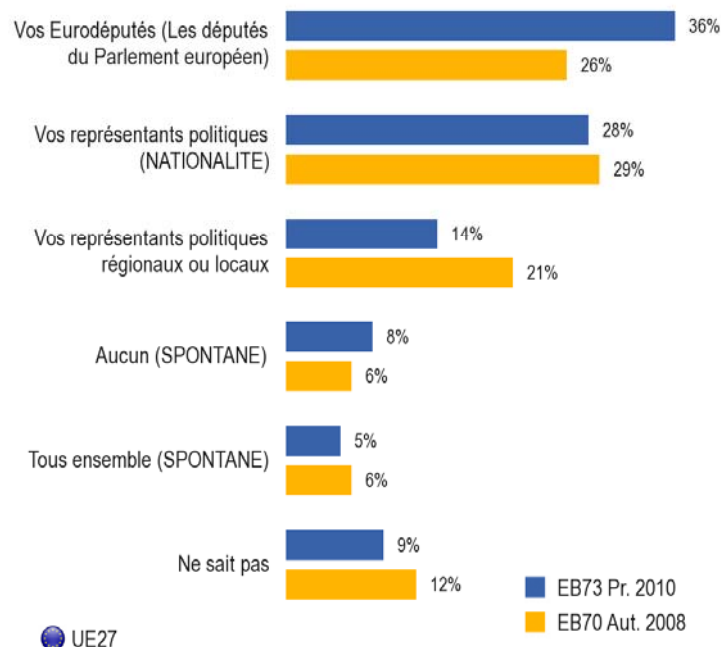
Pour défendre leurs intérêts personnels au niveau européen, 36% des Européens affirment que les députés européens sont « les mieux placés ». 28% choisissent plutôt leurs représentants nationaux et 14% leurs représentants politiques locaux ou régionaux. 5% répondent spontanément « tous ». 9% n'expriment pas d'opinion et 8% répondent « aucun ».⁵⁰

Cette question avait déjà été posée lors de la vague de l'Eurobaromètre de l'automne 2008 (EB70), ce qui permet donc une analyse intéressante des évolutions. La tendance majeure est le gain très sensible de crédibilité des députés européens aux yeux des Européens : la proportion de ceux qui les jugent les mieux placés pour défendre leurs intérêts progresse en effet de 10 points en deux ans. Les citations recueillies par les représentants locaux et régionaux sont en chute de 7 points, celles dont bénéficient les représentants nationaux d'1 point.

⁵⁰ QE7.1 Des représentants des différents niveaux d'autorités publiques, niveau européen, niveau national et niveau régional ou local, sont tous présents dans les institutions européennes. Parmi la liste suivante de représentants politiques, lesquels sont les mieux placés ... ? Pour défendre vos intérêts personnels au niveau européen.

QE7.1. Des représentants des différents niveaux d'autorités publiques, niveau européen, niveau national et niveau régional ou local, sont tous présents dans les institutions européennes. Parmi la liste suivante de représentants politiques, lesquels sont les mieux placés ... ?

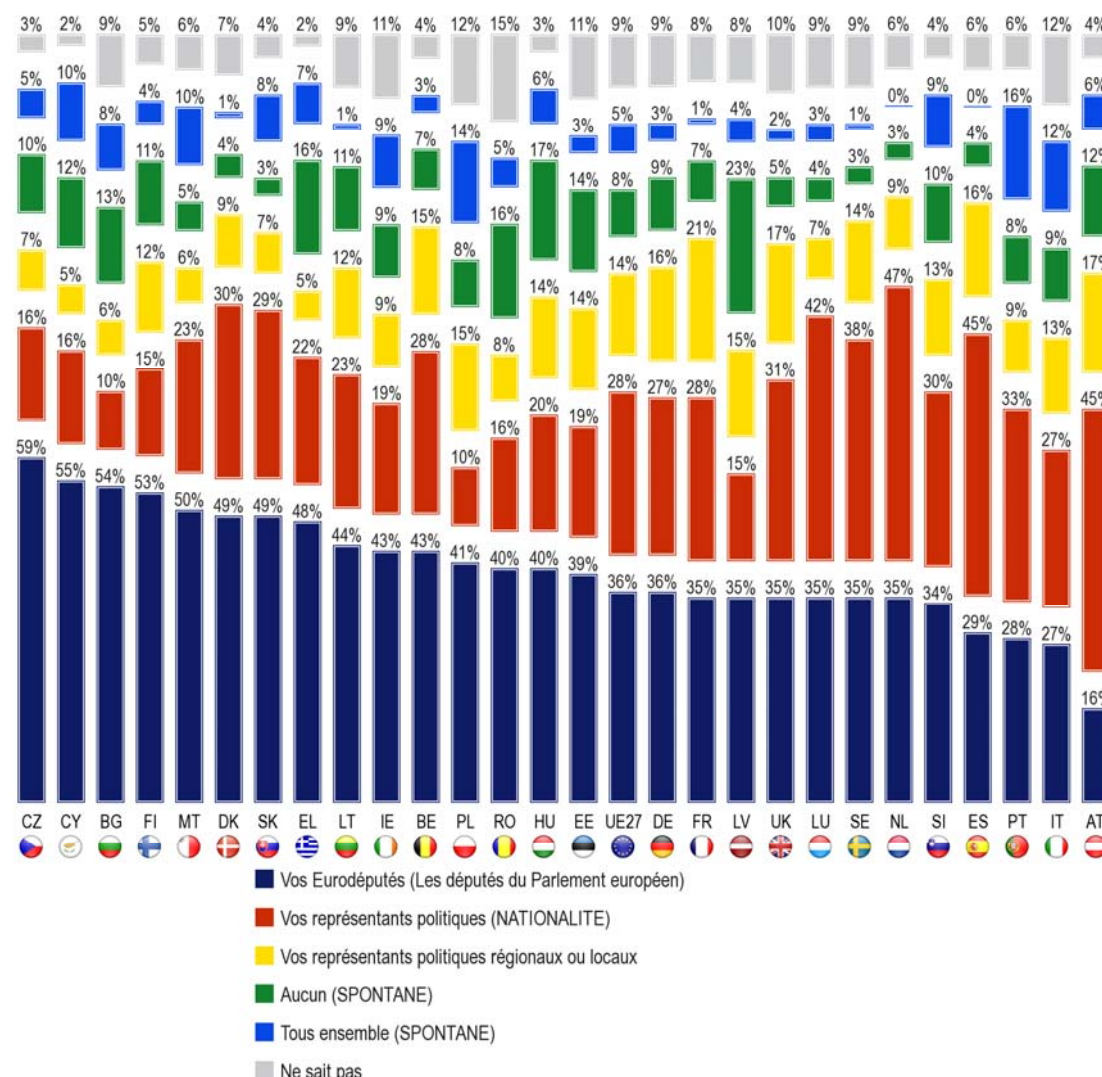
Pour défendre vos intérêts personnels au niveau européen



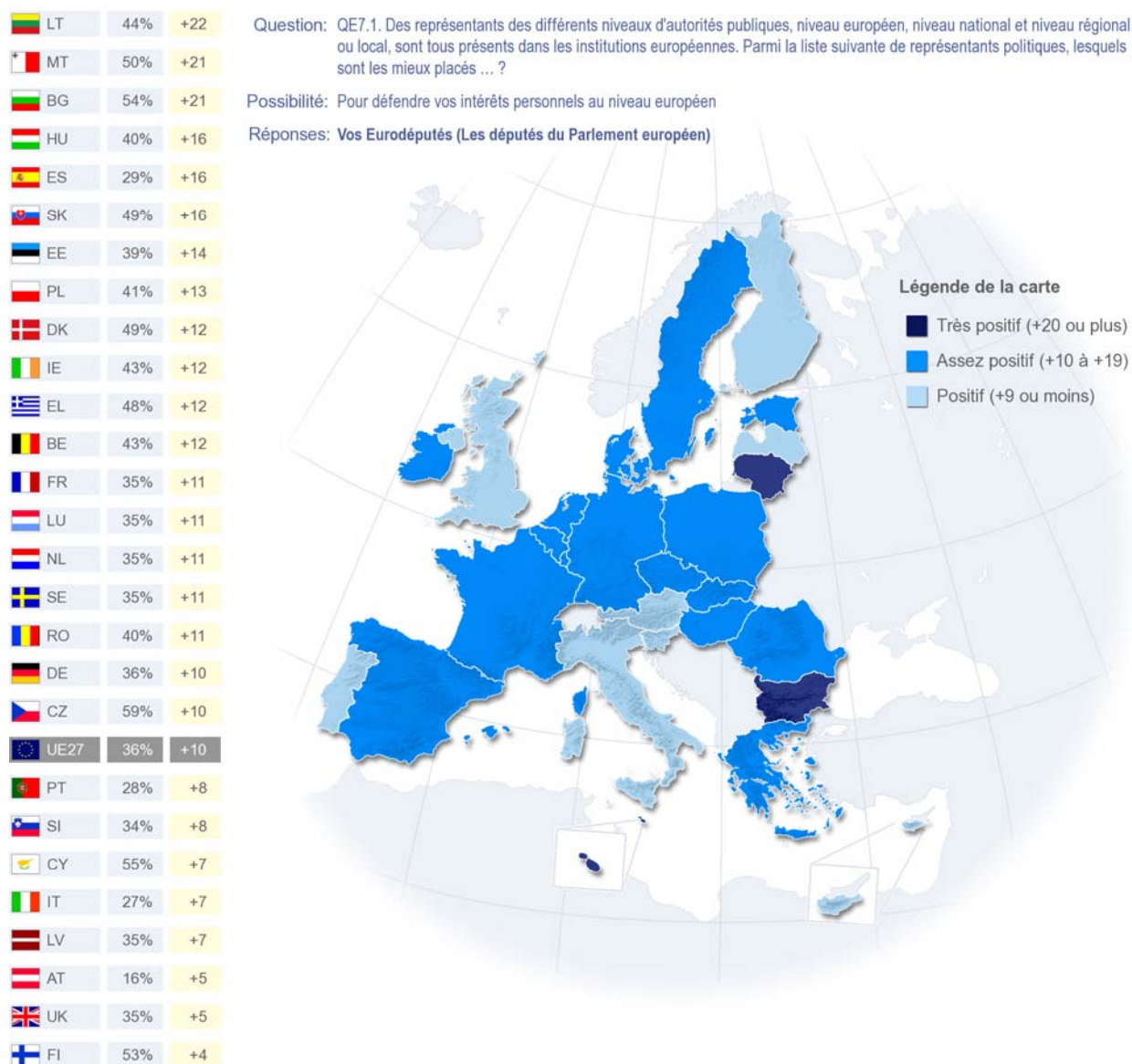
Les députés européens arrivent en tête dans 21 pays de l'Union. C'est en République tchèque (59%), à Chypre (55%), en Bulgarie (54%), en Finlande (53%), à Malte (50%), au Danemark et en Slovaquie (49% dans les deux cas) qu'ils recueillent le plus fort taux de citation. Dans six pays, les opinions donnent d'abord leur préférence aux représentants nationaux : c'est le cas aux Pays-Bas (47%), en Autriche (45%), en Espagne (45%), au Luxembourg (42%), en Suède (38%) et au Portugal (33%). Enfin, l'opinion est partagée en Italie (27% pour 27%). C'est en France (21%) que les représentants locaux et régionaux sont les plus cités, mais cependant derrière les députés européens (35%) et les représentants politiques nationaux (28%).

QE7.1. Des représentants des différents niveaux d'autorités publiques, niveau européen, niveau national et niveau régional ou local, sont tous présents dans les institutions européennes. Parmi la liste suivante de représentants politiques, lesquels sont les mieux placés ... ?

Pour défendre vos intérêts personnels au niveau européen



La tendance au renforcement net de la crédibilité des députés européens vaut pour tous les pays de l'Union : la progression des citations recueillies par les parlementaires européens est d'au moins 4 points au sein de tous les Etats membres par rapport à la vague de l'automne 2008. Et elle est la plus marquée en Lituanie (+22 points), à Malte (+21 points), en Bulgarie (+21 points), en Hongrie (+16 points), en Slovaquie (+16 points), en Espagne (+16 points) et en Estonie (+14 points).



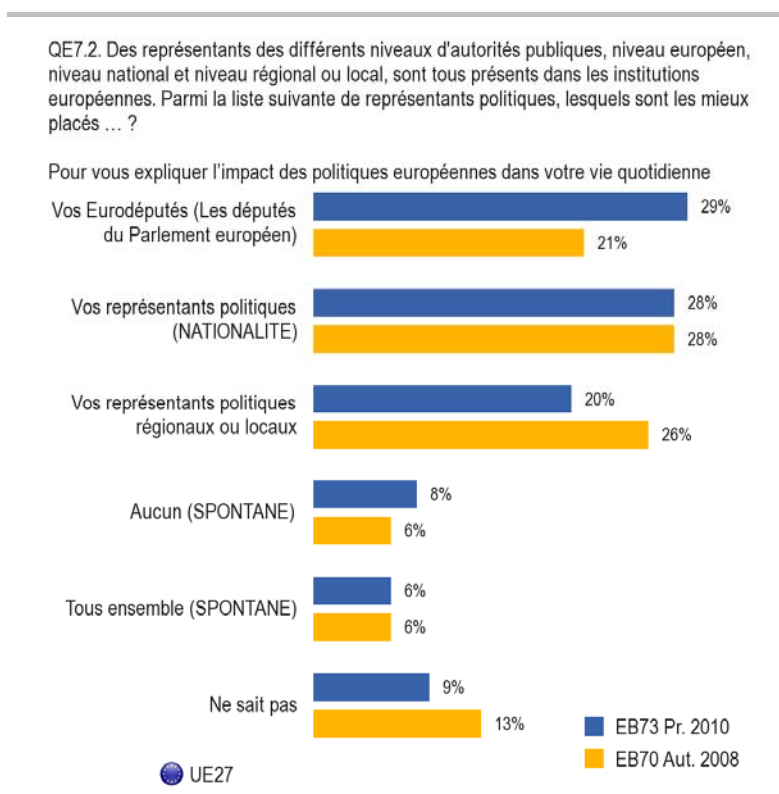
Diff. EB73-EB70

Cette crédibilité des parlementaires européens est, sans surprise, plus forte au sein des catégories supérieures de la population (42% chez les personnes se situant en haut de l'échelle sociale, 47% chez les cadres, 45% chez les personnes ayant poursuivi des études supérieures) que des couches modestes (30% chez les personnes se situant en bas de l'échelle sociale, 31% chez les chômeurs, 24% chez les personnes ayant arrêté leurs études avant 15 ans).

Pour expliquer l'impact des politiques européennes dans la vie quotidienne des européens

L'opinion européenne est logiquement plus partagée sur la question de l'explication de l'impact des politiques européennes. 29% des Européens jugent que ce sont les députés européens qui sont les mieux placés pour effectuer ce travail d'explication alors que 28% citent plutôt leurs représentants nationaux. 20% considèrent que les mieux placés sont les représentants locaux et régionaux. 6% répondent « tous », 8% « aucun » et 9% n'expriment pas d'opinion.⁵¹

Sur cet indicateur également, les parlementaires européens gagnent de la crédibilité en deux ans. Le pourcentage de répondants qui les citent comme les mieux placés est en effet en hausse de 8 points par rapport à l'automne 2008 (EB70). Les citations recueillies par les représentants nationaux sont stables alors que celles recueillies par les représentants locaux régressent de 6 points. La réponse « tous » reste stable, la réponse « aucun » est en hausse de 2 points et les sans opinion reculent de 4 points. Ainsi, alors que les représentants nationaux arrivaient en tête des citations il y a deux ans, ils sont aujourd'hui devancés d'une très courte tête par les députés européens, qui n'occupaient que le troisième rang à l'automne 2008, dépassés également par les représentants politiques régionaux ou locaux.

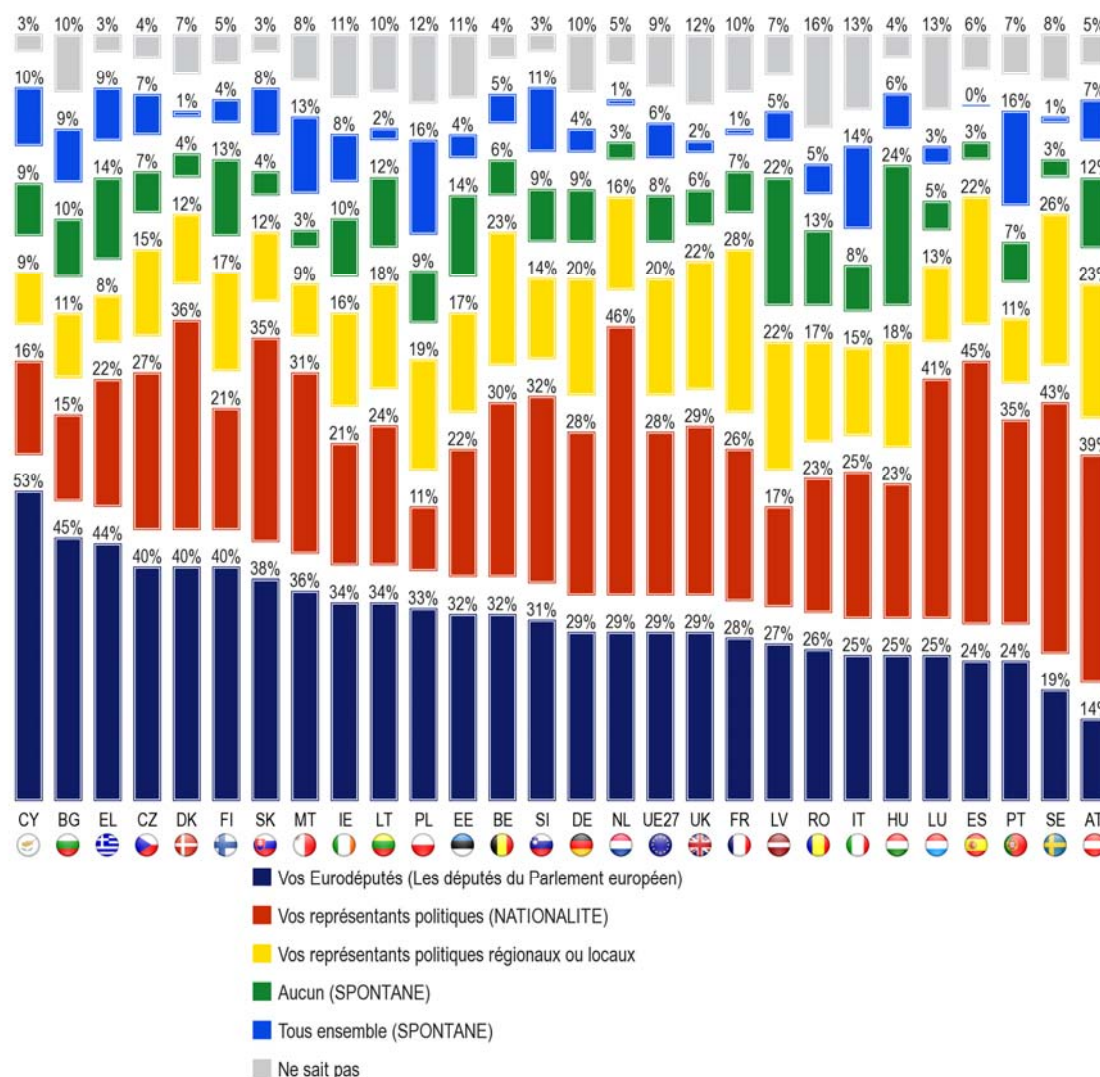


⁵¹ QE7.2 Des représentants des différents niveaux d'autorités publiques, niveau européen, niveau national et niveau régional ou local, sont tous présents dans les institutions européennes. Parmi la liste suivante de représentants politiques, lesquels sont les mieux placés ... ? Pour expliquer l'impact des politiques européennes dans votre vie quotidienne.

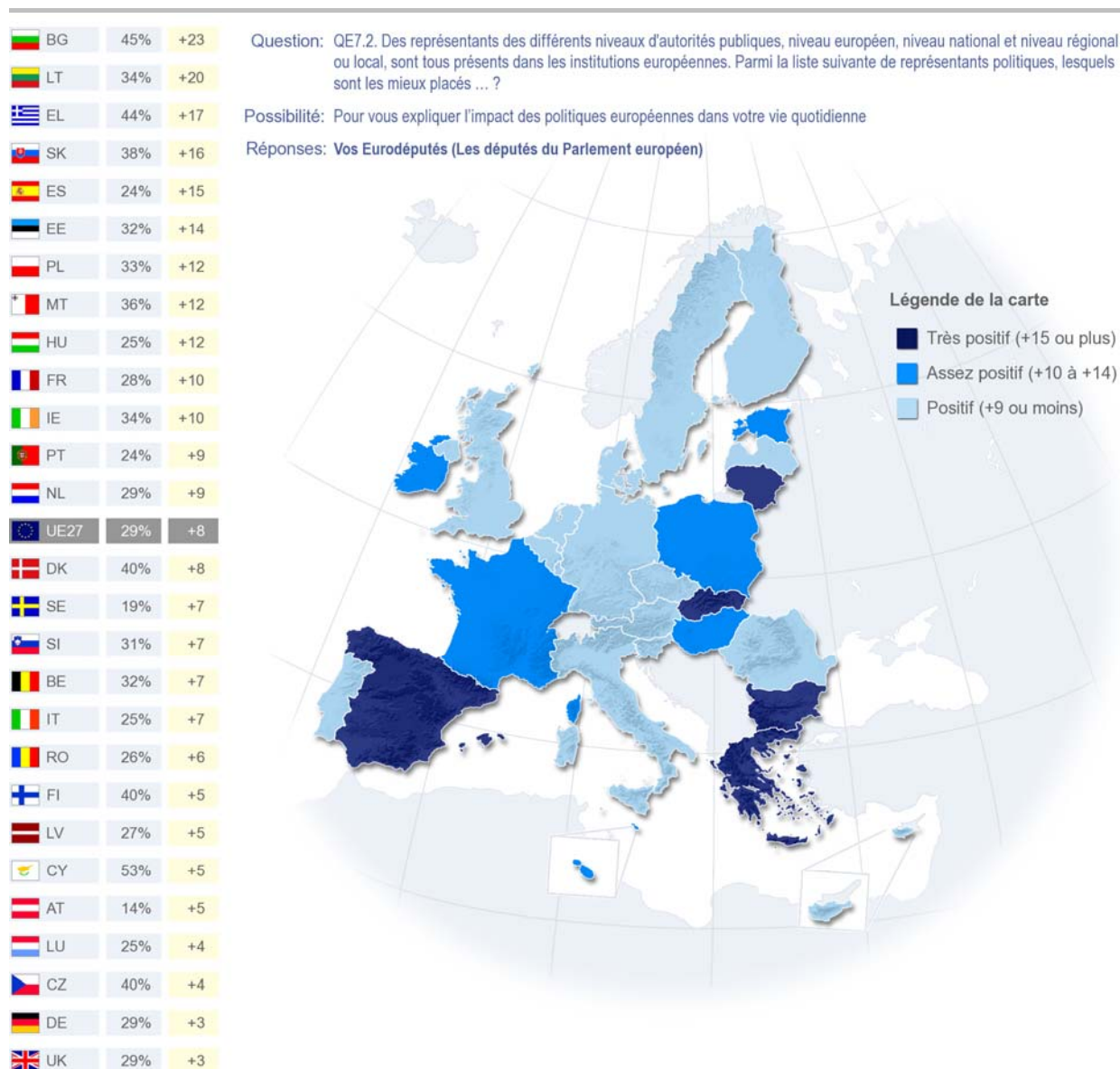
C'est à Chypre (53%), en Bulgarie (45%), en Grèce (44%), en République tchèque (40%), au Danemark (40%) et en Finlande (40%) que la crédibilité des députés européens est la plus forte dans l'opinion. C'est aux Pays-Bas (46%), en Espagne (45%), en Suède (43%) et au Luxembourg (41%) que celle des représentants nationaux est la plus élevée.

QE7.2. Des représentants des différents niveaux d'autorités publiques, niveau européen, niveau national et niveau régional ou local, sont tous présents dans les institutions européennes. Parmi la liste suivante de représentants politiques, lesquels sont les mieux placés ... ?

Pour vous expliquer l'impact des politiques européennes dans votre vie quotidienne



La tendance au renforcement de la crédibilité des députés européens vaut dans tous les pays de l'Union, où, partout, la progression est d'au moins 3 points. Le renforcement de cette crédibilité est le plus important en Bulgarie (+23 points), en Lituanie (+20 points), en Grèce (+17 points), en Slovaquie (+16 points), en Espagne (+15 points) et en Estonie (+14 points).



Diff. EB73-EB70

Les variables sociales à l'œuvre sur cette question sont identiques à celles décrites à propos de la question de la crédibilité des différentes catégories de représentants politiques s'agissant de défendre les intérêts des citoyens européens.

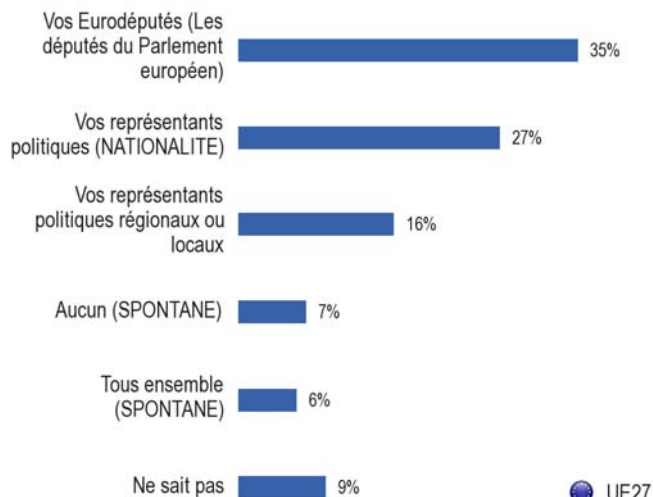
Pour expliquer ce que l'UE fait pour les citoyens européens

Enfin, avec 35% de citations, les députés européens arrivent encore en tête dans la hiérarchie des représentants politiques les mieux placés pour « expliquer ce que l'UE fait pour les citoyens européens ». Ils devancent sur ce critère les représentants nationaux (27%) et les représentants locaux et régionaux (16%). 7% des répondants citent « aucun » et 6% « tous ». 9% n'expriment pas d'avis.⁵²

⁵² QE7.3 Des représentants des différents niveaux d'autorités publiques, niveau européen, niveau national et niveau régional ou local, sont tous présents dans les institutions européennes. Parmi la liste suivante de représentants politiques, lesquels sont les mieux placés ... ? Pour vous expliquer ce que l'UE fait pour les citoyens européens

QE7.3. Des représentants des différents niveaux d'autorités publiques, niveau européen, niveau national et niveau régional ou local, sont tous présents dans les institutions européennes. Parmi la liste suivante de représentants politiques, lesquels sont les mieux placés ... ?

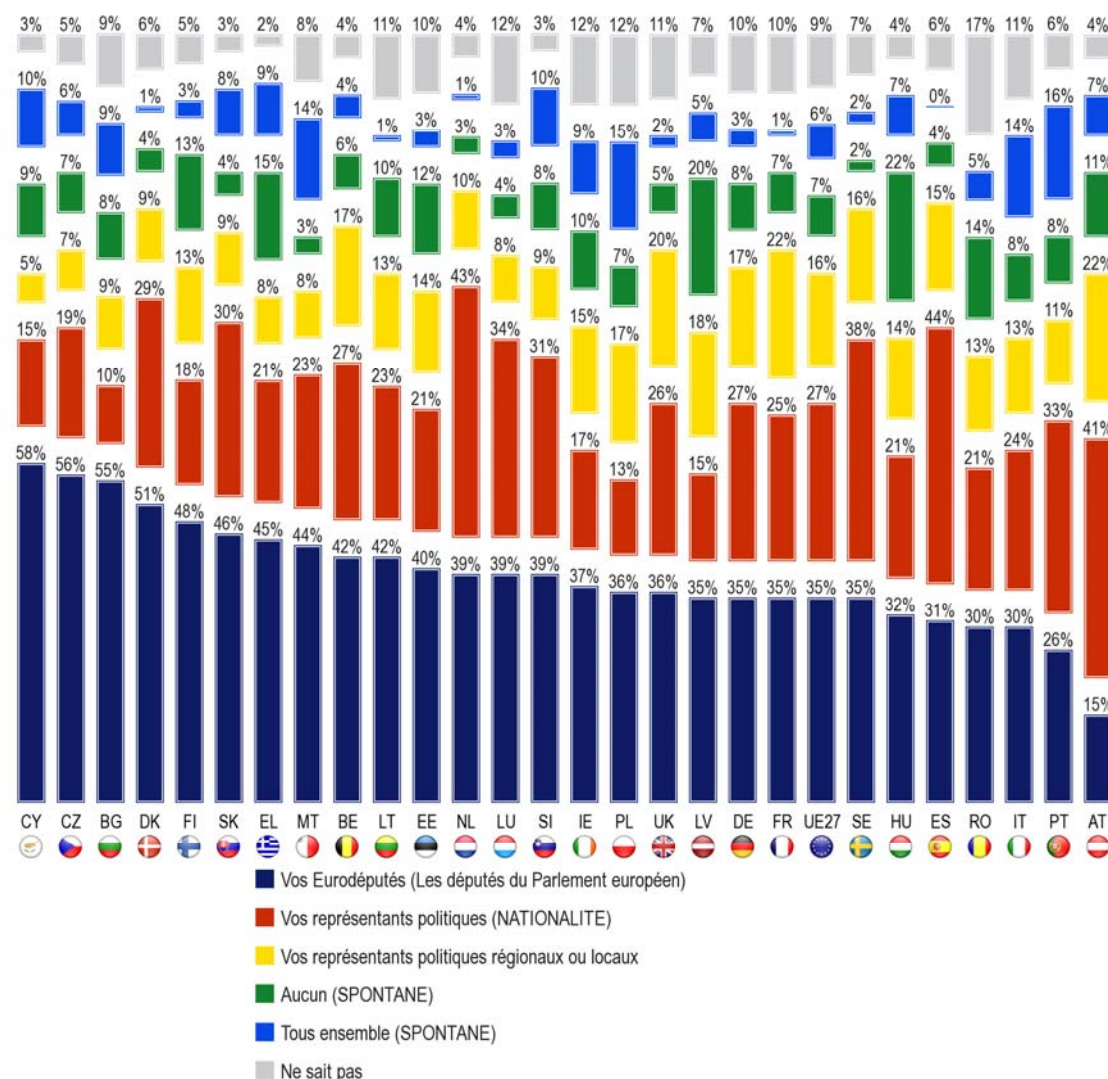
Pour vous expliquer ce que l'UE fait pour les citoyens européens



C'est à Chypre (58%), en République tchèque (56%), en Bulgarie (55%) et au Danemark (51%) que la crédibilité des députés européens s'agissant d'expliquer ce que fait l'UE est la plus forte. Il n'y a que cinq pays où les représentants nationaux ont une crédibilité supérieure à celle des parlementaires européens : l'Espagne (44% pour 31%), les Pays-Bas (43% pour 39%), l'Autriche (41% pour 15%), la Suède (38% pour 35%) et le Portugal (33% pour 26%).

QE7.3. Des représentants des différents niveaux d'autorités publiques, niveau européen, niveau national et niveau régional ou local, sont tous présents dans les institutions européennes. Parmi la liste suivante de représentants politiques, lesquels sont les mieux placés ... ?

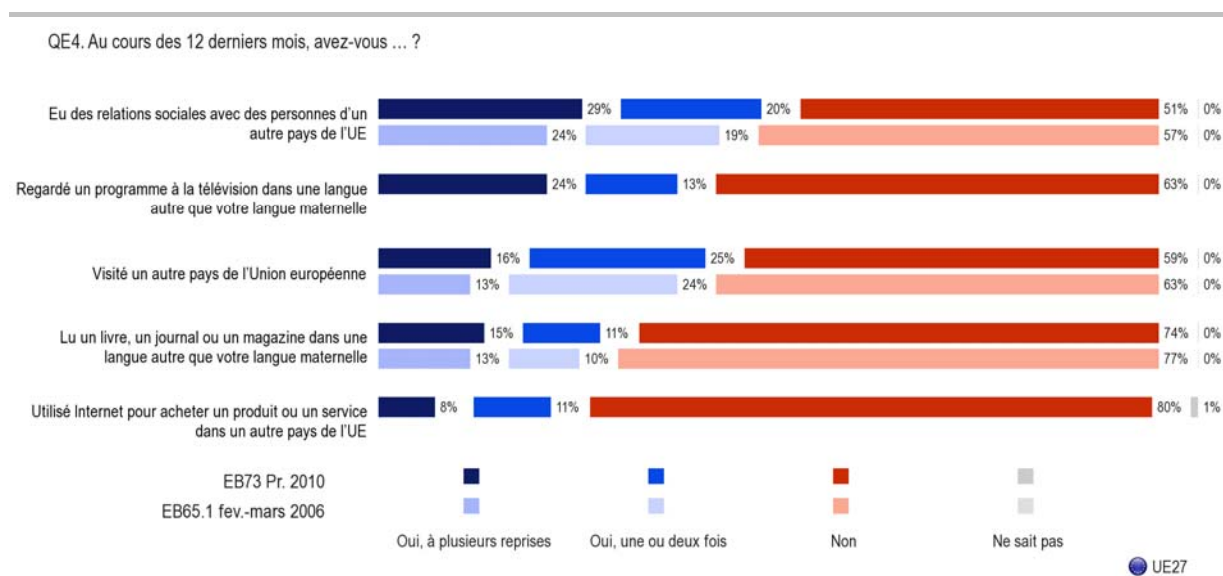
Pour vous expliquer ce que l'UE fait pour les citoyens européens



Comme pour les deux questions précédentes, la crédibilité des parlementaires européens est sensiblement plus forte au sein des catégories élevées dans la hiérarchie sociale qu'au sein des couches modestes et en difficulté.

2. L'OUVERTURE DES EUROPÉENS SUR LES AUTRES

Cette enquête visait également à mesurer le degré d'ouverture des citoyens européens sur l'espace européen. Pour ce faire, il a été demandé aux répondants s'ils avaient au cours de l'année écoulée visité un autre pays de l'Union, lu un livre, un journal ou un magazine dans une autre langue que leur langue maternelle, eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'Union, regardé à la télévision un programme dans une autre langue que leur langue maternelle et enfin utilisé Internet pour acheter un produit ou un service dans un autre pays de l'UE. Les niveaux de réponses varient de 19% pour l'utilisation d'Internet pour l'achat d'un produit ou un service dans un autre pays de l'UE à 49% pour le fait d'avoir eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'Union.

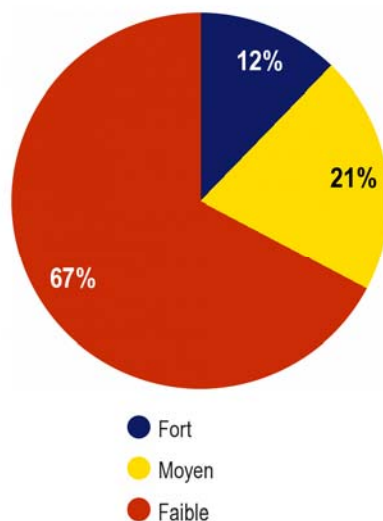


Trois items sur les cinq que comprend la question avaient déjà été posés en février-mars 2006 dans un Eurobaromètre spécial réalisé dans une Union européenne alors composée de 25 Etats membres⁵³. **L'ouverture européenne a progressé dans chacune de ces trois dimensions**, comme ce sera démontré plus tard dans ce chapitre. L'ouverture des Européens aux autres Etats membres que le leur a donc progressé, même si cela ne semble pas se traduire par une progression du sentiment d'appartenance à l'Union.

⁵³ Eurobaromètre spécial n° 251 : Le futur de l'Europe

A partir des réponses données à ces pratiques, un indice d'ouverture à l'international a été construit. Il va de « faible » à « fort » en passant par « moyen ». L'enseignement principal de cet indice est qu'une majorité de citoyens européens restent plutôt repliés sur leurs frontières nationales et sont relativement peu ouverts sur l'espace européen. Plus de deux tiers des répondants (67%) se caractérisent en effet par un indice faible d'ouverture internationale, 21% ayant un indice moyen et seulement 12% un indice fort.

C3. Indice d'ouverture à l'international



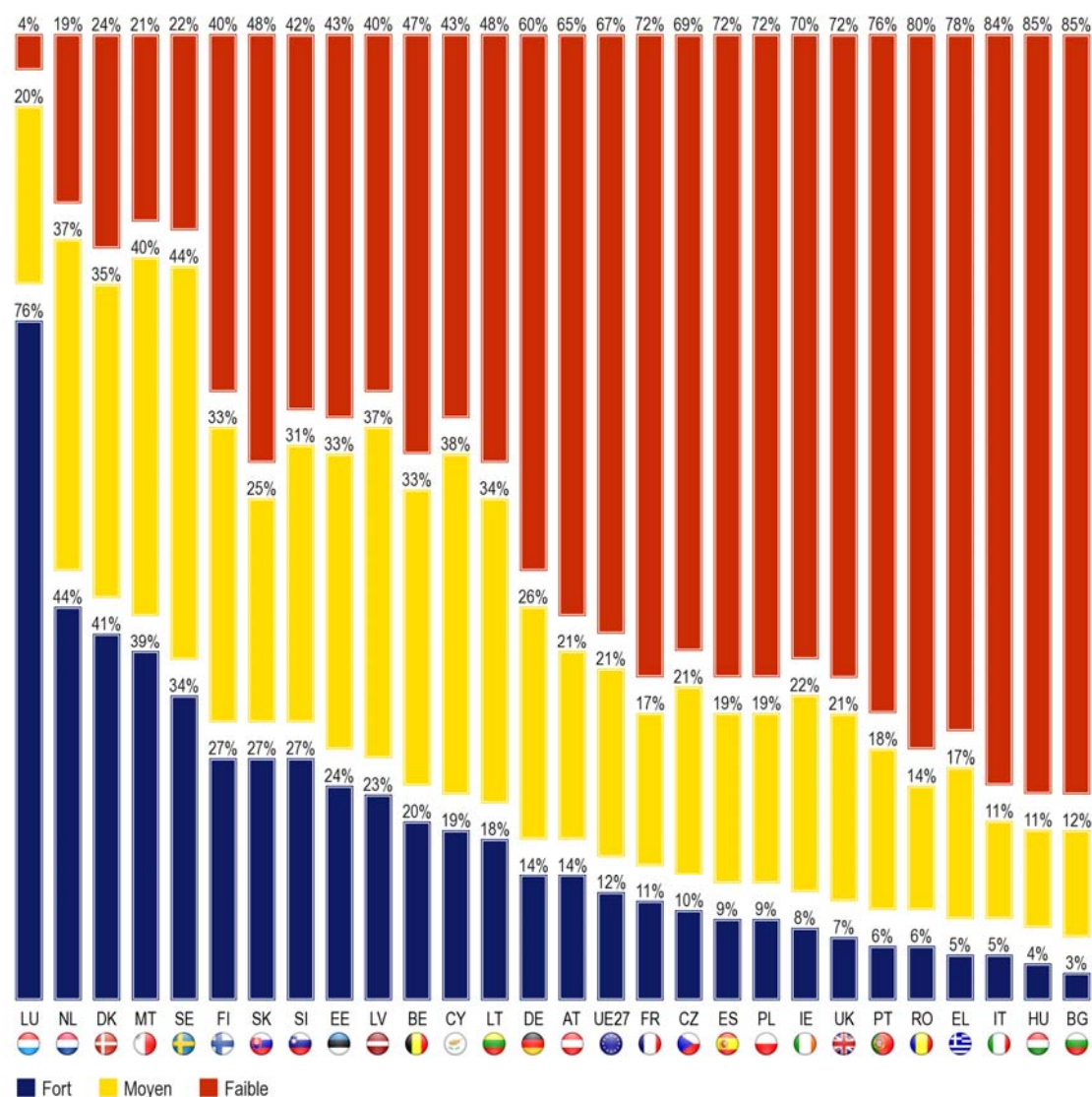
UE27

Cependant, les différences nationales sont considérables sur cet indicateur. On en trouvera une illustration frappante dans la comparaison entre le nombre de personnes ayant un indice d'ouverture fort au Luxembourg (76%) et en Bulgarie (3%).

L'ouverture internationale est donc la plus forte au Luxembourg – qui est cependant assez spécifique, probablement en raison de sa proximité immédiate de l'Allemagne, la Belgique et la France et de la forte proportion de personnes ayant une nationalité autre que luxembourgeoise qui y vivent - mais elle est également très supérieure à la moyenne européenne aux Pays-Bas (44%), au Danemark (41%), à Malte (39%), en Suède (34%), en Finlande, en Slovaquie et en Slovénie (27% dans chaque cas).

A l'opposé, l'ouverture internationale de l'opinion est très faible en Bulgarie (85% de la population a un indice faible), en Hongrie (85%), en Italie (84%), en Roumanie (80%), en Grèce (78%), au Portugal (76%), au Royaume-Uni (72%) et en Espagne (72%).

C3. Indice d'ouverture à l'international






Les clivages sociaux sont importants sur cette question, l'ouverture internationale étant directement liée à la position socioéconomique des individus.

Au sein des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà, 22% ont un indice d'ouverture fort, 31% un moyen et 47% un faible alors que 88% des personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans ont un indice faible. 73% des chômeurs ont un indice d'ouverture faible pour 43% des cadres. L'âge est également une variable d'importance : 55% des 15-24 ans ont un indice faible pour 79% des 55 ans et plus.

Le parcours individuel des répondants crée également des différences importantes : ainsi, 36% des répondants nés à l'étranger ont un indice d'ouverture à l'international fort, 30% un moyen, et 34% un faible. En comparaison, ces proportions sont respectivement de 10%, 20% et 70% chez ceux qui sont nés dans le pays de résidence.

C3 Indice d'ouverture à l'international

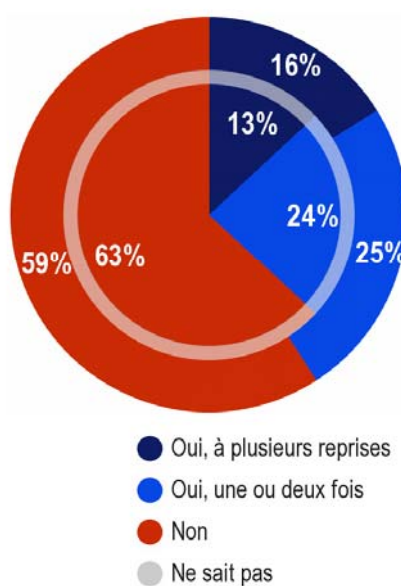
	Fort	Moyen	Faible
UE27	12%	21%	67%
Age			
 15-24	17%	28%	55%
25-39	16%	24%	60%
40-54	12%	22%	66%
55 +	7%	14%	79%
Age de fin d'études			
 15-	3%	9%	88%
16-19	8%	19%	73%
20+	22%	31%	47%
Toujours étudiant	24%	30%	46%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	17%	21%	62%
Cadres	25%	32%	43%
Autres employés	12%	25%	63%
Ouvriers	9%	20%	71%
Hommes/ femmes au foyer	7%	13%	80%
Chômeurs	7%	20%	73%
Retraités	6%	13%	81%
Etudiants	24%	30%	46%
Né			
Dans le pays de résidence	10%	20%	70%
Dans un autre pays	36%	30%	34%

2.1 Les voyages à l'étranger au cours des douze derniers mois

41% des Européens ont visité un autre pays de l'Union au cours de l'année écoulée (dont 16% « plusieurs fois » et 25% « une ou deux fois ») alors que 59% ne l'ont pas fait.⁵⁴ La proportion d'Européens ayant effectué au moins un voyage au sein de l'Union est en hausse de 4 points par rapport à la dernière mesure sur ce sujet, datant de février-mars 2006 (EB65.1). En quatre ans, le nombre d'Européens voyageant en dehors de leurs frontières progresse donc mais de façon relativement modeste.

QE4.1. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ?

Visité un autre pays de l'Union européenne



Camembert extérieur :
EB73 Pr. 2010

Camembert intérieur :
EB65.1 fév.-mars 2006

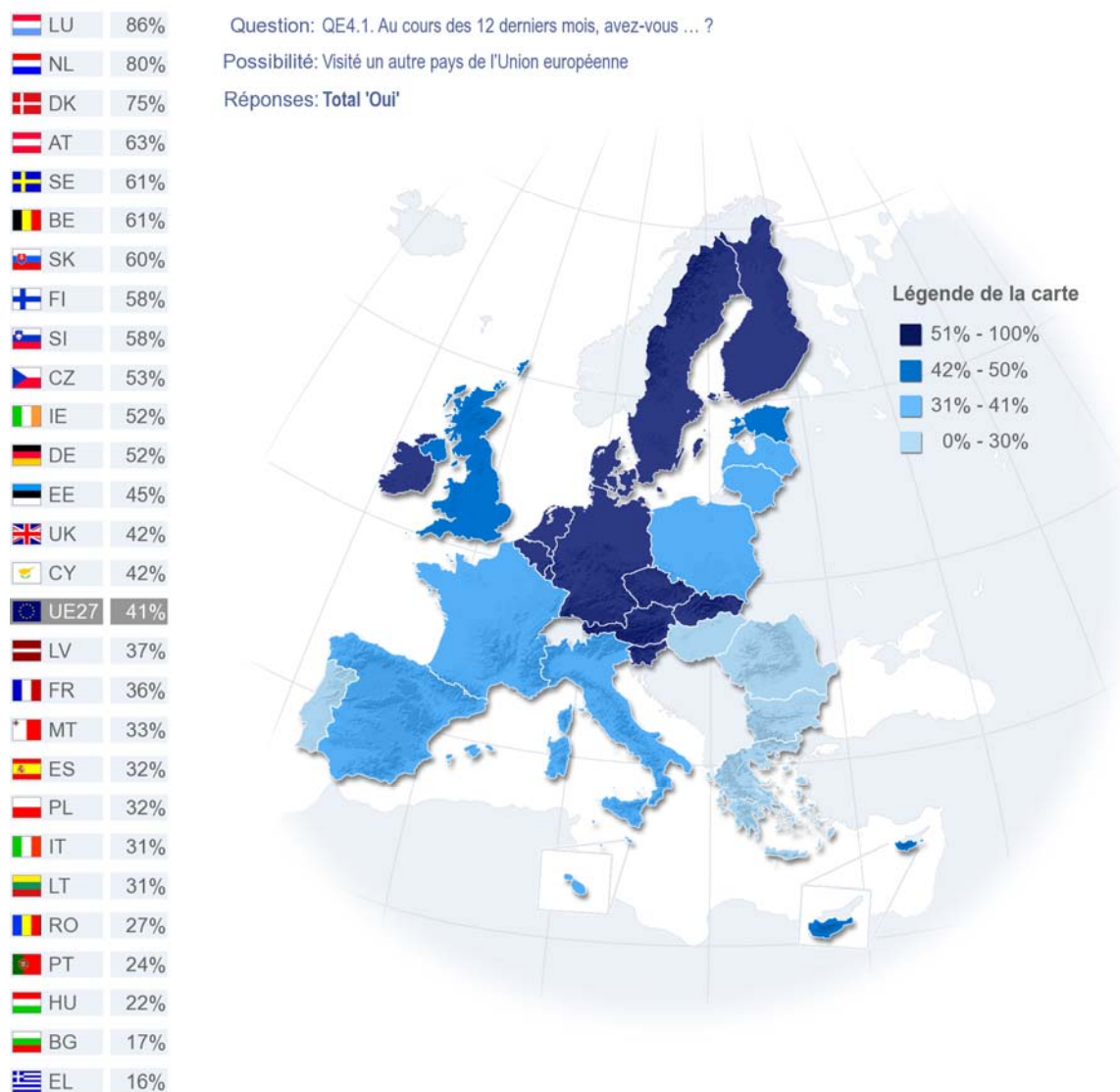
UE

Une majorité absolue des habitants de douze pays de l'Union a voyagé au moins une fois dans un autre pays de l'Union au cours de l'année écoulée. C'est le cas des Luxembourgeois (86%), des Hollandais (80%), des Danois (75%), des Autrichiens (63%), des Suédois (61%), des Belges (61%), des Slovaques (60%), des Slovènes (58%), des Finlandais (58%), des Tchèques (53%), des Allemands (52%) et des Irlandais (52%).

C'est en Bulgarie (83%), en Hongrie (78%), au Portugal (76%), en Roumanie (72%), en Lituanie (69%) et en Pologne (68%) que l'on trouve les proportions les plus importantes d'habitants n'ayant effectué aucun voyage au sein de l'Union au cours des douze derniers mois.

⁵⁴ QE4.1 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ? Visité un autre pays de l'Union européenne

En termes d'évolution, la part d'habitants ayant voyagé au moins une fois à l'étranger au cours de l'année écoulée augmente en Slovaquie (+18 points), en Lettonie (+16 points), en Espagne (+15 points), en Estonie (+15 points), en Lituanie (+12 points) et en Pologne (+10 points). Les baisses sont plus limitées et ne concernent que l'Autriche (-5 points), le Royaume-Uni et la Hongrie (-2 points dans les deux pays), et la Belgique (-1 point).



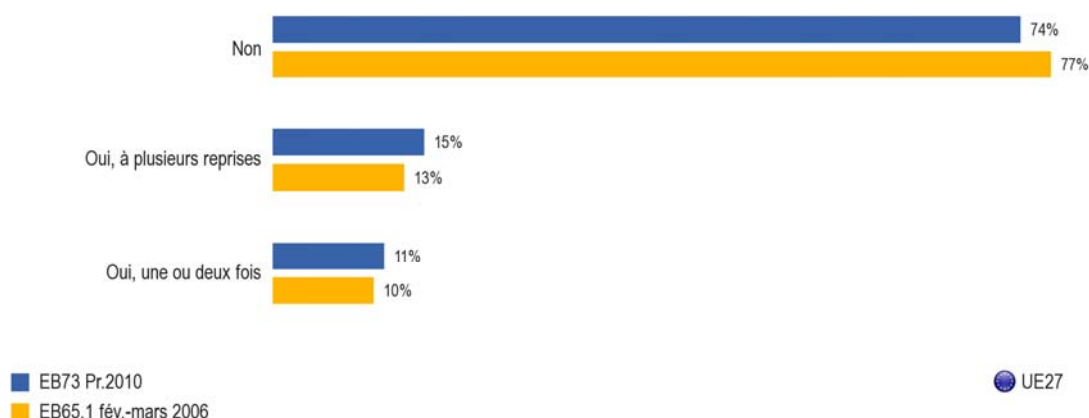
La pratique du voyage est très socialement déterminée. Elle concerne par exemple 53% des étudiants mais seulement 29% des retraités. Elle est partagée par 58% des personnes à haut niveau de diplôme mais seulement 21% de celles dont le niveau de diplôme est bas. 55% des personnes qui se classent en haut de l'échelle sociale ont voyagé au sein de l'Union au cours de l'année écoulée pour seulement 27% de celles se situant en bas.

2.2 La lecture d'un livre, journal ou magazine dans une autre langue que sa langue maternelle

La pratique culturelle consistant à lire un support écrit dans une autre langue que la sienne concerne un quart des Européens (26%, dont 15% « à plusieurs reprises » et 11% « une ou deux fois »). 74% ne l'ont en revanche pas fait au cours de l'année écoulée⁵⁵. Ce pourcentage de lecteurs en langue étrangère est en hausse de 3 points par rapport à la dernière mesure de février-mars 2006.

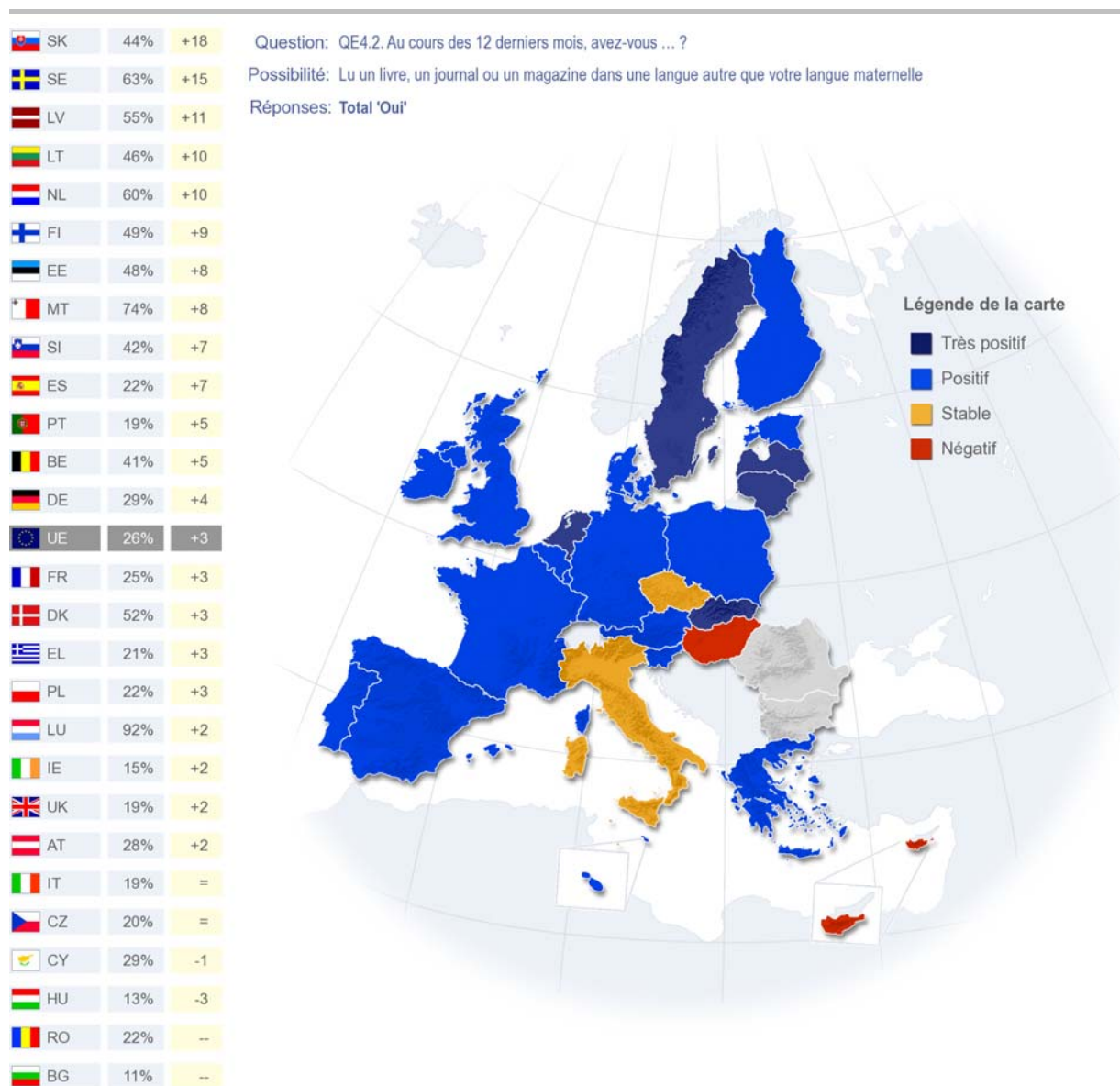
QE4.2. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ?

Lu un livre, un journal ou un magazine dans une langue autre que votre langue maternelle



Le fort pourcentage de non lecteurs au niveau européen ne doit pas masquer des différences nationales importantes. Ainsi, au Luxembourg (92%), à Malte (74%), en Suède (63%), aux Pays-Bas (60%) et au Danemark (52%), une majorité d'habitants dit avoir lu un livre, un journal ou un magazine en langue étrangère. A l'opposé, plus de huit répondants sur dix au moins ne l'ont pas fait en Bulgarie (88%), en Hongrie (87%), en Irlande (84%), au Portugal (81%), au Royaume-Uni (81%), en République tchèque (80%) et en Italie (80%). Comparé à février-mars 2006, la proportion de lecteurs en langue étrangère augmente significativement en Slovaquie (+18 points), en Suède (+15 points), en Lettonie (+11 points), en Lituanie (+10 points) et aux Pays-Bas (+10 points).

⁵⁵ QE4.2 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ? Lu un livre, un journal ou un magazine dans une langue autre que votre langue maternelle.



Diff. EB73-EB65.1

A l'exception des étudiants (54%), la pratique consistant à lire un livre en langue étrangère n'est majoritaire dans aucune catégorie sociale, y compris les plus aisées et les plus diplômées. Elle n'en demeure pas moins bien plus répandue au sein de ces catégories qu'au sein des couches modestes : 44% des personnes ayant poursuivi leurs études après 19 ans ont lu un livre en langue étrangère pour 9% de celles les ayant arrêtées avant 16 ans.

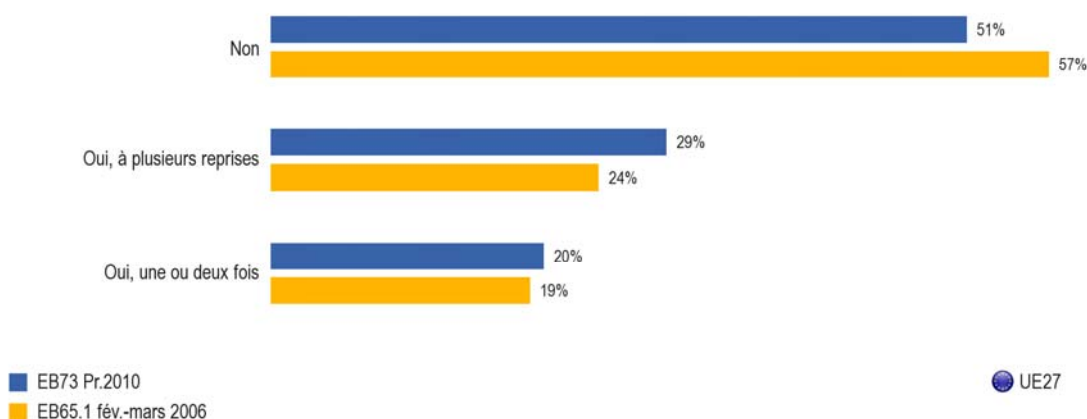
2.3 Les relations sociales avec des personnes d'autres pays

Des cinq pratiques testées pour mesurer le degré d'ouverture des Européens, la sociabilité avec des personnes d'autres pays est celle qui rassemble le plus de répondants. En effet, près d'un Européen sur deux (49%) dit avoir eu au cours des douze derniers mois des relations sociales avec des personnes d'autres pays de l'UE, 51% n'en ayant pas eu.⁵⁶

Les liens entre personnes par-delà les frontières se renforcent de manière perceptible puisque le pourcentage d'Européens ayant eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'UE est en hausse de 6 points par rapport à février-mars 2006.

QE4.3. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ?

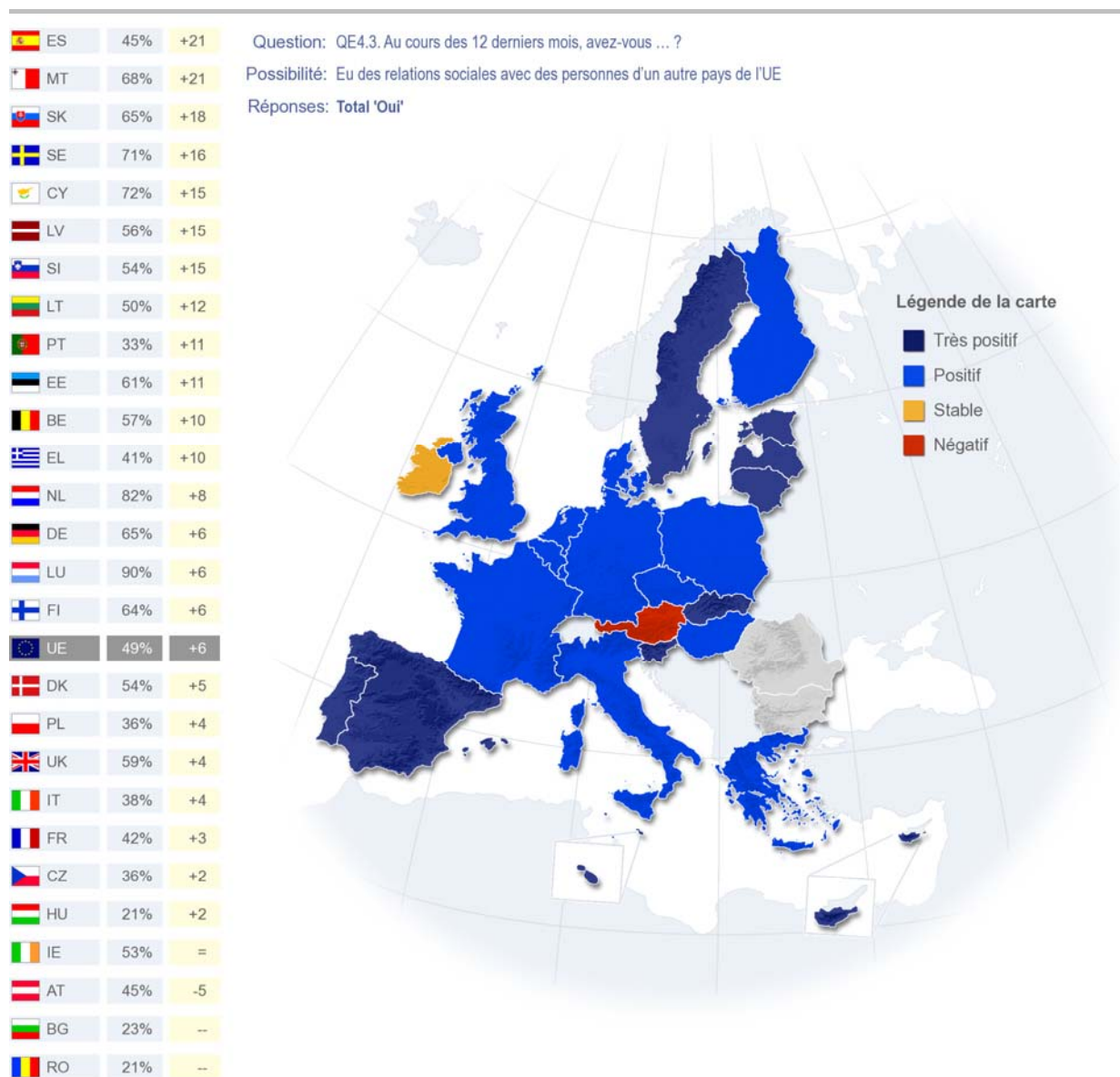
Eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'UE



Une majorité de répondants dit avoir eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'UE au sein de dix-sept Etats membres, les proportions les plus fortes se retrouvant au Luxembourg (90%), aux Pays-Bas (82%), à Chypre (72%), en Suède (71%) et à Malte (68%). C'est à l'inverse en Hongrie (79%), en Roumanie (76%) et en Bulgarie (76%) que la sociabilité avec des personnes d'autres pays de l'Union est la moins développée. Cette sociabilité est assez dépendante du niveau d'ancienneté de l'appartenance à l'Union : elle s'élève ainsi à 52% au sein des pays UE15 pour 34% au sein du groupe de pays NEM12.

Depuis février-mars 2006, on observe une forte progression de cette sociabilité en Espagne (+21 points), à Malte (+21 points), en Slovaquie (+18 points), en Suède (+16 points), à Chypre (+15 points), en Lettonie (+15 points), en Slovénie (+15 points), en Lituanie (+12 points) et au Portugal (+11 points).

⁵⁶ QE4.3 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ? Eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'UE.



Diff. EB73-EB65.1

Les effets d'âge et les effets sociaux sont considérables sur cette question : 57% des 15-24 ans ont eu des relations sociales avec des personnes d'autres pays de l'UE pour 37% des 55 ans et plus. 66% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà ont eu une sociabilité « européenne » au cours de l'année écoulée pour seulement 29% de celles les ayant arrêtées à 15 ans ou plus tôt.

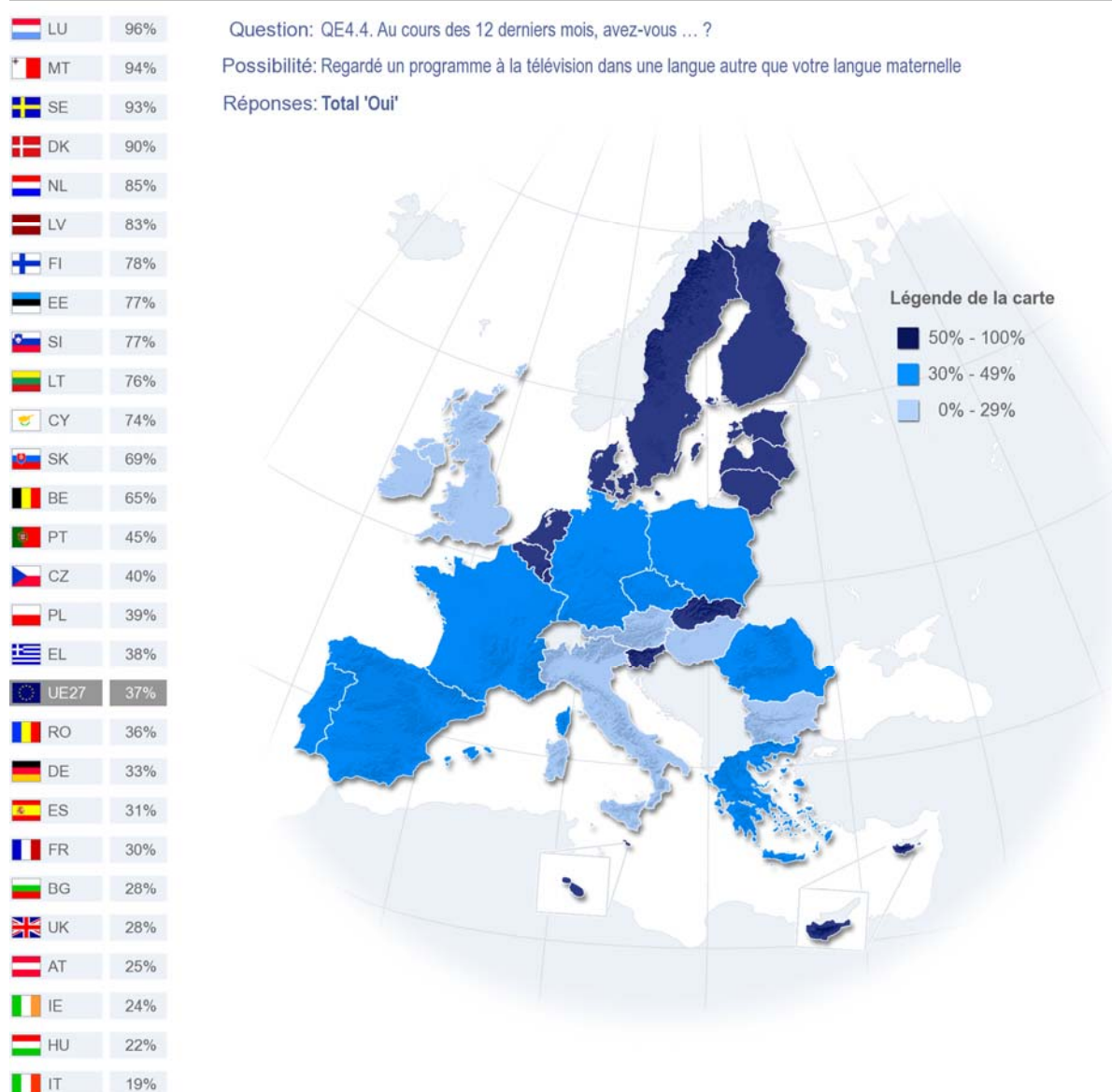
2.4 L'écoute de la télévision en langue étrangère

La pratique consistant à regarder une chaîne de télévision dans une langue étrangère concerne un peu plus du tiers des Européens : 37% disent l'avoir fait au cours de l'année écoulée, dont 24% « à plusieurs reprises » et 13% « une ou deux fois ». 63% ne l'ont à l'inverse pas fait.⁵⁷

Les différences nationales sont encore une fois très marquées sur cette pratique. Regarder la télévision dans une langue étrangère est ainsi une pratique très répandue dans les pays nordiques (93% en Suède, 90% au Danemark, 78% en Finlande), dans les pays du Benelux (96% au Luxembourg, 85% aux Pays-Bas, 65% en Belgique), dans les pays baltes (83% en Lettonie, 77% en Estonie, 76% en Lituanie), dans les îles méditerranéennes (94% à Malte et 74% à Chypre) ainsi qu'en Slovaquie (69%) et en Slovénie (77%).

C'est en revanche une pratique très minoritaire en Italie (80% ne le font pas), en Hongrie (78%), en Irlande (75%), en Autriche (75%), en Bulgarie (72%), au Royaume-Uni (72%), en Espagne (69%), en Allemagne (67%), en Grèce (62%), en Roumanie (62%) et en Pologne (61%).

⁵⁷ QE4.4 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ? Regardé un programme à la télévision dans une langue autre que votre langue maternelle.

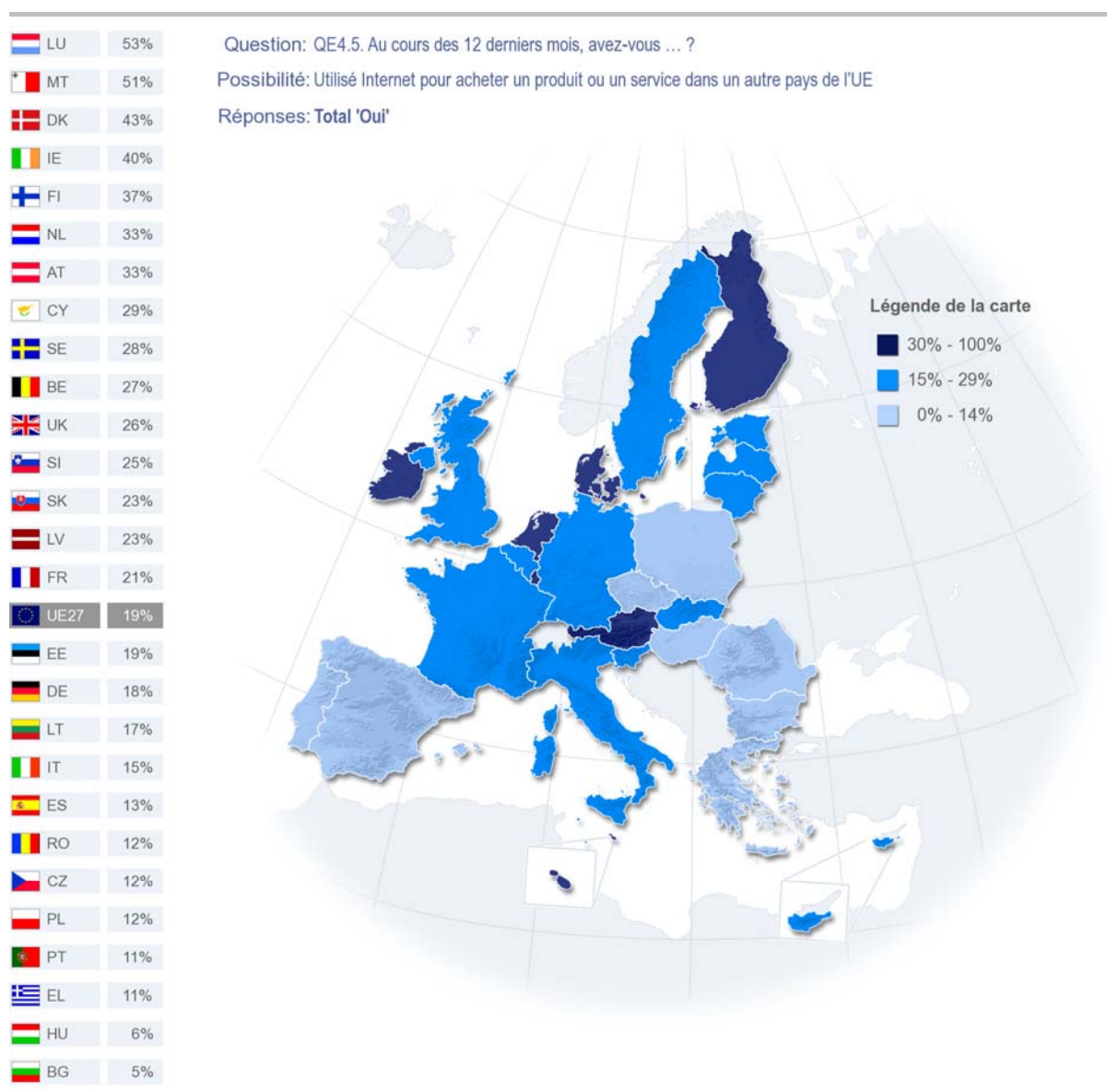


Cette pratique obéit aux mêmes clivages générationnels et sociaux que ceux décrits précédemment : elle concerne ainsi 52% des 15-24 ans, 55% des personnes ayant poursuivi leurs études après 19 ans, 54% des cadres pour seulement 26% des 55 ans et plus, 17% de ceux ayant arrêté leurs études avant 16 ans et 34% des chômeurs.

2.5 L'utilisation d'Internet pour acheter un produit ou un service dans un autre pays de l'UE

L'utilisation d'Internet pour acheter un produit ou un service dans un autre pays de l'UE ne concerne que 19% des citoyens européens, 8% l'ayant fait « à plusieurs reprises » et 11% « une ou deux fois ». 80% ne l'ont jamais fait et 1% ne donnent pas leur opinion sur le sujet.⁵⁸





A l'exception du Luxembourg et de Malte où respectivement 53% et 51% des répondants disent avoir effectué des achats en ligne dans d'autres pays de l'Union, cette pratique est minoritaire dans tous les pays de l'Union. Elle est toutefois sensiblement supérieure à la moyenne européenne au Danemark (43%), en Irlande (40%), en Finlande (37%), aux Pays-Bas (33%) et en Autriche (33%).



⁵⁸ QE4.5 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ? Utilisé Internet pour acheter un produit ou un service dans un autre pays de l'UE.

Cette pratique est également minoritaire dans toutes les catégories sociales de la population européenne mais est, comme les autres, plus répandue au sein des jeunes générations et des couches les plus éduquées. Le clivage générationnel existe: 28% des moins de 40 ans ont déjà fait des achats transfrontaliers par internet, pour 8% des 55 ans et plus. Le niveau d'éducation est encore plus discriminant : 30% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà ont effectué des achats en ligne à l'étranger pour seulement 5% de celles les ayant arrêtées avant 16 ans.

QE4 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ?
Réponse : Total 'Oui'

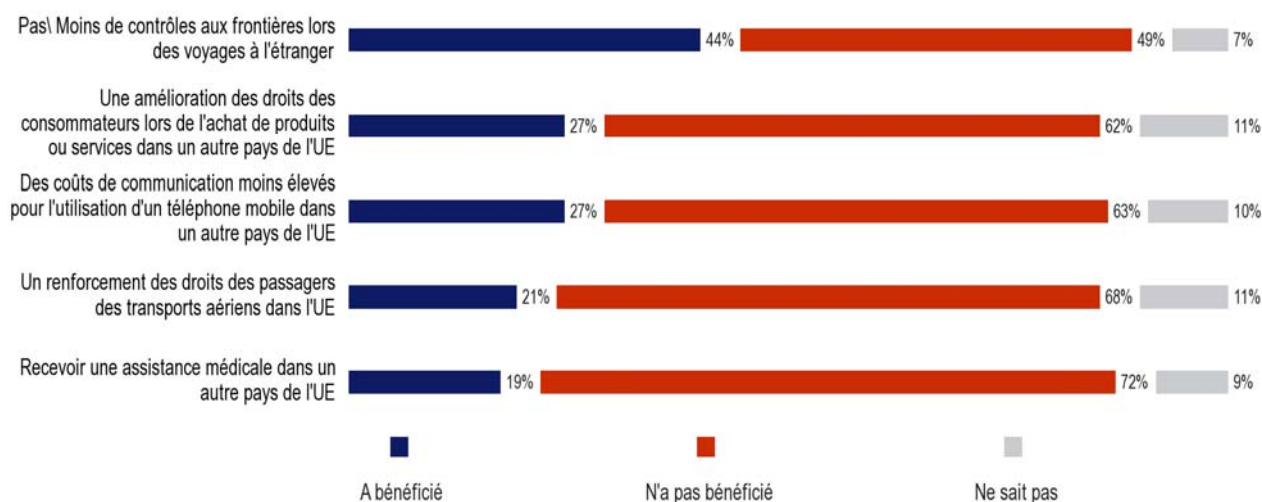
	Eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'UE	Visité un autre pays de l'Union européenne	Regardé un programme à la télévision dans une langue autre que votre langue maternelle	Lu un livre, un journal ou un magazine dans une langue autre que votre langue maternelle	Utilisé Internet pour acheter un produit ou un service dans un autre pays de l'UE
UE27	49%	41%	37%	26%	19%
Sexe du répondant					
 Homme	51%	44%	40%	28%	23%
Femme	46%	38%	34%	25%	15%
Age					
 15-24	57%	46%	52%	41%	28%
25-39	56%	46%	43%	31%	28%
40-54	51%	43%	37%	25%	19%
55 +	37%	33%	26%	17%	8%
Age de fin d'études					
 15-	29%	21%	17%	9%	5%
16-19	46%	39%	32%	18%	17%
20+	66%	58%	55%	44%	30%
Toujours étudiant	64%	53%	61%	54%	31%
Echelle d'occupation du répondant					
 Indépendants	56%	48%	42%	30%	28%
Cadres	74%	68%	54%	48%	36%
Autres employés	54%	50%	39%	28%	25%
Ouvriers	49%	38%	35%	20%	18%
Hommes/ femmes au foyer	36%	29%	27%	15%	12%
Chômeurs	42%	29%	34%	22%	15%
Retraités	34%	29%	25%	15%	6%
Etudiants	64%	53%	61%	54%	31%
Autopositionnement sur l'échelle sociale					
Bas (1-4)	38%	27%	28%	18%	13%
Moyen (5-6)	48%	40%	36%	25%	18%
Haut (7-10)	59%	55%	47%	37%	26%

3. LES BÉNÉFICES DES RÉALISATIONS DE L'UNION EUROPEENNE

Dans cet Eurobaromètre, il a semblé également instructif de s'intéresser au sentiment qu'avaient les Européens de bénéficier personnellement d'un certain nombre de réalisations de l'Union. Cinq réalisations ont été ainsi proposées aux personnes interrogées : le fait qu'il y ait moins de contrôles aux frontières lors des voyages à l'étranger, l'amélioration des droits des consommateurs lors de l'achat de produits ou de services dans un autre pays de l'UE, la réduction des coûts d'utilisation d'un téléphone mobile dans un autre pays de l'UE, le fait de pouvoir recevoir une assistance médicale dans un autre pays de l'UE et, enfin, le renforcement du droit des passagers dans le domaine du transport aérien.

Pour chacune de ces réalisations, entre 19 et 44% des Européens disent en avoir bénéficié. Le pourcentage de ceux qui en ont bénéficié varie d'un minimum de 19% pour l'assistance médicale à l'étranger à 44% pour la diminution des contrôles aux frontières.

QE5. Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non.



UE27

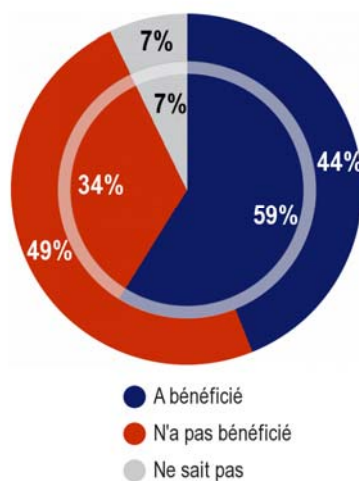
3.1 La diminution des contrôles aux frontières

44% des Européens disent avoir bénéficié du fait qu'il y a moins de contrôles aux frontières lors des voyages à l'étranger alors que 49% émettent une opinion inverse. 7% n'expriment pas d'opinion.⁵⁹

Cet item avait déjà été proposé précédemment, dans l'Eurobaromètre de l'automne 2006 (EB66). On constate par rapport à la dernière mesure une très forte régression, s'élevant à 15 points, du sentiment d'avoir bénéficié de cette réalisation de l'UE. Le sentiment de ne pas en avoir bénéficié augmente lui symétriquement de 15 points.

QE5.1. Voici une liste de réalisations de l'Union européenne.
Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non.

Pas\ Moins de contrôles aux frontières lors des voyages à l'étranger



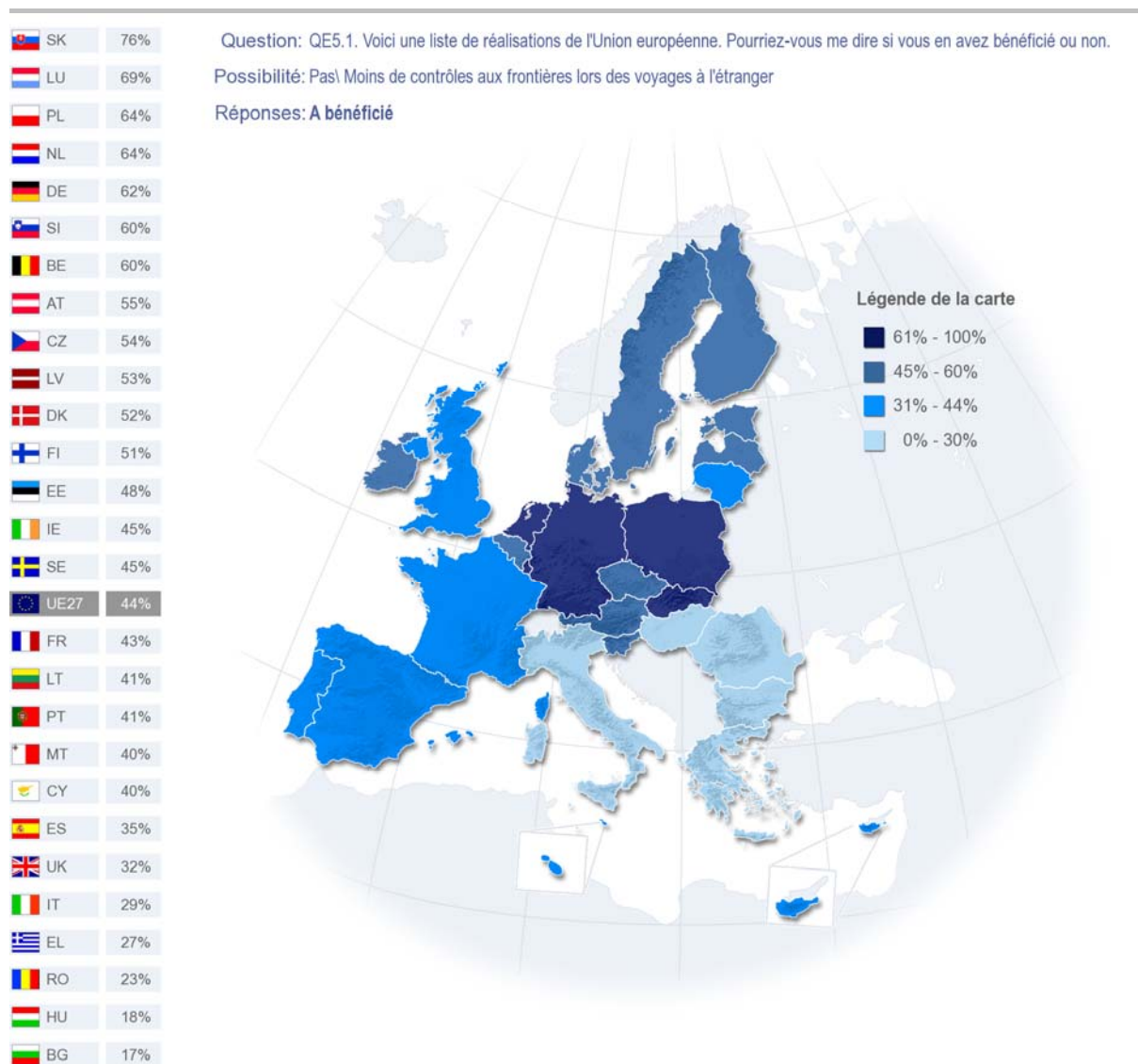
Camembert extérieur :
EB73 Pr. 2010

Camembert intérieur :
EB66 Aut. 2006

UE

Une majorité de répondants a le sentiment d'avoir bénéficié de cette réalisation dans douze pays de l'Union, en Slovaquie (76%), au Luxembourg (69%), aux Pays-Bas (64%), en Pologne (64%), en Allemagne (62%), en Slovénie (60%), en Belgique (60%), en Autriche (55%) en République tchèque (54%), en Lettonie (53%), au Danemark (52%) et en Finlande (51%). Les opinions sont très partagées en Estonie (48% contre 47%) et en Lituanie (41% contre 41%). Le sentiment de ne pas avoir bénéficié de cette réalisation européenne est le plus fort en Hongrie (80%), en Bulgarie (68%), en Roumanie (66%), en Grèce (66%), en Espagne (61%) et au Royaume-Uni (60%).

⁵⁹ QE5.1 Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non. Pas/Moins de contrôles aux frontières lors des voyages à l'étranger.



L'analyse des résultats selon les variables sociodémographiques révèle des différences assez nettes. 78% de ceux qui ont un indice d'ouverture à l'international fort, 66% de ceux qui en ont un moyen, 61% de ceux qui ont poursuivi leurs études après 19 ans et 51% de ceux qui n'ont pas de difficultés à payer leurs factures disent avoir bénéficié de la diminution des contrôles aux frontières pour seulement 31% de ceux qui ont un indice d'ouverture à l'international faible, 25% de ceux qui avouent des difficultés régulières à payer leurs factures et 26% de ceux qui ont arrêté leurs études avant 16 ans. On retrouve donc dans les fondements du sentiment d'avoir bénéficié ou non des réalisations de l'Union les mêmes déterminants sociaux qui structurent les pratiques d'ouverture sur l'international comme d'ailleurs les représentations de l'Union.

3.2 L'amélioration des droits des consommateurs pour des achats dans d'autres pays de l'UE que le leur

62% des Européens disent ne pas avoir bénéficié de cette réalisation, 27% faisant le constat inverse et 11% n'exprimant pas d'opinion.⁶⁰

Les répondants de Slovaquie (68% contre 24%), Malte (55% contre 34%), de la Pologne (53% contre 33%) et du Luxembourg (45% contre 42%) sont les seuls à dire avoir majoritairement bénéficié de cette réalisation en faveur des droits des consommateurs. Le sentiment de ne pas en avoir bénéficié domine donc dans 23 pays. Il est sensiblement moins marqué que la moyenne européenne en Belgique (48%), en République tchèque (47%), en Irlande (49%), en Lettonie (47%) et en Lituanie (45%). Il l'est nettement plus en Hongrie (87%), en Suède (76%), en France (75%), en Espagne (75%), en Roumanie (74%) et en Bulgarie (72%).

Aucune catégorie sociale ne pense majoritairement avoir bénéficié de cette réalisation européenne mais les écarts d'intensité restent importants. Le sentiment d'en avoir bénéficié trouve ainsi son point le plus bas chez les personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans (15%) et son point le plus haut chez les cadres (40%).





























3.3 La réduction du coût des téléphones mobiles pour une utilisation dans un autre pays de l'UE

63% des Européens disent ne pas avoir bénéficié de cette réalisation, 27% affirmant le contraire et 10% n'exprimant pas d'opinion.⁶¹

Il n'y a qu'en Slovaquie (64% contre 30%), en Pologne (57% contre 32%) et à Malte (44% contre 41%) que le sentiment d'avoir bénéficié de cette réalisation est dominant. Partout ailleurs le sentiment de ne pas en avoir bénéficié est dominant, et culmine en Hongrie (85%), en Espagne (82%), en France (79%), en Roumanie (74%) et en Estonie (73%).

⁶⁰ QE5.2 Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non. Une amélioration des droits des consommateurs lors de l'achat de produits ou services dans un autre pays de l'UE

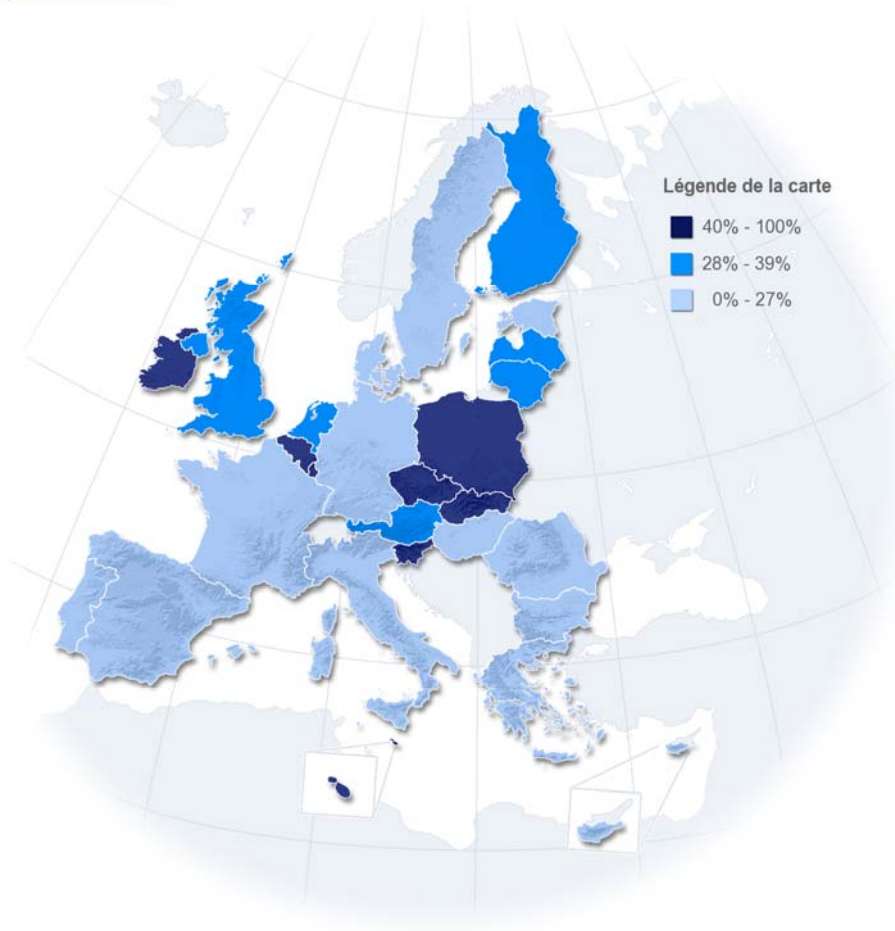
⁶¹ QE5.3 Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non. Des coûts de communication moins élevés pour l'utilisation d'un téléphone mobile dans un autre pays de l'UE.

 SK	64%
 PL	57%
 LU	44%
 MT	44%
 CZ	42%
 IE	41%
 BE	41%
 SI	40%
 AT	38%
 FI	34%
 LV	32%
 UK	30%
 LT	29%
 NL	28%
 DK	27%
 IT	27%
 SE	27%
 UE27	27%
 EL	26%
 DE	26%
 CY	24%
 PT	22%
 EE	21%
 RO	14%
 ES	14%
 FR	14%
 HU	13%
 BG	8%

Question: QE5.3. Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non.

Possibilité: Des coûts de communication moins élevés pour l'utilisation d'un téléphone mobile dans un autre pays de l'UE

Réponses: **A bénéficié**



Le sentiment ne pas avoir bénéficié d'une réduction du coût des téléphones mobiles pour une utilisation dans un autre pays de l'UE est majoritaire dans toutes les catégories sociales de la population. Celui d'en avoir bénéficié est néanmoins supérieur à la moyenne européenne chez les personnes se positionnant dans le haut de l'échelle sociale (38%, pour 16% de ceux qui se situent dans le bas de l'échelle sociale). Ce sentiment est également plus prononcé auprès des répondants ayant poursuivi leurs études après 19 ans (36%) et des cadres (41%). Il concerne enfin un individu sur deux (51%) ayant un indice fort d'ouverture à l'international, signe que la réalisation est tangible pour la minorité la plus directement concernée.

3.4 L'assistance médicale dans un autre pays que l'UE

72% des Européens déclarent ne pas avoir bénéficié de cette réalisation, contre 19%. 9% n'expriment pas d'opinion.⁶²

A l'exception de la Slovaquie (54% disent en avoir bénéficié) et de la Pologne (45%), le sentiment de ne pas en avoir bénéficié est dominant dans tous les pays de l'Union, ce qui est assez logique au regard du fait que la probabilité d'être malade dans un pays étranger ne peut concerner qu'un nombre réduit de personnes. Ainsi les forts pourcentages mesurés en Slovaquie et en Pologne signifient sans doute que cette mesure est la plus connue dans ces pays.

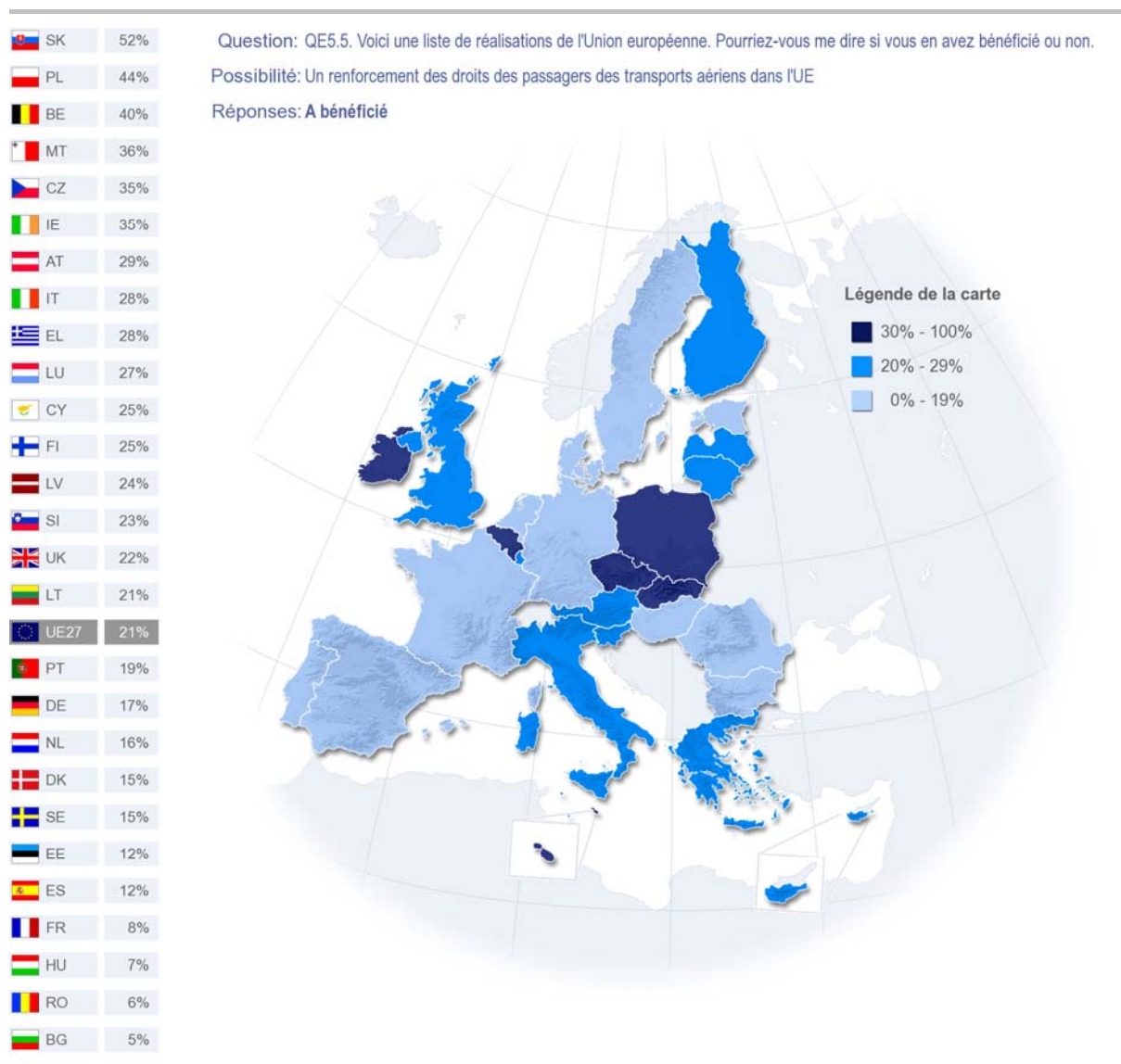
34% de ceux qui ont un indice fort d'ouverture à l'international disent avoir bénéficié de cette réalisation de l'Union.

3.5 Le renforcement des droits des passagers dans le transport aérien

Seuls 21% des Européens disent avoir bénéficié de cette réalisation, 68% déclarant à l'inverse ne pas en avoir bénéficié et 11% n'exprimant pas d'opinion.⁶³ Une nouvelle fois, les Slovaques (52% contre 34%) et les Polonais (44% contre 40%) sont les seuls à exprimer majoritairement le sentiment d'en avoir bénéficié. Cette réalisation reste en revanche très largement étrangère aux Hongrois (91% disent ne pas en avoir bénéficié), aux Français (84%), aux Espagnols (83%), aux Roumains (80%), aux Danois (80%), aux Estoniens (79%), aux Bulgares (75%), aux Suédois (74%) et aux Finlandais (72%).

⁶² QE5.4 Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non. Recevoir une assistance médicale dans un autre pays de l'UE.

⁶³ QE5.5 Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non. Un renforcement des droits des passagers des transports aériens dans l'UE.







Si cette réalisation est peu tangible pour une large majorité d'Européens, on observe cependant, comme pour les précédentes réalisations de l'Union analysées, qu'elle l'est sensiblement plus pour les catégories les plus directement touchées, c'est-à-dire celles qui voyagent le plus. Ainsi, 39% des personnes ayant un indice d'ouverture à l'international fort disent avoir bénéficié de cette mesure pour 15% de celles qui ont un indice faible.

S'agissant des personnes ouvertes sur les pays étrangers au leur,, ces réalisations apparaissent bien plus palpables et plus tangibles, comme le montre le récapitulatif suivant sur la catégorie de la population européenne ayant un indice d'ouverture international fort (soit 12% de la population européenne) :

- 78% disent avoir bénéficié de la diminution des contrôles aux frontières
- 50% disent avoir bénéficié de l'amélioration des droits des consommateurs pour l'achat de produits ou de services dans d'autres pays de l'Union
- 51% disent avoir bénéficié de la réduction des coûts de téléphonie mobile pour un usage dans un autre pays de l'Union
- 34% disent avoir bénéficié de la possibilité d'avoir une assistance médicale dans un autre pays de l'Union
- 39% disent avoir bénéficié du renforcement du droit des passagers en matière de transports aériens.

QE5 Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non. - Réponse : A bénéficié

	Pas\ Moins de contrôles aux frontières lors des voyages à l'étranger	Une amélioration des droits des consommateurs lors de l'achat de produits ou services dans un autre pays de l'UE	Des coûts de communication moins élevés pour l'utilisation d'un téléphone mobile dans un autre pays de l'UE	Un renforcement des droits des passagers des transports aériens dans l'UE	Recevoir une assistance médicale dans un autre pays de l'UE
UE27	44%	27%	27%	21%	19%
Sexe du répondant					
 Homme	48%	30%	29%	23%	20%
Femme	40%	24%	25%	19%	18%
Age					
 15-24	45%	32%	35%	25%	22%
25-39	48%	33%	32%	25%	21%
40-54	48%	27%	28%	22%	20%
55 +	38%	21%	20%	16%	16%
Age de fin d'études					
 15-	26%	15%	13%	12%	12%
16-19	42%	27%	26%	20%	19%
20+	61%	34%	36%	27%	23%
Toujours étudiant	51%	36%	39%	29%	25%
Echelle d'occupation du répondant					
 Indépendants	53%	32%	36%	31%	26%
Cadres	67%	40%	41%	31%	26%
Autres employés	51%	32%	34%	26%	24%
Ouvriers	42%	27%	26%	18%	17%
Hommes/ femmes au foyer	31%	19%	18%	16%	16%
Chômeurs	33%	22%	21%	14%	14%
Retraités	36%	20%	18%	15%	15%
Etudiants	51%	36%	39%	29%	25%
Difficultés à payer ses factures					
La plupart du temps	25%	16%	15%	13%	12%
De temps en temps	35%	25%	25%	19%	18%
Pratiquement jamais	51%	30%	30%	23%	21%
Indice d'ouverture à l'international					
Faible	31%	19%	19%	15%	14%
Moyen	66%	41%	40%	29%	26%
Fort	78%	50%	51%	39%	34%

4. LA PARTICIPATION DES CITOYENS DANS LA SOCIÉTÉ

4.1 Les meilleurs moyens pour faire entendre sa voix

Alors qu'une large majorité d'Européens a le sentiment que leur voix ne compte pas au sein de l'Union⁶⁴, il a semblé intéressant de leur demander quels étaient les meilleurs moyens pour se faire entendre auprès des décideurs.

Avec 60% de citations, le fait de voter aux élections arrive largement en tête et « écrase » toutes les autres réponses au sein de l'opinion européenne. « Signer une pétition » arrive ainsi en second avec seulement 16% de citations, devant « rejoindre un parti politique (15%) », « participer à une manifestation » (12%), « faire grève » (11%), « rejoindre un syndicat » (11%), « être membre d'une association de consommateurs » (7%), « être membre d'une ONG » (7%) et « participer à des débats sur Internet » (7%). 11% des Européens n'expriment pas d'opinion sur cette question.⁶⁵

Pour se faire entendre, les Européens privilégient donc très largement, dans leurs discours au moins (car les forts taux d'abstention aux dernières élections européennes montrent que ce n'est pas toujours vrai en ce qui concerne les comportements), la participation politique aux élections. Dans les représentations des Européens, le vote reste bien le droit démocratique le plus essentiel et le plus fondamental. Sa légitimité se renforce même : les citations faisant du vote le meilleur moyen pour se faire entendre progressent en effet de 4 points par rapport à la dernière mesure de l'Eurobaromètre sur le sujet, datant du printemps 2006 (EB65.1)⁶⁶. Le nombre de répondants qui citent « faire grève » est en hausse de 3 points, « rejoindre un parti politique », « rejoindre un syndicat » et « participer à une manifestation » de 2 points, et « signer une pétition » d'un point. La proportion de personnes qui citent le fait de participer à des débats sur Internet et d'être membre d'une ONG reste stable, tandis que les citations recueillies par le fait d'être membre d'une association de consommateurs reculent de 2 points, comme le nombre de sans opinion.

⁶⁴ Voir le chapitre l'Union européenne et ses citoyens sur ce point. Volume I, partie II, chapitre 2, la démocratie dans l'Union européenne.

⁶⁵ QE8 Parmi les éléments suivants, quels sont les deux meilleurs moyens de s'assurer que sa voix soit entendue par les décideurs ?

⁶⁶ Eurobaromètre spécial n°251 : Le futur de l'Europe.

QE8. Parmi les éléments suivants, quels sont les deux meilleurs moyens de s'assurer que sa voix soit entendue par les décideurs ? (ROTATION - MAX. 2 REPONSES)



Dans la hiérarchie des moyens pour se faire entendre, le vote l'emporte largement dans tous les pays de l'Union, les citations les moins élevées étant constatées en Italie (41%), en Lituanie (47%), Grèce (45%) et en Lettonie (44%) et les plus élevées au Danemark (83%), en Suède (81%), en Irlande (79%), à Malte (78%), aux Pays-Bas (76%) et en France (73%).

Signer une pétition recueille le plus haut niveau de citations en Hongrie (24%), en Slovaquie (24%) et en Slovénie (22%).

Rejoindre un parti politique est particulièrement et significativement cité en Suède (45%) et au Danemark (36%).

Probablement sous l'effet de la conjoncture actuelle et des processus de mobilisation en cours, les Grecs sont les plus nombreux au sein de l'Union à citer « participer à une manifestation » (24%) et « faire grève » (28%). Le potentiel contestataire est également plus élevé en Bulgarie (22% pour « participer à une manifestation » et 20% pour « faire grève ») qu'en moyenne au sein de l'Union.

Au sein des pays candidats, le vote arrive également largement en tête comme meilleur moyen pour faire entendre sa voix, avec 54% de citations en Croatie, 60% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et surtout 76% en Turquie. « Faire grève » recueille un taux nettement plus élevé que la moyenne européenne en Croatie (27%).

Enfin, en Islande, selon 71% des répondants le vote est le moyen le plus efficace de se faire entendre.

QE8 Parmi les éléments suivants, quels sont les deux meilleurs moyens de s'assurer que sa voix soit entendue par les décideurs ?
(ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

	Voter aux élections	Signer une pétition	Rejoindre un parti politique	Participer à une manifestation	Faire grève	Rejoindre un syndicat	Etre membre d'une association de consommateurs	Etre un membre ou un soutien d'une ONG (organisation non-gouvernementale)	Participer à des débats en utilisant internet	Autre (SPONTANE)	NSP
UE27	60%	16%	15%	12%	11%	11%	7%	7%	7%	2%	11%
BE	58%	18%	19%	10%	11%	17%	9%	5%	7%	3%	6%
BG	58%	13%	12%	22%	20%	6%	4%	5%	7%	1%	15%
CZ	58%	20%	16%	14%	15%	7%	4%	9%	4%	1%	11%
DK	83%	10%	36%	3%	4%	16%	7%	11%	11%	0%	2%
DE	66%	21%	19%	16%	8%	8%	7%	6%	5%	1%	9%
EE	62%	8%	10%	7%	8%	13%	6%	8%	15%	2%	13%
IE	79%	15%	14%	14%	10%	15%	9%	8%	3%	1%	7%
EL	45%	21%	10%	24%	28%	15%	9%	6%	5%	3%	6%
ES	64%	10%	10%	9%	13%	7%	4%	7%	4%	5%	12%
FR	73%	12%	10%	11%	12%	10%	12%	8%	8%	1%	5%
IT	41%	12%	18%	12%	10%	11%	15%	8%	5%	4%	17%
CY	65%	11%	22%	12%	10%	13%	14%	7%	10%	1%	8%
LV	44%	9%	16%	19%	23%	9%	2%	7%	8%	1%	12%
LT	47%	15%	14%	14%	15%	15%	3%	5%	8%	4%	14%
LU	65%	14%	23%	10%	9%	15%	7%	10%	4%	2%	8%
HU	70%	24%	10%	7%	6%	6%	5%	12%	4%	1%	9%
MT	78%	17%	8%	8%	8%	14%	4%	4%	6%	1%	8%
NL	76%	14%	31%	6%	9%	17%	7%	6%	6%	1%	2%
AT	46%	16%	18%	16%	15%	18%	11%	9%	8%	3%	8%
PL	42%	20%	9%	11%	11%	6%	3%	10%	13%	1%	22%
PT	61%	16%	10%	11%	14%	8%	4%	2%	2%	0%	14%
RO	48%	14%	17%	15%	18%	13%	4%	6%	3%	2%	16%
SI	47%	22%	11%	16%	16%	6%	6%	12%	13%	8%	6%
SK	53%	24%	15%	16%	11%	7%	5%	12%	10%	1%	9%
FI	72%	16%	10%	4%	6%	19%	4%	14%	16%	3%	4%
SE	81%	7%	45%	5%	8%	14%	4%	8%	11%	1%	1%
UK	64%	21%	13%	7%	10%	15%	5%	7%	9%	2%	10%
CY (tcc)	58%	6%	28%	8%	23%	14%	5%	10%	4%	0%	3%
HR	54%	24%	13%	17%	27%	8%	4%	6%	5%	1%	7%
TR	76%	11%	17%	7%	10%	7%	5%	14%	4%	1%	5%
MK	60%	11%	22%	10%	12%	10%	4%	10%	5%	3%	10%
IS	71%	15%	22%	20%	14%	10%	6%	20%	10%	1%	1%
Pourcentage le plus élevé par pays								Pourcentage le plus bas par pays			
Pourcentage le plus élevé par item								Pourcentage le plus bas par item			

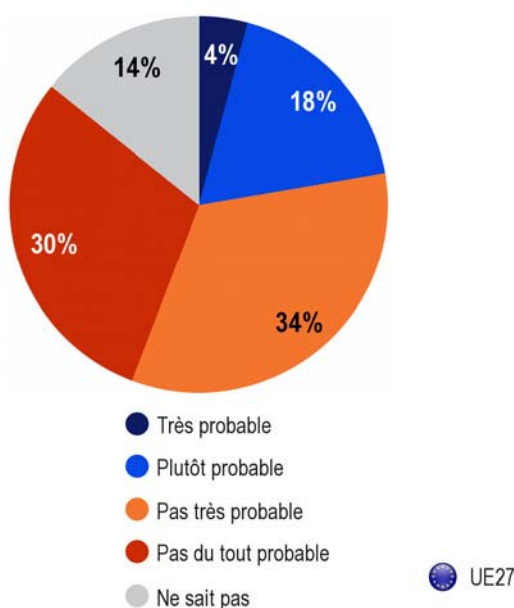
L'analyse sociodémographique montre que l'attachement au vote est consensuel et partagé par toutes les catégories sociales. Il est un peu plus marqué au sein des catégories supérieures sans que les écarts créent pour autant de réels clivages. 70% des cadres et 59% des ouvriers citent ainsi le vote comme l'élément le plus utile pour faire entendre sa voix. C'est également le cas de 64% de ceux qui se situent en haut de l'échelle sociale et 53% de ceux qui se positionnent en bas. Enfin, on observe une très légère différence entre les répondants de gauche (65%), et ceux de droite (62%).

4.2 Le droit d'initiative

La probabilité de faire usage du droit d'initiative

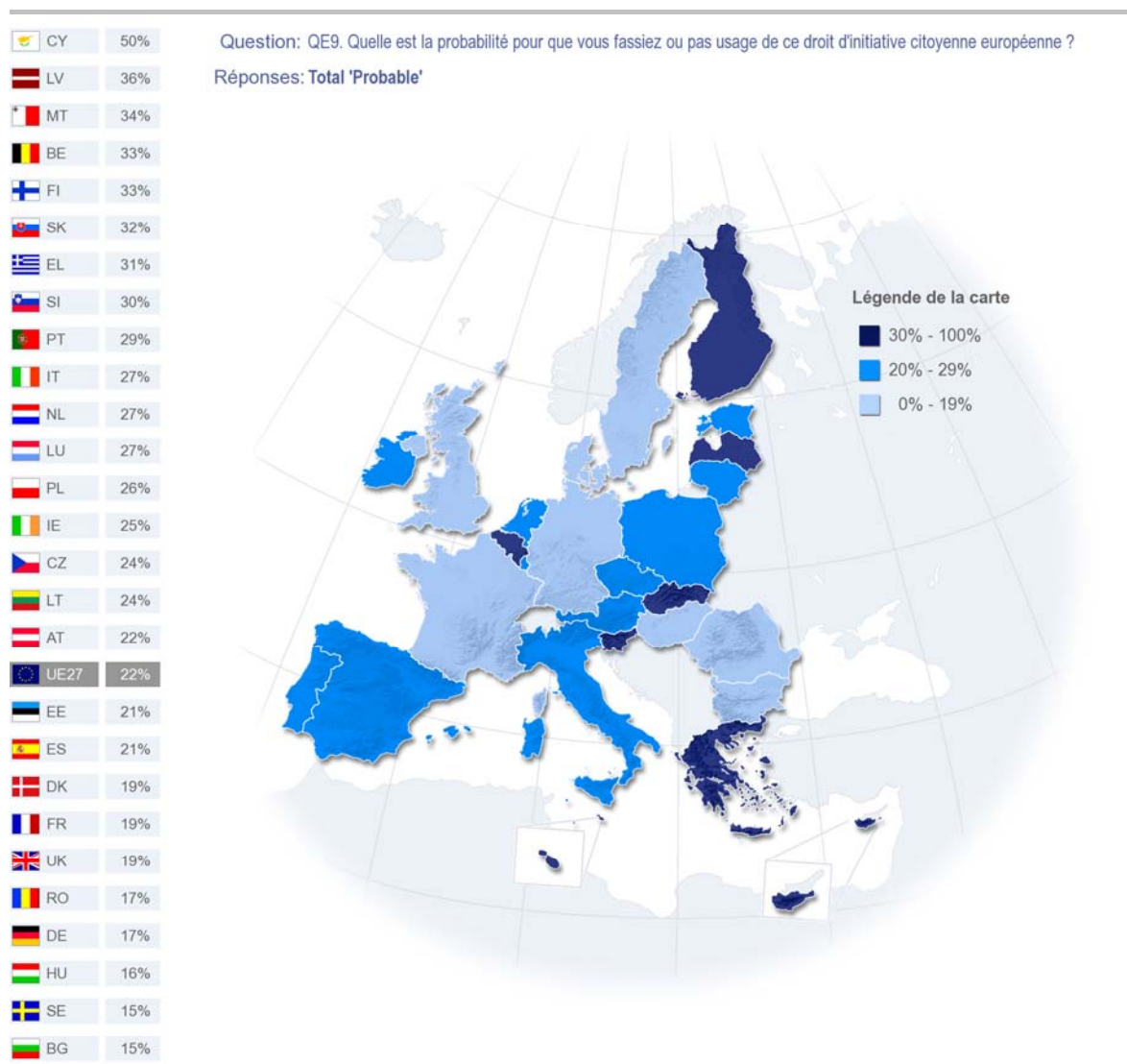
Peut être parce qu'il est encore méconnu, le droit d'initiative, dont le principe était rappelé aux personnes interrogées en préambule à la question, ne séduit aujourd'hui qu'une minorité d'Européens. Seuls 22% des Européens déclarent qu'ils pourraient en faire usage (4% « très probablement » et 18% « probablement ») alors que 64% ne manifestent pas cette intention (34% « pas très probablement » et 30% « pas du tout probablement »). 14% n'expriment pas d'opinion.⁶⁷

QE9. Quelle est la probabilité pour que vous fassiez ou pas usage de ce droit d'initiative citoyenne européenne ?



A l'exception de Chypre (où 50% des répondants disent qu'ils pourraient probablement faire usage de ce droit contre 36%) et de Malte (34% contre 32% avec un taux élevé de sans opinion, à 34%), la volonté de l'utiliser est très largement minoritaire dans tous les pays de l'Union et est peu éloignée de la moyenne européenne.

⁶⁷ QE9. Le Traité de Lisbonne est entré en vigueur en décembre 2009. Il a introduit "L'Initiative citoyenne européenne". Cette initiative permet à un million de citoyens de l'Union européenne d'appeler directement la Commission européenne à soumettre une proposition sur des questions présentant pour eux un intérêt et couvertes par les domaines de compétence de l'Union européenne. Quelle est la probabilité pour que vous fassiez ou pas usage de ce droit d'initiative citoyenne européenne ?



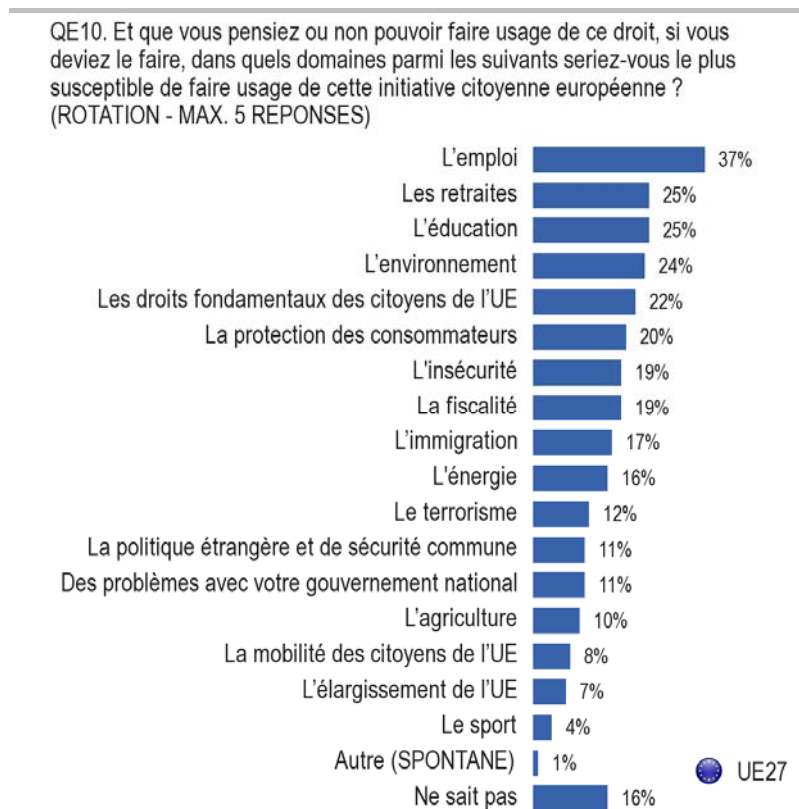
Même si elle est un peu plus forte que la moyenne au sein des catégories supérieures (28% chez les personnes ayant poursuivi leurs études après 19 ans, 28% chez les cadres et 28% également chez les personnes se situant en haut de l'échelle sociale), la probabilité de faire usage de ce droit d'initiative reste largement minoritaire au sein de toutes les couches sociales de la population européenne.

Les domaines dans lesquels les Européens exerceraient ce droit d'initiative

Dans l'hypothèse où ils seraient amenés à exercer ce droit - quelle que soit la réponse donnée à la question précédente sur la probabilité qu'ils en fassent usage -, les Européens le feraient principalement sur des enjeux sociaux, environnementaux et concernant les droits fondamentaux des citoyens.

Ainsi, avec 37% de citations, l'emploi arrive nettement en tête des citations des Européens, comme domaine dans lequel ils seraient les plus susceptibles d'exercer ce droit d'initiative. A égalité au second rang, avec 25% de citations, on trouve ensuite les retraites et l'éducation, juste devant l'environnement (24%) et les droits fondamentaux des citoyens de l'UE (22%).

La thématique de la protection des consommateurs recueille 20% de citations, celles de la fiscalité et de l'insécurité 19% chacune. L'immigration est citée par 17% des répondants et l'énergie par 16%. Tous les autres enjeux bénéficient de moins de 15% de citations (12% pour le terrorisme, 11% pour la politique étrangère, 11% pour des problèmes avec les gouvernements nationaux, 10% pour l'agriculture, 8% pour la mobilité des citoyens de l'UE, 7% pour l'élargissement de l'UE, 4% pour le sport). Enfin 16% n'expriment aucun avis sur ce sujet.⁶⁸



L'emploi comme champ d'exercice du droit d'initiative européen arrive en tête dans 24 pays de l'Union, parfois très largement comme en Espagne (54%), en Irlande (52%), en Bulgarie (49%) et en Grèce (46%), parfois à égalité avec d'autres thèmes comme en Finlande (35% de citations pour l'emploi et l'environnement), en Autriche (26% de citations pour l'emploi, les retraites et l'environnement).

Seuls quatre pays ne le citent pas en premier : l'Allemagne, où il arrive second (30%) derrière **le respect des droits fondamentaux** (37%), le Danemark, où ce thème arrive troisième (26%), derrière **l'environnement** (38%) et **l'éducation** (38%), la Suède où il occupe le troisième rang (34%), derrière **l'environnement** (45%) et **l'éducation** (35%) et les Pays-Bas où il se situe également au troisième rang (30%), derrière **l'environnement** (33%) et **l'éducation** (36%).

⁶⁸ QE10. Et que vous pensiez ou non pouvoir faire usage de ce droit, si vous deviez le faire, dans quels domaines parmi les suivants seriez-vous le plus susceptible de faire usage de cette initiative citoyenne européenne ? (MAX. 5 REPONSES)

On le voit à la lecture de ces résultats, **l'environnement** est le plus cité dans les pays nordiques (45% en Suède, 38% au Danemark, 35% en Finlande).

L'éducation bénéficie des plus forts taux de citation à Chypre (42%), au Danemark (38%), à Malte et aux Pays-Bas (36% dans les deux cas).

En ce qui concerne les autres particularités nationales remarquables, on observe une propension forte des Autrichiens à vouloir exercer ce droit sur des enjeux sécuritaires et identitaires : 38% citent ainsi **l'insécurité** et 33% **l'immigration**. L'exercice du droit d'initiative dans le domaine du **respect des droits fondamentaux des citoyens européens** est lui cité de façon notable en Allemagne (37%) et se classe même, on l'a vu, au premier rang des citations dans ce pays.

Sur cette question, les taux de sans réponse sont particulièrement élevés au Royaume-Uni (31%), en Roumanie (26%), et en Irlande et Malte (25% dans les deux cas).

On ne constate pas de différences sociales majeures. L'emploi arrive en tête dans toutes les catégories sociales en tant que domaine prioritaire pour faire prévaloir son droit d'initiative. Il est un peu plus cité par les catégories modestes que par les catégories supérieures (43% chez ceux qui se classent en bas de l'échelle sociale pour 34% chez ceux se positionnant en haut). L'environnement obéit lui à une logique symétriquement inverse (29% de citations en haut de l'échelle sociale pour 19% en bas).

QE10 Et que vous pensiez ou non pouvoir faire usage de ce droit, si vous deviez le faire, dans quels domaines parmi les suivants seriez-vous le plus susceptible de faire usage de cette initiative citoyenne européenne ?
(ROTATION - MAX. 5 REPONSES)

	L'emploi	Les retraites	L'éducation	L'environnement	Les droits fondamentaux des citoyens de l'UE	La protection des consommateurs	La fiscalité	L'insécurité	L'immigration	L'énergie	Le terrorisme	La politique étrangère et de sécurité commune	Des problèmes avec votre gouvernement national	L'agriculture	La mobilité des citoyens de l'UE	L'élargissement de l'UE	Le sport (SPONT.)	Autre (SPONT.)	NSP
UE27	37%	25%	25%	24%	22%	20%	19%	19%	17%	16%	12%	11%	11%	10%	8%	7%	4%	1%	16%
BE	38%	32%	27%	28%	19%	22%	24%	24%	22%	26%	13%	10%	12%	9%	10%	9%	7%	1%	5%
BG	49%	29%	25%	23%	19%	29%	17%	20%	8%	17%	7%	11%	5%	17%	15%	4%	5%	1%	20%
CZ	42%	37%	20%	28%	29%	24%	18%	16%	11%	17%	10%	12%	19%	16%	9%	5%	5%	0%	9%
DK	26%	10%	38%	38%	30%	26%	6%	26%	20%	21%	21%	14%	6%	7%	11%	9%	5%	1%	14%
DE	30%	26%	28%	29%	37%	29%	13%	18%	17%	20%	13%	16%	13%	6%	8%	14%	3%	1%	14%
EE	30%	24%	28%	21%	14%	16%	25%	12%	11%	14%	4%	10%	13%	17%	5%	5%	7%	1%	22%
IE	52%	21%	34%	19%	13%	20%	17%	23%	13%	18%	6%	6%	14%	11%	11%	5%	10%	1%	25%
EL	46%	35%	29%	35%	19%	30%	27%	27%	17%	12%	13%	10%	9%	15%	7%	2%	7%	1%	7%
ES	54%	24%	28%	22%	18%	12%	23%	22%	23%	9%	20%	7%	8%	8%	5%	3%	3%	1%	10%
FR	42%	29%	24%	27%	22%	26%	16%	21%	17%	14%	9%	9%	11%	11%	9%	8%	3%	1%	14%
IT	39%	24%	18%	22%	19%	23%	27%	18%	19%	15%	13%	10%	12%	6%	7%	4%	2%	1%	14%
CY	43%	34%	42%	33%	39%	43%	13%	32%	26%	10%	5%	18%	6%	8%	7%	2%	7%	4%	7%
LV	44%	29%	32%	13%	13%	13%	30%	8%	8%	11%	3%	5%	13%	21%	3%	2%	6%	1%	15%
LT	41%	26%	20%	11%	15%	13%	39%	11%	8%	23%	2%	7%	18%	11%	4%	4%	4%	1%	13%
LU	40%	25%	29%	23%	23%	16%	18%	15%	15%	13%	9%	13%	13%	5%	12%	13%	7%	2%	8%
HU	34%	30%	20%	26%	17%	21%	23%	22%	9%	26%	9%	8%	6%	22%	8%	5%	4%	1%	16%
MT	41%	21%	36%	32%	15%	24%	10%	3%	19%	35%	3%	5%	10%	4%	7%	3%	8%	1%	25%
NL	30%	15%	36%	33%	32%	22%	16%	28%	17%	20%	21%	22%	8%	8%	10%	17%	5%	2%	8%
AT	26%	26%	17%	26%	27%	29%	20%	38%	33%	24%	13%	14%	10%	9%	7%	19%	7%	2%	11%
PL	37%	31%	20%	16%	14%	14%	18%	8%	5%	15%	5%	10%	12%	12%	9%	4%	5%	2%	20%
PT	35%	28%	20%	14%	17%	14%	23%	12%	5%	8%	5%	5%	10%	11%	6%	3%	4%	1%	24%
RO	40%	32%	29%	16%	11%	11%	16%	14%	5%	5%	5%	9%	11%	31%	8%	4%	6%	1%	26%
SI	41%	32%	24%	25%	27%	15%	21%	14%	4%	15%	5%	11%	11%	18%	8%	7%	7%	6%	10%
SK	58%	37%	29%	27%	31%	26%	20%	22%	9%	17%	9%	13%	12%	17%	8%	7%	4%	1%	6%
FI	35%	23%	22%	35%	27%	14%	22%	21%	26%	21%	14%	13%	10%	11%	8%	12%	4%	2%	8%
SE	34%	16%	35%	45%	32%	16%	16%	23%	19%	33%	10%	12%	6%	11%	16%	6%	6%	2%	11%
UK	25%	16%	22%	18%	12%	9%	15%	19%	26%	16%	15%	9%	9%	5%	6%	3%	4%	1%	31%
Pourcentage le plus élevé par pays					Pourcentage le plus bas par pays														
Pourcentage le plus élevé par item					Pourcentage le plus bas par item														

5. LES EUROPÉENS ET LE VOLONTARIAT

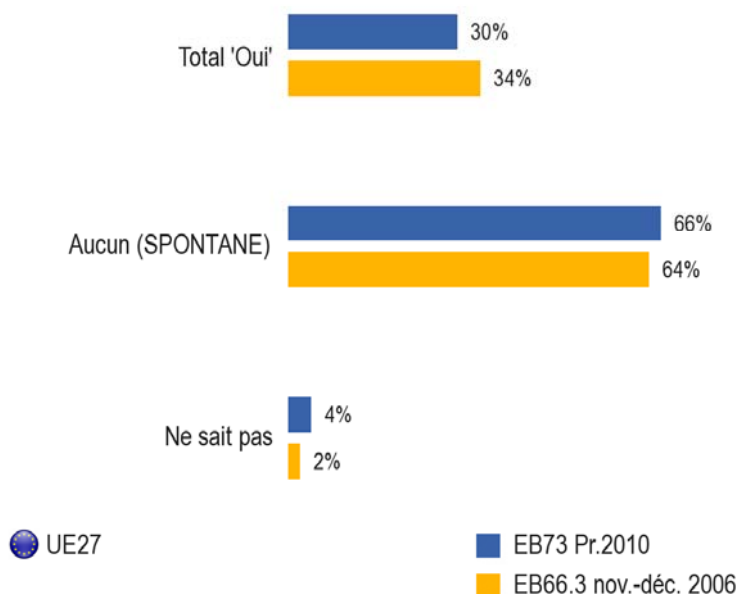
5.1 La participation bénévole des Européens

- Trois européens sur dix sont engagés bénévolement dans une association -

30% des Européens déclarent être engagés bénévolement dans une organisation associative. 66% disent ne pas l'être et 4% n'expriment pas d'opinion.

Ce pourcentage est très proche de celui de la mesure précédente au sein de l'Eurobaromètre qui datait de l'automne 2006⁶⁹ : à cette époque, 64% des Européens disaient ne pas participer bénévolement à une organisation et 2% n'exprimaient pas d'opinion.

QE11. Actuellement, participez-vous activement ou travaillez-vous bénévolement dans une ou plusieurs des organisations suivantes ?



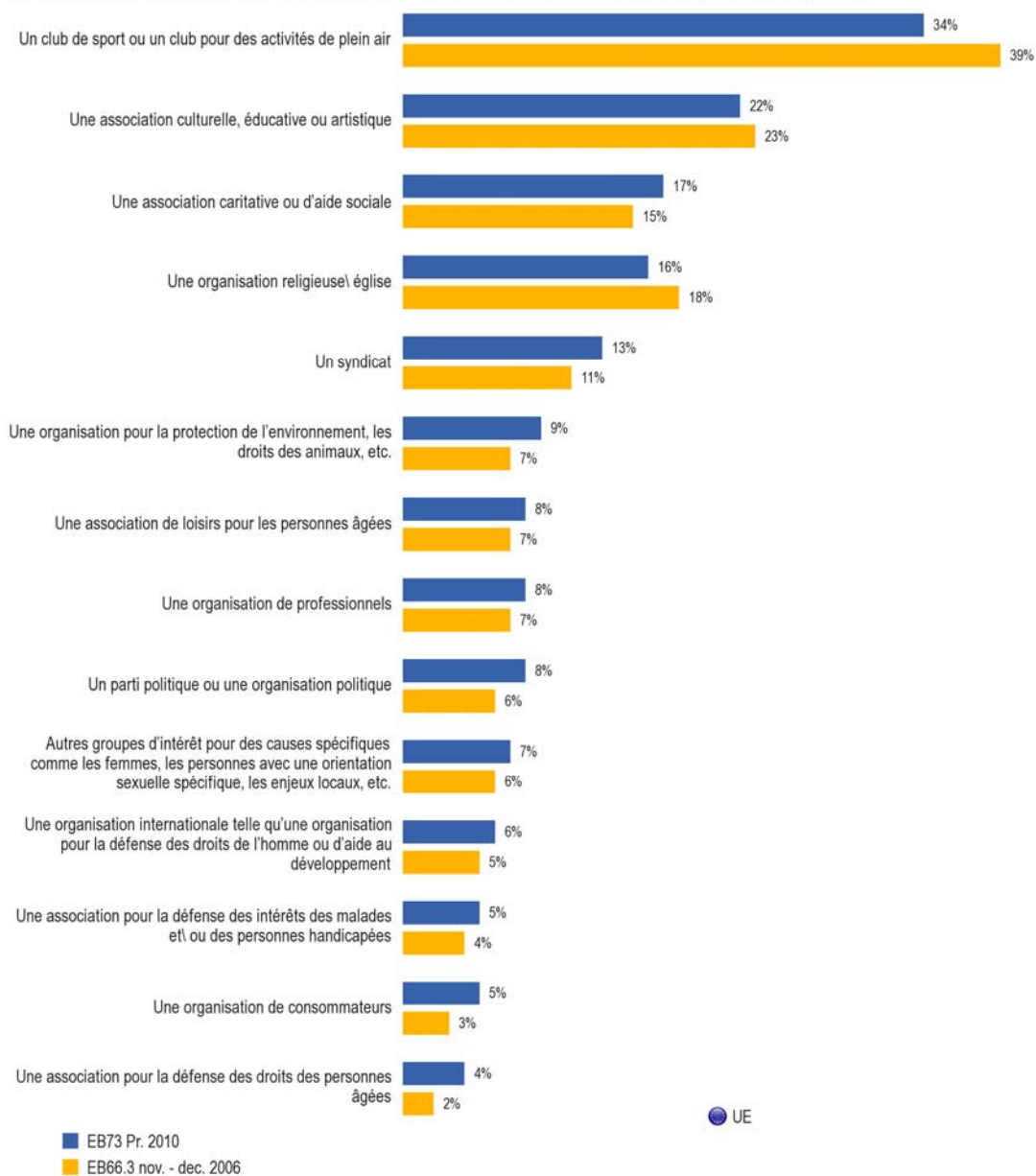
L'engagement de ces 30% d'Européens qui participent activement ou travaillent bénévolement dans une organisation est relativement varié, et concerne toutes sortes d'associations. **Le graphique suivant présente les réponses des 30% d'Européens qui ont une activité bénévole** : l'engagement dans un club ou une association sportive concerne plus d'un tiers des Européens bénévoles, tandis qu'ils sont 22% à s'investir dans une association culturelle, éducative ou artistique.

L'activité bénévole dans une association caritative d'aide sociale concerne 17% des répondants bénévoles, et la participation à une organisation religieuse 16% d'entre eux. 13% des Européens qui ont une activité bénévole le font dans un syndicat.

⁶⁹ Eurobaromètre Standard 66, automne 2006 : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb66/eb66_en.pdf

Tous les autres participations ou engagements concernent moins de 10% de la population bénévole : 9% dans une organisation de défense de l'environnement, 8% pour le volontariat dans une association pour les loisirs des personnes âgées, une organisation professionnelle ou un parti politique, 7% dans un groupe de défense d'intérêts particuliers, 6% dans une organisation internationale, 5% dans une association en faveur de personnes malades ou handicapées ou une organisation de consommateurs. Enfin, 4% des Européens qui participent activement ou travaillent bénévolement dans une organisation le font dans une association de défense des droits des personnes âgées.⁷⁰

QE11. Actuellement, participez-vous activement ou travaillez-vous bénévolement dans une ou plusieurs des organisations suivantes ?

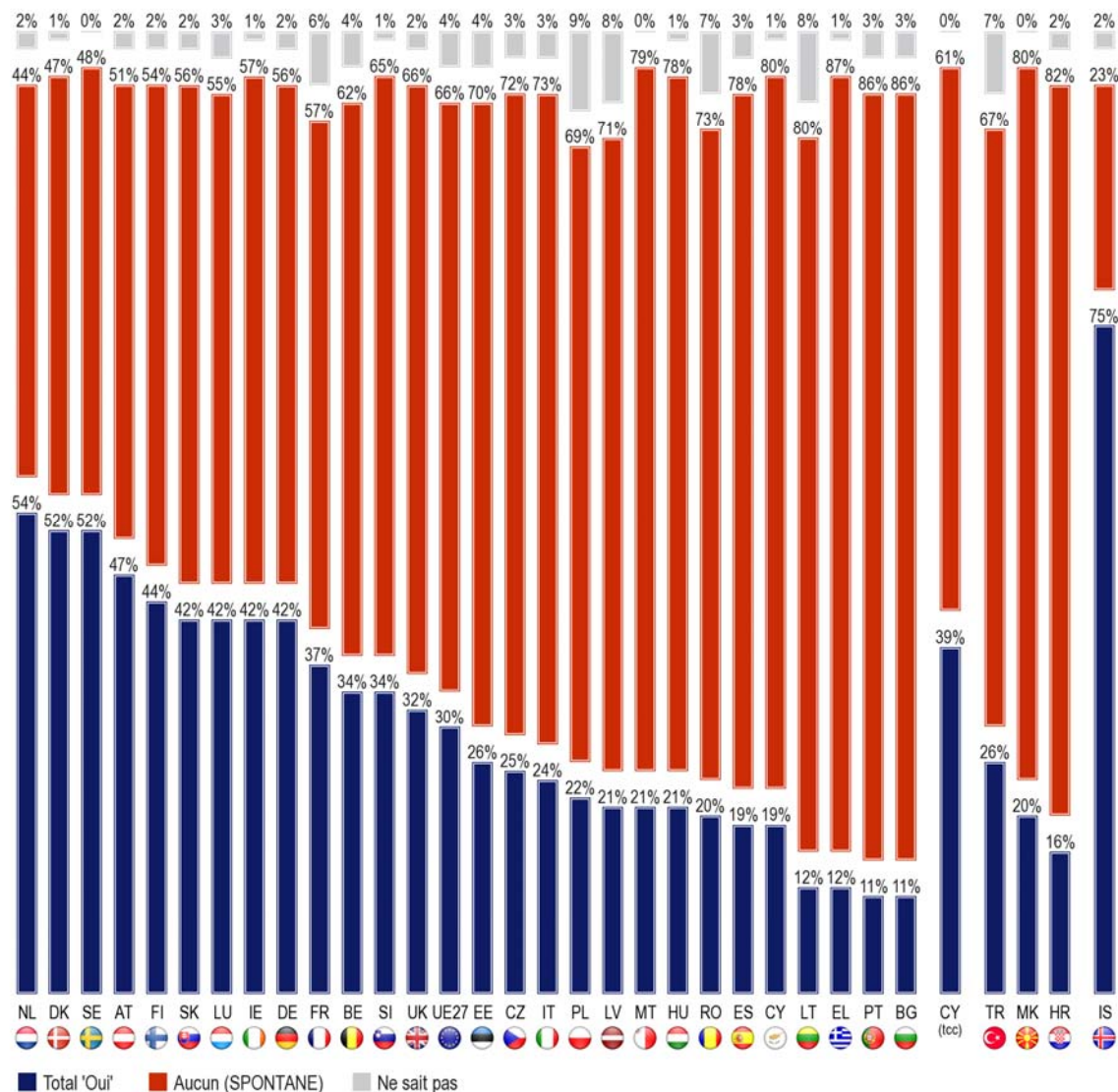


Base : Répondants ayant cité au moins une association (30% de l'échantillon total)

⁷⁰ QE11. Actuellement, participez-vous activement ou travaillez-vous bénévolement dans une ou plusieurs des organisations suivantes ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

L'activité bénévole est une pratique majoritaire au sein de trois pays de l'Union : aux Pays-Bas (54%), au Danemark (52%) et en Suède (52%). Il est à l'opposé le moins pratiqué en Grèce (87% ne participent bénévolement à aucune activité), au Portugal (86%), en Bulgarie (86%), à Chypre (80%), en Lituanie (80%), à Malte (79%) et en Espagne (78%).




QE11. Actuellement, participez-vous activement ou travaillez-vous bénévolement dans une ou plusieurs des organisations suivantes ?



L'engagement varie selon le profil sociodémographique des répondants : l'activité bénévole est ainsi une pratique plus répandue au sein des couches aisées et diplômées qu'au sein des couches modestes : 43% des personnes ayant poursuivi des études jusqu'à 20 ans ou plus tard, 46% des cadres, 40% des personnes se situant en haut de l'échelle sociale et 45% de celles ayant un intérêt fort pour la politique déclarent avoir une pratique bénévole, pour seulement 21% des personnes ayant arrêté leurs études à 15 ans ou avant, 28% des ouvriers, 23% des personnes se positionnant au bas de l'échelle sociale et 18% de celles n'ayant pas d'intérêt pour la politique.

L'âge n'est en revanche pas un facteur déterminant de l'engagement bénévole : 31% des 15-24 ans, 29% des 25-39 ans, 34% des 40-54 ans et 30% des 55 ans et plus disent pratiquer une activité bénévole dans une association ou une organisation.

QE11 Actuellement, participez-vous activement ou travaillez-vous bénévolement dans une ou plusieurs des organisations suivantes ?

	Total "oui"	Aucun (SPONT.)	Ne sait pas
UE27	30%	66%	4%
Age			
 15-24	31%	65%	4%
25-39	29%	68%	3%
40-54	34%	63%	3%
55 +	30%	66%	4%
Age de fin d'études			
 15-	21%	75%	4%
16-19	27%	69%	4%
20+	43%	54%	3%
Toujours étudiant	36%	61%	3%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	33%	65%	2%
Cadres	46%	50%	4%
Autres employés	35%	63%	2%
Ouvriers	28%	69%	3%
Hommes/ femmes au foyer	22%	73%	5%
Chômeurs	19%	77%	4%
Retraités	29%	66%	5%
Etudiants	36%	61%	3%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	23%	73%	4%
Moyen (5-6)	31%	66%	3%
Haut (7-10)	40%	57%	3%
Indice d'intérêt pour la politique			
Fort	45%	53%	2%
Moyen	34%	63%	3%
Faible	28%	68%	4%
Pas du tout	18%	78%	4%

5.2 Les domaines dans lesquels le volontariat joue un rôle important

- Les Européens estiment que le volontariat est le plus utile en ce qui concerne les enjeux sociaux -

Appelés à déterminer les domaines dans lesquels le volontariat joue, pour eux, un rôle important, les Européens attribuent les trois premières places à la solidarité et l'aide humanitaire (34%), au système de santé (24%), à l'intégration sociale des citoyens défavorisés (20%), à égalité avec la défense des droits de l'homme (20%). Solidarité et humanisme sont donc bien les principales valeurs portées par le volontariat aux yeux des Européens.

18% citent ensuite l'environnement comme domaine dans lequel le volontariat joue un rôle important, 16% le sport, 14% l'éducation et la formation, 13% le fait de vieillir tout en restant actif, 11% la culture et 10% l'emploi. Le dialogue intergénérationnel (8%), la protection des consommateurs (7%), le dialogue interculturel et interreligieux (7%), la vie démocratique (7%) et la construction de l'identité européenne (2%) recueillent moins de 10% des citations.

7% des Européens déclarent enfin que le volontariat ne joue un rôle important dans aucun domaine et 6% ne donnent pas leur opinion sur ce sujet.⁷¹

QE12. Dans lesquels des domaines suivants considérez-vous que le volontariat joue un rôle important ? (ROTATION - MAX. 3 REPONSES)



L'importance du volontariat en matière **de solidarité et d'aide humanitaire** est particulièrement soulignée à Chypre (68%), en Slovaquie (56%), en Suède (54%), en Espagne (54%), en France (47%), au Portugal (45%) et en République tchèque (44%).

⁷¹ QE12. Dans lesquels des domaines suivants considérez-vous que le volontariat joue un rôle important ? (ROTATION - MAX. 3 REPONSES)

Les Néerlandais (44%), les Litvaniens (31%) et les Italiens (30%) sont les plus nombreux à juger le volontariat important pour **le système de santé**.

Les répondants en Finlande citent en premier lieu **l'intégration sociale des citoyens défavorisés** comme domaine dans lequel ils jugent que le volontariat joue un rôle important (31%). Ils sont devancés par les Danois (32%), pour lesquels c'est le troisième domaine cité.

En Grèce (46%) et en Estonie (29%), **l'environnement** est le premier domaine dans lequel le volontariat joue un rôle important.

Le sport est le premier domaine dans lequel les répondants au Danemark (49%) et en Irlande (24%) considèrent que le volontariat joue un rôle important.

Enfin, les personnes interrogées au Royaume-Uni se démarquent sensiblement du reste des Européens : elles sont les plus nombreuses (23%), et les seules, à mettre au premier rang **l'éducation et la formation** comme domaine dans lequel le volontariat joue un rôle important.

QE12 Dans lesquels des domaines suivants considérez-vous que le volontariat joue un rôle important ?
(ROTATION - MAX. 3 REPONSES)

	La solidarité et l'aide humanitaire	Le système de santé	L'intégration sociale des citoyens défavorisés	La défense des droits de l'homme	L'environnement	Le sport	L'éducation et la formation	Viellir en restant actif	La culture	L'emploi	Le dialogue intergénérationnel	La vie démocratique	Le dialogue interculturel et interreligieux	La protection des consommateurs	La construction de l'identité européenne	Autre (SPONTANE)	Aucun (SPONTANE)	NSP
UE27	34%	24%	20%	20%	18%	16%	14%	13%	11%	10%	8%	7%	7%	7%	2%	1%	7%	6%
BE	33%	24%	19%	16%	18%	18%	19%	23%	15%	13%	8%	7%	7%	7%	2%	2%	3%	2%
BG	32%	12%	26%	23%	16%	6%	8%	13%	4%	14%	16%	10%	6%	13%	5%	0%	8%	15%
CZ	44%	24%	24%	24%	24%	15%	9%	16%	9%	13%	4%	7%	3%	12%	1%	0%	3%	3%
DK	34%	13%	32%	16%	18%	49%	6%	25%	19%	5%	12%	17%	21%	3%	1%	0%	0%	2%
DE	34%	27%	26%	18%	24%	32%	15%	14%	16%	7%	14%	8%	8%	7%	2%	0%	3%	3%
EE	26%	17%	20%	13%	29%	11%	19%	9%	17%	10%	10%	4%	9%	6%	1%	1%	4%	13%
IE	11%	15%	12%	12%	8%	24%	16%	19%	9%	12%	1%	6%	3%	2%	2%	1%	28%	6%
EL	37%	22%	13%	27%	46%	25%	8%	1%	26%	11%	2%	5%	2%	14%	2%	0%	4%	1%
ES	54%	18%	28%	29%	16%	4%	11%	7%	8%	11%	2%	3%	4%	3%	1%	0%	2%	3%
FR	47%	14%	16%	19%	17%	24%	18%	20%	14%	12%	8%	8%	6%	12%	1%	0%	2%	4%
IT	37%	30%	23%	28%	13%	2%	9%	11%	6%	8%	6%	6%	8%	10%	4%	1%	7%	6%
CY	68%	15%	18%	40%	21%	9%	15%	22%	11%	10%	14%	9%	5%	10%	1%	1%	0%	1%
LV	20%	27%	12%	12%	19%	10%	17%	4%	13%	12%	7%	4%	4%	6%	1%	1%	11%	10%
LT	22%	31%	12%	18%	16%	6%	9%	7%	13%	12%	7%	7%	6%	6%	1%	2%	7%	11%
LU	44%	15%	25%	18%	16%	18%	19%	19%	15%	10%	9%	8%	11%	7%	3%	1%	5%	2%
HU	32%	26%	24%	22%	25%	9%	10%	4%	10%	10%	8%	10%	9%	8%	3%	0%	11%	4%
MT	35%	27%	24%	16%	20%	14%	19%	30%	9%	9%	4%	8%	7%	8%	1%	0%	3%	8%
NL	28%	44%	24%	15%	11%	35%	18%	24%	17%	4%	10%	4%	10%	3%	0%	1%	3%	2%
AT	26%	25%	23%	24%	20%	16%	18%	16%	10%	13%	15%	9%	8%	13%	4%	2%	6%	2%
PL	25%	36%	9%	18%	13%	6%	14%	17%	8%	6%	6%	5%	6%	5%	2%	0%	11%	14%
PT	45%	29%	22%	17%	5%	3%	8%	17%	4%	7%	2%	3%	4%	5%	1%	0%	6%	12%
RO	34%	22%	11%	14%	16%	3%	13%	5%	4%	15%	12%	10%	6%	4%	3%	0%	4%	21%
SI	56%	10%	21%	15%	21%	18%	9%	12%	18%	11%	18%	4%	11%	3%	3%	2%	3%	1%
SK	39%	22%	17%	24%	27%	16%	7%	9%	15%	14%	9%	7%	10%	10%	5%	0%	2%	5%
FI	27%	24%	31%	27%	21%	24%	9%	13%	12%	14%	11%	11%	10%	3%	1%	1%	2%	2%
SE	54%	23%	24%	34%	25%	22%	10%	9%	15%	7%	14%	19%	8%	2%	1%	1%	1%	2%
UK	8%	21%	15%	12%	19%	18%	23%	11%	6%	10%	6%	4%	7%	2%	1%	1%	22%	7%
CY (tcc)	23%	15%	7%	30%	23%	12%	24%	8%	11%	9%	13%	19%	10%	4%	4%	0%	7%	7%
HR	50%	16%	25%	26%	13%	4%	11%	9%	4%	18%	6%	12%	4%	10%	1%	0%	6%	6%
TR	28%	14%	13%	14%	9%	2%	30%	5%	5%	7%	6%	23%	8%	6%	5%	1%	16%	10%
MK	39%	16%	9%	20%	11%	6%	14%	5%	6%	27%	6%	15%	5%	3%	5%	0%	12%	8%
IS	29%	23%	32%	38%	23%	32%	15%	20%	15%	5%	7%	13%	13%	8%	2%	1%	0%	2%
<div> <div>Pourcentage le plus élevé par pays</div> <div>Pourcentage le plus élevé par item</div> </div> <div> <div>Pourcentage le plus bas par pays</div> <div>Pourcentage le plus bas par item</div> </div>																		

IV. EUROPE 2020

1. L'IMPORTANCE PERCUE DES INITIATIVES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'"EUROPE 2020"

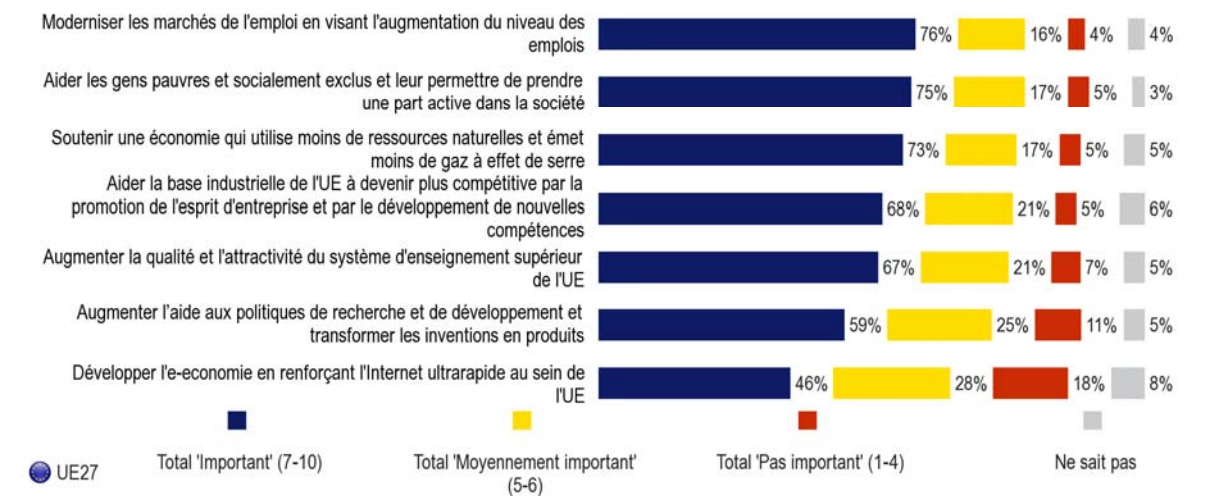
Il a été demandé aux Européens de se prononcer sur l'importance d'un certain nombre d'initiatives à prendre pour renforcer l'Union européenne à l'horizon 2020 et sortir de la crise économique et financière. Pour chacune des sept grandes initiatives proposées, les répondants étaient invités à donner une note de 1 à 10, 1 indiquant que l'initiative n'était pas du tout importante et 10 qu'elle était très importante. Les notes de 7 à 10 (important), 5 et 6 (moyennement important) et de 1 à 4 (pas important) ont été ensuite agrégées pour permettre une hiérarchisation des initiatives⁷². Sur les sept initiatives testées, six sont considérées comme importantes par une majorité absolue d'Européens et une par une majorité relative, preuve du désir de l'opinion européenne que tout soit mis en œuvre pour sortir de la crise.

Les mesures sociales (emploi, aides aux plus modestes) et environnementales (soutien à une économie plus « verte » et moins émettrice de gaz à effet de serre) arrivent en tête de la hiérarchie des initiatives jugées les plus importantes à prendre dans l'Union dans les années qui viennent. Ainsi, environ trois quarts des Européens considèrent qu'il est important de « moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois » (76%), « d'aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société » (75%) et de « soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre » (73%).

Les initiatives consistant à « aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences » et à « augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'Union » recueillent respectivement 68% et 67% des citations. « Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement », qui recueille 59% de citations, et « développer l'e-économie en renforçant l'internet ultrarapide au sein de l'Union », avec 46% de citations, ferment la marche.

⁷² QC1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

QC1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

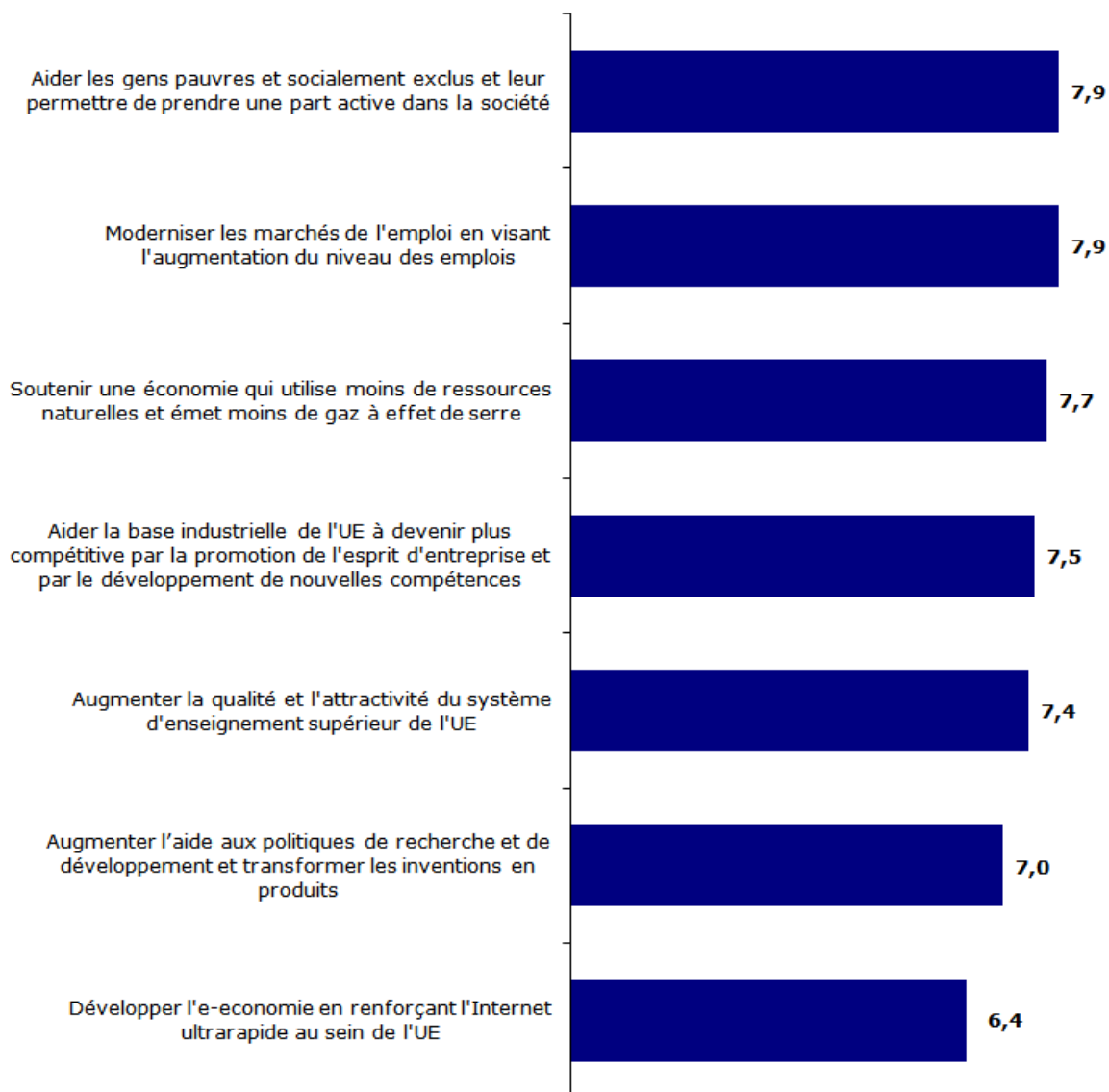


Le classement par note moyenne⁷³ recueillie par chaque initiative confirme la hiérarchie précédemment décrite. Politique volontariste de l'emploi et de lutte contre l'exclusion sociale, soutien et développement de la croissance verte bénéficient des notes moyennes les plus élevées et sont donc bien considérés par les Européens comme les priorités à mettre en œuvre pour sortir de la crise économique et financière. **Au-delà de cette hiérarchie, il est également à retenir que toutes les initiatives testées obtiennent une note élevée (les notes moyennes s'échelonnant de 6,4 à 7,9 pour une note maximale de 10).**

⁷³ Moyenne du score obtenu sur l'échelle d'importance de 1 à 10.





























QC1 Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Moyenne - UE



Avant de décliner les résultats nationaux pour chacune des initiatives, on peut déjà noter quelques tendances générales : à Chypre, en Slovaquie et en Grèce, les répondants sont particulièrement nombreux à considérer que les différentes initiatives qui leur sont proposées sont importantes. Ces Etats membres sont les trois pays les plus positifs par rapport à plus de la moitié des initiatives testées (5 sur 7 à Chypre et en Slovaquie, 4 sur 7 en Grèce). A l'inverse, les répondants les moins enclins à considérer les différentes initiatives comme importantes sont les Français (avec un score « important » figurant parmi les 3 plus faibles pour 6 initiatives sur 7), les Luxembourgeois (5 sur 7) et les Britanniques (4 sur 7).

QC1 Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante". - Moyenne

		Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois	Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société	Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre	Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences	Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE	Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits	Développer l'économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE
	UE27	7,9	7,9	7,7	7,5	7,4	7,0	6,4
	BE	7,6	7,8	7,5	7,2	7,1	6,7	6,0
	BG	9,0	8,8	8,7	8,7	7,9	7,8	7,6
	CZ	8,7	7,9	8,0	8,1	7,6	7,5	6,6
	DK	7,6	7,4	7,6	7,4	8,0	7,5	5,7
	DE	8,2	8,0	8,2	7,5	8,3	7,6	6,6
	EE	8,1	8,0	8,0	8,1	7,7	7,1	6,9
	IE	8,4	8,4	7,7	8,2	7,8	7,8	7,6
	EL	8,6	8,9	8,4	7,9	8,1	7,6	7,4
	ES	8,5	8,6	8,2	8,0	8,2	7,6	6,8
	FR	7,2	7,5	7,4	6,9	6,6	6,0	5,2
	IT	7,3	7,2	7,2	7,3	6,9	6,7	6,6
	CY	8,9	9,0	8,6	8,4	8,4	6,9	7,4
	LV	8,4	8,3	7,3	7,9	7,4	7,1	6,4
	LT	8,4	8,4	8,4	8,4	7,9	7,5	7,1
	LU	7,2	7,8	7,1	6,9	7,0	6,1	5,5
	HU	8,5	8,5	8,5	8,3	7,6	7,6	6,8
	MT	8,8	9,0	8,8	8,3	8,8	7,7	7,6
	NL	7,2	7,4	7,2	7,0	7,1	6,6	5,8
	AT	7,8	7,6	7,8	7,1	7,6	7,2	6,4
	PL	8,0	7,8	7,7	7,5	7,2	6,8	7,0
	PT	7,8	7,8	7,4	7,5	7,4	7,1	6,8
	RO	8,8	8,6	8,2	8,2	8,0	7,6	7,1
	SI	8,8	8,5	8,2	8,3	7,5	7,6	7,0
	SK	9,1	8,3	8,3	8,4	8,2	7,9	7,5
	FI	7,9	7,9	8,0	7,8	7,1	7,0	6,1
	SE	7,5	8,1	8,2	7,5	7,6	7,5	4,9
	UK	7,6	7,6	7,2	7,1	6,6	6,4	5,7
Moyenne la plus élevée par pays		Moyenne la plus basse par pays				Moyenne la plus basse par item		

1.1 Les initiatives qui suscitent une large adhésion dans tous les pays de l'Union

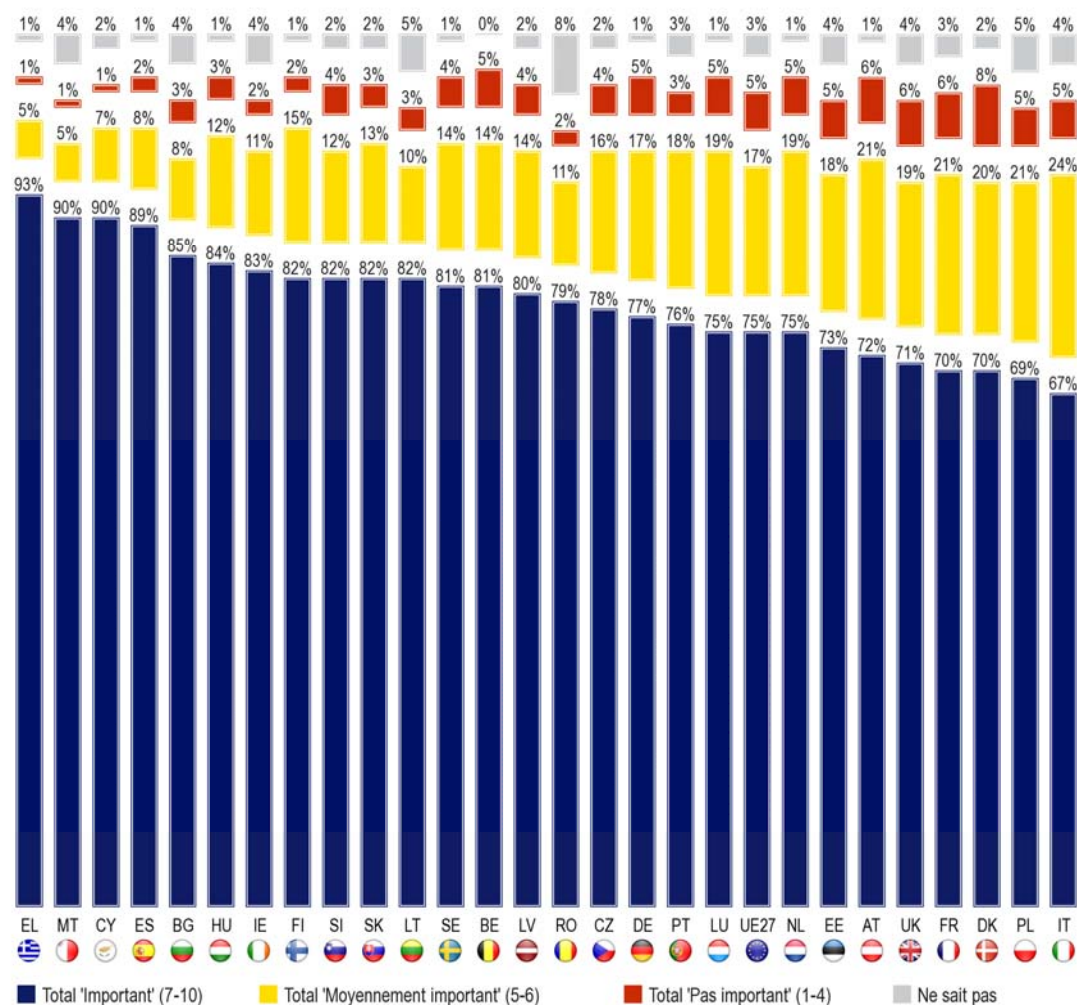
Sur les sept initiatives testées, cinq sont considérées comme importantes par au moins un répondant sur deux dans tous les pays de l'Union. Au-delà des différences nationales, cela signifie donc qu'il existe un consensus large au sein de la population de l'Union sur l'importance des politiques en faveur de l'emploi, de la lutte contre l'exclusion, du développement durable, de l'éducation et du soutien à l'esprit d'entreprise.

« Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société. »

Le degré d'importance accordé à la lutte contre l'exclusion et la solidarité avec les plus modestes fait largement consensus au sein des différents pays de l'Union, puisqu'il varie entre 67% et 93%. C'est en Grèce (93%), à Malte (90%), à Chypre (90%) et en Espagne (89%) que les opinions accordent le plus d'importance à cette initiative. Si elle reste très largement majoritaire, l'importance donnée à cette thématique est moins marquée en Italie (67%), en Pologne (69%), au Danemark et en France (70%) dans les deux cas).

QC1.7. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société

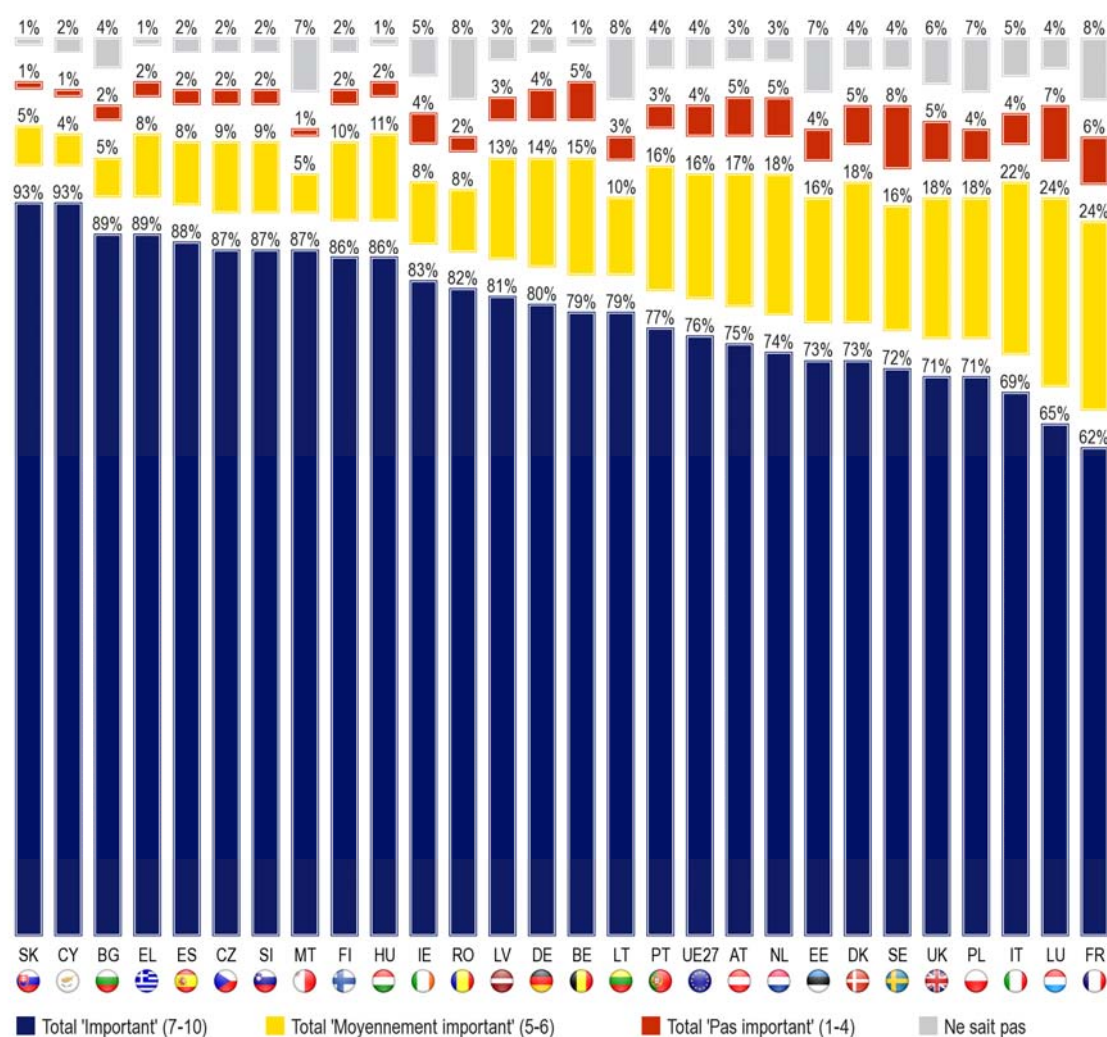


« Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois. »

L'importance perçue d'une politique visant à moderniser le marché du travail et à augmenter le niveau de l'emploi oscille entre 62% et 93% au sein des différents pays de l'Union. C'est en France (62%), au Luxembourg (65%) et en Italie (69%) qu'elle est la moins forte et en Slovaquie (93%), à Chypre (93%), en Bulgarie (89%) et en Grèce (89%) qu'elle est la plus élevée.

QC1.6. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois

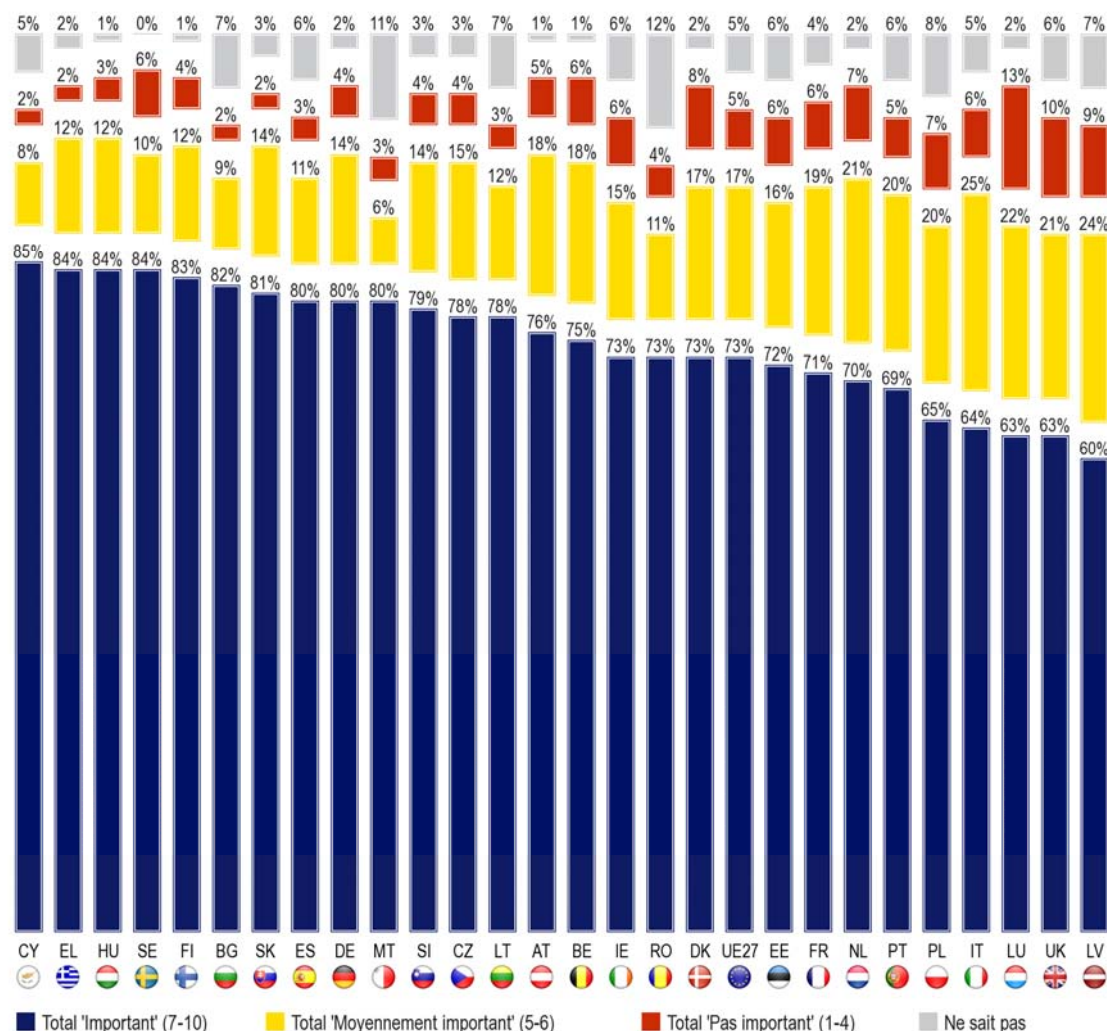


« Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre. »

Le consensus prévaut aussi largement en ce qui concerne l'enjeu économique et environnemental consistant à soutenir une économie moins consommatrice de ressources naturelles et moins émettrice de gaz à effet de serre. La perception de l'importance de cette action s'échelonne ainsi entre 60% en Lettonie et 85% à Chypre. L'assentiment est également particulièrement fort chez les répondants de Grèce et de Hongrie (84%), mais également en Suède (84%) et en Finlande (83%), qui confirment ici leur attachement tout particulier aux problématiques environnementales.

QC1.4. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre

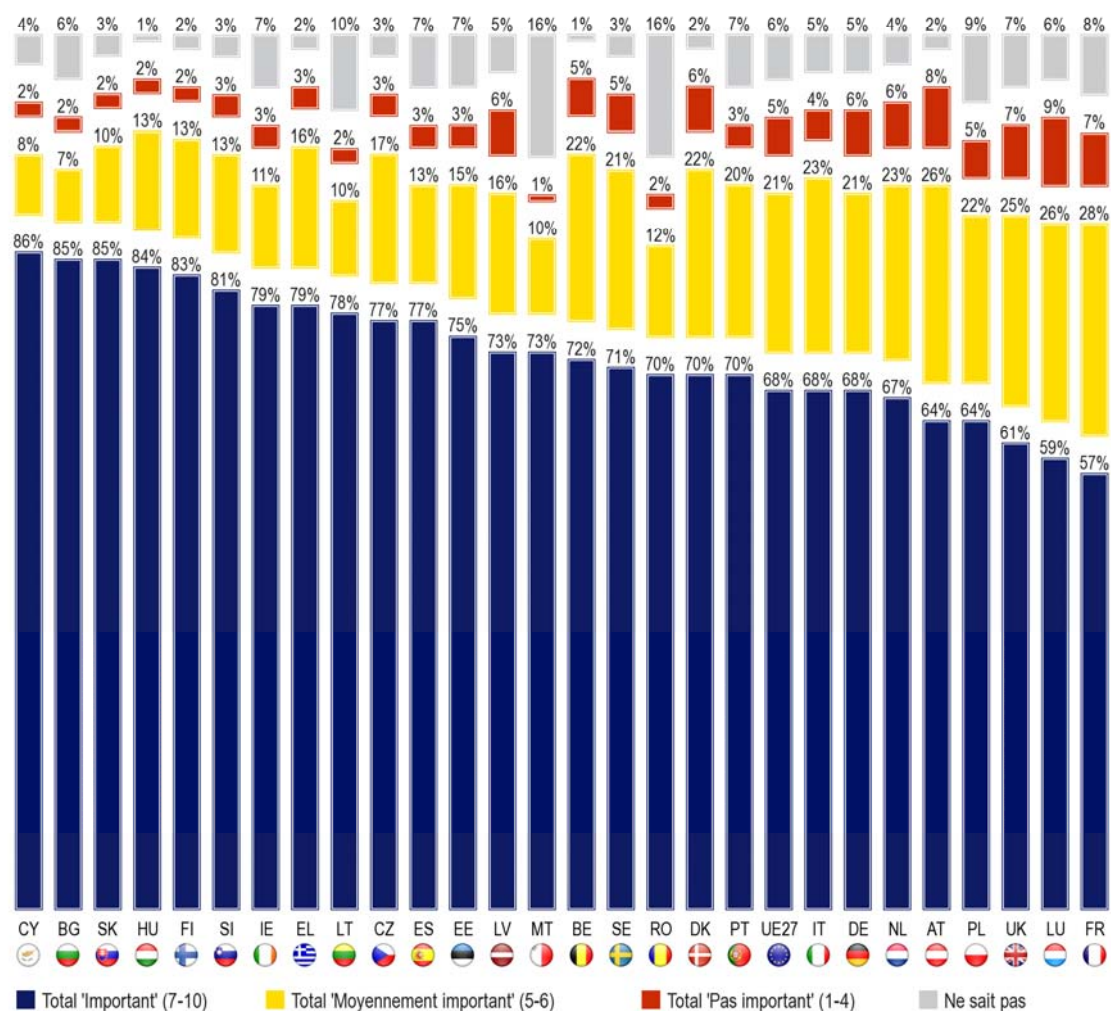


« Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences. »

L'importance à accorder au soutien de la compétitivité de l'économie européenne et à l'esprit d'entreprise est également partagée par une majorité absolue de répondants dans tous les pays de l'Union, avec une intensité variant entre 57% en France et 86% à Chypre. Plus de 8 répondants sur 10 en Bulgarie et en Slovaquie (85% chacun), en Hongrie (84%), en Hongrie (84%), en Finlande (83%), en Slovaquie (85% chacun), en Hongrie (84%), en Finlande (83%) et en Slovaquie (81%) jugent également cette initiative importante.

QC1.5. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences

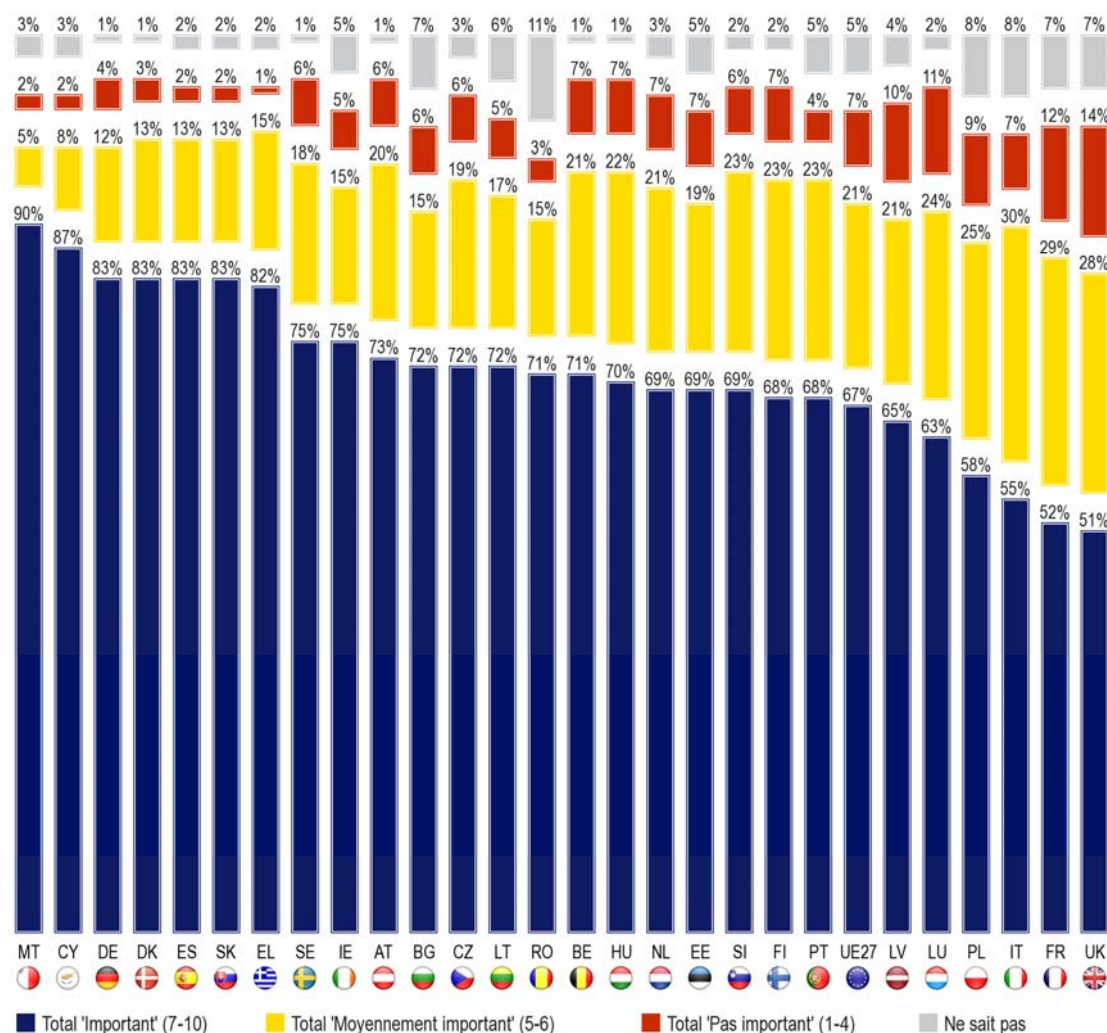


« Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE. »

Enfin, même si les différences d'intensité sont plus marquées, l'importance d'une politique éducative en faveur de l'enseignement supérieur est partagée par plus d'un Européen sur deux dans tous les pays de l'Union. C'est à Malte (90%), à Chypre (87%), en Allemagne (83%), au Danemark (83%), en Espagne (83%) et en Slovaquie (83%) que les opinions sont les plus sensibles à l'importance d'une politique renforçant la qualité du système d'enseignement supérieur. La perception de l'importance de cet enjeu est la moins élevée au Royaume-Uni (51%), en France (52%) et en Italie (55%).

QC1.2. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE

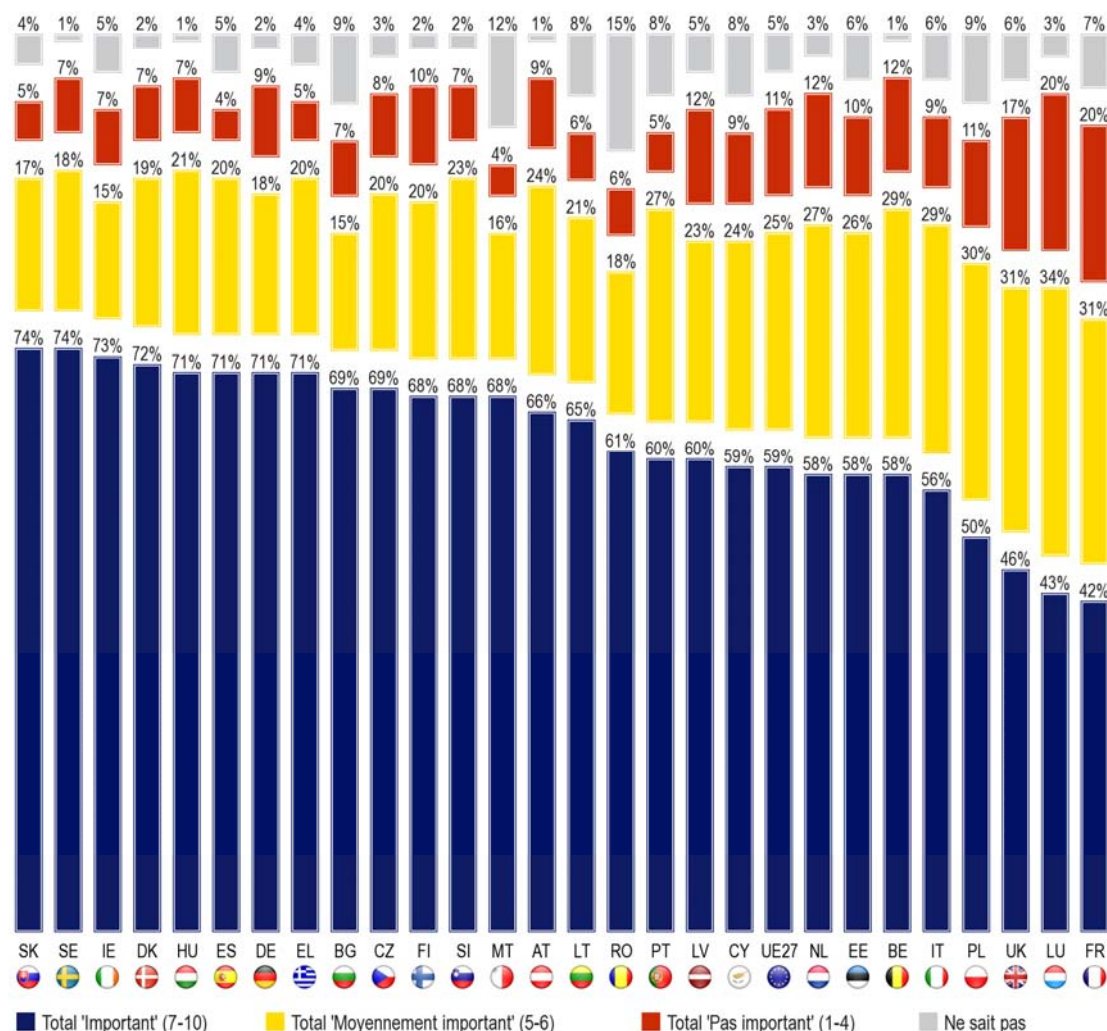


1.2 Les initiatives qui ne suscitent pas une adhésion majoritaire dans tous les pays de l'Union

Sur les sept initiatives testées, deux ne bénéficient pas de l'adhésion d'une majorité absolue dans tous les pays de l'Union. C'est en premier lieu le cas de l'initiative visant à **« augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits »** qui n'est pas perçue comme importante par une majorité relative dans trois pays de l'Union : la France (42%), le Luxembourg (43%) et le Royaume-Uni (46%). L'importance accordée à cette action est la plus forte en Slovaquie (74%), en Suède (74%) et en Irlande (73%).

QC1.1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

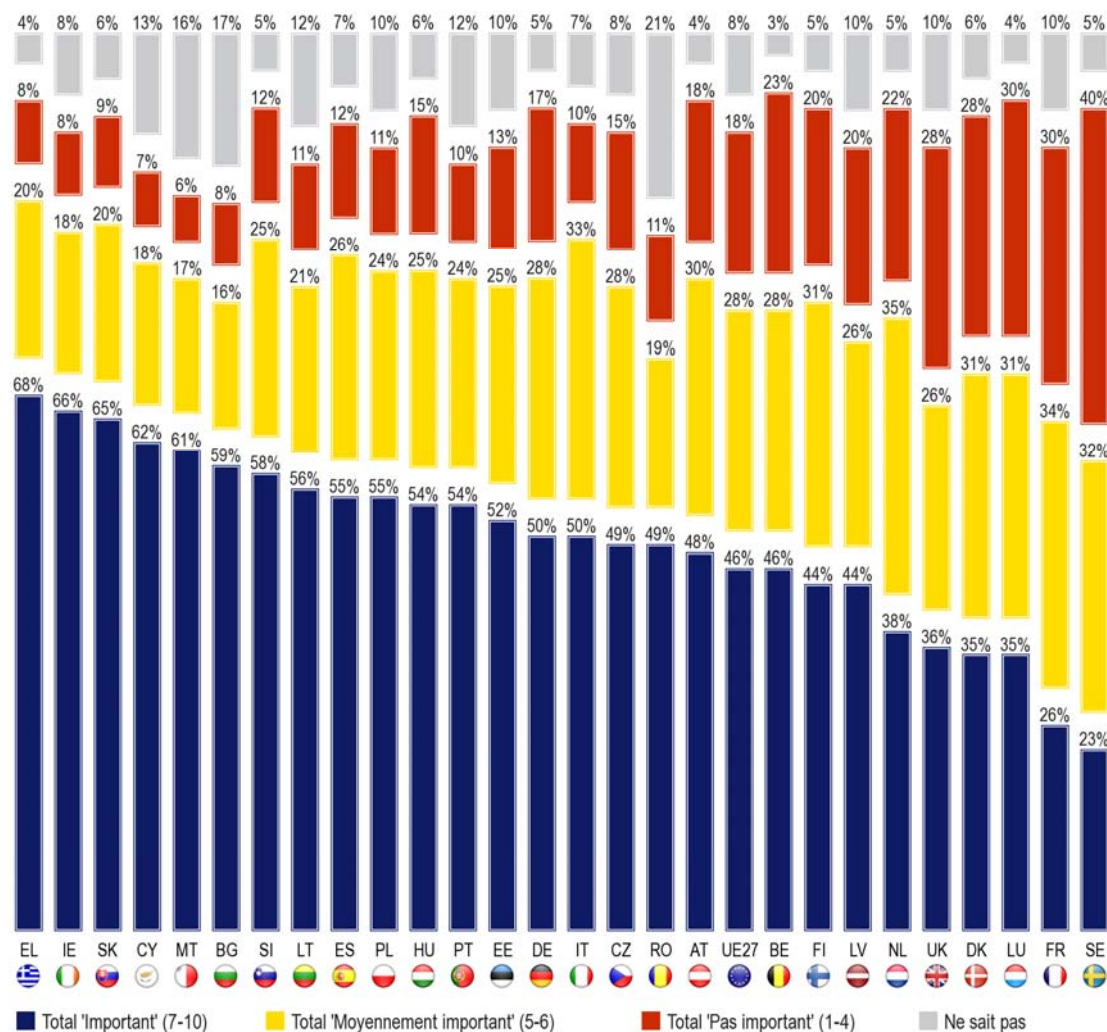
Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits



C'est en second lieu le cas de l'initiative visant à **développer l'e-économie et l'internet ultrarapide** dont l'importance est perçue par une majorité absolue de répondants dans seulement quinze pays de l'Union. Dans deux pays, la Suède et la France, les niveaux de perception de l'importance de cette initiative sont particulièrement faibles avec des scores sous les 30%. En Suède (23% des répondants la jugent importante, 32% moyennement importante, et 40% pas importante), et en France (26% des personnes interrogées l'estiment importante, 34% importante et 30% pas importante), seule une minorité de répondant juge cette initiative importante. Le Luxembourg (35%) et le Danemark (35%) accordent également assez peu d'importance à cette action. En Grèce (68%), en Irlande (66%) et en Slovaquie (65%) environ deux répondants sur trois jugent au contraire cette initiative importante.

QC1.3. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Développer l'e-économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE





A la seule exception - relative⁷⁴ - du développement de l'économie numérique et de l'internet ultrarapide, les initiatives de l'Union Européenne dans le cadre d'Europe 2020 sont donc perçues comme importantes par une très large majorité d'Européens et ce de manière globalement consensuelle au sein de l'ensemble des pays de l'Union. Ce consensus est également social puisque la hiérarchie de l'importance des différentes initiatives varie très peu entre les divers groupes sociaux. En témoigne le fait que 79% de ceux qui se classent en bas de l'échelle sociale, et 76% de ceux qui se classent en haut considèrent qu'il est important d'aider les plus modestes, que 75% de ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures et 76% de ceux qui n'en ont pas jugent important de moderniser le marché de l'emploi ou encore que le soutien à une économie plus respectueuse des ressources naturelles semble important aux yeux de 76% des ouvriers et de 75% des cadres. Autrement dit, le degré d'importance accordé à chacune des initiatives est socialement partagé au sein de la population européenne.

Quelques différences peuvent également être notées selon le sexe du répondant : ainsi, les hommes sont un peu plus nombreux à considérer les initiatives suivantes comme importantes : « augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits » (63% pour 56%), « développer l'e-économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE » (49% pour 43%), et « soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre » (73% pour 72%). A l'inverse, les femmes sont un peu plus nombreuses à accorder de l'importance au fait d'« aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société » (77% pour 74%).

⁷⁴ 46% des Européens estiment cette initiative importante.

QC1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".
- % Total 'Important' (7-10)

	Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société	Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois	Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre	Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences	Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE	Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits	Développer l'économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE
UE27	76%	76%	73%	68%	67%	59%	46%
Sexe du répondant							
 Homme	74%	76%	73%	71%	67%	63%	49%
Femme	77%	75%	72%	66%	67%	56%	43%
Echelle d'occupation du répondant							
 Indépendants	75%	79%	71%	74%	69%	63%	51%
Cadres	73%	76%	75%	74%	69%	67%	47%
Autres employés	72%	74%	73%	70%	66%	58%	49%
Ouvriers	76%	79%	76%	70%	67%	57%	46%
Hommes/ femmes au foyer	78%	75%	68%	63%	63%	54%	43%
Chômeurs	81%	77%	72%	67%	65%	54%	48%
Retraités	74%	73%	70%	64%	65%	60%	40%
Etudiants	78%	76%	76%	68%	74%	60%	54%
Difficultés à payer ses factures							
La plupart du temps	78%	75%	70%	67%	64%	53%	43%
De temps en temps	76%	75%	71%	67%	64%	55%	46%
Pratiquement jamais	75%	76%	74%	69%	69%	62%	46%
Autopositionnement sur l'échelle sociale							
Bas (1-4)	79%	74%	70%	65%	63%	53%	39%
Moyen (5-6)	74%	76%	72%	67%	67%	59%	47%
Haut (7-10)	76%	79%	77%	75%	73%	66%	53%

2. LES OBJECTIFS CHIFFRES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

Après s'être exprimés sur l'importance des différentes initiatives à prendre pour sortir de la crise économique et financière, les répondants ont été appelés à se prononcer sur la nature des objectifs chiffrés fixés par l'Union dans le cadre d'Europe 2020. Ils devaient ainsi juger si ces objectifs étaient « trop ambitieux », « trop modestes » ou « comme il faut ».⁷⁵

Les huit objectifs testés semblent réalistes aux yeux des Européens, puisqu'une majorité absolue d'entre eux les juge tous « comme il faut ». On peut cependant émettre l'hypothèse qu'une très large partie de l'échantillon ne disposait pas forcément des connaissances et des informations nécessaires pour savoir si ces objectifs étaient objectivement atteignables ou pas. Par conséquent, ce résultat doit probablement être davantage lu comme l'expression d'une attente (les Européens jugent ces objectifs réalistes parce qu'ils souhaitent qu'ils soient réalisés) que comme un jugement argumenté sur chacun des objectifs testés. En outre, on peut donc en conclure qu'il existe une cohérence entre les objectifs d'Europe 2020 et les attentes et les espoirs des Européens.

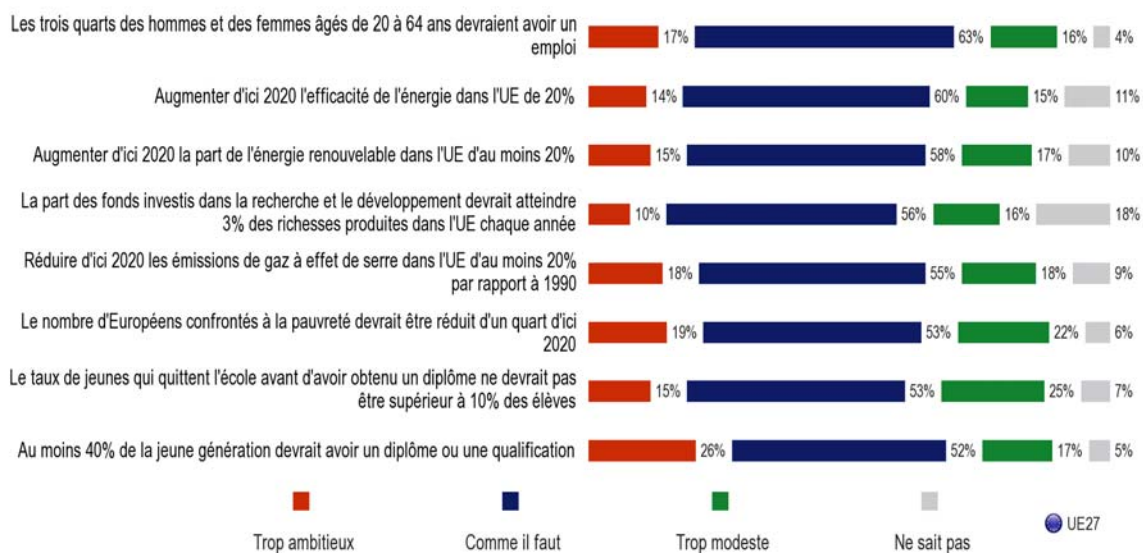
Dans le détail :

- 63% des Européens considèrent que l'objectif consistant à ce que les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans aient un emploi est réaliste, 17% le jugeant « trop ambitieux » et 16% « trop modeste ».
- 60% estiment que l'objectif visant à « augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% » est réaliste, 15% le considérant comme trop modeste et 14% comme trop ambitieux.
- L'objectif consistant à « augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'Union de 20% » est jugé réaliste par 58% des Européens, 17% le jugeant trop modeste et 15% trop ambitieux.
- Faire en sorte que la part des fonds investis dans la recherche et le développement atteigne 3% des richesses produites dans l'UE chaque année est un objectif réaliste pour 56% des Européens interrogés, 16% le jugeant trop modeste et 10% trop ambitieux.

⁷⁵ QC2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

- 55% des Européens pensent que l'objectif consistant à « réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 » est réaliste, une proportion identique (18%) le jugeant soit trop ambitieux, soit trop modeste.
- 53% des répondants s'accordent sur le réalisme de l'objectif visant à réduire d'un quart d'ici 2020 le nombre d'Européens confrontés à la pauvreté, 22% considérant cet objectif comme trop modeste et 19% comme trop ambitieux.
- 53% d'Européens jugent également réaliste de faire en sorte que le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ne soit pas supérieur à 10%, 25% estimant que cet objectif est trop modeste et 15% trop ambitieux. De tous les objectifs testés, c'est celui que la plus forte proportion d'Européens juge « trop modeste », un quart d'entre eux souhaitant que l'on aille plus loin en matière de lutte contre l'échec scolaire.
- enfin, l'objectif consistant à ce qu'au moins 40% de la jeune génération ait un diplôme ou une qualification est considéré comme réaliste par 52% des Européens, 26% le jugeant trop ambitieux et 17% trop modeste. De tous les objectifs testés, c'est celui que la plus forte proportion d'Européens juge « trop ambitieux ».

QC2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?



C'est en Italie et en Espagne que le réalisme de tous ces objectifs est le plus largement apprécié par l'opinion. L'Espagne obtient le meilleur score à l'item « comme il faut » sur quatre des huit objectifs proposés : « Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% », « Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE d'au moins 20% », « La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année », « Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification ».

L'Italie obtient le meilleur score pour les quatre autres objectifs : « Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi » ; « Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 » ; « Le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ne devrait pas être supérieur à 10% des élèves » ; « Le nombre d'Européens confrontés à la pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020 ».

Chypre, la Grèce et la Suède se distinguent sur tous les objectifs, avec un pourcentage de répondants les estimant réalistes en dessous de la moyenne européenne. Chypre atteint ainsi le plus bas score pour l'item « comme il faut » pour trois objectifs sur les huit proposés, tous liés à l'énergie et au développement durable : « Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% », « Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE d'au moins 20% », « Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 ». C'est le cas en Grèce et en Suède pour deux objectifs chacun. En Suède, il s'agit des deux objectifs concernant l'éducation : « Le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ne devrait pas être supérieur à 10% des élèves » ; « Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification ». En Grèce, il s'agit avant tout d'objectifs sociaux et de lutte contre l'exclusion : « Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi » ; « Le nombre d'Européens confrontés à la pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020 ».

Il est intéressant de constater dans l'analyse par pays que les items « trop ambitieux » ou « trop modeste », pour chacun des objectifs, ne recueillent quasiment jamais une majorité absolue de citations, à deux exceptions notables près, qui concernent les objectifs portant sur les enjeux éducatifs. Ainsi :

- respectivement, 71% et 58% des Suédois jugent trop modestes les objectifs visant à ce qu'au moins 40% de la jeune génération ait un diplôme ou une qualification et à ce que le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ne soit pas supérieur à 10%.
- 56% des répondants au Danemark partagent également l'idée qu'une qualification pour au moins 40% de la jeune génération est un objectif trop modeste. A l'opposé, 55% des Allemands le jugent trop ambitieux.

Ce sont les seuls cas où, dans chacun des 27 pays de l'Union, une majorité absolue des répondants se prononcent pour l'item « trop modeste » ou « trop ambitieux ».

L'analyse des résultats nationaux par objectif révèle des perceptions très différentes d'un pays à l'autre. Nous avons regroupé les différents objectifs selon leur thématique : les objectifs économiques et sociaux, les objectifs de développement durable, les objectifs éducatifs.

QC2 En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

	Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi			Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%			Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE d'au moins 20%			La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année			Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990			Le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ne devrait pas être supérieur à 10% des élèves			Le nombre d'Européens confrontés à la pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020			Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification		
	Trop ambitieux	Trop modeste	Indice	Trop ambitieux	Trop modeste	Indice	Trop ambitieux	Trop modeste	Indice	Trop ambitieux	Trop modeste	Indice	Trop ambitieux	Trop modeste	Indice	Trop ambitieux	Trop modeste	Indice	Trop ambitieux	Trop modeste	Indice	Trop ambitieux	Trop modeste	Indice
UE27	17%	16%	+1	14%	15%	-1	15%	17%	-2	10%	16%	-6	18%	18%	=	15%	25%	-10	19%	22%	-3	26%	17%	+9
BE	26%	20%	+6	19%	23%	-4	18%	27%	-9	16%	23%	-7	24%	27%	-3	19%	41%	-22	27%	32%	-5	14%	46%	-32
BG	18%	10%	+8	19%	6%	+13	21%	7%	+14	12%	9%	+3	21%	8%	+13	17%	14%	+3	21%	17%	+4	29%	10%	+19
CZ	23%	19%	+4	22%	10%	+12	24%	13%	+11	12%	13%	-1	23%	19%	+4	14%	27%	-13	26%	22%	+4	40%	6%	+34
DK	16%	14%	+2	18%	17%	+1	15%	24%	-9	9%	19%	-10	26%	20%	+6	13%	43%	-30	19%	26%	-7	5%	56%	-51
DE	18%	24%	-6	14%	20%	-6	15%	24%	-9	9%	20%	-11	17%	25%	-8	15%	41%	-26	24%	23%	+1	55%	4%	+51
EE	11%	16%	-5	14%	7%	+7	16%	7%	+9	9%	15%	-6	20%	10%	+10	15%	24%	-9	24%	17%	+7	43%	10%	+33
IE	17%	11%	+6	15%	12%	+3	17%	13%	+4	8%	16%	-8	20%	12%	+8	12%	17%	-5	14%	20%	-6	18%	12%	+6
EL	24%	26%	-2	23%	21%	+2	23%	23%	=	21%	23%	-2	25%	26%	-1	20%	27%	-7	28%	36%	-8	23%	23%	=
ES	16%	11%	+5	9%	11%	-2	11%	12%	-1	8%	11%	-3	14%	12%	+2	15%	19%	-4	15%	17%	-2	13%	14%	-1
FR	28%	12%	+16	17%	14%	+3	18%	19%	-1	13%	19%	-6	23%	21%	+2	19%	28%	-9	27%	32%	-5	14%	35%	-21
IT	8%	10%	-2	11%	11%	=	11%	14%	-3	8%	13%	-5	11%	14%	-3	9%	14%	-5	14%	13%	+1	15%	14%	+1
CY	18%	31%	-13	21%	23%	-2	23%	26%	-3	9%	24%	-15	22%	31%	-9	24%	29%	-5	21%	30%	-9	33%	21%	+12
LV	14%	17%	-3	9%	10%	-1	11%	11%	=	5%	15%	-10	10%	11%	-1	14%	34%	-20	7%	27%	-20	23%	18%	+5
LT	14%	17%	-3	10%	7%	+3	12%	7%	+5	7%	10%	-3	17%	8%	+9	11%	23%	-12	13%	14%	-1	22%	11%	+11
LU	31%	13%	+18	25%	18%	+7	24%	23%	+1	15%	22%	-7	26%	24%	+2	21%	34%	-13	29%	33%	-4	15%	45%	-30
HU	17%	19%	-2	11%	20%	-9	13%	23%	-10	9%	17%	-8	13%	24%	-11	18%	15%	+3	17%	30%	-13	45%	4%	+41
MT	18%	8%	+10	11%	7%	+4	10%	9%	+1	10%	8%	+2	14%	10%	+4	26%	13%	+13	16%	12%	+4	23%	10%	+13
NL	22%	15%	+7	19%	19%	=	17%	24%	-7	10%	15%	-5	23%	25%	-2	14%	41%	-27	24%	24%	=	14%	45%	-31
AT	14%	22%	-8	14%	23%	-9	14%	30%	-16	10%	25%	-15	15%	28%	-13	16%	33%	-17	16%	32%	-16	42%	9%	+33
PL	13%	17%	-4	12%	12%	=	13%	14%	-1	6%	18%	-12	19%	11%	+8	7%	21%	-14	13%	20%	-7	19%	14%	+5
PT	17%	11%	+6	18%	13%	+5	18%	11%	+7	16%	12%	+4	18%	14%	+4	19%	14%	+5	19%	18%	+1	20%	10%	+10
RO	16%	5%	+11	11%	8%	+3	13%	11%	+2	11%	8%	+3	14%	11%	+3	13%	14%	-1	17%	13%	+4	14%	12%	+2
SI	38%	5%	+33	17%	9%	+8	17%	12%	+5	19%	14%	+5	19%	13%	+6	25%	9%	+16	21%	14%	+7	33%	7%	+26
SK	25%	15%	+10	19%	12%	+7	21%	13%	+8	13%	13%	=	22%	16%	+6	19%	20%	-1	27%	18%	+9	40%	6%	+34
FI	20%	18%	+2	17%	16%	+1	17%	19%	-2	13%	12%	+1	24%	20%	+4	9%	35%	-26	21%	21%	=	10%	47%	-37
SE	10%	37%	-27	10%	30%	-20	12%	36%	-24	6%	26%	-20	17%	35%	-18	10%	58%	-48	9%	39%	-30	5%	71%	-66
UK	15%	14%	+1	14%	12%	+2	15%	13%	+2	10%	13%	-3	19%	14%	+5	19%	16%	+3	16%	15%	+1	32%	10%	+22

Les 3 indices les plus élevés par objectif

Les 3 indices les plus faibles par objectif

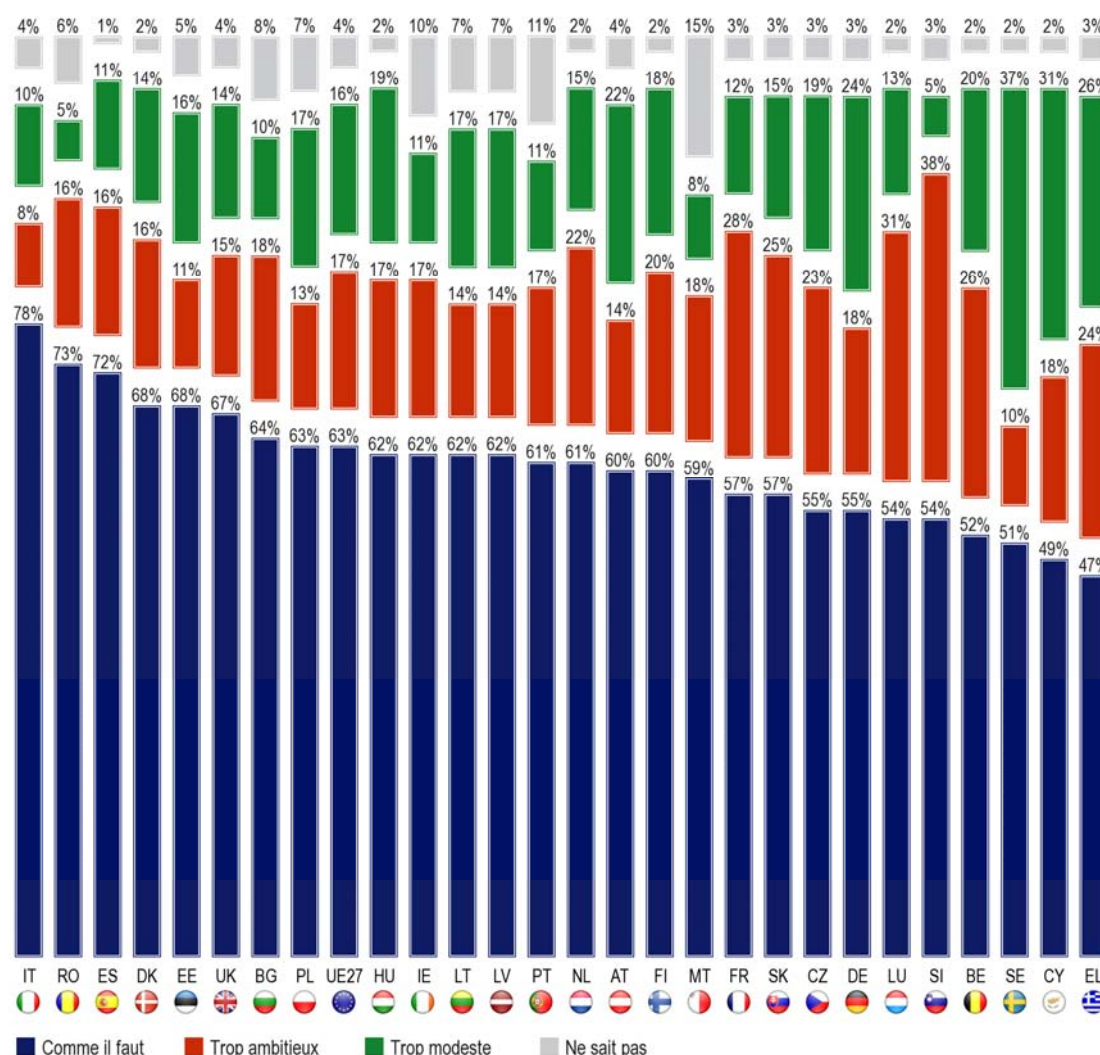
2.1 Europe 2020 : les objectifs économiques et sociaux

« Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans dans l'Union devraient avoir un emploi »

Il n'y a qu'en Grèce et à Chypre que cet objectif n'est pas jugé réaliste par une majorité de répondants. Les réponses « trop ambitieux » et « trop modeste » s'équilibrent en Grèce (24% contre 26%) alors que la réponse « trop modeste » domine à Chypre (31% contre 18%). On relève deux autres particularités nationales : la forte proportion de Slovènes qui jugent cet objectif trop ambitieux (38%) et inversement la forte proportion de Suédois qui le trouvent trop modeste (37%).

QC2.1. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi



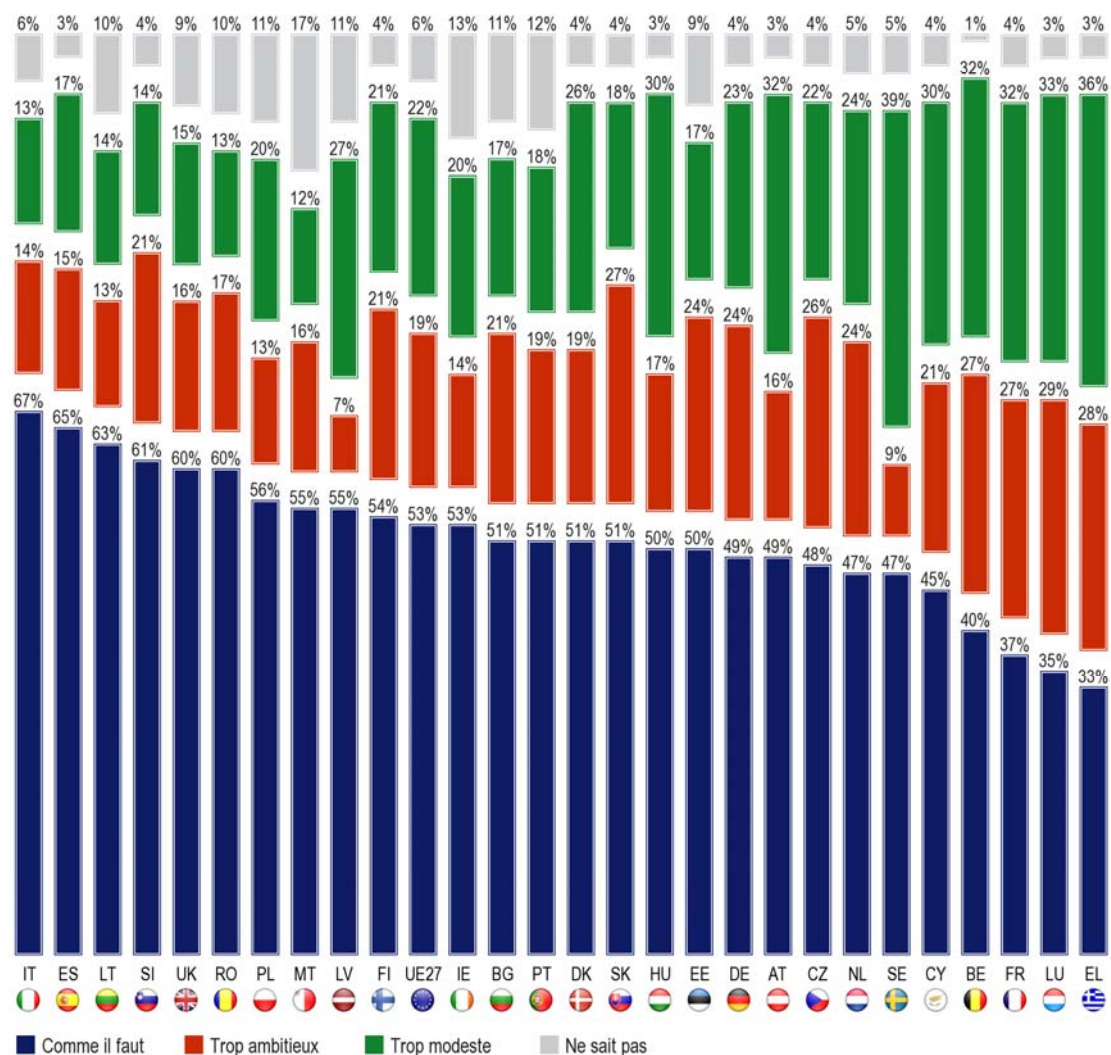
L'analyse sociodémographique ne fait pas apparaître de différences importantes dans l'appréciation de cet objectif. Ainsi, par exemple, 64% de ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale et 61% de ceux qui se classent en bas le considèrent « comme il faut ». On note cependant que les répondants les plus diplômés sont un peu plus nombreux à juger que l'objectif visant à ce que les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans aient un emploi d'ici 2020 est trop modeste (19% de ceux qui ont poursuivi leurs études après 19 ans pour 13% de ceux qui ont quitté l'école avant 16 ans). Cette tendance va se vérifier sur l'ensemble des objectifs soumis aux Européens.

« Le nombre d'Européens confrontés à la pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020. »

Cet objectif est jugé « comme il faut » par moins d'un répondant sur deux dans 10 pays de l'Union, particulièrement en Grèce (33%), au Luxembourg (35%) et en France (37%). Comme pour l'objectif précédent, les Suédois sont les plus nombreux (39%) à le juger trop modeste, suivis ensuite par les Grecs (36%). Au Luxembourg (29%), en Grèce (28%), en Slovaquie (27%), en République tchèque (26%), en France (27%) et en Belgique (27%), plus d'un quart de l'opinion le considère comme trop ambitieux.

QC2.8. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Le nombre d'Européens confrontés à la pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020



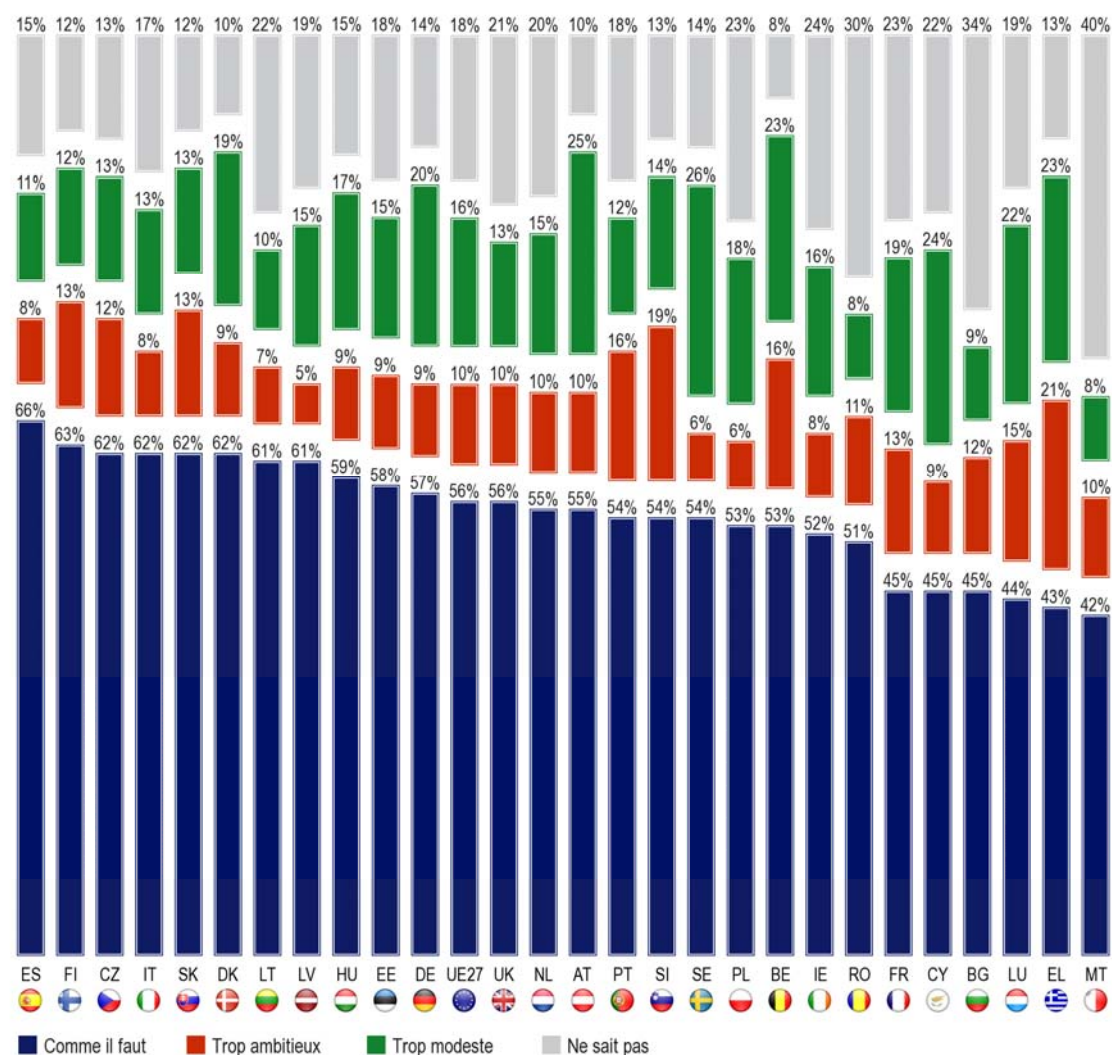
Là encore, l'analyse sociologique ne met en lumière aucunes variations majeures entre les différentes couches sociales. Cet objectif est ainsi considéré « comme il faut » par 53% des personnes qui avouent des difficultés à payer leur facture et 54% de celles qui disent ne pas en avoir. A nouveau, les personnes interrogées dont le niveau d'éducation est le plus élevé sont plus nombreuses à juger cet objectif trop modeste (26%) que celles qui ont arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt (17%).

« La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année »

Il n'y a que six pays de l'Union où cet objectif n'est pas jugé réaliste par une majorité absolue de répondants. C'est en Autriche (25%), en Belgique (23%) et en Grèce (23%) que l'on trouve les plus fortes minorités le considérant comme trop modeste. On constate également sur cet item de forts taux d'absence de réponse à Malte (40%), en Bulgarie (34%) et en Roumanie (30%).

QC2.2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année



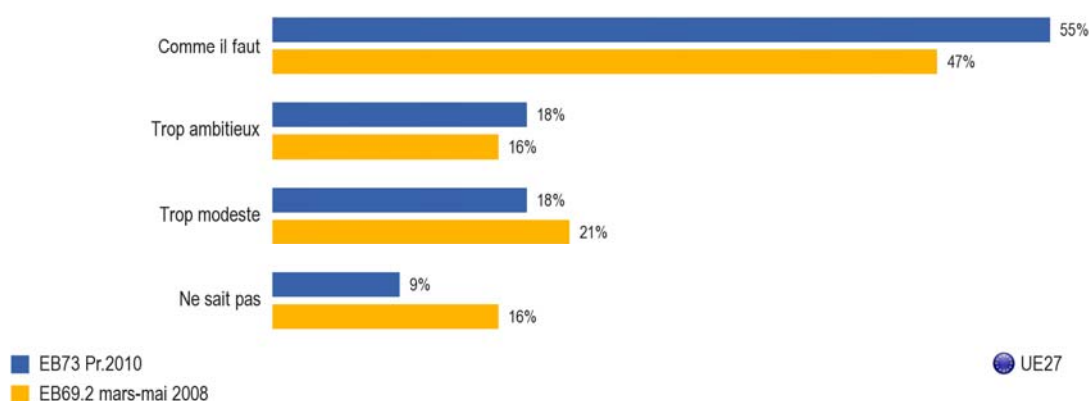
2.2 Europe 2020 : les objectifs de développement durable

« Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 »

La perception du réalisme de cet objectif s'accroît sensiblement au sein de l'opinion européenne par rapport à la dernière mesure de l'Eurobaromètre réalisé au printemps 2008 (EB69). La proportion d'Européens le jugeant « comme il faut » est ainsi en hausse de 8 points. Celle des répondants qui l'estiment trop ambitieux progresse de 2 points et celle des personnes interrogées qui le jugent trop modeste diminue de 3 points. Toutes ces progressions s'expliquent par le net recul du taux de personnes qui ne se prononcent pas (-7 points), signe évident de la sensibilisation de plus en plus forte de l'opinion européenne aux enjeux du développement durable.

QC2.3. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990

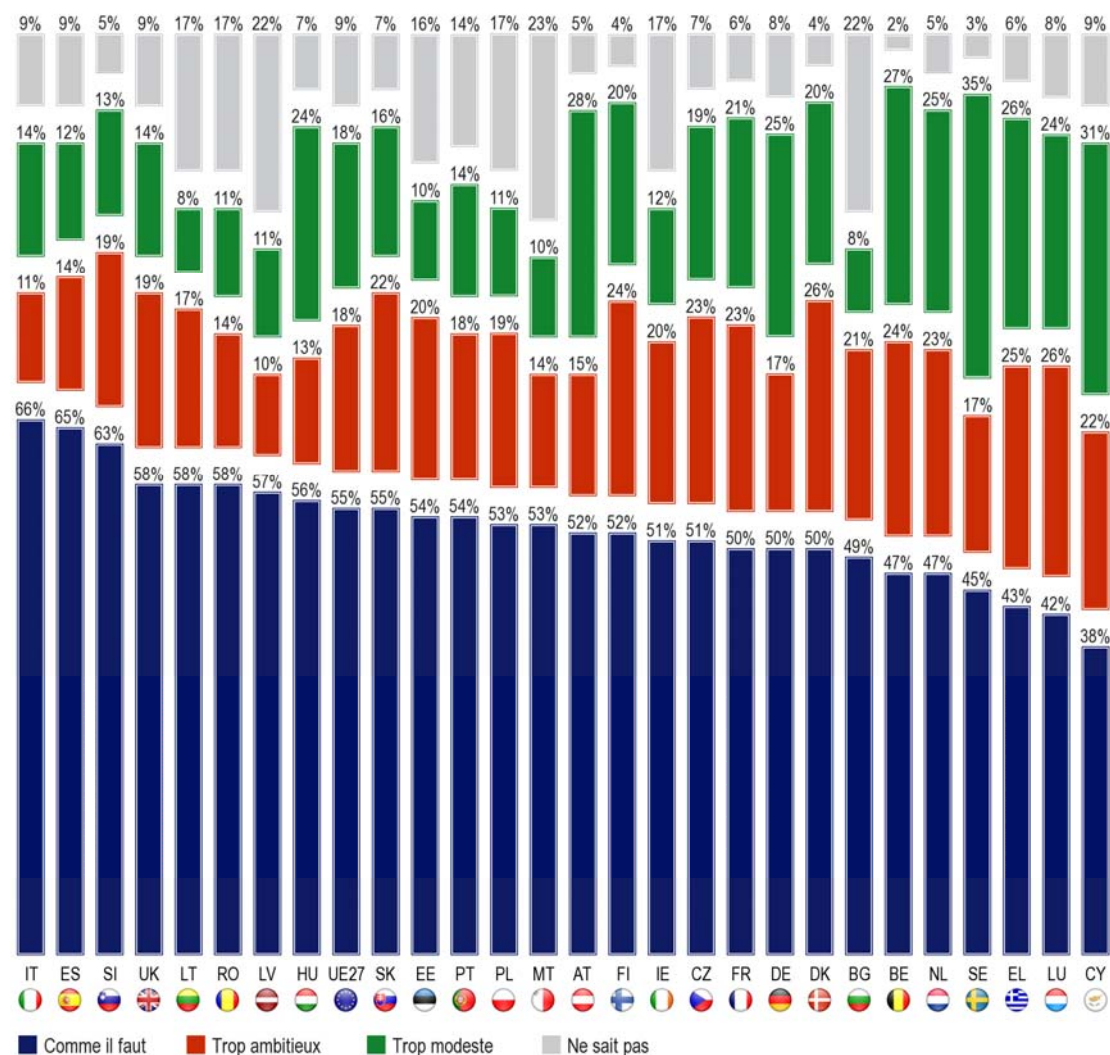


Item formulé de manière légèrement différente dans l'EB69 : L'Union européenne a pour objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici 2020 par rapport à 1990. En pensant à cet objectif, diriez-vous que cet objectif est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste?

C'est en Suède (35%) et à Chypre (31%) que l'on trouve les plus fortes minorités à déplorer le manque d'ambition de cet objectif. C'est à l'inverse au Danemark (26%) et au Luxembourg (26%) que l'on observe la plus forte proportion de répondants à juger cet objectif trop ambitieux.

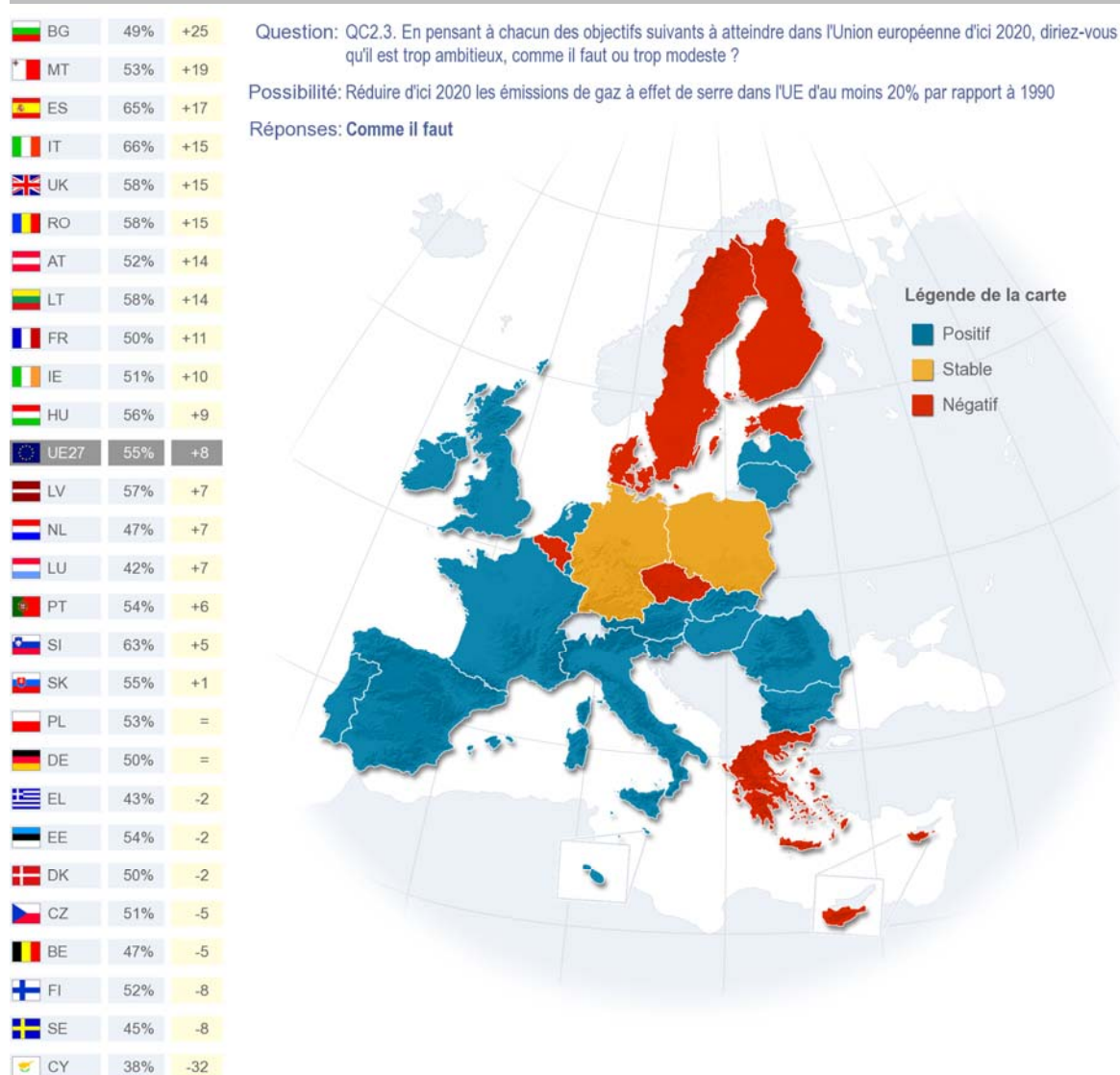
QC2.3. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990



Par rapport au printemps 2008, la perception du réalisme de cet objectif se renforce considérablement en Bulgarie (+25 points), à Malte (+19 points), en Espagne (+17 points), en Italie (+15 points), au Royaume-Uni (+15 points), en Roumanie (+15 points), en Autriche (+14 points), en Lituanie (+14 points), en France (+11 points) et en Irlande (+10 points).

A l'inverse, la proportion de répondants jugeant cet objectif « comme il faut » régresse de 32 points à Chypre et de 8 points en Suède, deux pays qui comptent, on l'a vu, la plus forte minorité de répondants regrettant le manque d'ambition de cet objectif.



Comparaison avec EB69.2 mars-mai 2008

Pour EB69.2 : L'Union européenne a pour objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici 2020 par rapport à 1990. En pensant à cet objectif, diriez-vous que cet objectif est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

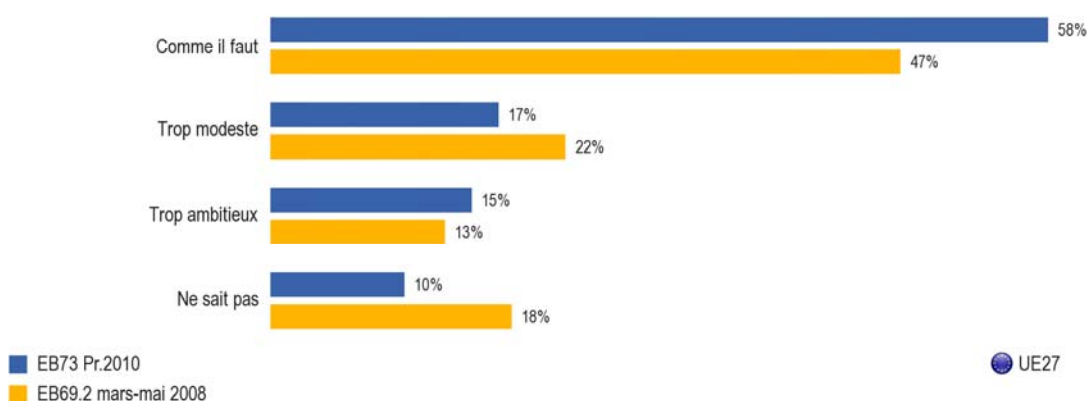
La conscience écologique étant désormais très développée et partagée au sein de l'opinion européenne, on ne constate que peu de différences d'appréciation de cet objectif entre les différentes couches sociales de la population. Les jugements sont assez homogènes, quels que soient l'âge, le niveau d'éducation, l'occupation et la position sociale des individus, même si, d'une manière générale, le sentiment que l'objectif n'est pas ambitieux est plus prononcé au sein des catégories les plus socialement favorisées. Cette analyse vaut également pour les deux autres objectifs de développement durable traités ci-dessous.

« Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE d'au moins 20% »

Sur ce second enjeu de développement durable, les évolutions sont similaires à celles constatées sur l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La proportion d'Européens jugeant « comme il faut » l'objectif d'augmentation de 20% de la part de l'énergie renouvelable est en hausse de 11 points par rapport à la vague du printemps 2008. Celle des répondants considérant cet objectif comme trop ambitieux progresse de 2 points alors que celle des personnes interrogées qui l'estiment trop modeste recule de 5 points. Le taux de sans opinion diminue de 8 points.

QC2.4. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE d'au moins 20%

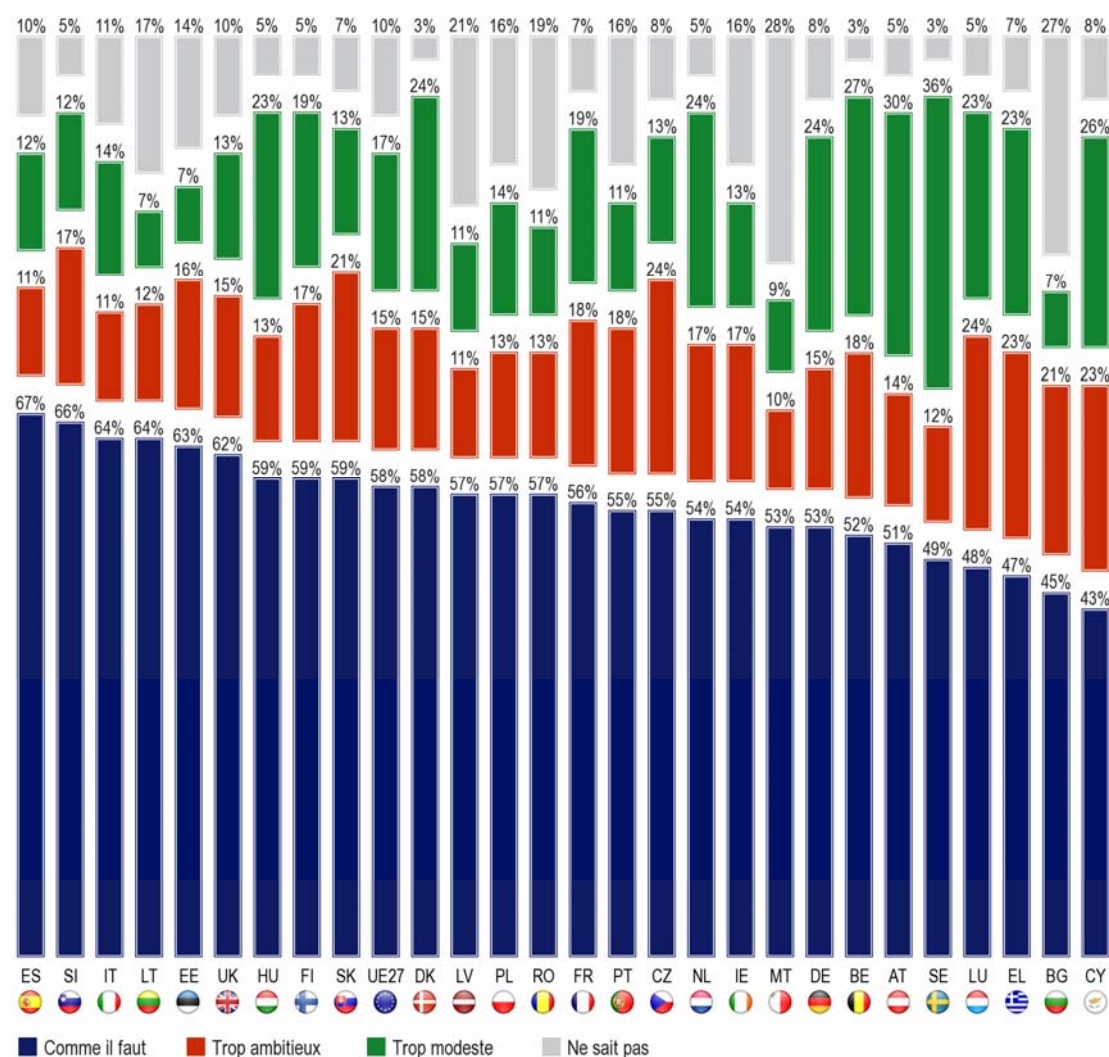


Item formulé de manière légèrement différente dans l'EB69 : L'Union européenne a pour objectif d'augmenter la part des énergies renouvelables à 20% d'ici 2020. En pensant à cet objectif, diriez-vous que cet objectif est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

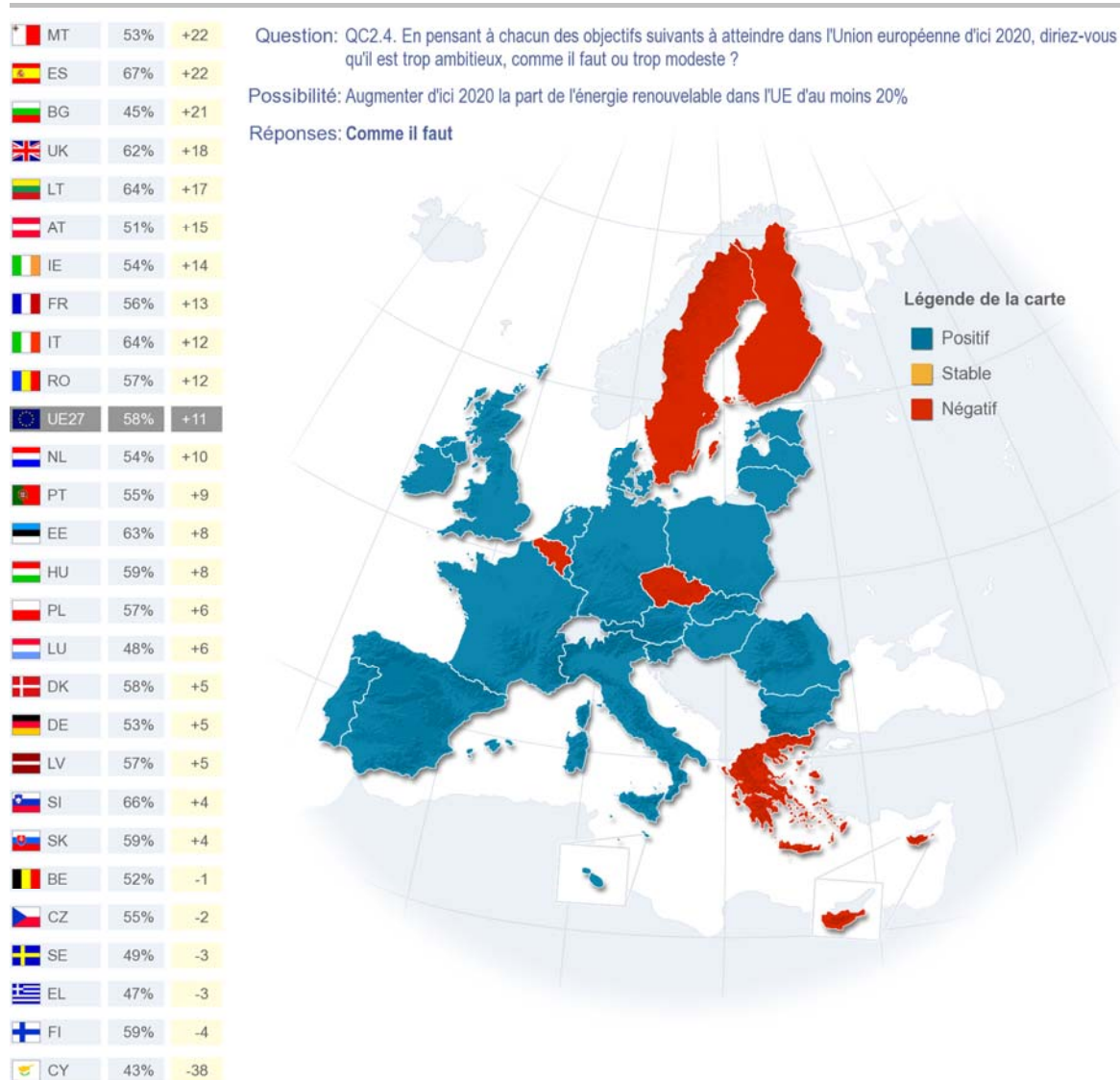
C'est en Suède (36%) et en Autriche (30%) que cet objectif est jugé le plus modeste. La réponse « trop ambitieux » quant à elle est la plus citée au Luxembourg (24%) et en République tchèque (24%).

QC2.4. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE d'au moins 20%



On observe une très forte progression de la perception du réalisme de cet objectif à Malte (+22 points par rapport au printemps 2008), en Espagne (+22 points), en Bulgarie (+21 points), au Royaume-Uni (+18 points), en Lituanie (+17 points), en Autriche (+15 points), en Irlande (+14 points) et en France (+13 points). L'opinion chypriote se distingue une nouvelle fois de la tendance, puisque la proportion de répondants estimant cet objectif « comme il faut » y chute de 38 points.



Comparaison avec EB69.2 mars-mai 2008

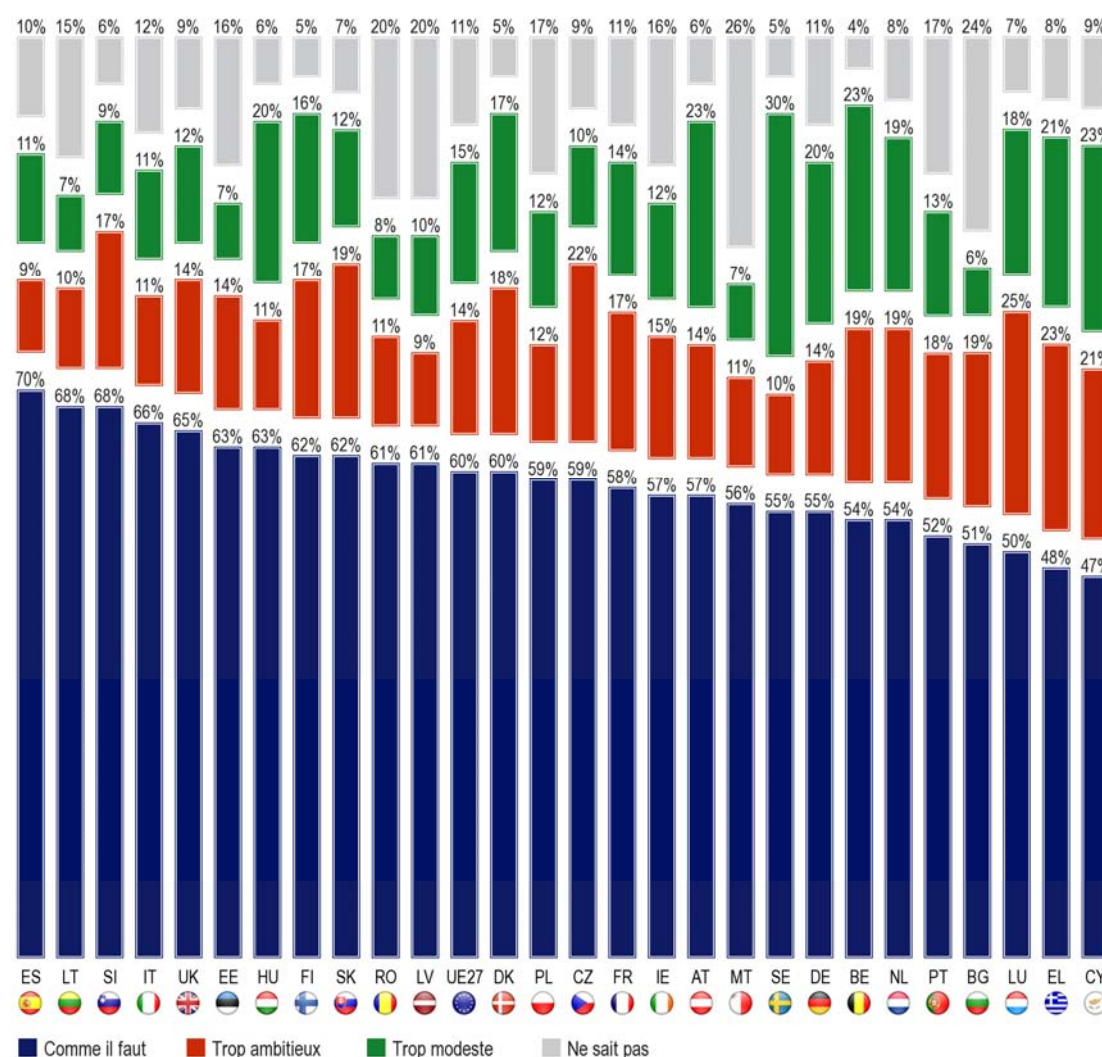
Pour EB69.2 : L'Union européenne a pour objectif d'augmenter la part des énergies renouvelables à 20% d'ici 2020. En pensant à cet objectif, diriez-vous que cet objectif est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

« Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%. »

Il n'y a qu'en Grèce (48%) et à Chypre (47%) que les répondants ne sont pas une majorité absolue à juger cet objectif « comme il faut ». C'est une nouvelle fois en Suède que le nombre de répondants estimant que l'objectif est trop modeste est le plus élevé (30%). Et c'est au Luxembourg que l'on trouve la plus forte minorité le jugeant trop ambitieux (25%).



QC2.5. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%



D'un point de vue sociodémographique, on note que les répondants présentant le meilleur niveau d'éducation et la meilleure catégorie d'occupation sont un peu plus nombreux à juger que cet objectif d'augmentation de 20% de l'efficacité de l'énergie d'ici 2020 est trop modeste. C'est ainsi le cas de 19% de ceux qui ont poursuivi leurs études après 19 ans et de 21% des cadres, pour 10% de ceux qui ont arrêté l'école à 15 ans ou plus jeunes, et 10% des personnes au foyer. Les différences en fonction de la difficulté à payer ses factures sont moins nettes sur cet item.

QC2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

	Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990				Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE d'au moins 20%				Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%			
	Trop ambitieux	Comme il faut	Trop modeste	NSP	Trop ambitieux	Comme il faut	Trop modeste	NSP	Trop ambitieux	Comme il faut	Trop modeste	NSP
UE27	18%	55%	18%	9%	15%	58%	17%	10%	14%	60%	15%	11%
Age de fin d'études												
 15-	15%	59%	13%	13%	13%	59%	12%	16%	13%	60%	10%	17%
16-19	17%	57%	17%	9%	15%	59%	17%	9%	14%	62%	14%	10%
20+	21%	51%	23%	5%	16%	56%	23%	5%	16%	58%	19%	7%
Toujours étudiant	21%	52%	20%	7%	17%	58%	19%	6%	14%	63%	15%	8%
Echelle d'occupation du répondant												
 Indépendants	18%	56%	20%	6%	15%	59%	20%	6%	14%	59%	19%	8%
Cadres	20%	52%	23%	5%	16%	55%	24%	5%	13%	60%	21%	6%
Autres employés	17%	57%	19%	7%	15%	58%	20%	7%	14%	61%	16%	9%
Ouvriers	18%	55%	19%	8%	14%	59%	18%	9%	14%	61%	15%	10%
Hommes/ femmes au foyer	15%	57%	13%	15%	13%	59%	11%	17%	13%	59%	10%	18%
Chômeurs	17%	56%	16%	11%	15%	57%	16%	12%	13%	61%	13%	13%
Retraités	18%	56%	14%	12%	15%	58%	13%	14%	15%	60%	10%	15%
Etudiants	21%	52%	20%	7%	17%	58%	19%	6%	14%	63%	15%	8%
Difficultés à payer ses factures												
La plupart du temps	17%	54%	14%	15%	14%	55%	16%	15%	13%	57%	15%	15%
De temps en temps	16%	56%	17%	11%	14%	58%	16%	12%	13%	60%	13%	14%
Pratiquement jamais/ jamais	19%	55%	19%	7%	15%	59%	18%	8%	14%	62%	15%	9%

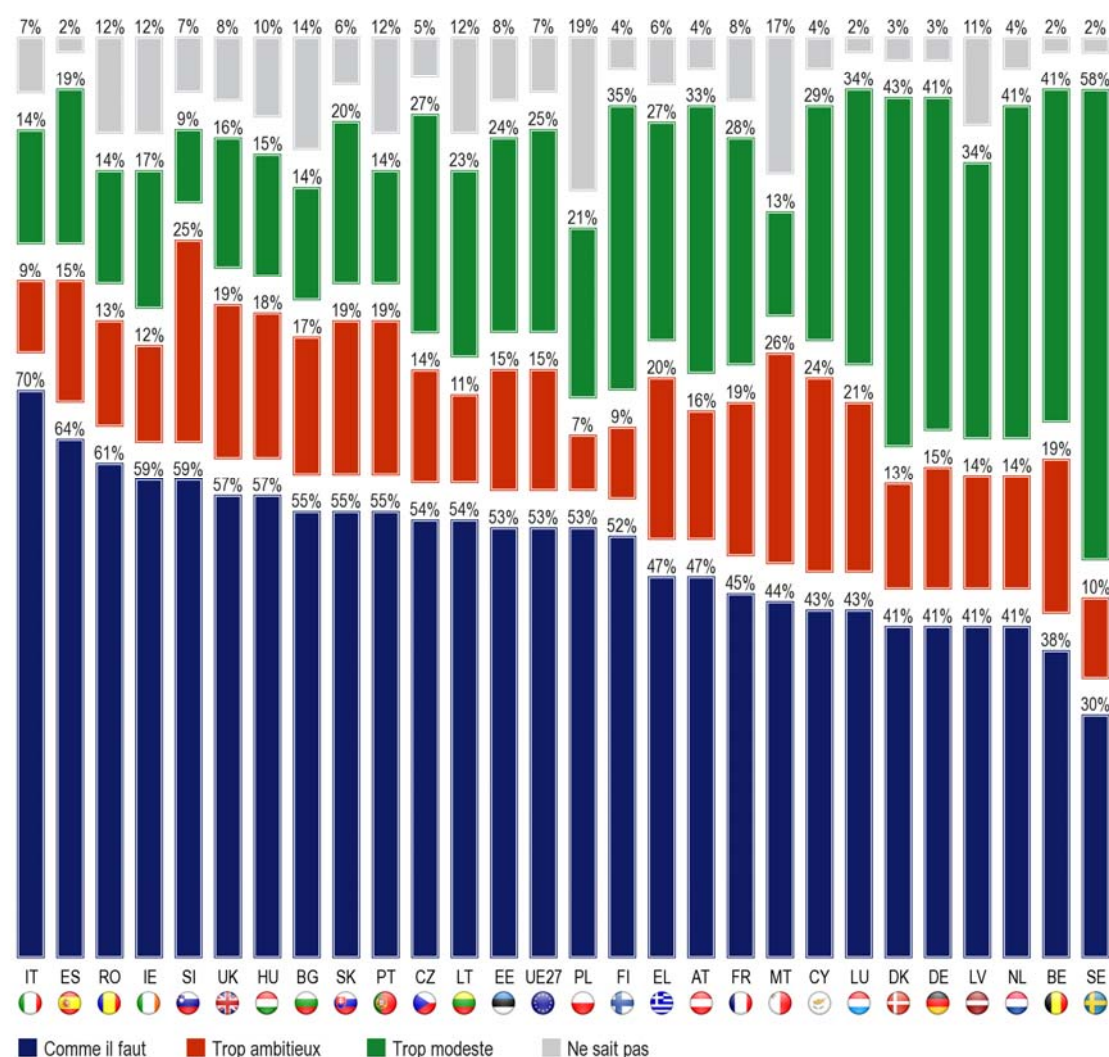
2.3 Europe 2020 : les objectifs éducatifs

« Le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ne devrait pas être supérieur à 10% des élèves. »

Le sentiment du manque d'ambition de cet objectif l'emporte dans trois pays de l'Union : en Suède (58%), au Danemark (43%) et en Belgique (41%). En Allemagne et aux Pays-Bas, les opinions sont strictement partagées (41% jugeant l'objectif « comme il faut » et 41% « trop modeste »).

QC2.6. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ne devrait pas être supérieur à 10% des élèves



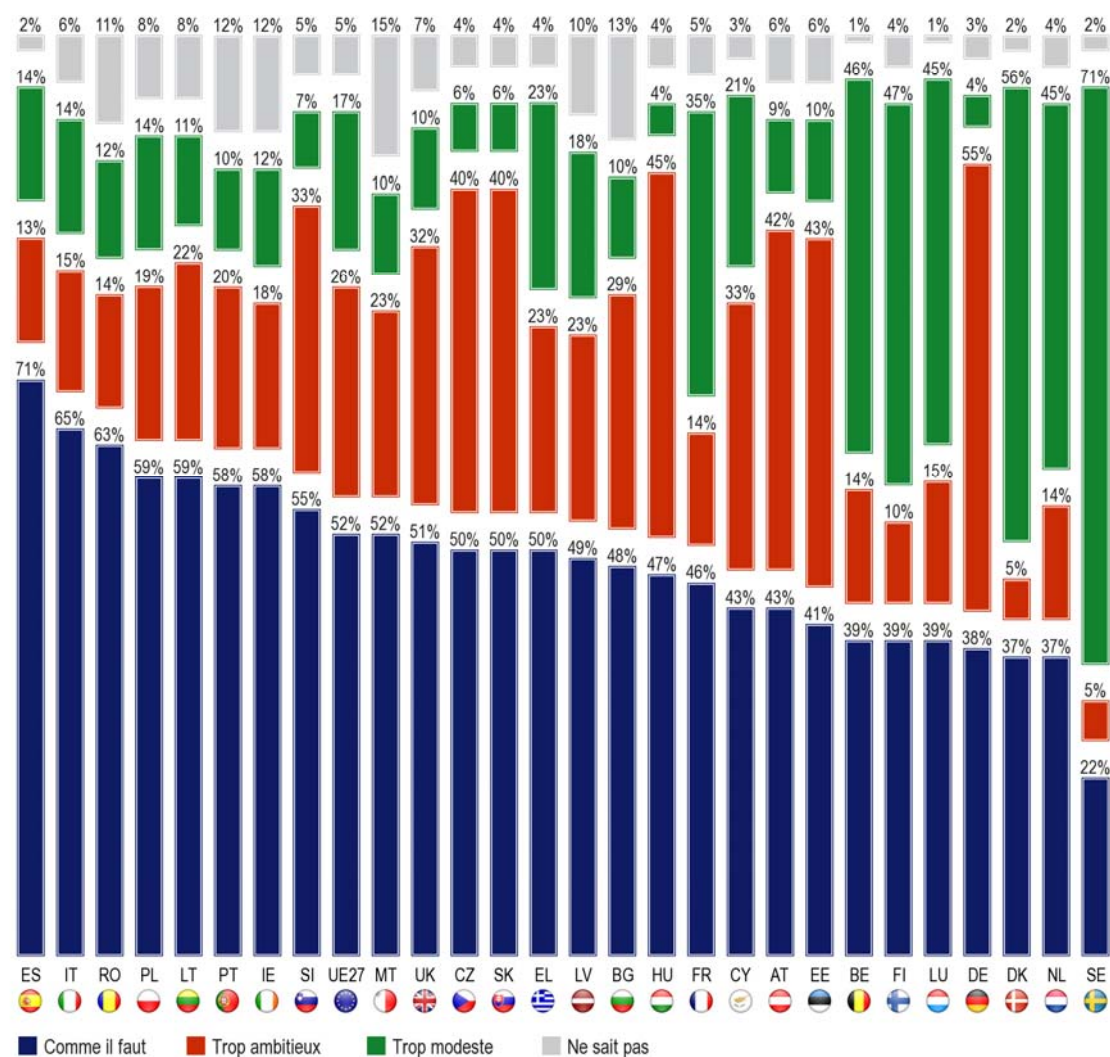
Sur cet item, on observe quelques différences selon le niveau d'éducation du répondant : le manque d'ambition de cet objectif est une idée que partagent davantage les individus à haut niveau de qualification (32% chez les personnes ayant arrêté leurs études après 19 ans) que chez ceux à bas niveau (19% chez les personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans).

« Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification. »

L'appréciation de cet objectif est indiscutablement celle où les différences nationales sont les plus marquées. L'objectif est majoritairement jugé trop modeste dans six pays de l'Union : en Suède (71%), au Danemark (56%), en Finlande (47%), en Belgique (46%), au Luxembourg (45%) et au Pays-Bas (45%). A l'opposé, l'opinion allemande est très spécifique sur le sujet puisque l'Allemagne est le seul pays où cet objectif est jugé trop ambitieux par une majorité absolue des répondants (55%). La perception du caractère trop ambitieux de cet objectif est également remarquable en Estonie (43% contre 41% de répondants qui le jugent « comme il faut »), en Hongrie (45% contre 47%), en Autriche (42% contre 43%), en Slovaquie (40% contre 50%) et en République tchèque (40% contre 50%). Au total, il y a donc six pays au sein de l'Union où cet objectif est jugé trop ambitieux par au moins 40% des répondants.


QC2.7. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification



On observe là aussi certaines différences selon le niveau d'éducation des répondants : 26% des personnes ayant arrêté leurs études après 19 ans jugent cet objectif trop modeste alors que ce n'est le cas que de 10% de celles ayant arrêté leurs études avant 16 ans.

QC2 En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

		Le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ne devrait pas être supérieur à 10% des élèves				Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification			
		Trop ambitieux	Comme il faut	Trop modeste	Ne sait pas	Trop ambitieux	Comme il faut	Trop modeste	Ne sait pas
UE27		15%	53%	25%	7%	26%	52%	17%	5%
Age de fin d'études									
	15-	14%	58%	19%	9%	24%	59%	10%	7%
	16-19	16%	52%	24%	8%	29%	50%	15%	6%
	20+	14%	48%	32%	6%	24%	46%	26%	4%
	Toujours étudiant	16%	53%	27%	4%	22%	53%	22%	3%

CONCLUSION

Malgré une légère érosion des évocations positives, **les représentations des Européens sur la mondialisation restent, de manière globale, inchangées par rapport aux dernières enquêtes Eurobaromètre :**

- La mondialisation demeure majoritairement perçue à la fois comme un levier de croissance économique et de développement, et comme un facteur d'aggravation des inégalités sociales.
- Elle continue également d'être vue comme profitant aux grandes entreprises et non aux citoyens, et une majorité d'Européens estiment qu'elle ne les protège pas contre la hausse des prix.
- La mondialisation continue de susciter une forte demande de régulation et de contrôle, même si cette demande est en baisse par rapport à l'enquête précédente.
- La perception du rôle de l'Union européenne face aux défis de la mondialisation a lui, assez nettement évolué : les jugements favorables du rôle de l'Union sont en baisse notable par rapport à la vague de l'automne 2009. Cela s'explique peut-être par la régression sensible du sentiment selon lequel l'Union est suffisamment armée pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale, même si cette opinion reste majoritaire.
- L'opinion selon laquelle les intérêts de l'Union européenne et ceux des Etats-Unis sont convergents, qui avait fortement augmenté entre l'automne 2008 et l'automne 2009 - conséquence probable de l'élection de Barack Obama, enregistre un léger recul, mais reste partagée par une majorité d'Européens. Comparativement, seul un Européen sur quatre estime que la Chine et l'Union ont des intérêts économiques convergents.

La crise suscite une demande forte de régulation de la sphère financière par l'Union, perçue plus que jamais comme l'acteur le plus à même de faire face aux conséquences de la crise.

- Les attentes sont particulièrement fortes en ce qui concerne une plus grande coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres, mais également entre les pays de la zone euro. Une écrasante majorité des Européens considèrent que les différents Etats membres devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise.
- Une majorité d'Européens continue de croire que le pire est à venir en ce qui concerne les conséquences de la crise pour l'emploi, cette opinion restant inchangée depuis l'automne 2009.
- Derrière cette stabilité au niveau européen, on note cependant des évolutions très fortes au niveau national : en Hongrie et dans les Etats baltes, l'opinion a sensiblement retrouvé confiance en l'avenir en ce qui concerne le marché de l'emploi. A l'inverse, le pessimisme a très fortement progressé en Grèce.
- L'Union renforce encore sa position d'acteur le plus efficace pour faire face aux conséquences de cette crise : c'est désormais l'opinion de plus d'un Européen sur quatre.
- Si les Européens croient en l'Union comme rempart contre la crise, l'euro n'apparaît plus aujourd'hui comme un facteur de stabilisation efficace : moins d'un Européen sur trois estime désormais que la monnaie unique a atténué les effets de la crise.
- La demande d'action de la part de l'Union européenne pour sortir de la crise se fait de plus en plus pressante : une majorité des Européens est d'accord pour considérer qu'il est nécessaire de faire des réformes pour sortir de la crise, même si cela entraîne des sacrifices pour la génération actuelle.
- Les Européens jugent également qu'il serait efficace que l'Union surveille, supervise et réglemente davantage le fonctionnement des marchés financiers.
- Près de trois Européens sur quatre estiment par ailleurs que les mesures pour réduire la dette et le déficit public ne peuvent être retardées. Ils sont cependant nettement plus mesurés lorsqu'on met en balance la question de l'emploi : une majorité relative d'entre eux est en effet favorable à l'idée d'une augmentation ponctuelle ou temporaire des déficits publics afin de soutenir le marché de l'emploi.
- En ce qui concerne les mesures de relance de l'activité, l'opinion publique européenne plébiscite l'investissement dans la formation et l'éducation, l'aide à la création d'entreprises et l'investissement dans la recherche et l'innovation.

Le sentiment d'être un citoyen européen est largement majoritaire, et la demande d'information est forte à cet égard. Les enjeux sociaux sont ici particulièrement importants : dans ce contexte de crise, **les Européens souhaitent avant tout fonder leur citoyenneté sur une harmonisation et une amélioration de la protection sociale.**

- Si l'identité nationale est première dans la définition que les Européens donnent d'eux-mêmes - un peu moins d'un Européen sur deux se définissant uniquement par sa nationalité -, la dimension européenne est bien présente : plus de quatre Européens sur dix se définissent avant tout comme « citoyen de leur pays et européen ». Cette dimension est cependant en léger recul par rapport au printemps 2007.
- Une nette majorité des Européens se sentent d'ailleurs citoyens européens, cette opinion étant très socialement déterminée : ce sentiment est particulièrement affirmé auprès des catégories sociales et culturelles supérieures.
- Un peu plus de quatre Européens sur dix connaissent leurs droits en tant que citoyen de l'Union européenne, et ils souhaitent donc être mieux informés : près des trois quarts des Européens souhaiteraient en savoir plus sur ces droits en tant que citoyen européen.
- Pour renforcer leur sentiment de citoyenneté européenne, les Européens privilégient les éléments de protection sociale devant les éléments politiques. Cette hiérarchie des fondements de la citoyenneté européenne est globalement partagée par toutes les couches sociales.
- Une partie assez importante des Européens est ouverte sur le reste de l'Union européenne (d'un point de vue social et culturel), dans des proportions en augmentation par rapport à mars 2006. Un Européen sur trois est fortement ou moyennement ouvert sur le reste de l'Union.
- L'absence de contrôles aux frontières est la réalisation de l'Union européenne qui a le plus bénéficié personnellement aux Européens, devant l'amélioration des droits des consommateurs, et la baisse des coûts des communications internationales. Logiquement, les Européens qui voyagent sont nettement plus nombreux à avoir bénéficié de ces réalisations.
- Pour se faire entendre des décideurs, les Européens privilégient très largement le vote aux élections. Cette dimension, très fortement en tête de la hiérarchie, s'est même renforcée depuis mars 2006.
- Le droit d'initiative citoyenne semble encore assez méconnu, et par conséquent, ne séduit aujourd'hui qu'une minorité d'Européens. Dans l'hypothèse où ils seraient amenés à exercer ce droit, les Européens le feraient principalement sur des enjeux sociaux, environnementaux et concernant les droits fondamentaux des citoyens.
- Trois Européens sur dix participent activement ou travaillent bénévolement dans des associations ou des organisations ; les bénévoles s'investissent avant tout dans des clubs sportifs, ou des associations culturelles.

Touchés par la crise et ses répercussions, les Européens souhaitent en sortir au plus vite, et soutiennent donc largement la stratégie "Europe 2020".

- Une majorité d'Européens jugent importantes les sept initiatives de la stratégie Europe 2020. Ils souhaitent donc fortement que tout soit mis en œuvre pour sortir de la crise.
- Les mesures sociales d'abord, puis environnementales, arrivent en tête de la hiérarchie des initiatives jugées les plus importantes. Viennent ensuite des mesures ayant trait à la compétitivité de l'Union européenne, à l'éducation et à l'innovation. Enfin, l'initiative portant sur le développement d'Internet de l'e-économie est jugée importante par un peu moins d'un Européen sur deux.
- Les objectifs chiffrés fixés par l'Union européenne dans le cadre d'Europe 2020 apparaissent réalistes à une large majorité des Européens.
- Notons toutefois qu'un peu plus d'un Européen sur quatre juge que l'objectif d'avoir 40% de la jeune génération diplômée ou qualifiée en 2020 va être difficile à atteindre. A l'inverse, un quart des Européens jugent que l'objectif de limiter à 10% le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme est trop modeste.

ANNEXES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

EUROBAROMETRE 73.4 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 5 mai et le 28 mai 2010, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 73.4 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE 73.4 est un « EUROBAROMETRE STANDARD » et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 73 a été conduit également en Islande, dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.



ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	EUROBAROMETRE 73.4 DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.013	06/05/2010	27/05/2010	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	05/05/2010	17/05/2010	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.021	07/05/2010	22/05/2010	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.007	07/05/2010	25/05/2010	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.515	06/05/2010	26/05/2010	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	07/05/2010	24/05/2010	916.000
IE	Irlande	MRBI	1.014	07/05/2010	23/05/2010	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	07/05/2010	23/05/2010	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.006	08/05/2010	25/05/2010	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.020	07/05/2010	27/05/2010	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.028	07/05/2010	21/05/2010	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	507	07/05/2010	23/05/2010	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.003	07/05/2010	24/05/2010	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.019	07/05/2010	21/05/2010	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	505	07/05/2010	25/05/2010	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.021	07/05/2010	23/05/2010	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	07/05/2010	23/05/2010	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.013	07/05/2010	28/05/2010	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.000	05/05/2010	24/05/2010	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	08/05/2010	25/05/2010	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.025	07/05/2010	24/05/2010	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.020	07/05/2010	19/05/2010	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.010	07/05/2010	23/05/2010	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.027	08/05/2010	23/05/2010	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.001	07/05/2010	25/05/2010	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.050	06/05/2010	25/05/2010	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.316	07/05/2010	23/05/2010	51.081.866
TOTAL UE27			26.641	05/05/2010	28/05/2010	406.834.359
IS	Islande	Capacent	526	07/05/2010	24/05/2010	252.277
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	07/05/2010	23/05/2010	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	07/05/2010	25/05/2010	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	07/05/2010	25/05/2010	52.728.513
MK	Ancienne Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.048	07/05/2010	13/05/2010	1.678.404
TOTAL			30.715	05/05/2010	28/05/2010	465.386.179

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points

Questionnaire

1. CORE TREND QUESTIONS

QA1	On the whole, are you very satisfied, fairly satisfied, not very satisfied or not at all satisfied with the life you lead?
-----	--

(READ OUT)

	(192)
Very satisfied	1
Fairly satisfied	2
Not very satisfied	3
Not at all satisfied	4
DK	5

EB72.4 QA1

QA2	When you get together with friends or relatives, would you say you discuss frequently, occasionally or never about...?
-----	--

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Frequently	Occasionally	Never	DK
--	------------	------------	--------------	-------	----

(193)	1	National political matters	1	2	3	4
(194)	2	European political matters	1	2	3	4
(195)	3	Local political matters (N)	1	2	3	4

EB65.1 QA6 TREND MODIFIED

1. QUESTIONS TREND PRINCIPALES

QA1	D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?
-----	--

(LIRE)

	(192)
Très satisfait(e)	1
Plutôt satisfait(e)	2
Plutôt pas satisfait(e)	3
Pas du tout satisfait(e)	4
NSP	5

EB72.4 QA1

QA2	Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais à propos ... ?
-----	---

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Fréquemment	Occasionnellement	Jamais	NSP
--	--------	-------------	-------------------	--------	-----

(193)	1	De sujets de politique nationale	1	2	3	4
(194)	2	De sujets de politique européenne	1	2	3	4
(195)	3	De sujets de politique locale (N)	1	2	3	4

EB65.1 QA6 TREND MODIFIED

QA3	When you hold a strong opinion, do you ever find yourself persuading your friends, relatives or fellow workers to share your views? Does this happen...?

(READ OUT)

	(196)
Often	1
From time to time	2
Rarely	3
Never	4
DK	5

EB70.1 QA2

DO NOT ASK QA4a IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA4b

QA4a	How would you judge the current situation in each of the following?
------	---

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Very good	Rather good	Rather bad	Very bad	DK
(197)	1 The situation of the (NATIONALITY) economy	1	2	3	4	5
(198)	2 The situation of the European economy	1	2	3	4	5
(199)	3 The situation of the economy in the world	1	2	3	4	5
(200)	4 Your personal job situation	1	2	3	4	5
(201)	5 The financial situation of your household	1	2	3	4	5
(202)	6 The employment situation in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
(203)	7 The situation of the environment in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5

EB72.4 QA2a

QA3	Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il de convaincre vos amis, vos collègues, vos relations d'adopter cette opinion ? Cela vous arrive-t-il ... ?

(LIRE)

	(196)
Souvent	1
De temps en temps	2
Rarement	3
Jamais	4
NSP	5

EB70.1 QA2

NE PAS POSER QA4a EN CY(tcc) – CY(tcc) ALLER EN QA4b

QA4a	Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
------	--

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Très bonne	Plutôt bonne	Plutôt mauvaise	Très mauvaise	NSP
(197)	1 La situation de l'économie (NATIONALITE)	1	2	3	4	5
(198)	2 La situation de l'économie européenne	1	2	3	4	5
(199)	3 La situation de l'économie dans le monde	1	2	3	4	5
(200)	4 Votre situation professionnelle	1	2	3	4	5
(201)	5 La situation financière de votre ménage	1	2	3	4	5
(202)	6 La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
(203)	7 La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5

EB72.4 QA2a

ASK QA4b ONLY IN CY(tcc) – OTHERS GO TO QA5a

QA4b How would you judge the current situation in each of the following?

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Very good	Rather good	Rather bad	Very bad	DK
--	------------	-----------	-------------	------------	----------	----

(204)	1	The economic situation in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4	5
(205)	2	The situation of the European economy	1	2	3	4	5
(206)	3	The situation of the economy in the world	1	2	3	4	5
(207)	4	Your personal job situation	1	2	3	4	5
(208)	5	The financial situation of your household	1	2	3	4	5
(209)	6	The employment situation in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4	5
(210)	7	The situation of the environment in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4	5

EB72.4 QA2b

POSER QA4b UNIQUEMENT EN CY(tcc) – LES AUTRES ALLER EN QA5a

QA4b Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Très bonne	Plutôt bonne	Plutôt mauvaise	Très mauvaise	NSP
--	--------	------------	--------------	-----------------	---------------	-----

(204)	1	La situation économique de la Communauté turque chypriote	1	2	3	4	5
(205)	2	La situation de l'économie européenne	1	2	3	4	5
(206)	3	La situation de l'économie dans le monde	1	2	3	4	5
(207)	4	Votre situation professionnelle	1	2	3	4	5
(208)	5	La situation financière de votre ménage	1	2	3	4	5
(209)	6	La situation de l'emploi dans la Communauté turque chypriote	1	2	3	4	5
(210)	7	La situation de l'environnement dans la Communauté turque chypriote	1	2	3	4	5

EB72.4 QA2b

DO NOT ASK QA5a IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA5b

QA5a	For each of the following domains, would you say that the situation in (OUR COUNTRY) is better or less good than the average of the European Union countries?
------	---

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	Much better	Somewhat better	Somewhat less good	Definitely less good	DK
--	---------------------	-------------	-----------------	--------------------	----------------------	----

(211)	1	The situation of the (NATIONALITY) economy	1	2	3	4	5
(212)	2	The employment situation in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
(213)	3	The cost of living in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
(214)	4	Energy prices in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
(215)	5	The quality of life in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
(216)	6	The situation of the environment in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5

EB72.4 QA3a

NE PAS POSER QA5a EN CY(tcc) – CY(tcc) ALLER EN QA5b

QA5a	Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?
------	---

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Vraiment meilleure	Un peu meilleure	Un peu moins bonne	Vraiment moins bonne	NSP
--	-------------------	--------------------	------------------	--------------------	----------------------	-----

(211)	1	La situation de l'économie (NATIONALITE)	1	2	3	4	5
(212)	2	La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
(213)	3	Le coût de la vie en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
(214)	4	Les prix de l'énergie en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
(215)	5	La qualité de vie en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
(216)	6	La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5

EB72.4 QA3a

ASK QA5b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA6a

QA5b	For each of the following domains, would you say that the situation in the Turkish Cypriot Community is better or less good than the average of the European Union countries?
------	---

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	Much better	Somewhat better	Somewhat less good	Definitely less good	DK
--	---------------------	-------------	-----------------	--------------------	----------------------	----

(217)	1	The situation of our economy	1	2	3	4	5
(218)	2	The employment situation in our Community	1	2	3	4	5
(219)	3	The cost of living in our Community	1	2	3	4	5
(220)	4	Energy prices in our Community	1	2	3	4	5
(221)	5	The quality of life in our Community	1	2	3	4	5
(222)	6	The situation of the environment in our Community	1	2	3	4	5

EB72.4 QA3b

POSER QA5b SEULEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA6a

QA5b	Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation dans la Communauté turque chypriote est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?
------	---

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Vraiment meilleure	Un peu meilleure	Un peu moins bonne	Vraiment moins bonne	NSP
--	-------------------	--------------------	------------------	--------------------	----------------------	-----

(217)	1	La situation de notre économie	1	2	3	4	5
(218)	2	La situation de l'emploi dans notre Communauté	1	2	3	4	5
(219)	3	Le coût de la vie dans notre Communauté	1	2	3	4	5
(220)	4	Les prix de l'énergie dans notre Communauté	1	2	3	4	5
(221)	5	La qualité de vie dans notre Communauté	1	2	3	4	5
(222)	6	La situation de l'environnement dans notre Communauté	1	2	3	4	5

EB72.4 QA3b

DO NOT ASK QA6a in CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA6b

QA6a What are your expectations for the next twelve months: will the next twelve months be better, worse or the same, when it comes to...?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Better	Worse	Same	DK
--	------------	--------	-------	------	----

(223)	1	Your life in general	1	2	3	4
(224)	2	The economic situation in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4
(225)	3	The financial situation of your household	1	2	3	4
(226)	4	The employment situation in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4
(227)	5	Your personal job situation	1	2	3	4
(228)	6	The economic situation in the European Union	1	2	3	4
(229)	7	The economic situation in the world	1	2	3	4
(230)	8	The situation of the environment in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4

EB72.4 QA4a

NE PAS POSER QA6a en CY(tcc) – CY(tcc) ALLER EN QA6b

QA6a Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
--	--------	-----------	------------	-----------------	-----

(223)	1	Votre vie en général	1	2	3	4
(224)	2	La situation économique en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4
(225)	3	La situation financière de votre ménage	1	2	3	4
(226)	4	La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4
(227)	5	Votre situation professionnelle	1	2	3	4
(228)	6	La situation économique dans l'Union européenne	1	2	3	4
(229)	7	La situation économique dans le monde	1	2	3	4
(230)	8	La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4

EB72.4 QA4a

ASK QA6b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA7a

QA6b What are your expectations for the next twelve months: will the next twelve months be better, worse or the same, when it comes to...?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Better	Worse	Same	DK
--	------------	--------	-------	------	----

(231)	1	Your life in general	1	2	3	4
(232)	2	The economic situation in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4
(233)	3	The financial situation of your household	1	2	3	4
(234)	4	The employment situation in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4
(235)	5	Your personal job situation	1	2	3	4
(236)	6	The economic situation in the European Union	1	2	3	4
(237)	7	The economic situation in the world	1	2	3	4
(238)	8	The situation of the environment in our Community	1	2	3	4

EB72.4 QA4b

POSER QA6b SEULEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA7a

QA6b Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
--	--------	-----------	------------	-----------------	-----

(231)	1	Votre vie en général	1	2	3	4
(232)	2	La situation économique dans la Communauté turque chypriote	1	2	3	4
(233)	3	La situation financière de votre ménage	1	2	3	4
(234)	4	La situation de l'emploi dans la Communauté turque chypriote	1	2	3	4
(235)	5	Votre situation professionnelle	1	2	3	4
(236)	6	La situation économique dans l'Union européenne	1	2	3	4
(237)	7	La situation économique dans le monde	1	2	3	4
(238)	8	La situation de l'environnement dans notre Communauté	1	2	3	4

EB72.4 QA4b

DO NOT ASK QA7a AND QA8a IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA7b

QA7a What do you think are the two most important issues facing (OUR COUNTRY) at the moment?

(SHOW CARD - READ OUT - MAX. 2 ANSWERS)

	(239-255)
Crime	1,
Economic situation	2,
Rising prices\ inflation	3,
Taxation	4,
Unemployment	5,
Terrorism	6,
Defence\ Foreign affairs	7,
Housing	8,
Immigration	9,
Healthcare system	10,
The educational system	11,
Pensions	12,
The environment	13,
Energy	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
None (SPONTANEOUS)	16,
DK	17,

EB72.4 QA5a

NE PAS POSER QA7a ET QA8a EN CY(tcc) – CY(tcc) ALLER EN QA7b

QA7a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

(MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES)

	(239-255)
L'insécurité	1,
La situation économique	2,
La hausse des prix\ l'inflation	3,
Les impôts	4,
Le chômage	5,
Le terrorisme	6,
La défense\ la politique étrangère	7,
Le logement	8,
L'immigration	9,
Le système de santé	10,
Le système éducatif	11,
Les retraites\ les pensions	12,
L'environnement	13,
L'énergie	14,
Autre (SPONTANE)	15,
Aucun (SPONTANE)	16,
NSP	17,

EB72.4 QA5a

QA8a	And personally, what are the two most important issues you are facing at the moment?

(SHOW CARD - READ OUT - MAX. 2 ANSWERS)

	(256-272)
Crime	1,
Economic situation	2,
Rising prices\ inflation	3,
Taxation	4,
Unemployment	5,
Terrorism	6,
Defence\ Foreign affairs	7,
Housing	8,
Immigration	9,
Healthcare system	10,
The educational system	11,
Pensions	12,
The environment	13,
Energy	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
None (SPONTANEOUS)	16,
DK	17,

EB72.4 QA6a

QA8a	Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?

(MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES)

	(256-272)
L'insécurité	1,
La situation économique	2,
La hausse des prix\ l'inflation	3,
Les impôts	4,
Le chômage	5,
Le terrorisme	6,
La défense\ la politique étrangère	7,
Le logement	8,
L'immigration	9,
Le système de santé	10,
Le système éducatif	11,
Les retraites\ les pensions	12,
L'environnement	13,
L'énergie	14,
Autre (SPONTANE)	15,
Aucun (SPONTANE)	16,
NSP	17,

EB72.4 QA6a

ASK QA7b AND QA8b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA9a

QA7b What do you think are the two most important issues facing our Community at the moment?

(SHOW CARD - READ OUT - MAX. 2 ANSWERS)

	(273-289)
Crime	1,
Economic situation	2,
Rising prices\ inflation	3,
Taxation	4,
Unemployment	5,
Terrorism	6,
Cyprus issue	7,
Housing	8,
Immigration	9,
Healthcare system	10,
The educational system	11,
Pensions	12,
The environment	13,
Energy	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
None (SPONTANE)	16,
DK	17,

EB72.4 QA5b

POSER QA7b ET QA8b UNIQUEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA9a

QA7b A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face notre Communauté actuellement ?

(MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES)

	(273-289)
L'insécurité	1,
La situation économique	2,
La hausse des prix\ l'inflation	3,
Les impôts	4,
Le chômage	5,
Le terrorisme	6,
La question chypriote	7,
Le logement	8,
L'immigration	9,
Le système de santé	10,
Le système éducatif	11,
Les retraites\ les pensions	12,
L'environnement	13,
L'énergie	14,
Autre (SPONTANE)	15,
Aucun (SPONTANE)	16,
NSP	17,

EB72.4 QA5b

QA8b	And personally, what are the two most important issues you are facing for the moment?

(SHOW CARD - READ OUT - MAX. 2 ANSWERS)

	(290-306)
Crime	1,
Economic situation	2,
Rising prices\ inflation	3,
Taxation	4,
Unemployment	5,
Terrorism	6,
Cyprus issue	7,
Housing	8,
Immigration	9,
Healthcare system	10,
The educational system	11,
Pensions	12,
The environment	13,
Energy	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
None (SPONTANE)	16,
DK	17,

EB72.4 QA6b

ASK QA9a AND QA10a ONLY IN EU27 – IS, MK, TR AND HR GO TO QA9b – CY(tcc) GO TO QA9c

QA9a	Generally speaking, do you think that (OUR COUNTRY)'s membership of the European Union is...?
------	---

(READ OUT)

	(307)
A good thing	1
A bad thing	2
Neither good nor bad	3
DK	4

EB72.4 QA7a

QA8b	Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?

(MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES)

	(290-306)
L'insécurité	1,
La situation économique	2,
La hausse des prix\ l'inflation	3,
Les impôts	4,
Le chômage	5,
Le terrorisme	6,
La question chypriote	7,
Le logement	8,
L'immigration	9,
Le système de santé	10,
Le système éducatif	11,
Les retraites\ les pensions	12,
L'environnement	13,
L'énergie	14,
Autre (SPONTANE)	15,
Aucun (SPONTANE)	16,
NSP	17,

EB72.4 QA6b

POSER QA9a ET QA10a SEULEMENT EN UE27 - IS, MK, TR ET HR ALLER EN QA9b - CY(tcc) ALLER EN QA9c

QA9a	D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?
------	---

(LIRE)

	(307)
Une bonne chose	1
Une mauvaise chose	2
Une chose ni bonne, ni mauvaise	3
NSP	4

EB72.4 QA7a

QA10a Taking everything into account, would you say that (OUR COUNTRY) has on balance benefited or not from being a member of the European Union?

(308)

Benefited	1
Not benefited	2
DK	3

EB72.4 QA8a

ASK QA9b AND QA10b ONLY IN IS, MK, TR AND HR – EU27 GO TO QA11a - CY(tcc) GO TO QA9c

QA9b Generally speaking, do you think that (OUR COUNTRY)'s membership of the European Union would be...?

(READ OUT)

(309)

A good thing	1
A bad thing	2
Neither good nor bad	3
DK	4

EB72.4 QA7b

QA10b Taking everything into account, would you say that (OUR COUNTRY) would benefit or not from being a member of the European Union?

(310)

Would benefit	1
Would not benefit	2
DK	3

EB72.4 QA8b

QA10a Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

(308)

Bénéficié	1
Pas bénéficié	2
NSP	3

EB72.4 QA8a

POSER QA9b ET QA10b UNIQUEMENT EN IS, MK, TR ET HR – UE27 ALLER EN QA11a - CY(tcc) GO TO QA9c

QA9b D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne serait ... ?

(LIRE)

(309)

Une bonne chose	1
Une mauvaise chose	2
Une chose ni bonne, ni mauvaise	3
NSP	4

EB72.4 QA7b

QA10b Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) bénéficierait ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

(310)

Bénéficierait	1
Ne bénéficierait pas	2
NSP	3

EB72.4 QA8b

ASK QA9c AND QA10c ONLY IN CY(tcc) – OTHERS GO TO QA11a

POSER QA9c ET QA10c UNIQUEMENT EN CY(tcc) – LES AUTRES ALLER EN QA11a

QA9c Generally speaking, do you think that for the Turkish Cypriot Community the full application of European Union legislation would be...?

QA9c D'une façon générale, pensez-vous que pour la Communauté turque chypriote, l'application complète de la législation de l'Union européenne serait ... ?

(READ OUT)

(LIRE)

	(311)
A good thing	1
A bad thing	2
Neither good nor bad	3
DK	4

	(311)
Une bonne chose	1
Une mauvaise chose	2
Une chose ni bonne, ni mauvaise	3
NSP	4

EB72.4 QA7c

EB72.4 QA7c

QA10c Taking everything into consideration, would you say that the Turkish Cypriot Community would benefit or not from the full application of the European Union legislation?

QA10c Tout bien considéré, estimez-vous que la Communauté turque chypriote bénéficierait ou non de l'application complète de la législation de l'Union européenne ?

	(312)
Would benefit	1
Would not benefit	2
DK	3

	(312)
Bénéficierait	1
Ne bénéficierait pas	2
NSP	3

EB72.4 QA8c

EB72.4 QA8c

DO NOT ASK QA11a IN CY(tcc) - CY(tcc) GO TO QA11b - ASK ONLY IF "(OUR COUNTRY) HAS BENEFITED\ WOULD BENEFIT FROM BEING A MEMBER OF THE EU" - CODE 1 in QA10a OR QA10b - OTHERS GO TO QA12a

INT: Adapt to your country. In EU27 countries, use the present tense (e.g.: "contributes to democracy"). In countries outside EU27 use the conditional tense (e.g.: "would contribute to democracy").

QA11a Which of the following are the main reasons for thinking that (OUR COUNTRY) has benefited\ would benefit from being a member of the European Union?

(SHOW CARD - READ OUT - ROTATE - MAX. 3 ANSWERS)

	(313-325)
The EU contributes\ would contribute to democracy in (OUR COUNTRY)	1,
The EU contributes\ would contribute to maintain peace and reinforce security	2,
The EU contributes\ would contribute to economic growth in (OUR COUNTRY)	3,
Some issues that are important for (NATIONALITY) people are\ would be best dealt with at the EU level	4,
Membership of the EU improves\ would improve the co-operation between (OUR COUNTRY) and other countries	5,
(NATIONALITY) people have\ would have an important influence in decisions made at EU level	6,
The EU gives\ would give (NATIONALITY) people a stronger say in the world	7,
The EU improves\ would improve (NATIONALITY) peoples' standard of living	8,
The EU helps\ would help (NATIONALITY) people to face the new challenges of globalisation	9,
The EU brings\ would bring (NATIONALITY) people new work opportunities	10,
You are generally in favour of the EU (SPONTANEOUS)	11,
Other (SPONTANEOUS)	12,
DK	13,

EB69.2 QA9a

NE PAS POSER QA11a EN CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QA11b - POSER SEULEMENT SI "(NOTRE PAYS) A BENEFICIE\ BENEFICIERAIT DE SON APPARTENANCE A L'UE" - CODE 1 en QA10a OU QA10b - LES AUTRES ALLER EN QA12a

INT: Adaptez à votre pays. Dans UE27, utilisez la forme du présent (par ex.: "contribue à la démocratie"). Dans les pays en dehors UE27, utilisez le conditionnel (par ex.: "contribuerait à la démocratie").

QA11a Parmi les raisons suivantes, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que (NOTRE PAYS) a bénéficié\ bénéficierait d'être membre de l'Union européenne ?

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION - MAX. 3 REPONSES)

	(313-325)
L'UE contribue\ contribuerait à la démocratie en (NOTRE PAYS)	1,
L'UE contribue\ contribuerait au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité (M)	2,
L'UE contribue\ contribuerait à la croissance économique en (NOTRE PAYS)	3,
Certaines questions importantes pour les (NATIONALITE) sont\ seraient mieux traitées au niveau de l'UE	4,
L'appartenance à l'UE améliore\ améliorerait la coopération entre (NOTRE PAYS) et d'autres pays	5,
Les (NATIONALITE) ont\ auraient une grande influence sur les décisions prises au niveau de l'UE	6,
L'UE donne\ donnerait aux (NATIONALITE) un poids plus important dans le monde	7,
L'UE améliore\ améliorerait le niveau de vie des (NATIONALITE)	8,
L'UE aide\ aiderait les (NATIONALITE) à faire face aux nouveaux défis de la mondialisation	9,
L'UE donne\ donnerait aux (NATIONALITE) de nouvelles opportunités de travail	10,
Vous êtes d'une manière générale en faveur de l'UE (SPONTANE)	11,
Autre (SPONTANE)	12,
NSP	13,

EB69.2 QA9a

ASK QA11b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA12a - ASK IF "TURKISH CYPRIOT COMMUNITY WOULD BENEFIT FROM THE FULL APPLICATION OF THE EU LEGISLATION", CODE 1 in QA10c

POSER QA11b SEULEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA12a - POSER SI "COMMUNAUTE TURQUE CHYPRIOTE BENEFICIERAIT DE L'APPLICATION COMPLETE DE LA LEGISLATION DE L'UE", CODE 1 EN QA10c

QA11b Which of the following are the main reasons for thinking that our Community would benefit from the full application of the European Union legislation?

QA11b Parmi les raisons suivantes, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que notre Communauté bénéficierait de l'application complète de la législation de l'Union européenne ?

(SHOW CARD - READ OUT - ROTATE - MAX. 3 ANSWERS)

	(326-338)
The EU would contribute to democracy in our Community	1,
The EU would contribute to maintain peace and reinforce security	2,
The EU would contribute to economic growth in our Community	3,
Some issues that are important for people of our Community would be best dealt with at the EU level (M)	4,
Membership of the EU would improve the co-operation between our Community and other countries	5,
People of our Community would have an important influence in decisions made at EU level (M)	6,
The EU would give people of our community a stronger say in the world (M)	7,
The EU would improve the standard of living of people of our Community (M)	8,
The EU would help people of our Community to face the new challenges of globalisation (M)	9,
The EU would bring people of our Community new work opportunities (M)	10,
You are generally in favour of the EU (SPONTANEOUS)	11,
Other (SPONTANEOUS)	12,
DK	13,

EB69.2 QA9b TREND MODIFIED

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

	(326-338)
L'UE contribuerait à la démocratie en notre Communauté	1,
L'UE contribuerait au maintien de la paix et au renforcement la sécurité	2,
L'UE contribuerait à la croissance économique en notre Communauté	3,
Certaines questions importantes pour les gens de notre Communauté seraient mieux traitées au niveau de l'UE	4,
L'appartenance à l'UE améliorerait la coopération entre notre Communauté et d'autres pays	5,
Les gens de notre Communauté auraient une grande influence sur les décisions prises au niveau de l'UE	6,
L'UE donnerait aux gens de notre Communauté un poids plus important dans le monde	7,
L'UE améliorerait le niveau de vie des gens de notre Communauté	8,
L'UE aiderait les gens de notre Communauté à faire face aux nouveaux défis de la mondialisation	9,
L'UE donnerait aux gens de notre Communauté de nouvelles opportunités de travail	10,
Vous êtes d'une manière générale en faveur de l'UE (SPONTANE)	11,
Autre (SPONTANE)	12,
NSP	13,

EB69.2 QA9b TREND MODIFIED

DO NOT ASK QA12a IN CY(tcc) - CY(tcc) GO TO QA12b - ASK IF "(OUR COUNTRY) HAS NOT\ WOULD NOT BENEFIT FROM BEING A MEMBER OF THE EU", CODE 2 in QA10a OU QA10b - OTHERS GO TO QA13a

INT: Adapt to your country. In EU27 countries, use the present (e.g.: "has a negative effect"). In countries outside EU27 use the conditional tense (e.g.: "would have a negative effect").

QA12a	Which of the following are the main reasons for thinking that (OUR COUNTRY) did not\ would not benefit from being a member of the European Union?
-------	---

(SHOW CARD - READ OUT - ROTATE - MAX. 3 ANSWERS)

(339-351)	
Membership of the EU has\ would have a negative effect on democracy in (OUR COUNTRY)	1,
Membership of the EU has\ would have a negative effect on maintaining peace and guaranteeing security	2,
Membership of the EU has\ would have a negative effect on economic growth in (OUR COUNTRY)	3,
Issues that are important for (NATIONALITY) people are\ would be best dealt at the national level	4,
Being a Member of the EU creates\ would create some tensions between (OUR COUNTRY) and other countries	5,
(NATIONALITY) people have\ would have very little influence in decisions made at EU level	6,
(OUR COUNTRY)'s voice in the world is\ would be diluted by being a Member of the EU	7,
The EU decreases\ would decrease (NATIONALITY) peoples' standard of living	8,
Membership of the EU makes\ would make (OUR COUNTRY) more vulnerable to the negative effects of globalisation	9,
The EU puts\ would put (NATIONALITY) peoples' jobs in danger	10,
Your are generally against the EU (SPONTANEOUS)	11,
Other (SPONTANEOUS)	12,
DK	13,

EB69.2 QA10a

NE PAS POSER QA12a EN CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QA12b - POSER SI "(NOTRE PAYS) N'A PAS BENEFICIE\ NE BENEFICIERAIT PAS DE SON APPARTENANCE A L'UE", CODE 2 en QA10a OU QA10b - LES AUTRES ALLER EN QA13a

INT: Adaptez à votre pays. Dans UE27, utilisez la forme du présent (par ex.: "a un effet négatif"). Dans les pays en dehors UE27, utilisez le conditionnel (par ex.: "aurait un effet négatif").

QA12a	Parmi les raisons suivantes, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que (NOTRE PAYS) n'a pas bénéficié\ ne bénéficierait pas d'être membre de l'Union européenne ?
-------	---

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION - MAX. 3 REPONSES)

(339-351)	
L'appartenance à l'UE a\ aurait un effet négatif sur la démocratie en (NOTRE PAYS)	1,
L'appartenance à l'UE a\ aurait un effet négatif sur le maintien de la paix et de la sécurité (M)	2,
L'appartenance à l'UE a\ aurait un effet négatif sur la croissance économique en (NOTRE PAYS)	3,
Des questions importantes pour les (NATIONALITE) sont\ seraient mieux traitées au niveau national	4,
L'appartenance à l'UE crée\ créerait des tensions entre (NOTRE PAYS) et d'autres pays	5,
Les (NATIONALITE) ont\ auraient peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE	6,
La voix de (NOTRE PAYS) dans le monde est\ serait diluée par l'appartenance à l'UE	7,
L'UE diminue\ diminuerait le niveau de vie des (NATIONALITE)	8,
L'appartenance à l'UE rend\ rendrait (NOTRE PAYS) plus vulnérable aux effets négatifs de la mondialisation	9,
L'UE met\ mettrait en danger les emplois des (NATIONALITE)	10,
Vous êtes d'une manière générale contre l'UE (SPONTANE)	11,
Autre (SPONTANE)	12,
NSP	13,

EB69.2 QA10a

ASK QA12b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA13a - ASK IF "TURKISH CYPRIOT COMMUNITY WOULD NOT BENEFIT FROM THE FULL APPLICATION OF THE EU LEGISLATION", CODE 2 in QA10c

POSER QA12b SEULEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA13a - POSER SI "COMMUNAUTE TURQUE CHYPRIOTE NE BENEFICIERAIT PAS DE L'APPLICATION COMPLETE DE LA LEGISLATION DE L'UE", CODE 2 en QA10c

QA12b Which of the following are the main reasons for thinking that our Community would not benefit from the full application of the European Union legislation?

QA12b Parmi les suivantes, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que notre Communauté ne bénéficierait pas de l'application complète de la législation de l'Union européenne ? (M)

(SHOW CARD - READ OUT - ROTATE - MAX. 3 ANSWERS)

(352-364)	
Membership of the EU would have a negative effect on democracy in our Community	1,
Membership of the EU would have a negative effect on maintaining peace and guaranteeing security	2,
Membership of the EU would have a negative effect on economic growth in our Community	3,
Issues that are important for people of our Community would be best dealt with at the national level (M)	4,
Being a Member of the EU would create some tensions between our Community and other countries	5,
People of our Community would have very little influence in decisions made at EU level (M)	6,
Our community's voice in the world would be diluted by being a Member of the EU	7,
The EU would decrease the standard of living of people of our Community (M)	8,
Membership of the EU would make our Community more vulnerable to the negative effects of globalisation	9,
The EU would put in danger jobs of people of our Community (M)	10,
Your are generally against the EU (SPONTANEOUS)	11,
Other (SPONTANEOUS)	12,
DK	13,

EB69.2 QA10b

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION - MAX. 3 REPONSES)

(352-364)	
L'appartenance à l'UE aurait un effet négatif sur la démocratie en notre Communauté	1,
L'appartenance à l'UE aurait un effet négatif sur le maintien de la paix et de la sécurité (M)	2,
L'appartenance à l'UE aurait un effet négatif sur la croissance économique en notre communauté	3,
Des questions importantes pour les gens de notre Communauté seraient mieux traitées au niveau national	4,
L'appartenance à l'UE créerait des tensions entre notre Communauté et d'autres pays	5,
Les gens de notre Communauté auraient peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE	6,
La voix de notre Communauté dans le monde serait diluée par l'appartenance à l'UE	7,
L'UE diminuerait le niveau de vie des gens de notre Communauté	8,
L'appartenance à l'UE rendrait notre Communauté plus vulnérable aux effets négatifs de la mondialisation	9,
L'UE mettrait en danger les emplois des gens de notre Communauté	10,
Vous êtes d'une manière générale contre l'UE (SPONTANE)	11,
Autre (SPONTANE)	12,
NSP	13,

EB69.2 QA10b

DO NOT ASK QA13a IN CY(tcc) - CY(tcc) GO TO QA13b

QA13a At the present time, would you say that, in general, things are going in the right direction or in the wrong direction, in...?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Things are going in the right direction	Things are going in the wrong direction	Neither the one nor the other (SPONTA NEOUS)	DK
--	------------	---	---	--	----

(365)	1	(OUR COUNTRY)	1	2	3	4
(366)	2	The European Union	1	2	3	4
(367)	3	The USA	1	2	3	4

EB72.4 QA9a

ASK QA13b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA14

QA13b At the present time, would you say that, in general, things are going in the right direction or in the wrong direction, in...?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Things are going in the right direction	Things are going in the wrong direction	Neither the one nor the other (SPONTA NEOUS)	DK
--	------------	---	---	--	----

(368)	1	Our Community	1	2	3	4
(369)	2	The European Union	1	2	3	4
(370)	3	The USA	1	2	3	4

EB72.4 QA9b

NE PAS POSER QA13a EN CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QA13b

QA13a En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Les choses vont dans la bonne direction	Les choses vont dans la mauvaise direction	Ni l'un, ni l'autre (SPONTA NE)	NSP
--	--------	---	--	---------------------------------	-----

(365)	1	En (NOTRE PAYS)	1	2	3	4
(366)	2	Dans l'Union européenne	1	2	3	4
(367)	3	Aux Etats-Unis	1	2	3	4

EB72.4 QA9a

POSER QA13b UNIQUEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA14

QA13b En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Les choses vont dans la bonne direction	Les choses vont dans la mauvaise direction	Ni l'un, ni l'autre (SPONTA NE)	NSP
--	--------	---	--	---------------------------------	-----

(368)	1	Dans notre Communauté	1	2	3	4
(369)	2	Dans l'Union européenne	1	2	3	4
(370)	3	Aux Etats-Unis	1	2	3	4

EB72.4 QA9b

ASK ALL

QA14 I would like to ask you a question about how much trust you have in certain institutions. For each of the following institutions, please tell me if you tend to trust it or tend not to trust it.

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Tend to trust	Tend not to trust	DK
--	------------	---------------	-------------------	----

(371)	1	Political parties	1	2	3
(372)	2	(NOT IN CY(tcc)) The (NATIONALITY) Government	1	2	3
(373)	3	(NOT IN CY(tcc)) The (NATIONALITY PARLIAMENT) (USE PROPER NAME FOR LOWER HOUSE)	1	2	3
(374)	4	The European Union	1	2	3
(375)	5	The United Nations	1	2	3
(376)	6	Regional or local public authorities	1	2	3

EB72.4 QA10 TREND MODIFIED

QA15 In general, does the European Union conjure up for you a very positive, fairly positive, neutral, fairly negative or very negative image?

(ONE ANSWER ONLY)

	(377)
Very positive	1
Fairly positive	2
Neutral	3
Fairly negative	4
Very negative	5
DK	6

EB72.4 QA11

A TOUS

QA14 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	NSP
--	--------	------------------	----------------------	-----

(371)	1	Les partis politiques	1	2	3
(372)	2	(PAS EN CY(tcc)) Le Gouvernement (NATIONALITE)	1	2	3
(373)	3	(PAS EN CY(tcc)) Le (PARLEMENT NATIONALITE) (UTILISER LA DENOMINATION CORRECTE POUR LA CHAMBRE BASSE)	1	2	3
(374)	4	L'Union européenne	1	2	3
(375)	5	L'Organisation des Nations Unies	1	2	3
(376)	6	Les autorités publiques régionales ou locales	1	2	3

EB72.4 QA10 TREND MODIFIED

QA15 En général, l'image que vous avez de l'Union européenne est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ? (M)

(UNE SEULE REPONSE)

	(377)
Très positive	1
Assez positive	2
Neutre	3
Assez négative	4
Très négative	5
NSP	6

EB72.4 QA11

QA16	What does the European Union mean to you personally?

(SHOW CARD - READ OUT - ROTATE TOP TO BOTTOM\ BOTTOM TO TOP - MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

	(378-393)
Peace	1,
Economic prosperity	2,
Democracy	3,
Social protection	4,
Freedom to travel, study and work anywhere in the EU	5,
Cultural diversity	6,
Stronger say in the world	7,
Euro	8,
Unemployment	9,
Bureaucracy	10,
Waste of money	11,
Loss of our cultural identity	12,
More crime	13,
Not enough control at external borders	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
DK	16,

EB72.4 QA12

QA17	Have you heard of...?
------	-----------------------

	(READ OUT)	Yes	No	DK
(394)	1 The European Parliament	1	2	3
(395)	2 The European Commission	1	2	3
(396)	3 The Council of the European Union	1	2	3
(397)	4 The European Central Bank	1	2	3
(398)	5 The European Ombudsman	1	2	3
(399)	6 The Committee of the Regions of the European Union	1	2	3
(400)	7 The European Council (N)	1	2	3
(401)	8 The Court of Justice of the European Union (M)	1	2	3
(402)	9 The European Economic and Social Committee (M)	1	2	3

EB72.4 QA13 + EB68.1 QA15 (items 5, 6, 8, 9) TREND MODIFIED

QA16	Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION DE HAUT EN BAS\ DE BAS EN HAUT - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	(378-393)
La paix	1,
La prospérité économique	2,
La démocratie	3,
La protection sociale	4,
La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE	5,
La diversité culturelle	6,
Une voix plus importante dans le monde	7,
L'euro	8,
Le chômage	9,
La bureaucratie	10,
Un gaspillage d'argent	11,
La perte de notre identité culturelle	12,
Plus de criminalité	13,
Pas assez de contrôles aux frontières extérieures	14,
Autre (SPONTANÉ)	15,
NSP	16,

EB72.4 QA12

QA17	Avez-vous déjà entendu parler ... ?
------	-------------------------------------

	(LIRE)	Oui	Non	NSP
(394)	1 Du Parlement européen	1	2	3
(395)	2 De la Commission européenne	1	2	3
(396)	3 Du Conseil de l'Union européenne	1	2	3
(397)	4 De la Banque centrale européenne	1	2	3
(398)	5 Du Médiateur européen \ l'Ombudsman	1	2	3
(399)	6 Du Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
(400)	7 Du Conseil européen (N)	1	2	3
(401)	8 De la Cour de justice de l'Union européenne (M)	1	2	3
(402)	9 Du Comité économique et social européen (M)	1	2	3

EB72.4 QA13 + EB68.1 QA15 (items 5, 6, 8, 9) TREND MODIFIED

QA18	For each of the following European bodies, please tell me if you tend to trust it or tend not to trust it.
------	--

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Tend to trust	Tend not to trust	DK
--	------------	---------------	-------------------	----

(403)	1	The European Parliament	1	2	3
(404)	2	The European Commission	1	2	3
(405)	3	The Council of the European Union	1	2	3
(406)	4	The European Central Bank	1	2	3
(407)	5	The European Ombudsman	1	2	3
	6	The Committee of the Regions of the European Union	1	2	3
(408)					
(409)	7	The European Council (N)	1	2	3
(410)	8	The Court of Justice of the European Union (M)	1	2	3
(411)	9	The European Economic and Social Committee (M)	1	2	3

EB72.4 QA14 + EB68.1 QA16 (items 5, 6, 8, 9) TREND MODIFIED

QA19	For each of the following statements about the European Union could you please tell me whether you think it is true or false.
------	---

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	True.	False.	DK
--	---------------------	-------	--------	----

(412)	1	The EU currently consists of 27 Member States (M)	1	2	3
	2	The members of the European Parliament are directly elected by the citizens of each Member State	1	2	3
(413)	3	One of the objectives of the Lisbon Treaty is to strengthen Europe's position in international relations (N)	1	2	3
(414)					
(415)	4	Switzerland is a member of the EU	1	2	3

EB72.4 QA17 + EB73.1 QA4 (item 2) TREND MODIFIED

QA18	Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
------	---

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	NSP
--	--------	------------------	----------------------	-----

(403)	1	Le Parlement européen	1	2	3
(404)	2	La Commission européenne	1	2	3
(405)	3	Le Conseil de l'Union européenne	1	2	3
(406)	4	La Banque centrale européenne	1	2	3
(407)	5	Le Médiateur européen \ l'Ombudsman	1	2	3
	6	Le Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
(408)					
(409)	7	Le Conseil européen (N)	1	2	3
(410)	8	La Cour de justice de l'Union européenne (M)	1	2	3
(411)	9	Le Comité économique et social européen (M)	1	2	3

EB72.4 QA14 + EB68.1 QA16 (items 5, 6, 8, 9) TREND MODIFIED

QA19	Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.
------	--

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Vrai.	Faux.	NSP
--	-------------------	-------	-------	-----

(412)	1	L'UE est actuellement composée de 27 Etats membres (M)	1	2	3
	2	Les membres du Parlement européen sont élus directement par les citoyens de chaque Etat membre	1	2	3
(413)	3	Un des objectifs du Traité de Lisbonne est de renforcer la position de l'Europe dans les relations internationales (N)	1	2	3
(414)					
(415)	4	La Suisse appartient à l'Union européenne (M)	1	2	3

EB72.4 QA17 + EB73.1 QA4 (item 2) TREND MODIFIED

QA20	What is your opinion on each of the following statements? Please tell me for each statement, whether you are for it or against it.			

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	For	Against	DK	
(416)	1	A European economic and monetary union with one single currency, the euro (M)	1	2	3
(417)	2	Further enlargement of the EU to include other countries in future years	1	2	3
(418)	3	A common foreign policy of the 27 Member States of the EU (M)	1	2	3

EB72.4 QA15 + EB70.1 QA27 (item 3) TREND MODIFIED

QA20	Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.			

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Pour	Contre	NSP
(416)	1 Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro (M)	1	2	3
(417)	2 L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir	1	2	3
(418)	3 Une politique étrangère commune aux 27 Etats membres de l'UE (M)	1	2	3

EB72.4 QA15 + EB70.1 QA27 (item 3) TREND MODIFIED

QA21	European integration has been focusing on various issues in the last years. In your opinion, which aspects should be emphasized by the European institutions in the coming years, to strengthen the European Union in the future?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 5 ANSWERS)

	(419-439)
The Internal market	1,
Cultural policy	2,
Foreign policy	3,
Defence policy	4,
Immigration policy	5,
Education policy	6,
Environment policy	7,
Energy policy	8,
Regional development policy	9,
Scientific research policy	10,
Health policy	11,
Social policy	12,
The fight against crime	13,
The fight against climate change	14,
Transport policy	15,
Consumer protection	16,
Fundamental rights of European Union's citizens	17,
Economic and monetary policy	18,
Other (SPONTANEOUS)	19,
None (SPONTANEOUS)	20,
DK	21,

NEW BASED ON EB72.4 QA16

QA21	L'intégration européenne a mis l'accent sur différentes questions ces dernières années. A votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne à l'avenir ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 5 REPONSES)

	(419-439)
Le marché intérieur	1,
La politique culturelle	2,
La politique étrangère	3,
La politique de défense	4,
La politique de l'immigration	5,
La politique de l'éducation	6,
La politique de l'environnement	7,
La politique de l'énergie	8,
La politique du développement régional	9,
La politique de la recherche scientifique	10,
La politique de la santé	11,
La politique sociale	12,
La lutte contre l'insécurité	13,
La lutte contre le changement climatique	14,
La politique des transports	15,
La protection des consommateurs	16,
Les droits fondamentaux des citoyens de l'Union européenne	17,
La politique économique et monétaire	18,
Autre (SPONTANE)	19,
Aucun (SPONTANE)	20,
NSP	21,

NEW BASED ON EB72.4 QA16

ASK QA22 AND QA23 ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO QA24

QA22	For each of the following areas, do you think that decisions should be made by the (NATIONALITY) Government, or made jointly within the European Union?
------	---

	(READ OUT - ROTATE)	(NATIONALITY) Government	Jointly within the EU	DK
--	---------------------	-----------------------------	-----------------------------	----

(440)	1	Fighting crime	1	2	3
(441)	2	Taxation	1	2	3
(442)	3	Fighting unemployment	1	2	3
(443)	4	Fighting terrorism	1	2	3
(444)	5	Defence and foreign affairs	1	2	3
(445)	6	Immigration	1	2	3
(446)	7	The educational system	1	2	3
(447)	8	Pensions	1	2	3
(448)	9	Protecting the environment	1	2	3

EB69.2 QA35a

POSER QA22 ET QA23 UNIQUEMENT EN UE27 - LES AUTRES ALLER EN QA24

QA22	Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?
------	--

	(LIRE - ROTATION)	Gouvernement (NATIONALITE)	En commun dans l'UE	NSP
--	-------------------	-------------------------------	---------------------------	-----

(440)	1	La lutte contre l'insécurité	1	2	3
(441)	2	Les impôts	1	2	3
(442)	3	La lutte contre le chômage	1	2	3
(443)	4	La lutte contre le terrorisme	1	2	3
(444)	5	La défense et la politique étrangère	1	2	3
(445)	6	L'immigration	1	2	3
(446)	7	Le système éducatif	1	2	3
(447)	8	Les retraites	1	2	3
(448)	9	La protection de l'environnement	1	2	3

EB69.2 QA35a

QA23	And for each of the following areas, do you think that decisions should be made by the (NATIONALITY) Government, or made jointly within the European Union?			

	(READ OUT - ROTATE)	(NATIONALITY) Government	Jointly within the EU	DK
(449)	1 Health	1	2	3
(450)	2 Social welfare	1	2	3
(451)	3 Agriculture and fishery	1	2	3
(452)	4 Consumer protection	1	2	3
(453)	5 Scientific and technological research	1	2	3
(454)	6 Support for regions facing economic difficulties	1	2	3
(455)	7 Energy	1	2	3
(456)	8 Competition	1	2	3
(457)	9 Transports	1	2	3
(458)	10 Economy	1	2	3
(459)	11 Fighting inflation	1	2	3

EB69.2 QA36a

QA23	Et pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?			

	(LIRE - ROTATION)	Gouvernement (NATIONALITE)	En commun dans l'UE	NSP
(449)	1 La santé	1	2	3
(450)	2 La sécurité sociale	1	2	3
(451)	3 L'agriculture et la pêche	1	2	3
(452)	4 La protection des consommateurs	1	2	3
(453)	5 La recherche scientifique et technologique	1	2	3
(454)	6 Le soutien des régions qui ont des difficultés économiques	1	2	3
(455)	7 L'énergie	1	2	3
(456)	8 La concurrence	1	2	3
(457)	9 Les transports	1	2	3
(458)	10 L'économie	1	2	3
(459)	11 La lutte contre l'inflation	1	2	3

EB69.2 QA36a

DO NOT ASK QA24a AND QA24b IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA25

QA24a On the whole, are you very satisfied, fairly satisfied, not very satisfied or not at all satisfied with the way democracy works in (OUR COUNTRY)?

QA24b And how about the way democracy works in the European Union?

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER COLUMN)

	(460)	(461)
(READ OUT)	QA24a	QA24b
	In (OUR COUNTRY)	In the European Union
Very satisfied	1	1
Fairly satisfied	2	2
Not very satisfied	3	3
Not at all satisfied	4	4
DK	5	5

EB72.4 QA18a&b

ASK ALL

QA25 Please tell me for each statement, whether you tend to agree or tend to disagree.

	(READ OUT)	Tend to agree	Tend to disagree	DK
--	------------	---------------	------------------	----

(462)	1	I understand how the EU works	1	2	3
(463)	2	(ONLY IN EU27) The interests of (OUR COUNTRY) are well taken into account in the EU	1	2	3

EB72.4 QA19a

NE PAS POSER QA24a ET QA24b en CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QA25

QA24a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en (NOTRE PAYS) ?

QA24b Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR COLONNE)

	(460)	(461)
(LIRE)	QA24a	QA24b
	En (NOTRE PAYS)	Dans l'Union européenne
Très satisfait(e)	1	1
Plutôt satisfait(e)	2	2
Plutôt pas satisfait(e)	3	3
Pas du tout satisfait(e)	4	4
NSP	5	5

EB72.4 QA18a&b

A TOUS

QA25 Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

	(LIRE)	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
--	--------	-----------------	---------------------	-----

(462)	1	Je comprends le fonctionnement de l'UE	1	2	3
(463)	2	(UNIQUEMENT EN UE27) Les intérêts de (NOTRE PAYS) sont bien pris en compte dans l'UE	1	2	3

EB72.4 QA19a

ASK QA26 TO QA28 ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO QB1

--

QA26 Would you say that you are very optimistic, fairly optimistic, fairly pessimistic or very pessimistic about the future of the European Union?

(ONE ANSWER ONLY)

	(464)
Very optimistic	1
Fairly optimistic	2
Fairly pessimistic	3
Very pessimistic	4
DK	5

EB72.4 QA25

2. TREND ROTATING PRESIDENCY QUESTIONS

--

QA27 In the European Union, each Member State, in turn, becomes the President of the Council of the European Union for six months. Right now, it's the turn of Spain. Have you recently read in the newspapers or heard on the radio or television or seen on Internet anything about Spanish presidency? (M)

	(465)
Yes	1
No	2
DK	3

EB72.4 QA21 TREND MODIFIED

POSER QA26 A QA28 UNIQUEMENT EN UE27 - LES AUTRES ALLER EN QB1

--

QA26 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ?

(UNE SEULE REPONSE)

	(464)
Très optimiste	1
Plutôt optimiste	2
Plutôt pessimiste	3
Très pessimiste	4
NSP	5

EB72.4 QA25

2. LES QUESTIONS TREND SUR LA PRESIDENCE TOURNANTE

--

QA27 Dans l'Union européenne, chaque Etat membre devient, à son tour, le Président du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. A l'heure actuelle, c'est le tour de l'Espagne. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence espagnole ? (M)

	(465)
Oui	1
Non	2
NSP	3

EB72.4 QA21 TREND MODIFIED

ASK QA28 ONLY IN ES - OTHERS EU27 GO TO QB1

QA28	Whether you have heard about it or not, do you think it is important or not that Spain is President of the Council of the European Union at this time? Would you say it is...? (M)
------	--

(READ OUT)

	(466)
Very important	1
Important	2
Not very important	3
Not at all important	4
DK	5

EB72.4 QA22 TREND MODIFIED

POSER QA28 UNIQUEMENT EN ES - LES AUTRES UE27 ALLER EN QB1

QA28	Que vous ayez ou non entendu parler de quelque chose à ce sujet, pensez-vous que c'est important ou non que l'Espagne soit en ce moment le Président du Conseil de l'Union européenne ? Diriez-vous que c'est ... ? (M)
------	---

(LIRE)

	(466)
Très important	1
Important	2
Pas très important	3
Pas du tout important	4
NSP	5

EB72.4 QA22 TREND MODIFIED

B. THE EUROPEANS AND THE CRISIS

ASK ALL

QB1 Some analysts say that the impact of the economic crisis on the job market has already reached its peak and things will recover little by little. Others, on the contrary, say that the worst is still to come. Which of the two statements is closer to your opinion?

(READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

	(487)
The impact of the crisis on jobs has already reached its peak	1
The worst is still to come	2
DK	3

EB72.4 QC1

QB2 Which of the following statements best reflects your household situation?

(SHOW CARD - READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

	(488)
Your current situation does not allow you to make any plans for the future.	
You live day by day	1
You know what you will be doing in the next six months	2
You have a long-term perspective of what your household will be in the next 1 or 2 years	3
Other	4
DK	5

EB72.4 QC2

B. LES EUROPEENS ET LA CRISE

A TOUS

QB1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

(LIRE - UNE SEULE REPONSE)

	(487)
L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	1
Le pire reste à venir	2
NSP	3

EB72.4 QC1

QB2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

(MONTRER CARTE - LIRE – UNE SEULE REPONSE)

	(488)
Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	1
Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	2
Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	3
Autre	4
NSP	5

EB72.4 QC2

ASK ONLY QB3a TO SPLIT A - OTHERS GO TO QB3b

QB3a In your opinion, which of the following is best able to take effective actions against the effects of the financial and economic crisis?

(SHOW CARD - READ OUT - ROTATE - ONE ANSWER ONLY)

	(489)
The (NATIONALITY) Government	1
The European Union	2
The United States	3
The G20	4
The International Monetary Fund (IMF)	5
Other (SPONTANEOUS)	6
None (SPONTANEOUS)	7
DK	8

EB72.4 QC3

ASK ONLY QB3b TO SPLIT B - OTHERS GO TO QB4a

QB3b In your opinion, which of the following is best able to take effective actions against the financial and economic crisis?

(SHOW CARD - READ OUT - ROTATE - ONE ANSWER ONLY)

	(490)
The (NATIONALITY) Government	1
The European Union	2
The United States	3
The G20	4
The International Monetary Fund (IMF)	5
The countries of the euro area, via the Eurogroup (N)	6
Other (SPONTANEOUS)	7
None (SPONTANEOUS)	8
DK	9

NEW BASED ON EB72.4 QC3

POSER SEULEMENT QB3a AU SPLIT A - LES AUTRES ALLER EN QB3b

QB3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION - UNE SEULE REPONSE)

	(489)
Le Gouvernement (NATIONALITE)	1
L'Union européenne	2
Les Etats-Unis	3
Le G20	4
Le Fonds Monétaire International (FMI)	5
Autre (SPONTANE)	6
Aucun (SPONTANE)	7
NSP	8

EB72.4 QC3

POSER SEULEMENT QB3b AU SPLIT B - LES AUTRES ALLER EN QB4a

QB3b D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face à la crise financière et économique ?

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION - UNE SEULE REPONSE)

	(490)
Le Gouvernement (NATIONALITE)	1
L'Union européenne	2
Les Etats-Unis	3
Le G20	4
Le Fonds Monétaire International (FMI)	5
Les pays de la zone euro, via l'Eurogroupe (N)	6
Autre (SPONTANE)	7
Aucun (SPONTANE)	8
NSP	9

NEW BASED ON EB72.4 QC3

ASK QB4a IN THE EU27 COUNTRIES THAT ARE IN THE EURO AREA - OTHER EU27 GO TO QB4b - CY(tcc) GO TO QC1 - OTHERS GO TO QB8

--

QB4a Tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree with the following statement: (OUR COUNTRY) would have been better protected in the face of the current financial and economic crisis if we had kept the (FORMER NATIONAL CURRENCY).

(ONE ANSWER ONLY)

	(491)
Totally agree	1
Tend to agree	2
Tend to disagree	3
Totally disagree	4
DK	5

EB72.4 QC4a

ASK QB4b ONLY TO EU27 COUNTRIES THAT ARE NOT IN THE EURO AREA - OTHER EU27 GO TO QB5

--

QB4b Tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree with the following statement: (OUR COUNTRY) would have been better protected in the face of the current financial and economic crisis if we had adopted the European single currency, the euro.

(ONE ANSWER ONLY)

	(492)
Totally agree	1
Tend to agree	2
Tend to disagree	3
Totally disagree	4
DK	5

EB72.4 QC4b

POSER QB4a DANS LES PAYS DE L'UE27 QUI SONT DANS LA ZONE EURO - LES AUTRES UE27 ALLER EN QB4b - CY(tcc) ALLER EN QC1 - LES AUTRES ALLER EN QB8

--

QB4a Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions conservé le\ la (ANCIENNE MONNAIE NATIONALE).

(UNE SEULE REPONSE)

	(491)
Tout à fait d'accord	1
Plutôt d'accord	2
Plutôt pas d'accord	3
Pas du tout d'accord	4
NSP	5

EB72.4 QC4a

POSER QB4b DANS LES PAYS DE L'UE27 QUI NE SONT PAS DANS LA ZONE EURO - LES AUTRES UE27 ALLER EN QB5

--

QB4b Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions adopté la monnaie unique européenne, l'euro.

(UNE SEULE REPONSE)

	(492)
Tout à fait d'accord	1
Plutôt d'accord	2
Plutôt pas d'accord	3
Pas du tout d'accord	4
NSP	5

EB72.4 QC4b

ASK QB5 TO QB7 ONLY IN EU27 - CY(tcc) GO TO QC1 - OTHERS GO TO QB8

QB5 Could you tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree with the following statement: Overall the euro has mitigated the negative effects of the current financial and economic crisis.

(ONE ANSWER ONLY)

	(493)
Totally agree	1
Tend to agree	2
Tend to disagree	3
Totally disagree	4
DK	5

EB72.4 QC5

QB6 Which of the following initiatives would you prioritise in order to improve the performance of the European economy?

(SHOW CARD – READ OUT – MAX. 3 ANSWERS)

	(494-506)
Increase the number of working hours	1,
Improve education and professional training	2,
Invest in research and innovation	3,
Facilitate companies' access to credit	4,
Facilitate the creation of companies	5,
Use energy more efficiently	6,
Invest in transport infrastructure (motorways, railways, etc.)	7,
Invest in the development of environmentally friendly products or services	8,
Increase the retirement age	9,
Reduce Member States' public deficits and debt	10,
Strengthen the regulation of financial markets	11,
Other (SPONTANEOUS)	12,
DK	13,

NEW BASED ON EB72.4 QC7 (SPLIT A)

POSER QB5 A QB7 UNIQUEMENT EN UE27 - CY(tcc) ALLER EN QC1 - LES AUTRES ALLER EN QB8

QB5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique.

(UNE SEULE REPONSE)

	(493)
Tout à fait d'accord	1
Plutôt d'accord	2
Plutôt pas d'accord	3
Pas du tout d'accord	4
NSP	5

EB72.4 QC5

QB6 Parmi les initiatives suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité afin d'améliorer la performance de l'économie européenne ?

(MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 3 REPONSES)

	(494-506)
Augmenter la durée du travail	1,
Améliorer la formation professionnelle et l'éducation	2,
Investir dans la recherche et l'innovation	3,
Faciliter l'accès des entreprises au crédit	4,
Faciliter la création d'entreprises	5,
Utiliser l'énergie de manière plus efficace	6,
Investir dans les infrastructures de transports (autoroutes, chemins de fer, etc.)	7,
Investir dans le développement de produits ou services respectueux de l'environnement	8,
Augmenter l'âge du départ à la retraite	9,
Réduire les déficits publics et la dette des Etats membres	10,
Renforcer la régulation des marchés financiers	11,
Autre (SPONTANE)	12,
NSP	13,

NEW BASED ON EB72.4 QC7 (SPLIT A)

QB7	Which two of the following measures should the European Union prioritise in order to help people overcome the effects of the financial and economic crisis?

(SHOW CARD – READ OUT - ROTATE – MAX. 2 ANSWERS)

	(507-517)
Strengthen the regulation of financial markets	1,
Investment in education\ training\ research	2,
Investment in infrastructures	3,
Investment in energy and the environment	4,
Support for large companies and industry	5,
Support to SMEs / small businesses	6,
Support for the unemployed	7,
Support for pensioners	8,
Other (SPONTANEOUS)	9,
None (SPONTANEOUS)	10,
DK	11,

NEW BASED ON 72.4 QC8

QB7	Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise financière et économique ?

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION - MAX. 2 REPONSES)

	(507-517)
Renforcer la régulation des marchés financiers	1,
Les investissements dans l'éducation\ la formation\ la recherche	2,
Les investissements dans les infrastructures	3,
Les investissements dans l'énergie et dans l'environnement	4,
Le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie	5,
Le soutien aux PME\ petites entreprises	6,
Le soutien aux chômeurs	7,
Le soutien aux retraités	8,
Autre (SPONTANE)	9,
Aucun (SPONTANE)	10,
NSP	11,

NEW BASED ON 72.4 QC8

ASK QB8 TO ALL EXCEPT CY(tcc) - CY(tcc) GO TO QC1

QB8 For each of the following statements, please tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree.

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

		Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK
--	--	---------------	---------------	------------------	------------------	----

(518)

1	(ONLY TO SPLIT A) the financial and economic crisis makes it easier to adopt reforms	1	2	3	4	5
---	--	---	---	---	---	---

(519)

2	(ONLY TO SPLIT B) the financial and economic crisis makes it more difficult to adopt reforms	1	2	3	4	5
---	--	---	---	---	---	---

(520)

3	Reforms that benefit future generations should be pursued even if that means some sacrifices for the present generation	1	2	3	4	5
---	---	---	---	---	---	---

(521)

4	(ONLY TO SPLIT A) (OUR COUNTRY) needs more reforms to face the future	1	2	3	4	5
---	---	---	---	---	---	---

POSER QB8 A TOUS SAUF EN CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QC1

QB8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
--	--	----------------------	-----------------	---------------------	----------------------	-----

(518)

1	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) La crise financière et économique rend plus facile l'adoption de réformes	1	2	3	4	5
---	---	---	---	---	---	---

(519)

2	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) La crise financière et économique rend plus difficile l'adoption de réformes	1	2	3	4	5
---	--	---	---	---	---	---

(520)

3	Les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies, même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle	1	2	3	4	5
---	---	---	---	---	---	---

(521)

4	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) (NOTRE PAYS) a besoin de plus de réformes pour faire face au futur	1	2	3	4	5
---	--	---	---	---	---	---

(522)	5	(ONLY TO SPLIT B) Reforms that have been done so far in (OUR COUNTRY) are sufficient to face the future	1	2	3	4	5	(522)
(523)	6	(ONLY IN EU27) EU Member States should work together more in order to take measures to combat the financial and economic crisis (N)	1	2	3	4	5	(523)
(524)	7	You are ready to reduce your living standards now in order to guarantee the future of the next generations (N)	1	2	3	4	5	(524)
(525)	8	(ONLY TO SPLIT A) Measures to reduce the public deficit and debt in (OUR COUNTRY) cannot be delayed (N)	1	2	3	4	5	(525)
(526)	9	(ONLY TO SPLIT B) Measures to reduce the public deficit and debt in (OUR COUNTRY) are not a priority for now (N)	1	2	3	4	5	(526)

EB72.4 QC9 TREND MODIFIED

(522)	5	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) Les réformes qui ont été conduites jusqu'à aujourd'hui en (NOTRE PAYS) sont suffisantes pour faire face au futur	1	2	3	4	5	(522)
(523)	6	(UNIQUEMENT EN UE27) Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble afin de prendre des mesures pour combattre la crise financière et économique (N)	1	2	3	4	5	(523)
(524)	7	Vous êtes prêt(e) à réduire votre niveau de vie actuel pour garantir l'avenir des générations futures (N)	1	2	3	4	5	(524)
(525)	8	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées (N)	1	2	3	4	5	(525)
(526)	9	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment (N)	1	2	3	4	5	(526)

EB72.4 QC9 TREND MODIFIED

ASK ALL

QB9 For each of the following statements, please tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree.

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT – ROTATE)	Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK
--	---------------------	---------------	---------------	------------------	------------------	----

(527)

1	As significant public debt constitutes a burden for future generation it is necessary to rapidly reduce it	1	2	3	4	5
2	In a international financial and economic crisis, it is necessary to increase public deficits to create jobs	1	2	3	4	5

(528)

NEW

A TOUS

QB9 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
--	-------------------	----------------------	-----------------	---------------------	----------------------	-----

(527)

1	Etant donné qu'une dette publique considérable constitue un fardeau pour les générations futures, il est nécessaire de la réduire rapidement	1	2	3	4	5
2	En cas de crise financière et économique internationale, il est nécessaire d'augmenter les déficits publics afin de créer des emplois	1	2	3	4	5

(528)

NEW

ASK QB10 ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO QC1

QB10	Certain measures aimed at combating the current financial and economic crisis are currently being discussed within the European institutions. For each of these measures, could you tell me whether you think it would be effective or not to combat the current crisis? (M)
------	--

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	Very effective	Fairly effective	Not very effective	Not at all effective	DK
--	---------------------	----------------	------------------	--------------------	----------------------	----

(529)	1	A more important role for the EU at an international level in regulating financial services	1	2	3	4	5
(530)	2	The surveillance and supervision by the EU of the activities of the most important international financial groups	1	2	3	4	5
(531)	3	A stronger coordination of economic and financial policies among all the EU Member States (M)	1	2	3	4	5
(532)	4	A supervision by the EU whenever public money is used to rescue a financial institution	1	2	3	4	5
(533)	5	A stronger coordination of economic and financial policies among the countries of the euro area (N)	1	2	3	4	5

EB72.4 QC6 TREND MODIFIED

POSER QB10 UNIQUEMENT EN UE27 - LES AUTRES ALLER EN QC1

QB10	Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise actuelle. (M)
------	--

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Très efficace	Assez efficace	Pas vraiment efficace	Pas du tout efficace	NSP
--	-------------------	---------------	----------------	-----------------------	----------------------	-----

(529)	1	Un rôle plus important de l'UE au niveau international dans la réglementation des services financiers	1	2	3	4	5
(530)	2	La surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants	1	2	3	4	5
(531)	3	Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE	1	2	3	4	5
(532)	4	Une supervision par l'UE à chaque fois que de l'argent public sert à secourir un établissement financier	1	2	3	4	5
(533)	5	Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro (N)	1	2	3	4	5

EB72.4 QC6 TREND MODIFIED

ASK QC1 AND QC2 ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO QD1

--

QC1	For each of the following initiatives, please tell me how important or not you think they are in order for the European Union to exit the present financial and economic crisis and prepare for the next decade. Please use a scale from 1 to 10, where '1' means that you think this initiative is "not at all important" and '10' means that it is "very important".
-----	--

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	1 Not at all impo rtant	2	3	4	5	6	7	8	9	10 Very impo rtant	DK

(554-555)	1	To increase the support for research and development policies and turn inventions into products	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
(556-557)	2	To enhance the quality and appeal of EU's higher education system	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
(558-559)	3	To develop the e-economy by strengthening ultra fast Internet within the EU	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

POSER QC1 ET QC2 UNIQUEMENT EN UE27 - LES AUTRES ALLER EN QD1

--

QC1	Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".
-----	--

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	1 Not at all impo rtant	2	3	4	5	6	7	8	9	10 Very impo rtant	NSP

(554-555)	1	Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
(556-557)	2	Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
(558-559)	3	Développer l'e-economie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

(560-561)	4	To support an economy that uses less natural resources and emits less greenhouse gas	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	5	To help the EU's industrial base to be more competitive by promoting entrepreneurship and developing new skills	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	6	To modernise labour markets, with a view to raising employment levels	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	7	To help the poor and socially excluded and enable them to play an active part in society	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

NEW

(560-561)	4	Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	5	Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	6	Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	7	Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

NEW

QC2	Thinking about each of the following objectives to be reached by 2020 in the European Union, would you say that it is too ambitious, about right or too modest?

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Too ambitious	About right	Too modest	DK
(568)	1 Three quarters of men and women aged between 20 and 64 years of age should have a job	1	2	3	4
(569)	2 The share of funds invested in research and development should reach 3% of the wealth produced in the EU each year	1	2	3	4
(570)	3 To reduce EU greenhouse gas emissions by at least 20% by 2020 compared to 1990	1	2	3	4
(571)	4 To increase the share of renewable energy in the EU by 20% by 2020	1	2	3	4
(572)	5 To increase the energy efficiency in the EU by 20% by 2020	1	2	3	4
(573)	6 Young people leaving school before getting a diploma should not be higher than 10% of pupils	1	2	3	4
(574)	7 At least 40% of the younger generation should have a degree or a diploma	1	2	3	4
(575)	8 The number of Europeans facing poverty should be reduced by a quarter by 2020	1	2	3	4

NEW

QC2	En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Trop ambitieux	Comme il faut	Trop modeste	NSP
(568)	1 Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi	1	2	3	4
(569)	2 La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année	1	2	3	4
(570)	3 Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990	1	2	3	4
(571)	4 Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE d'au moins 20%	1	2	3	4
(572)	5 Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%	1	2	3	4
(573)	6 Le taux de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ne devrait pas être supérieur à 10% des élèves	1	2	3	4
(574)	7 Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification	1	2	3	4
(575)	8 Le nombre d'Européens confrontés à la pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020	1	2	3	4

NEW

ASK ALL

QD1 For each of the following statements, please tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree.

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK
--	---------------------	---------------	---------------	------------------	------------------	----

(596)	1	Globalisation is an opportunity for economic growth	1	2	3	4	5
(597)	2	Globalisation increases social inequalities	1	2	3	4	5
(598)	3	Globalisation requires common global rules ("worldwide governance")	1	2	3	4	5
(599)	4	The EU and the USA have the same interests when dealing with globalisation	1	2	3	4	5
(600)	5	Globalisation protects us from price increases	1	2	3	4	5
(601)	6	Globalisation is profitable only for large companies, not for citizens	1	2	3	4	5
(602)	7	(NOT IN CY(tcc)) Globalisation means more foreign investments in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5

A TOUS

QD1 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE – UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
--	-------------------	----------------------	-----------------	---------------------	----------------------	-----

(596)	1	La mondialisation représente une opportunité de croissance économique	1	2	3	4	5
(597)	2	La mondialisation accroît les inégalités sociales	1	2	3	4	5
(598)	3	La mondialisation rend nécessaire des règles communes au niveau mondial ("gouvernance mondiale")	1	2	3	4	5
(599)	4	L'UE et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation	1	2	3	4	5
(600)	5	La mondialisation nous protège des augmentations de prix	1	2	3	4	5
(601)	6	La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens	1	2	3	4	5
(602)	7	(PAS EN CY(tcc)) La mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5

(603)	8	(ONLY IN CY(tcc)) Globalisation means more foreign investments in our Community	1	2	3	4	5
(604)	9	Globalisation helps the development of poorer countries	1	2	3	4	5
(605)	10	The EU has sufficient power and tools to defend its economic interests in the global economy (N)	1	2	3	4	5
(606)	11	(ONLY TO SPLIT A) The EU helps to protect European citizens from the negative effects of globalisation	1	2	3	4	5
(607)	12	(ONLY TO SPLIT B) The EU enables European citizens to better benefit from the positive effects of globalisation	1	2	3	4	5
(608)	13	The EU and China have the same interests when dealing with globalisation (N)	1	2	3	4	5

EB72.4 QB3 TREND MODIFIED

(603)	8	(UNIQUEMENT EN CY(tcc)) La mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers dans notre Communauté	1	2	3	4	5
(604)	9	La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres	1	2	3	4	5
(605)	10	L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale (N)	1	2	3	4	5
(606)	11	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) L'UE aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation	1	2	3	4	5
(607)	12	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) L'UE permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation	1	2	3	4	5
(608)	13	L'UE et la Chine ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation (N)	1	2	3	4	5

EB72.4 QB3 TREND MODIFIED

E) CITIZENSHIP						
1. EUROPEAN CITIZENSHIP						
ASK QE1 TO QE5 ONLY IN EU27 - CY(tcc) GO TO QE6b - OTHERS GO TO QE6a						
QE1	In the near future, do you see yourself as...?					
(SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)						
						(629)
(NATIONALITY) only						1
(NATIONALITY) and European						2
European and (NATIONALITY)						3
European only						4
None (SPONTANEOUS) (N)						5
Refusal (SPONTANEOUS) (N)						6
DK						7
EB67.1 QA15 TREND MODIFIED						
QE2	For each of the following statements, please tell me to what extent it corresponds or not to your own opinion.					
(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)						
	(READ OUT)	Yes, definitely	Yes, to some extent	No, not really	No, definitely not	DK
(630)	1 You feel you are a citizen of the EU	1	2	3	4	5
(631)	2 You know what your rights are as a citizen of the EU	1	2	3	4	5
(632)	3 You would like to know more about your rights as a citizen of the EU	1	2	3	4	5
NEW (BASED ON EB71.3 QK7)						

E) LA CITOYENNETE						
1. LA CITOYENNETE EUROPEENNE						
POSER QE1 A QE5 UNIQUEMENT EN UE27 - CY(tcc) ALLER EN QE6b - LES AUTRES ALLER EN QE6a						
QE1	Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ?					
(MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)						
						(629)
(NATIONALITE) uniquement						1
(NATIONALITE) et Européen(ne)						2
Européen(ne) et (NATIONALITE)						3
Européen(ne) uniquement						4
Aucun (SPONTANE) (N)						5
Refus (SPONTANE) (N)						6
NSP						7
EB67.1 QA15 TREND MODIFIED						
QE2	Pour chacun des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.					
(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)						
	(LIRE)	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Non, pas vraiment	Non, absolument pas	NSP
(630)	1 Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE	1	2	3	4	5
(631)	2 Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE	1	2	3	4	5
(632)	3 Vous aimeriez en savoir plus sur vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE	1	2	3	4	5
NEW (BASED ON EB71.3 QK7)						

QE3	Which of the following elements would best strengthen your feeling about being a European citizen?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 4 ANSWERS)

(633-650)	
Being able to vote in all elections organised in the Member State where you live even if you are not a citizen of this Member State	1,
A European social welfare system harmonised between the Member States (health, pensions, etc.)	2,
A President of the EU directly elected by the citizens of all Member States	3,
EU embassies in non EU countries	4,
European emergency response service to fight international natural disasters	5,
A European civic education course for children of primary school age	6,
Being able to use your mobile phone in all EU countries at the same price	7,
Being able to shop online from all EU countries at the same price and with the same consumer protection legislation	8,
Seeing a European researcher winning a Nobel prize	9,
Seeing the President of the European Commission on TV delivering a "general policy speech " in front of the European Parliament	10,
A European Parliament that had the right to decide on taxes raised in the European Union	11,
Being able to move to any EU country after your retirement and to take your pension with you	12,
A European ID card in addition to national ID cards	13,
A European army	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
You do not want to be a European citizen/ You do not feel that you're a European citizen (SPONTANEOUS)	16,
None (SPONTANEOUS) (M)	17,
DK	18,

NEW BASED ON EB70.1 QD20

QE3	Parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui renforceraient le plus votre sentiment d'être un(e) citoyen(ne) européen(ne) ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 4 REPONSES)

(633-650)	
Avoir le droit de voter à toutes les élections organisées dans l'Etat membre où vous vivez, même si vous n'êtes pas citoyen(ne) de cet Etat membre	1,
Un système de protection sociale européen harmonisé entre les Etats membres (santé, retraites, etc.)	2,
Un Président de l'UE directement élu par les citoyens de tous les Etats membres	3,
Des ambassades de l'UE dans les pays à l'extérieur de l'UE	4,
Des services européens d'intervention d'urgence pour lutter contre les catastrophes naturelles internationales	5,
Un cours d'éducation civique européenne dès l'école primaire	6,
Pouvoir utiliser son téléphone mobile dans tous les pays de l'UE au même prix	7,
Pouvoir faire des achats en ligne dans tous les pays de l'UE au même prix et avec la même législation de protection des consommateurs	8,
Voir un chercheur européen remporter un prix Nobel	9,
Voir à la télévision le Président de la Commission européenne faire un « discours de politique générale » devant le Parlement européen	10,
Un Parlement européen qui a le droit de légiférer sur les impôts dans l'Union européenne	11,
Pouvoir s'installer dans n'importe quel pays de l'UE après votre retraite et y toucher votre pension	12,
Une carte d'identité européenne en complément de la carte d'identité nationale	13,
Une armée européenne	14,
Autre (SPONTANE)	15,
Vous ne voulez pas être un(e) citoyen(ne) européen(ne)\ Vous n'avez pas le sentiment d'être un(e) citoyen(ne) européen(ne) (SPONTANE)	16,
Aucun (SPONTANE)	17,
NSP	18,

NEW BASED ON EB70.1 QD20

QE4	In the last 12 months have you...?				

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Yes, on several occasions	Yes, once or twice	No	DK
--	------------	---------------------------	--------------------	----	----

(651)

1	Visited another EU country	1	2	3	4
---	----------------------------	---	---	---	---

(652)

2	Read a book, newspaper or magazine in a language other than your mother tongue	1	2	3	4
---	--	---	---	---	---

(653)

3	Socialised with people from another EU country	1	2	3	4
---	--	---	---	---	---

(654)

4	Watched TV programs in a language other than your mother tongue (N)	1	2	3	4
---	---	---	---	---	---

(655)

5	Used Internet in order to purchase a product or a service from another EU country (N)	1	2	3	4
---	---	---	---	---	---

EB65.1 QA5 TREND MODIFIED

QE4	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ... ?				

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Oui, à plusieurs reprises	Oui, une ou deux fois	Non	NSP
--	--------	---------------------------	-----------------------	-----	-----

(651)

1	Visité un autre pays de l'Union européenne	1	2	3	4
---	--	---	---	---	---

(652)

2	Lu un livre, un journal ou un magazine dans une langue autre que votre langue maternelle	1	2	3	4
---	--	---	---	---	---

(653)

3	Eu des relations sociales avec des personnes d'un autre pays de l'UE	1	2	3	4
---	--	---	---	---	---

(654)

4	Regardé un programme à la télévision dans une langue autre que votre langue maternelle (N)	1	2	3	4
---	--	---	---	---	---

(655)

5	Utilisé Internet pour acheter un produit ou un service dans un autre pays de l'UE (N)	1	2	3	4
---	---	---	---	---	---

EB65.1 QA5 TREND MODIFIED

2. EUROPEAN UNION ACHIEVEMENTS FOR CITIZENS

QE5 For each of the following achievements of the European Union, could you tell me whether you have benefited from it or not.

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Has benefited (M)	Has not benefited (M)	DK
--	------------	-------------------	-----------------------	----

(656)	1	No\ less border controls when travelling abroad (M)	1	2	3
(657)	2	Improved consumers rights when buying products or services in another EU country (N)	1	2	3
(658)	3	Less expensive communication costs when using a mobile phone in another EU country (N)	1	2	3
(659)	4	Receiving medical assistance in another EU country (N)	1	2	3
(660)	5	Strengthened rights of air transport passengers in the EU (N)	1	2	3

EB66.1 QA42 TREND MODIFIED

2. LES REALISATIONS DE L'UNION EUROPEENNE POUR LES CITOYENS

QE5 Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous me dire si vous en avez bénéficié ou non.

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	A bénéficié (M)	N'a pas bénéficié (M)	NSP
--	--------	-----------------	-----------------------	-----

(656)	1	Pas\ Moins de contrôles aux frontières lors des voyages à l'étranger (M)	1	2	3
(657)	2	Une amélioration des droits des consommateurs lors de l'achat de produits ou services dans un autre pays de l'UE (N)	1	2	3
(658)	3	Des coûts de communication moins élevés pour l'utilisation d'un téléphone mobile dans un autre pays de l'UE (N)	1	2	3
(659)	4	Recevoir une assistance médicale dans un autre pays de l'UE (N)	1	2	3
(660)	5	Un renforcement des droits des passagers des transports aériens dans l'UE (N)	1	2	3

EB66.1 QA42 TREND MODIFIED

3. REPRESENTATION AND DEMOCRACY

ASK QE6a TO ALL EXCEPT IN CY(tcc) - CY(tcc) GO TO QE6b

QE6a Please tell me for each statement, whether you tend to agree or tend to disagree.

	(READ OUT)	Tend to agree	Tend to disagree	DK
(661)	1 (ONLY IN EU27) I feel I am safer because (OUR COUNTRY) is a member of the EU	1	2	3
(662)	2 My voice counts in the EU	1	2	3
(663)	3 My voice counts in (OUR COUNTRY)	1	2	3
(664)	4 (OUR COUNTRY)'s voice counts in the EU	1	2	3

EB71.3 QA12a (items 2, 3, 4) + EB69.2 QA15a (item 1) TREND MODIFIED

ASK QE6b ONLY IN CY(tcc) - EU27 GO TO QE7 - OTHERS GO TO QE8

QE6b Please tell me for each statement, whether you tend to agree or tend to disagree.

	(READ OUT)	Tend to agree	Tend to disagree	DK
(665)	1 My voice counts in the EU	1	2	3
(666)	2 My voice counts in our Community	1	2	3
(667)	3 Our Community's voice counts in the EU	1	2	3

EB71.3 QA12b TREND MODIFIED

3. REPRESENTATION ET DEMOCRATIE

POSER QE6a A TOUS SAUF EN CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QE6b

QE6a Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

	(LIRE)	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
(661)	1 (UNIQUEMENT EN UE27) J'ai le sentiment d'être plus en sécurité parce que (NOTRE PAYS) est membre de l'UE	1	2	3
(662)	2 Ma voix compte dans l'UE	1	2	3
(663)	3 Ma voix compte en (NOTRE PAYS)	1	2	3
(664)	4 La voix de (NOTRE PAYS) compte dans l'UE	1	2	3

EB71.3 QA12a (items 2, 3, 4) + EB69.2 QA15a (item 1) TREND MODIFIED

POSER QE6b UNIQUEMENT EN CY(tcc) - UE27 ALLER EN QE7 - LES AUTRES ALLER EN QE8

QE6b Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

	(LIRE)	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
(665)	1 Ma voix compte dans l'UE	1	2	3
(666)	2 Ma voix compte en notre Communauté	1	2	3
(667)	3 La voix de notre Communauté compte dans l'UE	1	2	3

EB71.3 QA12b TREND MODIFIED

ASK QE7 ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO QE8

POSER QE7 UNIQUEMENT EN UE27 - LES AUTRES ALLER EN QE8

QE7 Representatives of the different levels of public authorities, European level, national level and regional or local level, are all present in the European institutions. From the following list of political representatives, which ones are best placed...?

QE7 Des représentants des différents niveaux d'autorités publiques, niveau européen, niveau national et niveau régional ou local, sont tous présents dans les institutions européennes. Parmi la liste suivante de représentants politiques, lesquels sont les mieux placés ... ?

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

(READ OUT – ROTATE)	Your MEPs (Members of the European Parliament)	Your (NATIONALITY) political representatives	Your regional or local political representatives	None of them (SPONTANEOUS)	All together (SPONTANEOUS)	DK
---------------------	--	--	--	----------------------------	----------------------------	----

(LIRE – ROTATION)	Vos Eurodéputés (Les députés du Parlement européen)	Vos représentants politiques (NATIONALITE)	Vos représentants politiques régionaux ou locaux	Aucun (SPONTANÉ)	Tous ensemble (SPONTANÉ)	NSP
-------------------	---	--	--	------------------	--------------------------	-----

(668)

(668)

(669)

(669)

(670)

(670)

1	To defend your personal interests at a European level	1	2	3	4	5	6
2	To explain you how European policies influence your day-to-day life (M)	1	2	3	4	5	6
3	To explain you what the EU is doing for European citizens (N)	1	2	3	4	5	6

1	Pour défendre vos intérêts personnels au niveau européen	1	2	3	4	5	6
2	Pour vous expliquer l'impact des politiques européennes dans votre vie quotidienne	1	2	3	4	5	6
3	Pour vous expliquer ce que l'UE fait pour les citoyens européens (N)	1	2	3	4	5	6

EB70.1 QH3 TREND MODIFIED

EB70.1 QH3 TREND MODIFIED

4. PARTICIPATION OF CITIZENS IN SOCIETY

ASK ALL

QE8 Which two of the following do you think are the best ways of ensuring one's voice is heard by decision-makers?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 2 ANSWERS)

	(671-681)
Voting in elections	1,
Joining a political party	2,
Joining a demonstration	3,
Signing a petition	4,
Going on strike	5,
Joining a trade union	6,
Being a member of a consumer association	7,
Being a member or supporter of an NGO (non-governmental organisation)	8,
Participate in debates using the Internet	9,
Other (SPONTANEOUS)	10,
DK	11,

EB65.1 QA21

4. LA PARTICIPATION DES CITOYENS DANS LA SOCIETE

A TOUS

QE8 Parmi les éléments suivants, quels sont les deux meilleurs moyens de s'assurer que sa voix soit entendue par les décideurs ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

	(671-681)
Voter aux élections	1,
Rejoindre un parti politique	2,
Participer à une manifestation	3,
Signer une pétition	4,
Faire grève	5,
Rejoindre un syndicat	6,
Etre membre d'une association de consommateurs	7,
Etre un membre ou un soutien d'une ONG (organisation non-gouvernementale)	8,
Participer à des débats en utilisant internet	9,
Autre (SPONTANE)	10,
NSP	11,

EB65.1 QA21

ASK QE9 AND QE10 ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO QE11

The Lisbon Treaty came into force in December 2009. It has introduced the "European Citizens' Initiative". The initiative enables one million European Union citizens to call on the European Commission to bring forward an initiative of interest to them in an area of EU competence.

QE9 How likely or not do you think you would make use of this European Citizens' initiative?

(READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

	(682)
Very likely	1
Fairly likely	2
Not very likely	3
Not at all likely	4
DK	5

NEW

POSER QE9 ET QE10 UNIQUEMENT EN UE27 - LES AUTRES ALLER EN QE11

Le Traité de Lisbonne est entré en vigueur en décembre 2009. Il a introduit "L'Initiative citoyenne européenne". Cette initiative permet à un million de citoyens de l'Union européenne d'appeler directement la Commission européenne à soumettre une proposition sur des questions présentant pour eux un intérêt et couvertes par les domaines de compétence de l'Union européenne.

QE9 Quelle est la probabilité pour que vous fassiez ou pas usage de ce droit cette initiative citoyenne européenne ?

(LIRE - UNE SEULE REPONSE)

	(682)
Très probable	1
Plutôt probable	2
Pas très probable	3
Pas du tout probable	4
NSP	5

NEW

QE10	And whether or not you think you might make use of it or not, if you were to do so, in which of the following fields would you be most likely to use the European Citizens' initiative?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 4 ANSWERS)

	(683-701)
Employment	1,
Environment	2,
Pensions	3,
Education	4,
Sport	5,
Enlargement of the EU	6,
Taxation	7,
Mobility of EU's citizens	8,
Common foreign and security policy	9,
Agriculture	10,
Immigration	11,
Energy	12,
Crime	13,
Terrorism	14,
Consumer protection	15,
Problems with your national government	16,
Fundamental rights of EU's citizens	17,
Other (SPONTANEOUS)	18,
DK	19,

NEW BASED ON EB62.1 QA7

QE10	Et que vous pensiez ou non pouvoir faire usage de ce droit, si vous deviez le faire, dans quels domaines parmi les suivants seriez-vous le plus susceptible de faire usage de cette initiative citoyenne européenne ?

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION - MAX. 4 REPONSES)

	(683-701)
L'emploi	1,
L'environnement	2,
Les retraites	3,
L'éducation	4,
Le sport	5,
L'élargissement de l'UE	6,
La fiscalité	7,
La mobilité des citoyens de l'UE	8,
La politique étrangère et de sécurité commune	9,
L'agriculture	10,
L'immigration	11,
L'énergie	12,
L'insécurité	13,
Le terrorisme	14,
La protection des consommateurs	15,
Des problèmes avec votre gouvernement national	16,
Les droits fondamentaux des citoyens de l'UE	17,
Autre (SPONTANE)	18,
NSP	19,

NEW BASED ON EB62.1 QA7

5. VOLUNTEERING

ASK ALL

QE11 Do you currently participate actively in or do voluntary work for one or more of the following organisations?

(SHOW CARD - READ OUT - MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

	(702-717)
A sports club or club for outdoor activities (recreation organisation)	1,
Education, arts, music or cultural association	2,
A trade union	3,
A business or professional organisation	4,
A consumer organisation	5,
An international organisation such as development aid organisation or human rights organisation	6,
An organisation for environmental protection, animal rights, etc.	7,
A charity organisation or social aid organisation	8,
A leisure association for the elderly	9,
An organisation for the defence of elderly rights	10,
Religious or church organisation	11,
Political party or organisation	12,
Organisation defending the interest of patients and/or disabled	13,
Other interest groups for specific causes such as women, people with specific sexual orientation, local issues, etc.	14,
None (SPONTANEOUS)	15,
DK	16,

EB66.3 QA19

5. LE VOLONTARIAT

A TOUS

QE11 Actuellement, participez-vous activement ou travaillez-vous bénévolement dans une ou plusieurs des organisations suivantes ?

(MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	(702-717)
Un club de sport ou un club pour des activités de plein air	1,
Une association culturelle, éducative ou artistique	2,
Un syndicat	3,
Une organisation de professionnels	4,
Une organisation de consommateurs	5,
Une organisation internationale telle qu'une organisation pour la défense des droits de l'homme ou d'aide au développement	6,
Une organisation pour la protection de l'environnement, les droits des animaux, etc.	7,
Une association caritative ou d'aide sociale	8,
Une association de loisirs pour les personnes âgées	9,
Une association pour la défense des droits des personnes âgées	10,
Une organisation religieuse\église	11,
Un parti politique ou une organisation politique	12,
Une association pour la défense des intérêts des malades et\ ou des personnes handicapées	13,
Autres groupes d'intérêt pour des causes spécifiques comme les femmes, les personnes avec une orientation sexuelle spécifique, les enjeux locaux, etc.	14,
Aucun (SPONTANE)	15,
NSP	16,

EB66.3 QA19

QE12	In which of the following fields do you consider volunteering to play an important role?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

	(718-735)
Democratic life	1,
Intercultural and interreligious dialogue	2,
Intergenerational dialogue	3,
Active ageing	4,
Solidarity and humanitarian aid	5,
Social inclusion of disadvantaged citizens	6,
Construction of European identity	7,
Employment	8,
Education and training	9,
Protection of human rights	10,
Environment	11,
Health care	12,
Consumer protection	13,
Sport	14,
Culture	15,
Other (SPONTANEOUS)	16,
None (SPONTANEOUS)	17,
DK	18,

NEW

QE12	Dans lesquels des domaines suivants considérez-vous que le volontariat joue un rôle important ?

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION - MAX. 3 REPONSES)

	(718-735)
La vie démocratique	1,
Le dialogue interculturel et interreligieux	2,
Le dialogue intergénérationnel	3,
Viellir en restant actif	4,
La solidarité et l'aide humanitaire	5,
L'intégration sociale des citoyens défavorisés	6,
La construction de l'identité européenne	7,
L'emploi	8,
L'éducation et la formation	9,
La défense des droits de l'homme	10,
L'environnement	11,
Le système de santé	12,
La protection des consommateurs	13,
Le sport	14,
La culture	15,
Autre (SPONTANE)	16,
Aucun (SPONTANE)	17,
NSP	18,

NEW